

# **L'ANARCHISME À CUBA**

suivi de

**TÉMOIGNAGES SUR  
LA RÉVOLUTION CUBAINE**

Éditions CNT-Région parisienne  
33, rue des Vignoles, 75020 Paris  
Tel : 01 43 72 09 54  
Fax : 01 43 72 71 55

© Éditions CNT-Région parisienne, 2004  
ISBN 2-915731-01-2

Frank Fernández

# L'ANARCHISME À CUBA

suivi de

Augustin Souchy

## TÉMOIGNAGES SUR LA RÉVOLUTION CUBAINE



**Éditions**  
**CNT**  
Région parisienne

## Note des éditeurs

Le présent ouvrage est la version française de *El Anarquismo en Cuba*, le livre de Frank Fernández publié par la Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo en l'an 2000. Nous y avons intégré – soit dans le corps du texte soit en notes de bas de page – un certain nombre de précisions que l'auteur souhaitait voir incorporées à cette version de son livre.

Si nous avons choisi de ne garder qu'un seul des deux textes de présentation de l'ouvrage, celui de Lily Litvak, nous avons pensé, en revanche, enrichir le livre de notre ami Frank Fernández en y adjoignant le témoignage que l'anarcho-syndicaliste allemand Augustin Souchy (1892-1984) consacra aux premières expériences sociales du régime instauré à Cuba après 1959.

Le public français n'avait pu lire que quelques pages de ce témoignage capital – issu d'une enquête menée à la demande du régime lui-même, avant que ses responsables ne décident de l'envoyer au pilon – dans la brochure *Cuba : révolution et contre-révolution* publiée à Paris en 1962 sous la direction de Louis Mercier Vega. C'est pourquoi nous sommes particulièrement heureux de pouvoir faire figurer ici, comme un complément indispensable à l'ouvrage de Frank Fernández, le texte d'un militant libertaire allemand qui fut témoin, en son temps, de la révolution espagnole de 1936.

Frank Fernández

**L'ANARCHISME  
À CUBA**

Préface de Lily Litvak

## Préface

Qu'est-ce que l'histoire ? On accepte aujourd'hui la nécessité de redéfinir l'histoire d'un pays eu égard au devenir de son peuple. Une telle démarche est urgente dans le cas cubain, non seulement à cause du *parti pris*<sup>1</sup> de tous ceux qui s'intéressent à son passé mais aussi à cause des incertitudes qui entourent son avenir. Le présent livre s'emploie à donner quelques pistes pour mieux aborder la tâche.

Pour commencer, Frank Fernández s'attaque au mythe marxiste qui, de façon insistante, a nié la participation des libertaires à la formation du pays. C'est pourquoi, avec la plus grande méticulosité chronologique, avec toute l'érudition et le soin dont il est capable, il s'est attaché à l'exposition de l'histoire du mouvement anarchiste de l'île. Pressé par le besoin d'expliquer le cours des événements, et malgré le profond attachement qui est le sien pour le pays dont il est originaire, il s'est refusé néanmoins à accepter les idées toutes faites sur le sujet, en laissant que les faits ouvrent d'eux-mêmes la voie à la recherche de la vérité. En dépit de l'attitude négative adoptée par la critique marxiste à l'égard des œuvres antérieures de Frank Fernández, celui-ci n'a pas voulu se borner à un panégyrique de l'anarchisme : si chaque secteur social, écrit-il, « a le droit d'exposer ce qui constitue sa vérité historique », cela doit se faire « sur la base de données évidentes et correctement interprétées ». C'est pourquoi il s'est penché sur une grande quantité de matériaux de première main, qu'il a lu des documents, des journaux, des mémoires, qu'il a exploré les bibliothèques et dépouillé nombre d'archives. Son texte, du coup, est étayé par un appareil critique détaillé et une forte base bibliographique alimentée à des sources originales et difficilement accessibles. Il faut y

<sup>1</sup> En français dans le texte.

ajouter l'expérience qu'il a vécue lui-même au long de plusieurs décennies et le contact avec les compagnons et les groupes de l'exil. De là une synthèse parfaite dans les résultats auxquels il parvient, où non seulement il éclaire un chapitre peu connu de l'histoire mais aussi ces concepts plus vastes qui informent les débats idéologiques sur Cuba. Il faut donc savoir gré à Frank Fernández d'avoir opté pour la plus grande clarté d'exposition afin de mieux mettre à la portée des lecteurs son savoir et ce corpus de connaissances qui sont le patrimoine du peuple cubain. Outre l'érudition dont témoigne le livre, ce qui rend sa lecture si attrayante est une prose claire, transparente, intelligente, contrôlée, qui immerge le lecteur dans les événements comme s'il en avait été le témoin oculaire. Comment ne pas voir, enfin, la passion que l'auteur a conçue pour son sujet. Son œuvre porte sur des gens et des événements qui lui tiennent à cœur, et qui, à travers sa recherche, trouvent de nouvelles perspectives, un sens original et une vie nouvelle. Il montre, dans son livre, l'influence exercée par les idées libertaires sur le peuple cubain, et comment le sens du devoir des anarchistes, mais aussi la simple nécessité historique, ont fait d'eux les inlassables défenseurs de la liberté et de la justice.

Le premier chapitre couvre la période qui va de 1865 à 1898. On y prête une attention particulière aux courants de la pensée anarchiste diffusés au cours de la formation et du développement de la nation cubaine. L'auteur rappelle d'abord l'influence de Proudhon, qui eut des partisans et des disciples parmi les artisans et les ouvriers progressistes, principalement dans le secteur de l'industrie du tabac, le premier secteur qui ait vu l'apparition d'une conscience de classe. C'est là aussi qu'on avait créé, en 1857, la première société mutualiste inspirée par la pensée de Proudhon. L'auteur analyse ensuite la trajectoire qui commence avec la première grève ouvrière, menée en 1865, la fondation de l'hebdomadaire *La Aurora* par l'Espagnol Saturnino Martínez, originaire des Asturies, et la création de la pratique de la lecture parmi les ouvriers de l'industrie du tabac, qui eut une grande influence dans la propagation de l'idéal anarchiste.

C'est au début des années 1880 qu'on vit apparaître sur l'île les concepts sociaux issus de la Fédération régionale espagnole, tels qu'ils furent élaborés au cours du

Congrès de Barcelone de 1881, quand le bakouninisme succéda à l'influence proudhonienne. Dans ces années-là, on assista à la création de la Junte centrale des artisans et du Cercle des travailleurs de La Havane, au même moment où, dans les colonnes de *El Productor*, brillait le talent de penseur et d'écrivain d'Enrique Roig San Martín. Frank Fernández rapporte les principaux événements qui accompagnent l'implantation des idées libertaires sur l'île, les grèves qui paralysèrent le secteur du tabac, la fondation de la Fédération locale des ouvriers du tabac qui allait être le vecteur principal de l'anarchisme cubain, la première célébration du 1<sup>er</sup> Mai, ainsi que la répression à laquelle le gouvernement soumit en permanence le mouvement ouvrier.

L'auteur analyse avec le plus grand soin le débat issu des différends entre les anarchistes favorables à l'indépendance et ceux qui, par souci doctrinaire, ne souhaitaient pas adhérer à la cause séparatiste. Néanmoins, il montre aussi comment les foyers révolutionnaires, principalement présents en Floride, constituèrent, de fait, de véritables enclaves anarcho-séparatistes.

En 1895, la guerre que José Martí avait appelée de ses vœux éclata enfin, et, parmi les combattants, figuraient quelques militants anarchistes connus, surtout parmi ceux qui avaient émigré aux États-Unis. Un des thèmes les plus importants de l'ouvrage a trait à la relation entre les événements cubains et le mouvement anarchiste en Espagne. L'auteur met en lumière la façon dont la cruauté de la guerre menée par les autorités coloniales espagnoles amena des libertaires de renom comme Fermín Salvoechea et Pedro Vallina à prendre fait et cause pour le mouvement indépendantiste, en encourageant les grèves et les manifestations en sa faveur, comme elle explique l'activité d'un Betances à Paris. À ce sujet, Frank Fernández reprend ici certains des faits exposés dans son ouvrage antérieur *La sangre de Santa Águeda. Angiolillo, Betances y Cánovas* (Miami, Ediciones Universal, 1994) pour les explorer à nouveau. On peut y mesurer jusqu'à quel point l'assassinat de Cánovas par l'anarchiste Angiolillo fut un événement fondamental dans la préparation de ce que les Espagnols ont appelé le « Désastre » de 1898.

Dans le deuxième chapitre, on étudie les conséquences de la guerre et les répercussions sur l'île des ambitions politiques et économiques de Washington. Cuba



était une pièce fondamentale pour les plans nord-américains à cause de sa position géographique et stratégique aussi bien pour les communications du nord du continent que dans la perspective de la construction du canal inter-océanique de Panama. Le résultat en fut, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1899, l'occupation américaine de Cuba. L'auteur rapporte les événements qui eurent lieu dans le milieu libertaire, plusieurs grèves de grande importance comme celle de Sagua la Grande, la formation de la nouvelle organisation ouvrière, la Liga General de Trabajadores, et la visite de Malatesta sur l'île. Il examine également la seconde occupation nord-américaine et l'écho rencontré par la révolution d'Octobre, la création de la Fédération ouvrière de La Havane, puis l'arrivée au pouvoir de Gerardo Machado, qui détermina une dure répression contre les libertaires.

Le chapitre suivant est consacré aux événements qui vont de 1934 à 1958. La période commence par la formation d'un nouveau gouvernement d'inspiration gauchisante et nationaliste, symbolisé par la personne de Fulgencio Batista. Une des lois qu'il promulgua, interdisant à toute entreprise d'employer plus de 50 % d'étrangers, affecta énormément l'anarchisme cubain : de nombreux militants espagnols durent abandonner l'île pour leur pays d'origine, où les attendrait la guerre civile.

Au cours de ces années-là, l'avenir du mouvement anarchiste cubain dépendra largement de Batista, encore colonel à l'époque, qui va devenir l'homme fort de l'île, instaurer une dictature personnelle et établir un contrôle de fer sur les activités sociales et politiques du pays. Cependant, il ne put empêcher la constitution de certaines organisations clandestines, au nombre desquelles il faut citer la Jeunesse libertaire de Cuba.

Quand éclata la guerre civile espagnole, les anarchistes cubains se joignirent aux défenseurs de la République et fondèrent à La Havane une section de la SIA (Solidarité internationale antifasciste), qui fit tout son possible pour envoyer des fonds et des armes aux compagnons de la CNT-FAI. À la fin de la guerre, grâce aux démarches des libertaires de l'île, de nombreux militants anarchistes espagnols purent obtenir des passeports cubains et s'installer sur l'île.

Enfin, les derniers chapitres révèlent des faits presque complètement inconnus jusqu'ici. Fernández raconte par le menu la participation des anarchistes à la lutte contre le régime de Batista, tant dans les guérillas orientales et celles de la sierra de l'Escambray qu'au sein des villes. Il rappelle que, dans la brochure *Proyecciones libertarias* (parue en 1956), où ils attaquaient le régime en place, les libertaires ne se faisaient pas faute de noter le peu de confiance que Fidel Castro leur inspirait. Bien que, au début de l'instauration du gouvernement révolutionnaire, les libertaires aient observé une attitude réservée à son égard, il ne fallut guère de temps pour voir apparaître, dans leurs publications, les premières condamnations des agissements dictatoriaux du nouveau régime : ce comportement valut aux anarcho-syndicalistes cubains d'être expulsés, dès les premiers jours de janvier 1960, des organisations ouvrières. L'été de la même année, convaincus de ce que Castro penchait irrésistiblement vers l'établissement d'un gouvernement totalitaire, les anarchistes diffusèrent, à travers l'organe du regroupement syndicaliste libertaire, une déclaration qui réaffirmait le refus de l'État, revendiquait une organisation du travail fondée sur la coopération contre le centralisme agraire impulsé par le nouveau régime, et rappelait leurs habituelles positions anti-nationalistes, anti-militaristes et anti-impérialistes. Ils condamnaient le centralisme bureaucratique et « les ten-dances autoritaires qui apparaissent au sein même de la révolution ». Il s'agit là d'une des premières attaques portées, d'un point de vue idéologique, contre le nouveau régime. Dès cet instant, les libertaires furent accusés par les autorités d'avoir rallié le camp des contre-révolutionnaires et, du coup, voués à la clandestinité. Frank Fernández rapporte les activités du mouvement anarchiste, la publication du bulletin clandestin *Movimiento de Acción Sindical* et la participation de certains libertaires aux foyers guérilleros apparus en plusieurs points du territoire. Enfin, le milieu des années 60 marque le moment du départ en exil – principalement vers les États-Unis – pour nombre d'entre eux, engagés ou pas dans l'opposition violente au nouveau régime.

L'activité intellectuelle infatigable des différents groupes exilés, leur dynamisme et leur lucidité sont autant de preuves de la capacité de survivance de l'anarchisme. Dans l'importante conclusion du chapitre V, l'auteur nous livre ses

réflexions sur la situation actuelle de l'île et sur la viabilité des idées défendues par les libertaires. Le paragraphe suivant résume bien l'héroïque lutte à laquelle ils se sont consacrés : « [...] les anarchistes cubains ont toujours maintenu leur esprit de lutte désintéressée en faveur de Cuba et de son peuple, [...] ils ont été les dépositaires d'une longue tradition de liberté et de justice, unis par une conviction indestructible, et par l'espoir que le siècle dans lequel nous venons d'entrer sera l'aurore d'un monde meilleur, plus solidaire et plus juste. »

Cet ouvrage vient combler un vide dans l'historiographie cubaine. Il est nécessaire que nous gardions cette lutte à l'esprit à un moment où le peuple cubain est au pied du mur et doit tenter de réaliser enfin ses idéaux de libération nationale et sociale.

**Lily Litvak**

## **Cuba : Repères chronologiques (1868-1968)**

### **1868-1878**

Première guerre d'Indépendance, dite « guerre de Dix ans ».

### **1878**

19 février : pacte de Zanjón entre l'Espagne et les rebelles.

### **1886**

Abolition totale de l'esclavage.

### **1887**

Août : premier congrès ouvrier organisé par la Fédération des travailleurs de Cuba, dont le « pacte fédératif » s'inspire de la Fédération régionale espagnole, de tendance bakouniniste.

### **1889**

30 août : mort du penseur et militant anarchiste Enrique Roig San Martín.

### **1890**

1<sup>er</sup> mai : La Havane voit la première célébration ouvrière à Cuba du jour des travailleurs, suivie d'un meeting anarchiste.

### **1892**

15-19 janvier : congrès régional cubain, d'inspiration libertaire, auquel assistent 74 délégués ouvriers.

Mars : création du PRC (Parti révolutionnaire cubain) de José Martí.

### **1893**

Mai : fondation par les anarchistes de La Havane de l'organisation ouvrière SGT (Société générale des travailleurs).

**1895-1898**

Deuxième guerre d'Indépendance et conflit hispano-américain.

**1895**

19 mai : mort de José Martí à Dos Ríos.

**1898**

15 février : explosion du cuirassé *Maine* à La Havane.

Avril : le Sénat nord-américain vote la guerre contre l'Espagne.

1<sup>er</sup> mai : la flotte espagnole est détruite devant Santiago.

25 octobre : le traité de Paris enlève à l'Espagne Cuba, les Philippines, Porto Rico et l'île de Guam.

**1899-1902**

Gouvernement nord-américain à Cuba

**1901**

Constitution cubaine, qui comprend l'amendement Platt.

**1906-1909**

Taft, secrétaire à la Guerre des États-Unis est « gouverneur général de la République de Cuba ».

**1912**

Les élections sont remportées par le général Mario García Menocal, qui succède à un autre général, José Miguel Gómez.

**1917**

7 février : les partisans de Gómez s'emparent du pouvoir à la suite d'un soulèvement.

8 mars : débarquement des troupes nord-américaines, qui rétablissent García Menocal au pouvoir.

**1920**

Congrès ouvrier à La Havane qui propose la fondation d'une Confédération nationale du travail.

**1921**

Alfredo Zayas est élu président de la République.

Fondation de la FOH (Fédération ouvrière de La Havane), sous l'impulsion de l'anarcho-syndicaliste Alfredo López.

**1923**

« Révolte universitaire » organisée par Julio Antonio Mella.

**1925**

20 mai : le général Gerardo Machado accède à la présidence.

Août : le III<sup>e</sup> Congrès ouvrier décide à Camagüey la fondation de la CNOC (Confédération nationale ouvrière de Cuba), d'inspiration anarcho-syndicaliste.

**1926**

20 juillet : le dirigeant syndicaliste Alfredo López est enlevé et disparaît.

**1928**

Machado fait réformer la Constitution afin de proroger son mandat.

**1930**

Mars : grève générale.

**1933**

5 août : nouvelle grève générale.

11 août : fuite de Machado.

3 septembre : un coup d'État chasse Carlos Manuel de Céspedes, nommé président par l'ambassade américaine, et installe Ramón Grau San Martín au pouvoir.

**1935**

Le colonel Fulgencio Batista écrase une grève générale et fait assassiner le chef de l'opposition, Antonio Guiteras.

**1939**

Fondation de la CTC (Confédération des travailleurs cubains).

**1940**

Batista est élu président.

**1944**

Grau San Martín revient au pouvoir.

**1948**

Carlos Prío Socarrás est élu président.

**1952**

10 mars : coup d'État de Batista, qui prend le pouvoir.

**1953**

26 juillet : un groupe de guérilleros mené par Fidel Castro prend d'assaut la caserne Moncada. F. Castro est emprisonné peu après.

**1954**

1<sup>er</sup> novembre : Batista, seul candidat, est élu président.

**1955**

13 mai : Batista signe une loi d'amnistie, qui bénéficie à Castro et aux autres militants emprisonnés du Mouvement du 26 juillet.

**1956**

Avril : échec de l'attaque contre la caserne de Matanzas menée par des jeunes militants du Directoire révolutionnaire.

2 décembre : débarquement à Cuba du groupe guérillero de Castro et Guevara.

**1957**

Échec de l'attaque contre le palais présidentiel conduite par le Directoire.

**1958**

5 mai : Batista annonce la « bataille finale » contre les guérilleros et lance 12 000 hommes contre eux.

20 juillet : signature d'un accord de « front uni » entre les organisations opposées au régime de Batista.

20 août : déroute des troupes de Batista.

**1959**

1<sup>er</sup> janvier : grève générale.

2 janvier : les garnisons de Santiago se rendent.

7 janvier : entrée de l'armée rebelle dans La Havane.

13 février : Castro devient Premier ministre.

**1960**

« Année de la réforme agraire » et rupture avec les États-Unis.

**1961**

« Année de l'éducation » : campagne nationale d'alphabétisation.

Avril : tentative d'invasion à la baie des Cochons (Playa Girón).

16 avril : Castro proclame le caractère « socialiste » de la révolution cubaine.

**1965**

Octobre : Che Guevara quitte Cuba.

**1968**

10 octobre : Cuba fête les « Cent ans de lutte ».



À la mémoire de María Teresa,  
qui reste toujours avec nous,

**Frank Fernández**

## Chapitre I

# Colonialisme et séparatisme 1865-1898

La société cubaine du XIX<sup>e</sup> siècle présentait une série de caractéristiques qui en faisaient quelque chose d'unique dans le continent américain. Dès le début du siècle, l'exploitation économique des richesses de l'île avait été l'œuvre de la classe blanche dominante originaire du pays mais en possession de titres de noblesse espagnols. Cette aristocratie créole avait suffisamment de ressources et de pouvoir pour influencer sur la politique coloniale à l'égard de l'île. Quand le reste du continent décida de se débarrasser violemment de la domination coloniale espagnole, la ploutocratie créole – qui se sentait plus espagnole que Ferdinand VII – s'opposa délibérément à tout type de réformes, aussi modestes soient-elles.

La culture de la canne, du tabac et du café, les trois produits les plus importants de la richesse agricole cubaine, avait besoin d'une main-d'œuvre bon marché pour pouvoir tenir sa place sur les marchés internationaux. C'est pour cela que, en collaboration étroite avec la Couronne espagnole et les autorités coloniales, le trafic d'esclaves noirs en provenance du continent africain ne cessa d'augmenter, en finissant par constituer une société esclavagiste et profondément injuste. Déjà vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'aristocratie créole était devenue une puissante « saccharocratie » et l'économie cubaine dépendait de façon anormale de la traite des Noirs et de l'inhumaine institution de l'esclavage.

La division des classes à Cuba était à l'image d'une pyramide. Au sommet, la « saccharocratie » et les fonctionnaires coloniaux espagnols ; à la base, on trouvait, pêle-mêle, artisans, ouvriers de l'industrie sucrière et de celle du tabac, Noirs affranchis, paysans pauvres et esclaves africains. Dans cette échelle sociale, les divisions dépendaient tant des facteurs sociaux que des raciaux : les paysans et les émigrants espagnols pouvaient être aussi exploités et discriminés que les esclaves noirs.

Dans ce type de société, il n'existait pas de réelle intégration sociale, économique, raciale, politique ou religieuse, principalement parce que Cuba était une colonie espagnole et que l'intérêt du gouvernement colonial était de prolonger cette situation autant de temps que possible afin de laisser en place la polarisation de la société, d'exploiter plus efficacement les ressources économiques de l'île et, surtout, de conserver la souveraineté et le pouvoir sur Cuba. Durant plus de trois siècles, l'Espagne parvint à maintenir sur l'île une déplorable séparation entre les riches et les pauvres, les Noirs affranchis et les esclaves, les créoles et les Espagnols, une politique imitée par d'autres nations européennes dans le même but de contrôler la société.

Les idées politiques et sociales ont toujours exercé une influence décisive sur la société. Cuba n'y a pas fait exception. Vers 1860, diverses conceptions politiques étaient présentes à Cuba : l'indépendantisme, le réformisme, l'annexionisme pro-américain, et enfin l'option colonialiste. En vérité, aucun de ces courants politiques n'était à proprement parler autochtone. D'une manière ou d'une autre, ils provenaient tous de l'extérieur : les classes pensantes créoles de l'époque étaient faibles et avaient tendance à se regarder à travers un miroir étranger, qu'il soit français, espagnol ou nord-américain.

Le séparatisme était révolutionnaire et partisan de la lutte armée. Profondément enraciné parmi les créoles et les Noirs affranchis, il penchait pour une solution insurrectionnelle, mais n'avait pas dépassé encore l'étape des conspirations. Le réformisme visait, pour sa part, à obtenir patiemment de petits avantages économiques et politiques de l'Espagne contre un engagement en faveur de la paix intérieure et du statu quo. Il exerçait une certaine influence au sein de la « saccharocratie » – la haute et moyenne bourgeoisie créole – depuis l'échec patent des idées annexionnistes. Quant aux partisans de ces dernières, pour la majorité des créoles exilés aux États-Unis, ils souhaitaient incorporer Cuba au sein des États esclavagistes du sud du puissant voisin. L'échec subi au début de l'année 1850 par deux invasions armées contre Cuba ainsi que la défaite de leurs alliés confédérés au cours de la guerre de Sécession de 1864, furent autant de coups durs pour le courant annexionniste. Toutefois, ces échecs ne suffirent pas à le faire disparaître définitivement.

Enfin, les idées dominantes à l'époque étaient celles des *integristas* ou « espagnolistes », qui bénéficiaient du soutien des classes supérieures de l'île, dont la devise était : « Cuba est espagnole. » Pour ce qui est des habitants de l'île qui n'appartenaient pas aux classes privilégiées, ils n'avaient – et ne pouvaient avoir – la moindre opinion politique. Cependant, et en dépit de leurs conditions de vie misérables, « les gens d'en bas » commençaient peu à peu à chercher une idéologie sociale adaptée à leur situation du moment, porteuse d'espoirs pour leur avenir en tant qu'êtres humains, et susceptible de les rédimmer de l'injuste condition qui leur était faite.

C'est précisément d'Espagne que commençaient d'arriver les premières conceptions sociales qui s'adressaient principalement à un prolétariat hispano-cubain émergent et soucieux d'améliorer ses conditions d'existence, à une époque où le niveau des salaires ouvriers était infime. Les émigrants espagnols étaient traités comme des esclaves par leurs compatriotes et les membres de leurs propres familles : les journées de travail de 16 heures, sept jours sur sept, n'étaient pas rares. Les conditions de travail dans la naissante industrie du tabac se distinguaient par leur dureté : pour des salaires de misère, on y faisait de longues heures d'un travail intense, monotone et peu sûr.

Il était donc naturel que, influencés par les idées sociales qui apparaissaient constamment en Europe, les ouvriers et artisans espagnols et cubains aspirent à une société plus juste et plus libre. L'émigration espagnole – presque massive vers le milieu des années 1850 –, encouragée par la crainte, chez les créoles, d'une « africanisation » de Cuba, apporta dans ses bagages une série de concepts sociaux totalement inédits sur l'île. C'est ainsi que les idées sociales du typographe français Pierre-Joseph Proudhon, un des penseurs socialistes les plus originaux du siècle, arrivèrent à Cuba.

Les idées et les théories économiques de Proudhon, qui avaient causé un fort impact en Europe, eurent une grande influence sur les origines de l'anarchisme à Cuba. Le penseur français, sans doute le premier idéologue de la pensée anarchiste moderne, eut à Cuba des partisans et des disciples parmi les artisans et ouvriers progressistes de son époque, principalement dans le secteur du tabac, la

première industrie de l'île qui vit l'émergence d'une conscience de classe chez le peuple des travailleurs. En 1857, fut fondée à Cuba la première société mutuelliste d'origine proudhonienne, qui visait à créer une sorte d'association de travailleurs libre des influences de l'État et du patronat. D'après l'historien espagnol Joan Casanova, ces sociétés mutuellistes « reposaient sur des critères raciaux et ne rassemblaient que les ouvriers d'un même quartier : cependant, elles permirent de jeter les bases à partir desquelles le mouvement ouvrier organisé put se développer ». Elles constituèrent donc une première étape vers la création d'une organisation autonome du prolétariat.

La première grève dans l'industrie du tabac eut lieu le 14 août 1865 dans les usines « Hijos de Cabañas y Carbajal » et « El Fígaro », à La Havane. Quelque 400 ouvriers y participèrent, exigeant une augmentation de leurs salaires. Les propriétaires de ces deux usines cédèrent à leurs demandes : le mouvement ouvrier cubain naissant avait gagné sa première bataille.

À la fin de cette année, Saturnino Martínez, un ouvrier originaire des Asturies, fonda le premier hebdomadaire ouvrier de La Havane, *La Aurora*, qui, par l'entremise de l'ingénieur en mécanique José de Jesús Márquez, exposait certaines idées proudhoniennes. C'est dans les colonnes de *La Aurora* que Márquez proposa pour la première fois l'idée des sociétés coopératives. À l'époque, Martínez était influencé par les idées de Proudhon relatives au fédéralisme et à l'appui mutuel bien que ses propositions sociales ne fussent pas réellement révolutionnaires en ce qui concernait les ouvriers de l'industrie qu'il prétendait représenter<sup>1</sup>. Cependant, il fut un des précurseurs des associations ouvrières et le créateur de la lecture dans

<sup>1</sup> Saturnino Martínez était arrivé très jeune à Cuba et, ayant commencé à travailler dans l'industrie du tabac, il fit partie des premières associations ouvrières liées à ce secteur. Favorable aux associations ouvrières, il pensait que leur mission principale était d'élever le niveau culturel des ouvriers : à ses yeux, l'éducation des prolétaires passait avant les revendications sociales. Comme on peut l'imaginer, il ne fut jamais anarchiste, mais s'identifiait aux positions défendues par le Parti réformiste, dont il était adhérent. L'imprimerie qui publiait *La Aurora* appartenait, de fait, à l'hebdomadaire *El Siglo*, le porte-parole des réformistes.

les ateliers de l'industrie du tabac qui, dans les années à venir, serait d'une si grande utilité pour la propagation des idéaux anarchistes parmi les ouvriers de ce secteur.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que, au cours de ces années antérieures à la guerre de Dix ans – le conflit mené par le séparatisme armé contre le colonialisme espagnol –, la fondation des premières associations et sociétés libres des ouvriers du tabac, des typographes, des menuisiers, des journaliers et artisans, c'est-à-dire de la naissante classe ouvrière cubaine, est due à l'influence des idées de Proudhon dans l'île. Par conséquent, on peut dire que le mouvement ouvrier cubain doit au penseur libertaire français, entre autres choses, la création de centres régionaux, d'écoles laïques, de sanatoriums et d'associations ouvrières de secours mutuels. La première guerre d'Indépendance allait arrêter ce mouvement social en vue de l'amélioration des conditions d'existence des classes opprimées, bien qu'il contribuât au changement des structures sociales de l'île, à la ruine de la « saccharocratie » créole et à la fin de l'esclavage.

Quelques ouvriers de l'industrie du tabac et des exilés de la Commune de Paris participèrent à la guerre de Dix ans (1868-1878), qui fut la première tentative des Cubains pour se débarrasser du colonialisme espagnol. Il est hors de doute que la pensée de Proudhon influa sur quelques-uns des dirigeants du mouvement indépendantiste : Salvador Cisneros Betancourt et Vicente García reconnurent la sympathie que leur inspiraient les idées de fédéralisme et de décentralisation défendues par le socialiste français.

Toutefois, c'est au début des années 80 que la présence anarchiste à Cuba commence à se faire sentir quand J. C. Campos, un typographe exilé à New York à la suite de la guerre de Dix ans, établit, dès son retour à La Havane, des relations suivies entre libertaires cubains et espagnols. La profusion de propagande anarchiste qui, sous forme de brochures et d'hebdomadaires, arrivait régulièrement, et clandestinement, de Barcelone ainsi que les vagues migratoires des prolétaires espagnols, tout cela contribua au transfert des idées libertaires et, par voie de conséquence, à faire de nouveaux adeptes dans une classe ouvrière cubaine gagnée peu à peu au socialisme révolutionnaire de l'ARS (Alliance révolutionnaire socialiste).

À cette même époque, la pensée anarchiste exerçait une forte influence parmi les ouvriers et paysans en France, en Italie, en Russie et, surtout, en Espagne. Son principal inspirateur et organisateur était une autre grande figure de l'époque, le révolutionnaire et penseur russe Michel Bakounine, héritier, à bien des égards, de P.-J. Proudhon. Les différences entre le socialisme marxiste d'inspiration autoritaire et le socialisme anti-autoritaire ou anarchiste – exposées dans la fameuse Déclaration de principes de Bakounine – étaient clairement apparues avec la fondation, en 1864, de l'ARS, puis, en 1868, de l'Alliance internationale socialiste démocratique avant de se cristalliser à l'occasion des Congrès de La Haye et de Saint-Imier<sup>2</sup>.

Ces conceptions sociales, issues directement du Congrès de Barcelone tenu, en 1881, par la Fédération régionale espagnole (FRE), eurent sans aucun doute un fort impact sur les éléments ouvriers les plus révolutionnaires et les plus militants de Cuba, supplantant les idées de Proudhon sur le plan syndical. C'est ainsi que le prolétariat cubain commença à s'opposer aux abus des patrons, à lutter pour ses revendications sociales et à acquérir une conscience de classe.

En 1882, les anarchistes déclarèrent la guerre au réformisme préconisé dans les associations ouvrières par Saturnino Martínez, qui, dans une nouvelle période de sa longue vie, était plus près des intérêts patronaux que de la cause ouvrière.

<sup>2</sup> Le Congrès de La Haye eut lieu en septembre 1872, à la suite de la Conférence de Londres de 1871. Convoqué par les inspirateurs de la Première Internationale créée en 1864, il regroupait tous les représentants européens des divers courants socialistes de l'époque. Marx, qui jouissait d'une grande influence sur le Conseil général, lança une volée de calomnies et d'injures contre les anti-autoritaires, et en particulier contre Bakounine, qu'il parvint à faire expulser de l'AIT en compagnie de plusieurs de ses partisans. Le Congrès de La Haye vit la première grande scission dans le mouvement ouvrier mondial, due à la volonté de Marx d'établir son contrôle sur l'Internationale.

Le Congrès de Saint-Imier se tint peu après le Congrès de La Haye, avec la participation des délégués de l'Espagne, de l'Italie, de la France, de la Suisse et des sections 3 et 22 de New York. Il fut convoqué à l'initiative des anti-autoritaires, qui – en présence de Bakounine, Malatesta, Farga Pellicer, Cafiero et González Morago – se refusèrent à reconnaître les « pouvoirs autoritaires du Conseil général ».

Ennemis de tout type de collaboration de classe, ils combattirent les idées réformistes d'accommodation avec les intérêts capitalistes. Leur combativité trouva un écho dans les rangs du prolétariat cubain, et c'est ainsi qu'ils purent gagner des adeptes et agrandir leur audience. Roig San Martín considérait qu'aucune corporation ou organisation ouvrière ne devait être liée « aux pieds du capital ». C'est dans ce même état d'esprit qu'est fondée, en 1885, la Junte centrale des artisans, avec pour but d'organiser et d'unir les travailleurs en fédérations. Cette année-là fut fondé également le Cercle des travailleurs de La Havane, une entité culturelle et éducative, dont la pratique répondait aux idéaux libertaires.

À partir de 1883 surgit la figure la plus prestigieuse de l'anarchisme cubain de l'époque, et probablement de toute son histoire, avec le charismatique Enrique Roig San Martín (1843-1889), penseur et écrivain qui, depuis les colonnes du *Boletín del Gremio de Obreros* (1883), de *El Obrero* (1883-1885) puis de *El Productor* (1887-1889, La Havane), devient l'idéologue et l'organisateur de l'anarchisme à Cuba.

L'hebdomadaire<sup>3</sup> fondé par Roig San Martín, *El Productor*, se transforma bien vite en lecture obligée dans tous les centres de travail de La Havane et de l'intérieur de l'île. Bénéficiant de la collaboration d'Enrique Messonier, Enrique Creci et Manuel Fuentes, il se fit le porte-parole des aspirations de la classe ouvrière cubaine et put compter sur des correspondants à Santiago de las Vegas, Guanabacoa, Cienfuegos et Santiago de Cuba. Un peu plus tard, il allait croiser le détroit de Floride et avoir des correspondants aux États-Unis, à Tampa et Key West. À côté de textes originaux, il incluait des traductions de journaux anarchistes européens comme *La Révolte* d'Élisée Reclus (Paris) ou *La Acracia* et *El Productor* (Barcelone).

La propagande anarchiste qui venait régulièrement d'Espagne était également reproduite par Roig dans *El Productor*. Selon l'historien cubain Rivero Muñiz, cette publication était financée par un boulanger appelé Rafael García, « un fervent partisan de l'idéal anarchiste ». La diffusion de l'hebdomadaire, qui se faisait dans les

<sup>3</sup> Dès 1887, il paraîtra deux fois par semaine.



bureaux de tabac et différents centres de travail du secteur du tabac, était à la charge des ouvriers du secteur et des responsables de la publication. Dans les colonnes de *El Productor*, Roig San Martín défendit pour la première fois à Cuba le principe de la lutte de classe et proposa aux ouvriers de toutes nationalités ou races d’embrasser les idées anarchistes, contre le colonialisme et le capitalisme espagnol.

Les grèves qui, dès la fin de la décennie, se produisent sans cesse dans le secteur du tabac sont toutes animées par les anarchistes et encouragées par l’hebdomadaire qui se fait le porte-parole des « intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière ». Cet effort est soutenu par un Comité où participent quelques ouvriers influencés par les idées de l’Alliance, parmi lesquels on trouve les noms de Pedro Merino, Francisco Domenech, Gervasio García Purón, Eduardo González, Enrique Messonier et Enrique Creci.

Pour faciliter la collaboration entre les différentes associations ouvrières et *El Productor*, on fonde une organisation appelée Alliance ouvrière, d’inspiration clairement anarchiste. Cette Alliance, à laquelle participaient les militants cités plus haut, fut la première manifestation de l’activité des anarchistes au sein des milieux prolétaires. En 1887, après la fondation de cet organisme ouvrier, et avec l’appui total de Roig San Martín dans les colonnes de *El Productor*, a lieu ce qu’on peut considérer comme le premier congrès ouvrier de l’île, impulsé par une autre, et toute récente, organisation ouvrière, la Fédération des ouvriers de Cuba, animée également par des socialistes révolutionnaires. Cette Fédération représentait principalement les ouvriers de l’industrie du tabac, mais elle accueillait aussi, quoique à un moindre degré, des représentants des associations de tailleurs, de cochers, d’ouvriers boulangers, de tonneliers, de dockers, de menuisiers, de laitiers, etc.

Le congrès, qui se tient le 11 novembre 1887, publie une « Déclaration » en six points qui exprime une opposition totale à « tout vestige d’autorité » dans les associations ouvrières, l’unité entre toutes ces associations par l’entremise d’un « pacte fédératif » influencé par les accords de la Fédération régionale espagnole, une complète liberté d’action, une coopération mutuelle, la solidarité entre ses membres et, enfin, ce qui sera le point le plus débattu au cours de ces années-là et des années à venir : l’interdiction, au sein des associations et de la Fédération elle-

même, de toute doctrine religieuse et politique. Le document se termine par un appel « aux principes de l'émancipation [...] et à la fraternisation entre tous les producteurs qui peuplent la Terre ». Les tragiques événements de Chicago, qui voient la condamnation à mort de sept anarchistes par les autorités de l'Illinois, ont une profonde répercussion à Cuba, où *El Productor* constitue un comité afin de recueillir des fonds pour la défense des accusés.

Pouvant compter sur l'existence d'une organisation qui les soutiendra, les ouvriers déclenchent plusieurs grèves dans l'industrie du tabac en octobre 87, soutenues par l'Alliance, la Fédération et *El Productor*. D'après ce qu'en rapporte Roig San Martín dans la publication qu'il anime, ces grèves furent menées par les ouvriers de l'usine de tabac « Belinda », à la suite d'un conflit entre un ouvrier et le patron de ladite usine. La deuxième a lieu dans l'usine H. Hupman, après le licenciement, sans justification aucune, d'un ouvrier aussitôt mis sur une « liste noire » qui lui interdisait toute possibilité d'être engagé dans ce secteur. Quelques jours plus tard, une autre grève est déclenchée, cette fois-ci à l'usine « La Intimidad ». D'après un article de Roig San Martín, paru le 24 novembre 1887, les problèmes entre les ouvriers et les patrons furent résolus « en apparence ». Des ouvriers de l'industrie du tabac de Key West, la ville la plus méridionale des États-Unis et la plus proche de La Havane, firent connaître leur soutien aux grévistes cubains et leur envoyèrent des secours. *El Productor*, par la plume de Roig San Martín, encourage les ouvriers en lutte et leur suggère, en cas de difficultés particulières, de partir pour Tampa ou Key West ou pour la ville de Yucatán au Mexique, où existent aussi des noyaux d'ouvriers anarchistes solidaires.

Après avoir défié les patrons pendant plusieurs mois, les ouvriers sont obligés de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Cependant, en dépit de l'échec, les anarchistes ont montré qu'ils étaient capables d'organiser plusieurs grèves de suite dans le même secteur, de mettre leurs idées en pratique, d'établir des liens de solidarité avec des compagnons d'autres pays et de déclarer la lutte de classe dans l'île.

En juillet 1888, débute une nouvelle grève dans l'usine de Henry Clay, provoquée par le comportement du patron, Francisco González, qui est, par ailleurs, le

président de la puissante Union des fabricants, un organisme qui regroupe les patrons du secteur du tabac. Roig San Martín rend cet individu responsable de la situation, tandis que l'Union des fabricants accuse l'organisation anarchiste Alliance ouvrière. La grève s'étendant à d'autres usines, l'Union décide de les fermer toutes. Les ouvriers du Cercle des travailleurs, une organisation également animée par les anarchistes – elle a été fondée en 1815 à La Havane, et possède son propre local à l'angle des rues San Marte et Belona –, se réunissent le 26 septembre et décident de lancer une souscription populaire pour venir en aide aux ouvriers jetés à la rue par les patrons. En outre, on charge trois compagnons – Fernando Royo, Eduardo González Boves et Isidro Grau – d'aller à Key West afin de solliciter le soutien des ouvriers de la Floride.

Devant l'évolution des événements, Roig San Martín fait paraître un éditorial dans *El Productor* qu'il intitule « Que faire ? ». Il y exhorte les ouvriers à renoncer à leur attitude de résistance passive et à quitter le pays pour aller à Tampa et Key West ou à Mérida au Mexique. Finalement, le 18 octobre 1888, il rapporte dans les colonnes de *El Productor* que « les unionistes se sont résolus à ouvrir des négociations avec les commissions ouvrières, sans l'intervention de personne. [...] C'est ainsi que la situation de plus de cent usines s'est arrangée ». Le conflit se termine par un accord entre les deux parties et une victoire notable pour la cause prolétarienne.

L'Alliance ouvrière exerçait une influence indiscutable parmi les centres ouvriers de l'industrie du tabac de Tampa et Key West, où, en 1887, est fondée la première Fédération locale des ouvriers du tabac, laquelle supprime une association antérieure, dite « La Unión », d'inspiration réformiste, qui regroupait pratiquement tous les ouvriers du secteur. Les deux principaux animateurs de cette Fédération étaient deux anarchistes connus, Enrique Messonier et Enrique Creci : avec Enrique Roig San Martín, ils constituèrent un trio connu sous l'appellation « Los tres Enriques » (« les trois Henri »). Si Enrique Roig San Martín était très lu par les ouvriers, exerçant par la plume une grande influence dans la « question sociale cubaine », Messonier était, pour sa part, un excellent organisateur et un bon orateur. Quant à Creci, s'il était avant tout un homme d'action, il pouvait

aussi écrire sur des thèmes liés aux questions sociales avec un certain talent.

Aussi bien à Tampa qu'à Key West, dont la principale production était le tabac, l'organisation syndicale tomba aux mains des anarchistes qui venaient de Cuba ou y retournaient. L'émigration des ouvriers de La Havane, la propagande destinée à ces deux localités, les allers et retours entre Cuba et les États-Unis de militants libertaires connus comme Creci, Messonier, González Boves, la présence sur place des anarchistes Palomino ou Guillermo Sorondo, la lecture de *El Productor* dans les centres de production, tout cela avait fini par créer un courant de sympathie à l'égard des idées défendues par Roig San Martín au sein des ouvriers de l'industrie du tabac.

Tout au long de l'année 1889, des grèves avaient été déclarées dans différents centres de production contre les abus patronaux et en faveur d'une augmentation des salaires ouvriers, des mouvements dont on était informé à La Havane. Cette tension débouche, en octobre de la même année, sur une grève générale à Key West, appuyée par les ouvriers de La Havane. Ce mouvement, incontestablement bien préparé et bien réalisé, visait à l'amélioration des salaires des ouvriers et de leurs conditions de travail. La ville dépendant entièrement de l'industrie du tabac, la grève convoquée par la « Federación Local de Tabaqueros » (Fédération locale des ouvriers du tabac) avec le soutien de l'Alliance ouvrière parvint à immobiliser complètement la vie de la cité.

Les indépendantistes cubains exilés à Key West comprirent tout de suite le danger représenté par le mouvement conduit par les anarchistes et firent le choix de se ranger au côté des patrons, une attitude qui leur valut l'inimitié des ouvriers du lieu. Quant aux grévistes, certains d'entre eux demandèrent à être transférés à La Havane, dans un mouvement contraire à celui des ouvriers de la capitale cubaine au cours des conflits de l'année 1888. Les autorités coloniales, voyant tout le parti qu'elles pouvaient tirer de la situation, décident alors de « protéger les intérêts de leurs sujets » et commencent à faciliter l'exode des ouvriers de Key West à La Havane.

Par l'entremise de leur presse, les indépendantistes accusent les anarchistes responsables de la grève d'être au service du gouvernement espagnol. On assiste

à ce moment-là à un déchaînement de violence entre les grévistes et des briseurs de grève. Creci et Messonier sont menacés, arrêtés, puis expulsés à Tampa par des autorités locales à la botte des patrons des ateliers. Cependant, début 1890, la grève se conclut par un accord entre le comité de grève et les patrons, qui accordent aux ouvriers les augmentations salariales pour lesquelles ils avaient cessé de travailler, ce qui supposait une victoire notable pour la classe ouvrière de La Floride.

La mort de Roig San Martín, au cours de l'été précédent, fut, en revanche, un coup très dur pour le mouvement anarchiste cubain et pour les aspirations ouvrières de l'époque. En effet, le 29 août 1889, à l'âge de 46 ans, mourait l'animateur de la revue *El Productor*, à la suite d'un coma diabétique, quelques jours seulement après que le gouvernement colonial l'eut remis en liberté. Il fut enterré le lendemain dans le cimetière protestant de La Havane, où ses restes reposent encore aujourd'hui. Selon le quotidien local, *La Lucha*, plus de 10 000 personnes assistèrent à son enterrement, et des milliers de bouquets de fleurs furent déposés sur sa tombe. Ses funérailles donnèrent lieu à une énorme démonstration de douleur, qui surprit tant les autorités coloniales que les capitalistes du lieu. Sa mort affecta les ouvriers de Cuba et ceux de Mérida, Tampa, Key West et la Nouvelle-Orléans, où ses écrits étaient connus non seulement chez les ouvriers du tabac mais plus généralement au sein de la classe ouvrière tout entière.

Le 5 septembre suivant, *El Productor* lui consacra un numéro spécial, où ses plus proches compagnons et collaborateurs lui rendirent l'hommage qu'il méritait. D'après ses propres mots, Roig s'était toujours regardé comme un « précurseur », convaincu de ce qu'il ne recevrait pas « la récompense matérielle de [ses] efforts », et attendant de ses successeurs qu'ils « y parviennent [...] par la transmission ininterrompue de nos doctrines ». Avec lui disparaissait l'anarchiste cubain le plus connu de l'époque mais également l'idéologue le plus influent de l'anarchisme.

Au cours de ses quelques années de notoriété, Roig n'avait ménagé personne, ses conceptions sociales et économiques allant à l'encontre de toutes les idées établies, à commencer par celles du Parti autonomiste<sup>4</sup>, qui tentait de gagner des adeptes

<sup>4</sup> Le Parti libéral autonomiste était l'héritier des anciens réformistes des années 60. Ce parti politique participait aux élections parlementaires espagnoles, où il présentait des

dans le monde du travail cubain et fut l'objet de ses dures attaques. Mais, tenant le système colonialiste pour la cause principale des abus dont pâtissait le peuple cubain et de l'ignorance dans laquelle on le laissait vivre, il n'épargna pas plus le gouvernement colonial, ce qui lui valut des peines d'emprisonnement. Quant au mouvement séparatiste, dans lequel il aurait pu se reconnaître en partie, au moins sur le plan politique, il lui manifesta une hostilité ouverte, en fustigeant sans guère de réserves l'idéal républicain dont il se réclamait. Selon lui, les pays latino-américains, et même les États-Unis – qu'il appelait, non sans ironie, la « République modèle » –, n'étaient pas un exemple à suivre pour la classe ouvrière cubaine, puisqu'il pensait que ces régimes ne feraient pas cesser les persécutions exercées par le gouvernement colonial espagnol contre elle.

Le choc entre les idées de Roig San Martín et celles des principaux leaders républicains divisait Cuba en deux secteurs socio-politiques en affaiblissant l'opposition commune à l'Espagne.

Les essayistes marxistes d'aujourd'hui reprochent à Roig son éloignement d'avec la cause indépendantiste dans le même temps qu'ils tentent de l'annexer à leur camp en déclarant très sérieusement qu'il « était en transition vers le marxisme », et cela parce que, à l'instar de tous les anarchistes de l'époque (Cafiero, Bakounine, Reclus, etc.) soucieux de s'informer de l'évolution de la pensée socialiste, Roig lisait et citait, à l'occasion, les œuvres de Marx.

Que ces mêmes sectateurs de la pensée de Marx accusent les libertaires cubains d'être, entre autres choses, des « nihilistes nationaux » ou des « apolitiques » en oubliant leur contribution – tant à La Havane qu'aux États-Unis – à l'organisation des luttes ouvrières, des grèves générales, des boycotts, etc., cela donne la meilleure idée qui soit de la manière dont des gens enivrés par un nationalisme décadent prétendent travestir et réécrire l'Histoire. En vérité, les anarchistes comme Roig étaient tout à fait conséquents dans leurs idées : convaincus que les

candidats aux sièges de représentants de l'île. Il faisait fonction de porte-parole de la bourgeoisie créole : ses membres représentaient l'élite professionnelle de Cuba et, par leur formation, dépassaient de loin la majorité des politiciens locaux. Pour des raisons électorales, ils tentèrent d'établir des liens cordiaux avec les anarchistes.

représentants de l'État, quels qu'ils soient, tourneraient toujours le dos aux ouvriers, ils souhaitaient tenir ceux-ci à l'écart de la politique électoraliste et des compromis gouvernementaux. Malheureusement pour lui, les cauchemars de Roig se transformèrent bien vite en réalité.

Au cours de cette étape d'organisation et de luttes, les relations entre les anarchistes et les autorités coloniales ne firent que s'aggraver. Le gouvernement espagnol tolérait jusqu'à un certain point les activités syndicales, et comme les libertaires avaient opté pour ne pas intervenir dans les activités politiques de l'île et rester étrangers aux débats qui opposaient les indépendantistes, les autonomistes et les partisans du système colonial, ils bénéficièrent de la part du gouvernement d'une sorte de « tolérance sous surveillance ». Ils purent profiter également de la situation créée par la ronde permanente des gouverneurs militaires et leur interprétation des lois d'association et de libre expression. Enfin, certains capitaines généraux comme Manuel Salamanca furent particulièrement accommodants à l'égard de leurs activités.

C'est ce qui arriva, en particulier, à la fin du mois d'avril 1890. Réunis le 20 de ce mois dans le local du Cercle des travailleurs, un groupe d'ouvriers – au nombre desquels figuraient Cristóbal Fuente, Ramón C. Villamil, Eduardo Pérez, José Fernández, Juan Tiradas, José Ortega, Pedro Blandín, José C. Hernández, Adolfo Horno, Melquiades Estrada, Federico Aguilar, Ángel Patiño, José F. Pérez, José R. Cobo et Victoriano Díaz – décida, conformément à la décision de la Seconde Internationale réunie à Paris, de tenir une manifestation publique et un meeting le jour du 1<sup>er</sup> mai afin de remémorer pour la première fois sur l'île une date qui rappelait le souvenir des martyrs de Chicago. Cette manifestation ouvrière devait consister en une « manifestation publique et pacifique » qui visait à ce que « le gouvernement, les classes élevées et le public en général sachent ce que sont les aspirations du peuple ouvrier ». On rédigea pour l'occasion un manifeste signé par les noms cités plus haut, qui rend publique la convocation de la manifestation.

Et, en effet, le 1<sup>er</sup> mai 1890, 3 000 ouvriers défilaient dans les rues de La Havane au son de *La Marseillaise*, commémorant pour la première fois à Cuba le jour des

travailleurs. Cette manifestation sans précédents devait se conclure le soir même par un meeting qui se tint dans le salon du Skating Ring. Le journal libéral *La Lucha* rapporte que, en présence d'un public fourni, 23 orateurs se succédèrent à la tribune, dont Sandalio Romaele, Cristóbal Fuente, Juan Tiradas, Prendes, Victoriano Díaz, Ramón Villamil, Enrique Messonier, Pablo Guerra, Manuel M. Miranda, Enrique Creci, Anselmo Álvarez, Eduardo González Boves, Eduardo Rey García, Velarmino, Gerardo Quintana, Ramón Otero, Adolfo Horno, Jenaro Hernández, José Joaquín Izaguirre, Ruz, Francisco Vega. Maximino Fernández prit la parole en dernier pour récapituler les interventions précédentes. Ce meeting permit de mettre en cause les conditions sociales, économiques et même morales de la vie sur l'île et démontra que les anarchistes exerçaient d'ores et déjà une forte influence sur le prolétariat cubain.

Devant le succès de l'initiative, les membres du Cercle déclenchèrent plusieurs grèves, en contribuant à réchauffer l'atmosphère sociale du pays. Le Cercle commença à attirer des ouvriers d'autres secteurs que celui de l'industrie du tabac : conducteurs de locomotives, cochers, tonneliers, peintres, typographes, maçons, pêcheurs, tailleurs, charpentiers, employés des hôtels et restaurants, etc. On commençait de fait à organiser la quasi-totalité des ouvriers de La Havane et une partie de ceux de l'intérieur de l'île. Il serait évidemment exagéré de dire que ces associations ouvrières étaient composées en majorité de militants anarchistes, mais les animateurs du mouvement se réclamaient sans aucun doute de l'idéal libertaire. En vérité, on assistait aux premiers pas de ce que, dans les années à venir, on baptiserait du nom d'anarcho-syndicalisme. À cette époque, il existait donc à La Havane une organisation ouvrière de première importance, qui n'avait rien à envier à la FRE. Selon Moreno Friginals, « le mouvement ouvrier de La Havane était le plus développé et le plus conscient de toute l'Amérique latine ».

Après la mort mystérieuse du général Salamanca et un gouvernement de transition, c'est Camilo García Polavieja, un militaire connu à Cuba et aux Philippines pour ses méthodes arbitraires et despotiques, qui est nommé *Capitán General*. Alors que les grèves se succèdent et que le malaise social ne fait qu'augmenter, un dirigeant du syndicat réformiste Union ouvrière, Menéndez Areces, est assassiné à



coups de couteau. Ce personnage, qui avait insulté Roig San Martín et appelé à son arrestation, était considéré comme un informateur de la police. Les soupçons de celle-ci se portèrent donc très vite vers les anarchistes du Cercle, et elle procéda à la détention de onze d'entre les membres de l'association ouvrière anarchiste. Mais, comme on ne put rien prouver contre eux, ils furent tous acquittés. Peu satisfait du jugement, García Polavieja ordonna, en décembre 1890, de suspendre la publication *El Productor*, de mettre à l'amende et d'emprisonner ses rédacteurs. C'est ainsi que se termina la seconde période du porte-parole des anarchistes de La Havane. La répression du « général chrétien » s'exerça également contre l'Alliance ouvrière, qui fut mise hors la loi et vit ses activités suspendues.

Ces persécutions de la part du capitaine général, qui s'expliquent soit parce qu'il avait peu de sympathies pour les libertaires soit à cause d'ordres en provenance du ministère d'Outre-mer, ne les firent pas plier et, dans une quasi-clandestinité, ils continuèrent à œuvrer en faveur de leurs idées. Pour leur part, les capitalistes cubains et espagnols, les fabricants, les industriels et commerçants enrichis par la sueur d'ouvriers qu'ils traitaient comme leurs anciens esclaves africains, craignaient les organisations ouvrières et professaient une véritable haine à l'endroit des anarchistes. C'est pourquoi ils usaient de toute leur influence afin d'inciter à la formation d'associations ouvrières réformistes et qu'ils faisaient pression sur les gouvernements successifs pour qu'ils répriment les activités des libertaires, tant en Espagne qu'à Cuba.

C'est dans ce contexte que, au cours des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1891, on résolut de convoquer un congrès pour le début de l'année 1892, lequel eut lieu finalement dès janvier, grâce à l'attitude plus tolérante des autorités après le départ de García Polavieja.

Tenu du 15 au 19 de ce mois, le Congrès régional cubain évita soigneusement la parole « national », non seulement parce que Cuba était considérée comme une région espagnole, mais aussi parce que, à cette époque, le concept de nation n'était pas d'usage dans les milieux libertaires<sup>5</sup>. Cette assemblée ouvrière réunit 74

<sup>5</sup> On parle encore, à l'époque, de « fédérations régionales » au lieu de « nationales » : c'est pourquoi, par exemple, l'association ouvrière fondée au printemps 1902 par les ouvriers

délégués en représentation des diverses associations ou corporations existant à l'époque sur l'île. Parmi les résolutions adoptées par les délégués après des discussions passionnées, on insiste sur le fait que « la classe ouvrière ne connaîtra d'émancipation que lorsqu'elle aura embrassé les idées du socialisme révolutionnaire », c'est-à-dire les principes de l'anarchisme. Plus loin, les délégués affirmaient leurs liens « avec tous les opprimés de la Terre » et leur « sympathie [...] pour toute avancée vers la liberté ».

En référence au problème politique latent qui opposait sur l'île les partisans du régime colonial, les autonomistes et les indépendantistes, le point 2 affirmait ce qui suit : « [...] la classe ouvrière de Cuba n'est pas, ne peut pas être, un obstacle au triomphe des aspirations d'émancipation de ce peuple : par conséquent, il serait absurde que l'homme qui aspire à la liberté individuelle s'oppose à la liberté collective d'un peuple, même si la liberté à laquelle aspire ce peuple soit la liberté relative qui consiste à s'émanciper de la tutelle d'un autre peuple. »

Il est bon de relever dans ce paragraphe – qui est de la plus haute importance pour ce qui est des relations futures entre les indépendantistes et les anarchistes – le fait que ces derniers tracent une ligne de démarcation entre liberté sociale et émancipation politique. La libération d'une tutelle étrangère était un objectif poursuivi par les indépendantistes depuis près d'un siècle et il faudrait encore quelques années de plus pour qu'il se réalisât. Il y avait, chez les représentants de ce courant, le désir de rompre violemment avec l'Espagne en mettant en œuvre toute leur volonté, leur pouvoir et leurs richesses pour atteindre ce but et établir une République, au péril même de leur vie et de celle de leurs proches. Pour leur part, les anarchistes, conformément aux accords collectifs du congrès de 1887 adoptés sous l'influence notable de Roig San Martín, insistaient sur le point que la liberté sociale devait passer avant tout et qu'elle était plus importante que la République souhaitée par les indépendantistes. Néanmoins, au cours du congrès de 1892, on admet clairement que le prolétariat ne devait pas se mettre en travers des désirs d'indépendance de nombreux Cubains.

anarchistes et socialistes argentins sous la dénomination de Fédération ouvrière argentine deviendra en 1904 la Fédération ouvrière régionale argentine. (N.d.T.)

Du reste, la cause indépendantiste avait fait de nouveaux adeptes parmi les ouvriers de l'île, en particulier parmi ceux qui résidaient à Tampa et Key West. Cependant, les conflits sociaux et les grèves ouvrières avaient envenimé le climat entre les anarchistes représentant les ouvriers du tabac et les propriétaires des usines et autres capitalistes du secteur. Par ailleurs, pour des raisons économiques (contributions et dons divers), ces derniers avaient vu venir à eux les représentants les plus connus du camp indépendantiste en exil. Cette situation déboucha sur une dangereuse opposition entre anarchistes favorables aux ouvriers et séparatistes proches des secteurs patronaux. Dans ces deux villes, la question sociale se métamorphosait peu à peu en question politique.

C'est pourquoi, au début de la décennie suivante, on vit la nécessité d'un changement radical de la situation. Tant les anarchistes que les séparatistes comprirent que la division des opposants au colonialisme espagnol ne pouvait servir que les intérêts de ses partisans et la perpétuation du système social auquel il était identifié. La résolution du congrès de 1892 citée plus haut montre que les anarchistes étaient désireux de parvenir à un accord avec les séparatistes afin d'éviter que leur opposition soit mise à profit par les défenseurs du colonialisme. Néanmoins, cela n'entraînait en rien le renoncement des libertaires à la cause révolutionnaire ou à leurs idéaux les plus élevés. Cependant, l'interprétation du point 2 de l'accord issu du congrès de 1892 allait occasionner une dure polémique au sein du camp libertaire.

Quant aux autorités coloniales, sitôt qu'elles furent informées du contenu des premières résolutions de ce congrès, elles réagirent par la suspension de l'assemblée, l'interdiction temporaire de *El Productor* et une amende contre ses responsables, la fermeture du Cercle des travailleurs et de la Junte centrale des travailleurs, qui avait succédé à la Junte centrale des artisans. Presque tous les organisateurs du congrès furent emprisonnés, et quelques-uns expulsés du pays : du coup, le mouvement libertaire était de nouveau condamné à la clandestinité. « À partir de 1892, écrit Alcida Plasencia, on pourchassa les ouvriers, mais plus à cause de leurs activités sur le terrain de la lutte de classe que pour leur action en faveur de l'indépendance. »

Les Cubains qui se consacraient à la lutte contre le régime colonial opéraient principalement à partir des côtes de la Floride, principalement dans les villes de Tampa et Key West, où on trouvait la majorité des Cubains exilés. Ces villes étaient dans ces années de véritables foyers ouvriers, où se rassemblaient tous les anarchistes, les indépendantistes et les ennemis de l'Espagne en général. C'est précisément dans ces années-là que José Martí, le patriote cubain le plus connu de l'époque, se met à la recherche d'adeptes et de partisans en vue d'unifier d'abord les positions des différents secteurs du séparatisme en exil avant de passer à l'organisation de la lutte armée.

Par ailleurs, les ouvriers cubains et espagnols réunis dans les différents syndicats de l'industrie du tabac envisagent la question cubaine d'un point de vue social et internationaliste. Martí, avec son verbe étincelant, s'adresse à eux sur leurs lieux de travail en leur faisant miroiter les avantages que leur apportera l'instauration d'une République : pour les gagner à la cause de l'insurrection, il leur promet, au lieu de la République pleine de haine et de sang dont avait parlé naguère Roig San Martín, une patrie inspirée par la liberté et la justice sociale « avec tous et pour le bien de tous ».

Touchés et convaincus par l'art rhétorique de Martí, la majorité des anarchistes commencent à prendre fait et cause pour l'indépendance. Dans son texte dédié à la Conférence anarchiste internationale tenue à Chicago<sup>6</sup>, Pedro Esteve note que, en public, les ouvriers appuyaient « nos idéaux [...], qui étaient bien acceptés » mais que, malheureusement, il n'en allait pas de même dans « les discussions privées. On y découvrait alors que le feu patriotique était loin d'être éteint. Sous les cendres, la braise était encore très puissante [...] il suffisait de les éventer un peu pour que la flamme reprenne aussitôt ». La vision de Pedro Esteve était on ne peut plus correcte : il revint à la parole de José Martí de souffler sur les braises et de faire surgir le feu séparatiste.

Martí parvint d'ailleurs à influencer un certain nombre des anarchistes les plus connus, tels que Creci, Messonier, Rivero y Rivero, Sorondo, Rivera Monteserri,

<sup>6</sup> « Los anarquistas de España y Cuba », in : *Memorial de la Conferencia anarquista de Chicago en 1893*, Patterson, N. J., Imprenta El Despertar, 1900.

Palomino, Segura, Miranda, Baliño, etc., qui acceptèrent les thèses qu'il avançait, bien que la plupart d'entre eux – à l'exception de Rivero y Rivero et Baliño qui passèrent avec armes et bagages dans le camp séparatiste – soient restés fidèles aux principes du socialisme révolutionnaire. L'appui des anarchistes organisés au sein des organisations ouvrières de l'industrie du tabac représenta une bouffée d'air frais pour la cause séparatiste et José Martí accueillit avec une grande joie la résolution du congrès de 1892. Presque au même moment, il décidait de fonder un parti indépendantiste d'inspiration révolutionnaire, intégré majoritairement par les ouvriers du tabac de Cuba et de l'étranger, lesquels, après 1892, pouvaient concilier leurs convictions socialistes/libertaires et indépendantistes.

Le PRC (Parti révolutionnaire cubain) fondé par Martí en 1892 est composé de différents clubs révolutionnaires, autonomes et décentralisés, fondés sur des pratiques de démocratie directe : autrement dit, il ne s'agit pas d'un parti politique traditionnel, investi dans les combats électoraux, mais d'un mouvement clairement révolutionnaire. Les anarchistes qui rejoignent le séparatisme se regroupent dans deux de ces clubs. Le premier s'appelle, non sans ironie, Club Roig San Martín ; quant au second, il porte le nom de Fermín Salvoechea, en hommage à l'apôtre de l'anarchisme andalou, fort estimé par José Martí, et défenseur, depuis sa prison, de la cause cubaine.

Il est nécessaire d'ajouter une précision au sujet de l'unité tactique entre anarchistes et séparatistes, avant et durant la guerre de 95. Martí avait des idées très arrêtées quant aux propositions anarchistes : s'il les tenait pour très appropriées et justes dans le cadre des relations de travail, il avait en horreur la violence engendrée par la lutte des classes. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, il avait une forte conscience sociale mais tendait à confondre l'anarchisme cubain avec l'européen. Il déplorait les différences de classe et sa conviction était que la future République apporterait une solution impartiale des problèmes sociaux « pour le bénéfice équitable de toutes les classes », sans que l'une s'impose par la violence sur l'autre.

Cependant, les anarchistes de Cuba et de l'exil, alliés ou pas aux séparatistes, défendaient un programme passablement différent de celui de Martí. Instruits par

les idées de Roig San Martín, les libertaires de l'île comme les émigrés aspiraient à une République qui concédât une plus grande liberté sociale aux ouvriers que celle que leur accordait le despotisme espagnol. Mais ni le consensus avec les séparatistes, ni les vertus démocratiques de Martí, ni l'idéal d'un gouvernement républicain juste ne résumaient à eux seuls le programme révolutionnaire ou anarchiste. Le souci du mouvement libertaire, c'était la place que le prolétariat cubain occuperait dans le régime républicain et une « plus grande liberté d'action et de mouvement » pour ses revendications. Sinon, de quelle utilité pourrait être pour les ouvriers cette future République et quels profits pourraient-ils en tirer ? En vérité, alors que Martí rêvait d'une République comme fin de son action, les libertaires n'y voyaient, eux, rien de plus qu'un moyen.

En 1893, selon Esteve, Cuba connaissait une « tyrannie douce », c'est-à-dire une période de calme et de réajustement au sein du gouvernement colonial. Les anarchistes de La Havane en profitèrent aussitôt pour se regrouper et ouvrir, vers la mi-mai, le Cercle des travailleurs dans un nouveau local, en rebaptisant la nouvelle organisation du nom de Société générale des travailleurs (SGT). Cette année, le 1<sup>er</sup> mai fut célébré « dans des conditions exceptionnelles et on tint des meetings dans quelques villages de la partie occidentale de l'île », si on en croit Casanova Codina.

La crise économique traversée cette même année par les États-Unis affecta de façon décisive l'industrie du tabac tant à Cuba que dans les villes nord-américaines qui dépendaient de ce produit pour leur survivance. Au vu de la chute des ventes, les propriétaires des fabriques de Key West licencièrent des centaines d'ouvriers et décidèrent de réduire les salaires des autres. Les chômeurs durent retourner à La Havane, où les conditions d'existence n'étaient pas des plus satisfaisantes non plus.

Ces décisions patronales provoquèrent une situation critique, qui se traduisit par des actes de violence auxquels furent mêlés les autorités ainsi que des individus appartenant au lumpen-proletariat auxquels les patrons avaient eu recours contre les ouvriers. La recrudescence des incidents fut mise à profit par les autorités espagnoles de Cuba pour affaiblir le mouvement séparatiste présent à Key West

en incitant au retour sur l'île des chômeurs, qui étaient presque tous dans un état de misère extrême. Comme les indépendantistes jouissaient de l'appui financier des ouvriers, la nouvelle situation réduisait considérablement leur pouvoir économique. Par ailleurs, afin de séparer le secteur indépendantiste des anarchistes, le capitaine général intérimaire, José Arderius, tenta de mettre le problème social au service de la cause politique espagnole, mais ses efforts ne furent guère couronnés de succès. Les conditions sociales à La Havane n'étaient pas meilleures que celles de Key West, et malgré leur retour sur l'île, les ouvriers continuèrent à vivre dans la misère.

Par ailleurs, le chômage massif dans l'industrie du tabac ne permettait pas aux responsables anarchistes de la SGT de trouver une solution au problème, et l'organisation se ressentit de cette terrible situation. De plus, et toujours selon Casanova Codina, « la venue à Cuba de nombreux travailleurs [...] contribua, sans nul doute, à faire connaître la campagne du PRC [...] en vue du déclenchement de la guerre ». En revanche, ce transfert eut aussi pour conséquence d'affaiblir le processus social dans lequel les libertaires étaient engagés.

Néanmoins, une grève se déclara à l'usine de tabac La Rosa Española vers la fin de l'année 1893, à la suite de l'engagement d'ouvriers venus de Cuba. La réponse des patrons, du reste, ne se fit pas attendre, puisqu'ils ordonnèrent aussitôt de faire venir 300 ouvriers « péninsulaires » pour remplacer les grévistes<sup>7</sup>. On nomma une commission de patrons pour qu'ils aillent à La Havane s'entretenir avec le lieutenant-général Callejas « et deux jeunes dirigeants de la SGT, Sabino Muñoz et José González Aguirre », afin de convaincre ces derniers de recruter des briseurs de grève parmi les adhérents au syndicat pour qu'ils acceptent de travailler à Key West. Bien sûr, aucun des deux syndicalistes ne marcha dans la combine, ce qui n'empêcha pas la Commission de mener la manœuvre jusqu'au bout : mais, au moins, rien n'entama la solidarité des anarchistes avec les grévistes de Key West.

<sup>7</sup> Par ailleurs, les propriétaires des usines de tabac, alliés aux autorités locales, créèrent une sorte de milice armée, « Los rifleros de Cayo Hueso » (Les carabiniers de Key West), à l'image de celles qui existaient dans l'Ouest américain, avec l'idée d'intimider les ouvriers et de les contraindre à obéir à la « loi ».

Désormais, le plan des autorités espagnoles était, en accord avec les patrons, d'éloigner les indépendantistes des libertaires et de jouer sur les différends entre les travailleurs espagnols et les originaires de l'île. Les perdants de cette manœuvre furent clairement les anarchistes, qui, par fidélité à leurs convictions, refusèrent tout pacte avec les autorités dans le même temps que les séparatistes tiraient parti de l'opposition croissante entre Espagnols et Cubains.

Néanmoins, la grève à Key West s'acheva par une défaite patronale : les briseurs de grève furent très violemment accueillis par les indépendantistes et les anarchistes, unis pour la première fois dans une lutte sociale en faveur des ouvriers. Les troubles de Key West eurent un certain écho à Washington, grâce aux démarches de Horatio Rubens, l'avocat du PRC, qui obtint des autorités nord-américaines l'interdiction d'engager des ouvriers étrangers en provenance de Cuba. Autrement dit, l'anarchisme marquait des points à Key West au même moment où il en perdait à Cuba.

Étant donné la faiblesse de la SGT, il fut facile aux autorités d'interdire la commémoration du 1<sup>er</sup> Mai en 1894. Pedro Esteve rapporte que, à cette époque, il passa trois mois à La Havane, publia l'hebdomadaire – de courte durée – *El Archivo Social*, s'entretint avec Creci et revint à Patterson (New-Jersey) pour y collaborer à *El Despertar*. Esteve, qui voyait venir la guerre d'Indépendance à Cuba, n'avait aucune sympathie pour la cause séparatiste, en dépit de son amitié avec Creci. À l'instar de Roig San Martín, il pensait que la guerre n'apporterait aucun bénéfice à personne, et moins encore aux anarchistes, d'où son opposition à une participation de ces derniers dans le conflit, aux côtés des uns ou des autres, et, partant, son choix d'une attitude apolitique et neutre.

En février 1895, la guerre préparée par Martí et ses partisans éclate enfin, et nombre d'anarchistes prennent les armes pour soutenir la cause indépendantiste, au premier rang desquels Enrique Creci, qui, en 1895, avait fondé à Tampa la publication *El Esclavo*, où il plaidait pour la séparation de Cuba d'avec la puissance espagnole, après avoir défendu cette même cause contre Esteve à Patterson et contre Cristóbal Fuente à La Havane. Revenu à Cuba en 1896, il meurt dans un



hôpital de campagne à Matanzas après avoir été blessé au cours d'un affrontement avec les troupes espagnoles. Quant à Messonier, expulsé de Cuba en 1893 pour avoir prononcé un discours au théâtre Layret en faveur de l'indépendance, il consacre ses énergies à la double cause de l'anarchisme et de l'indépendance de Cuba et à tenter de convaincre le mouvement libertaire de la justesse du combat séparatiste.

Hélas, les promesses et les changements proposés par Martí vont disparaître avec la mort prématurée, en 1895, du leader civil du PRC. Dans l'affrontement guerrier, les libertaires de Cuba et ceux de l'émigration eurent tendance à prendre position selon leurs opinions plutôt que selon leur nationalité. Mais alors que, à Tampa et Key West, on suivait le parti de Creci, de Messonier et Miranda, à La Havane, les avis étaient partagés entre les partisans de l'indépendance et ceux qui étaient attachés à une neutralité anti-belliciste. C'est ainsi que, dans les milieux de l'émigration, les ouvriers anarchistes rejoignaient l'indépendantisme ou collaboraient économiquement à cette cause. À La Havane, en revanche, nombre d'entre eux pensaient qu'une guerre civile – à laquelle ils s'opposaient par principe –, avec son cortège de calamités, ne faciliterait pas la réalisation de leurs idéaux.

Cependant, les divergences entre les deux camps ne furent, à aucun moment, un facteur de division, tout spécialement sur l'île, où les libertaires coopérèrent avec les séparatistes, tant dans les villes que dans les campagnes. L'arrivée à Cuba, en tant que nouveau capitaine général de l'île, de Valeriano Weyler, un homme connu à Barcelone et à Cuba pour son manque de scrupules et sa cruauté, fut saluée par un attentat à la dynamite au siège même de la *Capitanería General* – un acte dont il sortit d'ailleurs indemne –, commis par trois anarchistes et un indépendantiste cubain en provenance de Key West.

À La Havane, des tracts furent distribués entre les troupes espagnoles détachées à Cuba et au sein des *Voluntarios*<sup>8</sup>, incitant les uns et les autres à désertir et à

<sup>8</sup> Milices engagées aux côtés des troupes espagnoles. Leurs bataillons étaient formés de migrants et de *criollos* natifs de Cuba et opéraient principalement dans les villes. Cette milice fut créée avant la guerre de Dix ans. Ses effectifs passèrent de 10 000 en 1868 à 70 000 au début de la décennie suivante. (N.d.T.)

rejoindre le camp de l'insurrection. Selon Casanova Codina, qui en attribue la responsabilité aux anarchistes, on assista aussi à une série d'attentats à la dynamite « en plusieurs endroits de La Havane, [...] contre des ponts ou des conduites de gaz ». La répression ne se fit pas attendre, et Weyler « s'en prit durement au mouvement ouvrier [...], interdit la lecture dans les ateliers, ferma les locaux de la SGT et expulsa de nombreux libertaires ».

Bien que, toujours selon le même auteur, « la contribution du mouvement ouvrier à la cause de l'indépendance fut énorme », elle n'engagea pas ce mouvement dans sa totalité. Beaucoup d'anarchistes pensaient que l'instauration d'une République à Cuba ne changerait rien à la situation sociale du pays : étayant leurs thèses sur les exemples offerts par les autres républiques du continent américain, ils ne faisaient, en somme, que reprendre à leur compte les arguments de Roig San Martín. De l'Alaska à la Patagonie, disaient-ils, on persécutait les anarchistes avec le même zèle qu'en Espagne. Comme on peut l'imaginer, ces idées en faveur de la neutralité furent à l'origine de discussions amères entre les libertaires, bien que les anti-bellucistes ne se soient pas considérés comme des alliés de l'Espagne.

À la violence de la rébellion séparatiste, le gouvernement de Cánovas del Castillo répondit par une guerre sans quartier, criminelle et répressive, qui avait peu d'équivalents sur le continent. Weyler avait été envoyé avec l'ordre exprès de mettre fin à l'insurrection par quelque moyen que ce soit. Son « Bando de Reconcentración »<sup>9</sup> causa plus de pertes parmi la population paysanne que les

<sup>9</sup> « Décret de regroupement ». L'auteur intellectuel de cette monstruosité est le prêtre catholique Juan Bautista Casas, gouverneur de l'évêché de La Havane. Il publia en 1896 à Madrid une œuvre qui bénéficia du *nihil obstat* de l'Église, *La guerra separatista en Cuba, sus causas, medios de terminarla y evitar otras* (La guerre d'Indépendance à Cuba, ses causes, les moyens d'y mettre fin et d'en éviter d'autres), où il exposait la nécessité de parvenir au « regroupement des paysans » dans les villes, afin d'éviter qu'ils appuient les rebelles. Une fois nommé capitaine général de l'île, Valeriano Weyler promulgua un édit militaire qui ordonnait à tous les paysans de rejoindre les villages et villes les plus proches de leur lieu de résidence : en cas contraire, ils seraient fusillés. Une partie de l'armée espagnole fut utilisée dans le but de déloger, par la force, les paysans de leur habitat naturel. Comme on pouvait s'y attendre, tous les villages et toutes les villes de l'île furent inondés par l'afflux de

armes espagnoles : en causant quelque 300 000 victimes, la faim et les maladies liquidèrent toute une génération de Cubains en moins de trois ans. L'indépendantisme armé, qui n'y allait pas de main morte non plus, répondit à l'horreur par l'horreur. Autrement dit, en août 1897, soit deux ans après le début du conflit, la cause cubaine n'avait pas fait de progrès substantiels et Weyler n'avait pas réussi à « pacifier » l'île.

Tandis que la guerre décimait les campagnes cubaines et que le gouvernement espagnol y menait un génocide sans précédents, on assista à la fin abrupte du débat entre les anarchistes de Tampa et de Key West, Messonier et Miranda – alliés à l'époque avec la publication libertaire de La Corogne, *El Corsario*, dans la campagne en faveur de l'insurrection – et la revue *El Despertar*, animée à Patterson par Pedro Esteve. Adrián del Valle (Palmiro de Lidia), anarchiste catalan qui avait connu Esteve à Barcelone, était parti en 1895 à Cuba, d'où il avait été promptement expulsé, avant de s'établir aux États-Unis. Réfléchissant sur cette inutile dispute, il entama une campagne afin de faire sortir les libertaires du labyrinthe.

C'était la première fois que les anarchistes discutaient à l'échelle internationale d'une question – en l'occurrence, appuyer ou pas une guerre d'indépendance – opposant les ouvriers et les patriotes : ce ne serait pas la dernière. Del Valle avançait qu'il valait mieux ne pas combattre durement ces compagnons courageux qui croyaient aux avantages de l'indépendance, alléguant qu'une telle attitude ne pourrait servir que les seules autorités espagnoles, qui faisaient tant de mal aux anarchistes en Espagne ou à Cuba. Del Valle défendit, avec succès, l'idée d'un moratoire dans le débat.

réfugiés affamés et dépourvus de tout moyen d'existence. Ni Weyler ni le gouvernement espagnol n'avaient préparé le moindre plan pour éviter que ces pauvres gens ne meurent de faim. Les maladies et la misère causèrent une quantité énorme de pertes non seulement parmi eux mais aussi au sein de la population locale et même des soldats espagnols. Le taux de mortalité atteignit des niveaux jamais connus jusqu'alors dans l'histoire du pays. Les Espagnols montrèrent qu'ils faisaient aussi la guerre aux populations civiles et ils mirent un terme à leur aventure coloniale sur l'île de la même façon qu'ils l'avaient commencée, quand, 400 ans auparavant, ils avaient exterminé toute la population indigène.

Les cruautés de la guerre et l'incertitude qu'elle faisait peser sur un futur toujours plus incertain créèrent, en Espagne même, une forte tension sociale, laquelle se traduit par les critiques acides des anarchistes espagnols contre le gouvernement de Cánovas, notamment par ceux qui, à l'instar de Salvoechea, de Pedro Vallina ou des responsables de la publication *El Corsario*, appuyaient la cause de l'indépendance cubaine. Pour sa part, Ramón Emeterio Betances, délégué du PRC, aida, de Paris, à l'organisation de grèves et de manifestations en Espagne contre la guerre de Cuba. Quant aux fédéralistes républicains regroupés autour de Pi y Margall et Salmerón, ils proposaient eux aussi l'indépendance comme solution au conflit.

D'après le récit de Paul Estrade, on avait constitué à Paris, en janvier 1896, le Comité français Cuba libre, sous la direction de Betances et de Charles Malato. Ce Comité, favorable à l'indépendance de Cuba, était principalement composé d'anarchistes français tels que Achille Steens, Élisée et Élie Reclus, Louise Michel, Léopold Lacour, Jean Grave, Sébastien Faure, Paul Adam et Malato lui-même. En revanche, Kropotkine, à Londres, et Emma Goldman, aux États-Unis, défendaient la cause de la neutralité des libertaires dans le conflit.

Le début et une des causes fondamentales de ce que, en Espagne, on appellerait le « Désastre », fut l'assassinat de Cánovas à Santa Águeda en août 1897, en réponse aux exécutions des anarchistes à Montjuich et aux horreurs coloniales commises par l'Espagne à Cuba et aux Philippines. La disparition du principal responsable de la politique extérieure espagnole au cours des vingt dernières années fut le coup de grâce infligé à un empire espagnol déjà tombé en décadence. L'assassinat de Cánovas, dû à l'anarchiste italien Michele Angiolillo, en coordination avec Betances à Paris, changea le destin de cinq pays. Le successeur de Cánovas, le vieux et incompétent Práxedes Mateo Sagasta, mit en œuvre une politique erronée à Cuba, décrétant une autonomie qui, venant trop tard et accordant trop peu, ne satisfait personne et démontrait surtout l'énorme faiblesse de la puissance coloniale. Cela fut, très opportunément, mis à profit par le gouvernement des États-Unis, qui décida, en avril 98, de susciter une guerre contre l'Espagne, en envahissant Cuba, les Philippines et Porto Rico, et en contraignant

le décadent empire espagnol à signer la paix dès le mois d'août de cette année. La guerre se concluait par l'inévitable défaite et l'humiliation du gouvernement espagnol au traité de Paris, signé en décembre, lequel signifiait la perte de toutes les colonies d'outre-mer de l'Espagne, un désastre que le gouvernement du pays avait bel et bien mérité.

Le traité de Paris garantissait néanmoins au gouvernement de Madrid qu'on ne toucherait pas aux intérêts (banques, entreprises, terres, etc.) des citoyens espagnols sur l'île. Curieusement, l'indépendantisme cubain qui, allié aux Nord-Américains, avait gagné la guerre, perdait la paix. De la sorte, et malgré les trente années de lutte pour l'indépendance, on passait d'une autonomie sous tutelle espagnole à une sorte de protectionnisme nord-américain.

## Chapitre II

# Intervention et République

## 1899-1933

Une fois conclues les hostilités contre l'Espagne, les États-Unis se trouvent dans une position dominante au nord du continent américain. Ayant atteint les frontières naturelles du pays, l'expansion vers l'Ouest est terminée au début des années 90. L'ambition politico-économique de Washington fait tourner alors les regards de l'aigle impérial vers les Caraïbes. Dès l'époque de Christophe Colomb, Cuba représentait la clé géostratégique des communications nord-sud du continent ; l'île tient à présent la clé du canal inter-océanique dont la construction est déjà prévue à Panama. L'idée de s'emparer de Cuba, par la violence ou par son rachat à l'Espagne, avait été envisagée par les dirigeants des États-Unis dès le début du siècle. Il fallait donc s'attendre à ce que les Nord-Américains sautent sur le premier prétexte pour intervenir à Cuba : l'incompétence coloniale bien connue du gouvernement espagnol n'allait pas tarder à le leur fournir.

Il existait cependant un fort courant au sein du peuple nord-américain en faveur de l'indépendance cubaine. Cette attitude, ainsi que l'existence d'un secteur politique nord-américain opposé à l'annexion de l'île, firent hésiter les éléments impérialistes qui influaient sur la politique extérieure des États-Unis. On chercha alors une solution qui fût du goût de tous ceux qui avaient été partie prenante de la guerre de 1898, et on finit pas tomber sur une solution qui sembla donner satisfaction à tous.

L'occupation nord-américaine commence le 1<sup>er</sup> janvier 1899. Le gouverneur militaire, le général John Brooke, exécutant les ordres donnés par le gouvernement McKinley et œuvrant conformément aux accords du traité de Paris, rassure les anciens *integristas*, ex-partisans fanatiques de Weyler, en leur promettant une politique répressive ; il offre des postes dans la nouvelle administration publique tant

aux ex-autonomistes qu'aux anciens séparatistes ; il désarme l'armée de Máximo Gómez ainsi que les Apaches<sup>1</sup>, en rachetant les fusils des uns et des autres ; enfin, il promet un essor économique solide et la « paix sociale » aux commerçants et industriels.

Les patriotes du séparatisme, qui semblaient avoir perdu la bataille politique à la suite de l'intervention *in extremis* de leurs alliés du Nord, furent contraints – soit par incapacité politique soit par leur goût exacerbé du pouvoir – de se contenter de la promesse d'une indépendance future, qui devait dépendre de leur aptitude à gouverner, de leur bonne conduite et de l'honnêteté des intentions dont ils feraient montre au cours d'une période de mise à l'épreuve. Certes, on leur concédait le droit à l'indépendance, mais les séparatistes domestiqués devaient respecter les règles du jeu imposées par Washington.

Au cours de cette première occupation, il se produit une série de faits qui méritent qu'on s'y arrête un moment. Le premier symptôme du malaise social est causé par l'exhumation de la dépouille d'Enrique Creci. Durant le transfert de son cadavre à La Havane, un groupe d'officiers et de vétérans de la guerre qui accompagnaient le cortège funèbre se heurta à la police nouvellement créée. Le motif en fut l'interdiction faite à un ouvrier de brandir un drapeau rouge, ce qui causa un affrontement violent entre, d'un côté, des anciens combattants de la guerre d'Indépendance et des anarchistes, et, de l'autre, les nouveaux gardiens de l'ordre public. Antonio Penichet rapporte que « le sang coula malgré la présence, dans le cortège, de [...] Salvador Cisneros Betancourt, Juan Gualberto Gómez, du docteur Falco et d'autres révolutionnaires ».

Peu avant la fin de la guerre, Francisco Federico Falco avait quitté l'Italie pour Cuba, en suivant l'exemple de son compatriote Orestes Ferrara, lequel, par solidarité, avait rejoint les rangs des séparatistes, conscient de leur alignement initial sur des positions anarchistes.

<sup>1</sup> Il semble que l'origine de la présence des Apaches à Cuba remontait aux années 1789-1810, quand des membres de cette tribu furent amenés de force sur l'île par les autorités coloniales espagnoles, à partir des territoires de la Nouvelle-Espagne où ils vivaient jus- qu'alors : Texas, Arizona et Nouveau-Mexique. (N.d.T.)

Si on en croit ses mémoires, publiées en 1976, Orestes Ferrara et son compagnon Guillermo Petriccioni, deux jeunes Napolitains d'esprit romantique et assoiffés de liberté, influencés tous les deux par la propagande menée en Italie sur les guerres d'indépendance de Grèce et de Cuba, décidèrent de lutter activement, et sur le terrain, en faveur de la cause cubaine. Dans ce but, il se mirent à la recherche de l'homme « qui s'était érigé en chef suprême de la Révolution cubaine en Italie, F. F. Falco, lequel vivait clandestinement à Rome afin de se mettre à l'abri de ses persécuteurs. Petriccioni le retrouve dans la capitale, et s'entretient avec lui dans un café du Corso, mais sans grands résultats. À cette époque, il existait à Rome un Comité central italien pour la liberté de Cuba. Créé par Amilcar Cipriani, Falco en était le secrétaire. D'après Estrade, ledit Comité comprenait "les députés G. Bovio (président), A. Fratti, F. Gattorno, S. Barzilai, F. Zuccari et quelques autres" ».

D'après Ferrara, on convint ensuite d'un rendez-vous avec Saverio Merlino, « un homme cultivé et d'une belle intelligence, un des agitateurs internationaux du parti anarchiste ». Merlino parvint à lui faciliter des contacts à Paris, non sans lui avoir recommandé d'aller plutôt en Sicile qu'à Cuba pour, caché dans les montagnes, « essayer d'y faire des adeptes pour la révolution sociale ». Ferrara passe outre le conseil et reçoit de Merlino deux lettres destinées à des compagnons résidant à Paris, Amilcar Cipriani et Charles Malato, qui faisaient partie, à cette époque, du Comité cubain de Paris. Ferrara et Petriccioni vont donc d'abord dans la capitale française, puis, de là, s'acheminent à New York, puis à Tampa, pour débarquer finalement à Cuba à la fin de l'année 1896<sup>2</sup>.

Après avoir obtenu le grade de colonel, Ferrara avait été nommé gouverneur par intérim de la province de Las Villas. Dans ses mémoires, il raconte comment, au cours d'une grève qui vit les ouvriers de Sagua la Grande tenir tête aux

<sup>2</sup> Après la guerre, Ferrara fit une longue carrière à Cuba. Affilié au Parti libéral, il devint un personnage important de la politique cubaine et fut ambassadeur, professeur d'université, ministre d'État, député au Congrès, conseiller du président Gómez et, enfin, représentant à la Convention constituante de 1940. Il se comporta toujours très humainement avec ses ex-compagnons anarchistes : durant la dictature de Batista, il sauva la vie de plusieurs d'entre eux en échange de leur expulsion du territoire.



commerçants du lieu, aux industriels espagnols et à la compagnie anglaise des chemins de fer, Ferrara décida de se mettre du côté des grévistes. « Il fallait rédimier l'île en augmentant les salaires [puisque] les gains des capitalistes avaient augmenté de 200 %. » Cette prise de position lui valut quelques problèmes avec les autorités d'occupation, et il fut obligé de renoncer à sa charge et de quitter l'île provisoirement, suivi, peu après, par Falco lui-même.

Durant cette année 1899, commence une nouvelle étape des luttes sociales à Cuba. La première est la grève des égouts, où les employés d'un projet en cours se croisent les bras à partir du 20 août de cette même année. Le mouvement s'étend, de proche en proche, à tout le secteur du bâtiment, organisé et soutenu par les anarchistes qui s'étaient regroupés au sein d'une organisation appelée l'Alliance des travailleurs. En septembre, après un meeting public et la publication d'un manifeste où on faisait allusion à « la lutte internationale en faveur des huit heures », au « drapeau rouge des travailleurs » et aux « martyrs de Chicago », la police procède à l'arrestation des principaux animateurs du mouvement, Francisco de Armas, Seraffín Busto, Juan Aller, Francisco Carballeda et Evaristo Estenoz<sup>3</sup>. Le gouverneur de La Havane, William Lodlow, promet un dur châtimeux aux « ennemis de la Société qui brandissent le drapeau rouge de l'anarchie ».

La grève de 1899 fut, en apparence, un échec pour les ouvriers, lesquels ne bénéficièrent jamais de l'appui total d'une population qui, intimidée et mal à l'aise, se laissait gagner par le pessimisme : les grèves, assurait-on, mettaient la future République en péril. Cependant, deux semaines après la fin de la grève, et en dépit de ce revers, les maçons voyaient leurs salaires augmenter. En outre, on leur promettait d'« étudier » la demande d'une journée de huit heures, une revendication qui serait satisfaite... 34 ans plus tard. Cette grève, qui donna lieu à une répression violente, avait été appuyée et popularisée par deux nouvelles publications anarchistes : *¡Tierra !*, dirigée par Abelardo Saavedra, et *El Nuevo Ideal* (1899-1903), éditée sous la direction d'Adrián del Valle (Palmiro de Lidia), venu de New York

<sup>3</sup> Evaristo Estenoz devait mourir de mort violente en 1912, au cours de la guerre raciale qui éclata dans la province d'Oriente

en compagnie d'autres compagnons anarchistes avec la ferme intention de lancer une nouvelle publication à La Havane<sup>4</sup>.

En septembre 1899, apparaît une nouvelle organisation ouvrière, la Ligue générale des travailleurs, d'inspiration plutôt modérée, bien qu'avec une notable influence libertaire en son sein. Ses principaux organisateurs sont Enrique Messonier, Ramón Rivero y Rivero, Ambrosio Borges et José Rivas. Elle est soutenue par une nouvelle publication, *¡Alerta !*, dirigée par le même Messonier. Ce groupe d'anarchistes venait des milieux émigrés de Tampa et de Key West : regroupés dans la faction séparatiste, et toujours assez réservés à l'égard de leurs anciens compagnons de La Havane, ils firent le choix de rester en marge de l'Alliance.

En décembre, McKinley nomme un nouveau *Capitán General*, et remplace Brooke par Leonard Wood, encore plus dur et autoritaire que son prédécesseur. C'est précisément au début de son mandat, en février 1900, qu'Errico Malatesta décide de visiter La Havane<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Del Valle devait résider à Cuba jusqu'à sa mort, en 1946, en œuvrant toujours, d'une manière ou d'une autre, à la cause libertaire.

<sup>5</sup> Dans la biographie qu'il lui a consacrée, Luigi Fabbri donne les précisions suivantes sur le séjour peu connu de Malatesta à Cuba : « Avant de revenir en Angleterre, il alla à Cuba, pour y donner quelques conférences. Il arriva le 27 février 1900 et prononça sa première conférence le 1<sup>er</sup> mars au Cercle des travailleurs. Le gouverneur du lieu l'avait d'abord interdite, mais finit par l'autoriser à la condition expresse que Malatesta n'y parlât pas d'anarchisme. Celui-ci fit donc un exposé complet des principes anarchistes, sans prononcer toutefois une seule fois le mot "anarchie". Une fois finie sa conférence, il s'adressa au délégué du gouverneur présent sur place pour lui dire sur un ton ironique : "Puisque je ne pouvais pas faire autrement, vous avez pu constater que j'ai parlé de tout, sauf d'anarchie". Il donna trois autres conférences, esquivant du mieux qu'il pouvait les interdictions officielles, mais celles-ci étaient telles qu'il décida de s'en aller et embarqua le 10 mars en direction de New York. » Fabbri rapporte également que, au cours de son bref séjour sur l'île, Malatesta publia « un appel au peuple cubain dans le journal *La Discusión* [...] et le même journal publia, le 18 février, un entretien avec lui. En outre, la revue anarchiste *El Nuevo Ideal* publia une lettre ouverte de Malatesta aux compagnons cubains, qui fut reproduite, le 7 avril, dans *La Question Sociale* éditée à Paterson ».

Le penseur et essayiste anarchiste né en Italie était, dans ces années-là, un des théoriciens aux idées les plus avancées. Par ailleurs, résidant à Patterson, dans le New Jersey, il était, comme on peut l'imaginer, bien connu des autorités d'occupation. Les quelques conférences qu'il donna au Cercle des travailleurs et à Regla, une localité toute proche de la capitale, rencontrèrent un grand succès auprès d'un public nombreux qui remplit les locaux pour écouter ses paroles. Plusieurs journaux publièrent des entretiens avec lui, qui lui permirent de faire des déclarations en faveur de l'idéal anarchiste, mais il dut faire face à toutes sortes de mesures dilatoires ou d'interdictions de la part des autorités jusqu'à ce que le gouvernement de la province décidât de ne plus lui accorder le droit à la parole, après l'avoir mis en garde contre l'emploi du mot « anarchie » dans ses discours.

La dernière suspension de ses conférences fut une interdiction définitive. Les compagnons cubains qui l'avaient invité à Cuba « à la demande du groupe qui éditait *El Nuevo Ideal* », dirigé par l'auteur des souvenirs dont nous nous servons ici, Adrián del Valle, furent obligés d'intervenir. À l'instigation de Malatesta lui-même, A. del Valle demanda une audience au gouverneur civil, le général Emilio Núñez. Organisateur, en d'autres temps, d'expéditions militaires entre les États-Unis et Cuba en faveur de l'indépendance, et comme tel bien connu des anarchistes émigrés, c'était lui qui venait de refuser à Malatesta le droit de parler en public, un droit dont, fit remarquer A. del Valle, jouit pourtant toute personne qui se considère comme libre, y compris aux États-Unis. Au cours de cet entretien, Núñez déclara qu'il « existait une loi, remontant à l'époque espagnole, qui interdisait la propagande anarchiste », ce à quoi, d'après A. del Valle, Malatesta « aurait rétorqué, très courtoisement, que, à l'époque où le général Núñez combattait l'Espagne, il lui importait peu de désobéir à ces mêmes lois espagnoles pour lesquelles il semblait avoir à présent tant de respect ».

Bien que le général captât sans doute l'ironie du ton de Malatesta, et qu'il ne l'appréciât que très modérément, ce dernier, ne pouvant plus continuer son œuvre de propagande, dut se résigner à quitter l'île. Pour sa part, Manuel M. Miranda, qui, toujours selon A. del Valle, « avait été déporté à Chafarinas pendant la guerre, non

pas pour son appui à l'insurrection mais pour avoir professé les idées anarchistes [...] écrivit plusieurs articles dans le journal libéral *La Discusión*, où il ridiculisait le gouverneur et les secteurs nationalistes » qui avaient fait pression sur Núñez pour qu'il prît cette décision arbitraire.

Avant de revenir aux États-Unis, Malatesta écrit un article, publié également dans les colonnes de *La Discusión*, où il expose ses idées à propos de la situation cubaine. Adrián del Valle nous rappelle que, dans une déclaration faite pendant la guerre, Malatesta avait déjà clairement exprimé son opinion sur le sujet : « [...] aucun individu opposé à toutes les formes de tyrannie ne peut refuser son concours à la lutte en faveur de l'indépendance de Cuba », avait-il écrit alors. À cette époque, il était plus proche, dans son pragmatisme, de Messonier, Creci et Miranda que de Roig San Martín, ce qui ne l'empêchait pas de rester un des idéologues les plus notables de l'anarchisme. Dans cet article, Malatesta avoue une « forte sympathie » pour ces « vaillants travailleurs cubains, blancs et noirs, qui m'ont dispensé un accueil si chaleureux ». Il se disait convaincu de ce que les anarchistes sauraient « occuper une place parmi les éléments les plus avancés [...] et lutter pour l'émancipation totale de l'humanité ».

Malatesta regrette l'imposition « au peuple cubain de ces mêmes lois espagnoles [contre lesquelles luttèrent et] moururent Martí, Maceo, Creci et des milliers de Cubains ». Malatesta considère que l'instauration d'une République ne peut mettre fin à la lutte des classes, et il rappelle à ses compagnons que la *question sociale* est toujours aussi actuelle à Cuba qu'à l'époque coloniale, puisque les règles sociales n'ont pas changé. Malatesta espérait que la République future concéderait suffisamment d'espace social aux anarchistes pour qu'ils puissent agir plus aisément. Dans le cas contraire, le panorama social ne cesserait, hélas, de se détériorer.

Comme on le voit, la situation des anarchistes par rapport au gouvernement occupant était identique à celle qui avait été la leur face à l'Espagne. Elle était même plutôt pire, puisque les héritiers du séparatisme semblaient ne plus comprendre à présent les idées libertaires et que l'idéal du PRC avait été enterré avec Martí. La société cubaine du début du siècle présentait une véritable polarisation entre deux groupes : l'un, minoritaire et puissant, représentait le capital et les

intérêts étrangers, soutenus par la nouvelle Constitution de 1901, le gouvernement en place, les patrons, les commerçants, tant cubains qu'espagnols ; et l'autre, majoritaire, composé d'une population ouvrière et paysanne qui vivait dans le plus grand dénuement, tout en essayant de se remettre des effets qu'avait laissés derrière elle la guerre d'extermination qui venait d'opposer l'Espagne aux séparatistes.

L'île se trouvait alors dans un état de prostration totale et, par conséquent, il était très difficile aux anarchistes, dépourvus de ressources, d'organiser la lutte sociale contre la déplorable situation existant à Cuba. Malgré tout, comme nous l'avons vu, ils tentèrent d'organiser et d'orienter, avec des résultats divers, d'importants mouvements de grève, en maintenant, dans ces années noires, une orientation fermement ouvrière.

La tentation annexionniste se fit jour à nouveau avec l'occupation nord-américaine. Malgré les échecs répétés connus dans les dernières décennies, elle retrouva une nouvelle vigueur au début des années 90, en tant qu'alternative à la crise suscitée par l'affrontement entre séparatisme, autonomisme et colonialisme. L'idée de McKinley d'acheter Cuba, purement et simplement, quelques semaines avant le conflit final avec l'Espagne, les conséquences de la guerre ainsi que l'attitude de certains leaders séparatistes, tout cela encouragea les partisans d'une annexion, tant ceux de l'émigration que ceux de l'intérieur, à faire entendre leur voix. Cela suscita de fortes inquiétudes chez les anarchistes, absolument opposés à une telle possibilité, l'annexion de Cuba par une nation aussi arrogante et raciste que les États-Unis ne pouvant, à leurs yeux, faciliter leurs projets de transformation sociale. Dans une étude récente, l'historien nord-américain Kirwin R. Shaffer cite un article paru dans *El Nuevo Ideal*, où l'auteur, Luis Barcia, « attaqua le dessein prêté aux États-Unis d'annexion de l'île, et exhortait ses lecteurs à lutter contre ces plans ». Plus loin, Barcia rappelait aux autorités occupantes la crise provoquée aux Philippines par l'impérialisme nord-américain, qui ne reconnut pas la République d'Emilio Aguinaldo, en oubliant les promesses d'indépendance faites au peuple philippin au cours de la guerre menée contre l'Espagne, au nom de la consigne « Les Philippines aux Philippines ». Barcia rappelait aussi aux séparatistes cubains

leur devoir d'indépendance totale par rapport aux Nord-Américains, et, selon Shaffer, « il formulait une critique d'un point de vue anarchiste des raisons de l'indépendance, adjurant les dirigeants séparatistes de ne pas ignorer la volonté du peuple de voir réalisés de profonds changements sociaux ».

Dans la même publication, Barcia insistait sur l'urgence qu'il y avait à appuyer concrètement les paysans qui souffraient encore dans les villes à la suite des terribles déplacements de populations menés par Weyler. « Barcia, écrit Shaffer, avait estimé à 400 000 les personnes déplacées mortes à petit feu [...] des familles qui auraient pu retourner dans leurs terres [...] mais les riches et le gouvernement ne semblaient pas prendre la mesure de ces événements ». La critique de Barcia était correcte et elle répondait au sentiment humaniste de l'anarchisme et à son souci des problèmes sociaux. Il insistait sur la nécessaire solidarité des ouvriers des villes avec ces paysans décimés par la faim et les maladies, survivant dans une solitude sinistre, dépossédés de leurs terres ancestrales par les nouveaux caciques de la République future et les investisseurs nord-américains. Barcia prétendait créer une unité entre ces compagnons de misère.

De son côté, Adrián del Valle s'opposait à la création d'un parti ouvrier proposée par Messonier, Rivero y Rivero et même par *El Memorandum Tipográfico*, en rappelant à tous ces gens issus des rangs anarchistes les accords du Congrès de 1887, les paroles de Roig San Martín et la leçon tirée par les séparatistes cubains dans leur combat contre la puissance espagnole, quand, suivant les leçons de Martí, ils jugèrent bon de rester en marge de la politique électorale des autorités coloniales.

Avant l'instauration de la République rêvée par les séparatistes, le naissant impérialisme nord-américain imposa aux Cubains l'amendement Platt, par lequel le gouvernement des États-Unis s'accordait le droit d'intervenir à Cuba chaque fois que la situation politique mettrait en danger ses intérêts impériaux ou les intérêts économiques des anciens sujets espagnols, conformément au contenu du traité de Paris. Cet amendement – contre lequel les libertaires, ainsi que quelques séparatistes libéraux, s'insurgeaient dans leurs publications – était non seulement insultant pour les Cubains, mais il était aussi onéreux puisqu'ils devaient payer

de leur poche les frais occasionnés par l'entretien des forces militaires et bureaucratiques d'occupation.

L'imposition, par les États-Unis, de l'amendement Platt au peuple cubain en vue de protéger les énormes intérêts économiques nord-américains, afin – au cas où l'indépendance de l'île serait un échec – de pouvoir intervenir et l'annexer définitivement, ne rencontra que peu de résistances au sein du peuple cubain et encore moins dans la presse de l'île. Les anarchistes furent parmi les rares Cubains à manifester leur opposition à l'ajout d'une annexe à la Constitution de 1901 favorisant l'intervention nord-américaine. Tant *¡Tierra !* que *El Nuevo Ideal* protestèrent énergiquement contre l'amendement Platt, et selon Shaffer, « Adrián del Valle faisait noter que tous les Cubains avaient une opinion sur l'amendement. Du point de vue anarchiste, il était évident que la loi Platt bafouait l'indépendance ». Plus loin, A. del Valle rappelle aux Cubains leur esprit de rébellion et il invoque le souvenir d'Antonio Maceo – le général noir le plus connu de toute l'histoire de sa race et un des héros des guerres d'Indépendance, mort au combat, à l'instar de Martí – déclarant que, si celui-ci venait à ressusciter, il mourrait aussitôt « de honte et d'indignation » en voyant l'évolution des événements à Cuba. Il est assez curieux d'ailleurs de voir un anarchiste, et un antipatriote, comme A. del Valle, en appeler à la mémoire d'un héros cubain pour les besoins de la cause. Cependant, malgré l'ajout de l'amendement Platt à la Constitution de 1901, le peuple cubain reçut avec une joie sincère l'établissement de la Première République, le 20 mai 1902.

Le nouveau président, Tomás Estrada Palma, ancien délégué du PRC à New York, était à présent un vieil homme de 70 ans dépourvu de la moindre sympathie pour les anarchistes, en dépit du soutien qu'ils avaient apporté à la cause séparatiste. Le second homme d'importance sur l'île était le général Máximo Gómez, un patriote cubain qui avait fait la guerre à l'Espagne, d'âge avancé aussi et au caractère autoritaire, lequel était tout à fait réfractaire à toute réforme sociale et parfaitement étranger aux idées anarchistes.

Le 4 novembre 1902, éclate une grève dans le secteur de la production de tabac connue sous le nom de grève des apprentis, causée par la préférence accordée aux travailleurs espagnols par rapport aux cubains. La grève s'étendit aux villages

proches de La Havane, et donna lieu à des heurts entre les grévistes et la police. La grève s'étend alors à d'autres secteurs et la violence va croissant. En dépit des bonnes relations existant entre de nombreux patriotes et les anarchistes, le gouvernement d'Estrada Palma et Gómez se refuse à négocier, et de nouveaux heurts ont lieu entre les grévistes et la nouvelle force répressive du gouvernement, la garde rurale. Finalement, voyant qu'ils ne bénéficiaient pas de l'appui populaire sur lequel ils comptaient, les responsables de la grève décidèrent de mettre fin au mouvement. De crainte que le moindre conflit social fasse capoter la première tentative des Cubains pour se gouverner eux-mêmes, les Cubains abandonnaient leur esprit insoumis et se montraient pessimistes et conformistes.

Quant aux anarchistes, ils ont appuyé et orienté la grève par l'entremise des syndicats et de leurs publications. Dans ce mouvement, dont l'échec est patent, les membres de la Liga se sont engagés bien plus que les libertaires du Cercle : ceux-là ont essayé en vain de parvenir à un compromis en intervenant auprès d'Estrada Palma, en comptant sur les liens de solidarité avec leurs anciens alliés de l'émigration. Ce fiasco va leur faire perdre beaucoup de crédit parmi les ouvriers, au point qu'ils choisiront de se dissoudre, au contraire des membres du Cercle, qui exigeaient, pour leur part, une solution plus radicale. Cela obligea les deux principaux animateurs de la Liga, Messonier et Rivero y Rivero, à s'éloigner des luttes ouvrières. Ce dernier terminerait dans le plus grand dénuement ; quant à Messonier, il allait se mêler au combat politique, d'abord dans les rangs du Parti national cubain puis, plus tard, dans le Parti libéral, sans renoncer entièrement à ses idées de jeunesse, mais en s'éloignant du monde ouvrier.

À la campagne, les anarchistes commencent à organiser les ouvriers du secteur sucrier. C'est la première fois qu'on réalise à Cuba un effort en ce sens dans l'industrie la plus importante et la plus riche de l'île. Dans la région de Cruces, dans le centre du pays, le patronat réagit très violemment. Deux des responsables ouvriers, Casañas et Montero, sont assassinés, mais malgré les protestations de *¡Tierra !* et de *¡Alerta !*, le crime reste impuni. Fin 1902, deux autres paysans sont tués. L'année suivante, une grève organisée à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai en protestation contre ces crimes connaît un nouvel échec.



En 1903, la publication *El Nuevo Ideal* avait déjà disparu, mais *¡Tierra !*, fondée et dirigée par Abelardo Saavedra et avec Francisco González Solá comme principal collaborateur, allait toujours de l'avant. Parmi toutes les publications (journaux, revues, bulletins, etc.) anarchistes édités à Cuba, cette dernière se distingue par sa périodicité hebdomadaire et parce que, avec des hauts et des bas, elle parvint à maintenir un tirage de quelque 600 exemplaires entre 1903 et 1914. Saavedra fut mis à l'amende, puis emprisonné. En 1911, il fut expatrié vers l'Espagne en compagnie de Severio Chacón, mais toutes ces persécutions n'empêchèrent pas *¡Tierra !* de sortir, dirigée par González Solá et Antonio Ojeda jusqu'à la fin de sa première période, en 1915.

La seconde étape commença en 1924, sous la direction de Jesús Iglesias, qui parvint à publier 42 numéros au cours de l'année, à un rythme hebdomadaire. En 1925, il sortit encore 42 numéros, avant que la persécution gouvernementale obligeât à la fermeture de la publication. Enfin, la troisième et dernière période de *¡Tierra !* va du milieu de 1933 jusqu'au début de l'an 1934, où, sous la direction de Manuel Ferro, on réussit à publier huit numéros. Personne n'a eu l'énergie suffisante, depuis, pour parvenir à faire vivre si longtemps une revue de ce type.

*¡Tierra !* défendit donc pendant de longues années les idées anarchistes à Cuba, en bénéficiant de la collaboration des meilleurs représentants intellectuels de la pensée libertaire : Penichet, Salinas, del Valle, Saavedra, González Solá, etc. Néanmoins, la revue se préoccupait surtout des questions agraires, de l'établissement de coopératives paysannes, de l'amélioration des conditions de vie des *guajiros* cubains, et, enfin, d'organiser, de protéger et d'orienter les ouvriers de l'industrie sucrière.

La seconde intervention nord-américaine eut lieu en 1906, à la suite d'une crise politique déclenchée par Estrada Palma à cause de son désir de se faire réélire président et du début de guerre civile qui s'ensuivit entre le gouvernement et le Parti libéral<sup>6</sup>. À la fin du mandat de Estrada Palma, plusieurs grèves sont déclenchées à

<sup>6</sup> La Constitution cubaine de 1901 n'envisageait pas la ré-élection du président. Le Parti libéral, pressé d'accéder au pouvoir, s'opposait à la possibilité d'un second mandat d'Estrada Palma.

La Havane, Ciego de Ávila et Santiago de Cuba, dans les secteurs des chemins de fer, du tabac, des transports urbains et du bâtiment, manifestant au grand jour la détérioration du climat social. Le gouvernement intervient, dans la grève dite de la monnaie, en faveur des travailleurs qui, en attendant la création d'une monnaie nationale, demandaient à être payés en dollars, et pas en monnaie espagnole.

Longtemps après, *Solidaridad Gastronómica* rapportait qu'« en 1907, eut lieu la première tournée nationale de propagande dont nous ayons connaissance, avec Francisco González Solá, Abelardo Saavedra, Vicente López et Domingo Germinal, tous orateurs au verbe étincelant ». Marcelo Salinas, pour sa part, rappelle le nom d'autres orateurs, comme G. Campos, « aux belles qualités tribunitiennes », ou « de propagandistes de première force comme Pedro Irazozqui et Isidoro Ruiz ».

Salinas rappelle aussi que, « quand Francisco Ferrer y Guardia fut exécuté en 1909, ce crime eut de fortes répercussions à Cuba, où on organisa de nombreuses manifestations publiques [...] qui, comme on pouvait s'y attendre, furent violemment réprimées par les autorités »<sup>7</sup>.

Le panorama social de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle ne pouvait être plus décevant. Le nouveau président, José Miguel Gómez, est issu du Parti libéral et il avait été général au cours de la lutte contre l'Espagne. Durant son mandat, la situation des ouvriers et des paysans ne changea guère, malgré une amélioration sensible des conditions économiques de l'île, à commencer par celle du sucre, dont le prix et les marchés se rétablissaient. La politique cubaine, à l'instar de l'Espagne de Cánovas, voyait l'affrontement de deux camps : les libéraux et les conservateurs. Mais quel que soit le parti vainqueur, les tribus gouvernantes des « généraux et docteurs », selon l'expression consacrée de l'époque, étaient dépourvus de la moindre conscience sociale. Les problèmes des ouvriers et des paysans étaient aussi éloignés et inconnus de ces patriciens que la région sibérienne. Pour eux, le peuple cubain se divisait en deux groupes : ceux qui soutenaient leur gouverne-

<sup>7</sup> Dans les manifestations contre l'exécution de Francisco Ferrer, respecté et admiré par les anarchistes cubains, il convient de signaler le rôle tenu par ceux d'entre eux qui animaient des écoles fondées sur les principes d'un enseignement libre et laïque.

ment et les autres. Quant aux anarchistes, anti-étatistes par principe, ils les regardaient comme leurs ennemis jurés.

La seule différence était que, quand l'opposition était représentée par les éléments les plus progressistes du Parti libéral, ceux-ci tâchaient d'attirer les anarchistes en leur accordant de petites faveurs, leur assurant à l'occasion une défense légale ou leur rendant hommage dans leur presse. Mais ils le faisaient davantage afin d'essayer de les manipuler en créant au passage des problèmes au gouvernement en place que par véritable sympathie à leur égard. Le parti conservateur, en revanche, se livrait régulièrement à la persécution de l'anarchisme.

Le déclenchement de la révolution mexicaine en 1910 fit énormément d'effet chez les ouvriers et les paysans cubains. La propagande de Ricardo Flores Magón et de Práxedes Guerrero dans les pages de *Regeneración*, ainsi que les fusils d'Emiliano Zapata eurent le don de réveiller la conscience sociale des ouvriers de la canne à sucre, la première industrie du pays. La revue *¡Tierra!* avait d'ailleurs entretenu des relations avec Flores Magón avant 1910, et on y avait attaqué sans cesse la dictature de Porfirio Díaz, ce qui avait valu à son directeur, Abelardo Saavedra, d'être mis à l'amende et même d'être traîné devant la justice par le gouvernement.

Le 14 juillet 1911, le nouveau gouvernement libéral de Gómez doit faire face à plusieurs mouvements chez les ouvriers du tabac, les boulangers et les charretiers, sur lesquels *¡Tierra!* informe ponctuellement, dans le même temps qu'elle appuie sans réserve les démarches d'Alejandro Barreiro et Antonio Acebal en vue d'une issue aux conflits. Cependant, malgré le bien-fondé des demandes des grévistes, les mouvements connaissent un échec retentissant, à cause de la politique répressive du nouveau secrétaire à l'Intérieur, Gerardo Machado, lequel expulse les « étrangers indésirables » et emprisonne les natifs libertaires. Cette politique gouvernementale, menée à coups de décrets-lois, allait se prolonger pendant plus de vingt ans, au cours desquels on conduisit une campagne de presse en vue de prévenir l'opinion publique contre les anarchistes, en divisant le mouvement ouvrier en deux groupes : d'un côté, les « ouvriers étrangers pernicioseux » et, de l'autre, les « bons ouvriers natifs ». Toutes les organisations ouvrières s'élevèrent contre cette politique répressive.

Dans ses numéros du 3 et du 17 février 1911, *¡Tierra!* rapporte le malaise existant chez les coupeurs de canne à sucre de la région de Manzanillo (province d'Oriente), qui s'étaient regroupés au sein du *Gremio de braceros* (corporation des journaliers agricoles). Le journal anarchiste dénonce les abus endurés par ces travailleurs, qui entament enfin une grève qui va durer jusqu'en 1912.

Cette même année, eut lieu le Congrès de Cruces, la première assemblée d'ouvriers ruraux et de paysans. Dans le récit qu'il en a fait, Shaffer écrit qu'« avant l'organisation par les anarchistes du Congrès de Cruces, ce village avait été un foyer d'activités libertaires ». Plus loin, citant l'historienne marxiste Olga Cabrera, il ajoute que « Cruces, en 1912, était devenu le centre de la production sucrière. De 1910 jusqu'à son expulsion en 1911, Abelardo Saavedra avait publié le journal *¡Rebelión!* à partir de Cruces. Il organisa un Centre ouvrier dans la localité le 11 juillet dans le but de diffuser les idées anarchistes et de renforcer la collaboration entre les zones rurales et urbaines. La Conférence de Cruces commença en février 1912, et se donna pour programme d'œuvrer à la création d'une fédération des travailleurs sur toute l'île, d'établir des écoles rationalistes, de lutter pour la journée de huit heures, d'abolir le salaire à la tâche, et de militer pour le vote de lois contre les accidents du travail et pour l'instauration d'un salaire minimum pour les travailleurs agricoles, un programme qui allait, comme on voit, au-delà des exigences classiques des groupes anarchistes. Quand Saavedra fut expulsé en 1911, d'autres libertaires, dont Enriqueta Saavedra de Fernández et une militante bien connue, Emilia Rodríguez de Lípiz, aidèrent à l'organisation de ce congrès ».

C'est le général Mario García Menocal qui succède à Gómez, qu'il dépasse en autoritarisme, au point de devenir le premier dictateur de la toute jeune République. Dès 1913, les luttes paysannes reprennent à Cruces, soutenues par la Fédération locale de Villaclara, qui regroupait toutes les localités de cette région, dont Sagua la Grande, Cienfuegos et Caibarién. De même, on assiste à la renaissance de l'Association des typographes, un ancien syndicat libertaire, dont le porte-parole est *El Memorandum Tipográfico*. Les ouvriers des publications cubaines avaient constitué, dès les temps coloniaux, un des syndicats les plus combattifs de l'île, des rangs duquel étaient issus J. C. Campos et Enrique Creci.

actions sociales sur l'île, auxquelles des sociaux-démocrates et des marxistes avaient participé à leurs côtés, en suivant les consignes anarchistes. La vérité était que, ni par l'intermédiaire de New York ou de Barcelone, on n'avait encore reçu aucune information à propos de la répression exercée par Lénine contre les anarchistes russes. Par conséquent, il n'est pas étonnant que le congrès ouvrier tenu en 1920 à La Havane ait répondu favorablement au gouvernement bolchevique de Lénine et Trotski, à l'instar de ce qui eut lieu un peu partout dans le monde. Mais ce comportement allait bientôt changer.

Une fois conclu le congrès, les exigences des ouvriers se firent plus pressantes, et plus forte la répression gouvernementale. Des bombes mirent La Havane en alerte, et le 1<sup>er</sup> mai, on déclara à nouveau une grève générale. Penichet et Salinas furent emprisonnés derechef, et, en signe de protestation, on posa une bombe de faible puissance au Théâtre national, là même où Caruso était venu chanter *Aïda* contre un cachet fabuleux. Déguisé en Radamès, il prit les jambes à son cou et disparut dans les rues de la capitale. D'abord condamnés à mort, puis graciés, Salinas et Penichet furent mis en liberté au début de l'an 1921, après le retrait de García Menocal.

Avec l'accession au pouvoir suprême du *modéré* Alfredo Zayas, commence l'étape la plus constructive de l'anarchisme cubain. La semence plantée par les libertaires à la fin des années 1880 était devenue cet « arbre de la liberté » dont avait parlé Roig San Martín, et commençait à porter ses fruits. *¡Tierra!* commence sa seconde étape. On édite livres et brochures pendant que les publications libertaires prolifèrent : *La Batalla*, *Nuevos Rumbos*, *Vía Libre*, *El Memorándum Tipográfico*, *Espartaco*, *Nueva Luz* illustrent une véritable renaissance culturelle prolétarienne, qui voit les syndicats les plus modestes se doter d'une feuille d'information<sup>9</sup>. On

<sup>9</sup> La quasi-totalité des journaux cités étaient édités à La Havane, mais il existait aussi une presse anarchiste plus sporadique à Matanzas, Cienfuegos, Camagüey et Santiago de Cuba. La diffusion était assurée par les militants responsables dans les lieux de travail, les ateliers, les usines, etc., mais on diffusait aussi par la poste. Nous n'avons pas de données précises sur le tirage de ces diverses publications, presque toujours clandestines, puisqu'il n'y a plus de témoins de l'époque pour nous renseigner sur ce point. On peut penser, cependant, que *Nueva Luz* et *El Memorándum* tiraient à plusieurs milliers d'exemplaires.

Après les grèves déclenchées à Santa Clara, le gouvernement accusa ; *Tierra !* de complicité dans les actes de violence qui eurent lieu à Camagüey. Il semble établi que les anarchistes essayèrent de répondre à la violence de l'État et aux persécutions dont ils étaient victimes par des manifestations de rue et en usant de la violence contre la police dans les zones urbaines et contre la garde rurale à la campagne. Ils commirent aussi quelques attentats dans plusieurs villes du pays, en réponse aux abus de l'État.

Conformément aux lois anti-anarchistes, et parce qu'on les accuse d'être à l'origine des grèves chez les ouvriers de l'industrie sucrière de Camagüey et Guantánamo, ainsi que d'avoir appelé à des manifestations à La Havane, Juan Tenorio, Vicente Lípiz et Román Delgado sont expulsés vers l'Espagne. Le journal ; *Tierra !* est saisi avant d'être suspendu. De leur côté, les anarchistes qui organisaient les ouvriers de Cruces publièrent un document appelé *Manifiesto de Cruces*, qui est un véritable poème de combativité anarchiste. « Soutenons notre cri par la force de nos bras » et « se taire, c'est transiger », ces phrases montrent les convictions de ces travailleurs qui revendiquaient leur droit à ne plus souffrir de cette faim qu'ils subissaient depuis des générations, alors qu'ils étaient la force de production de l'industrie la plus riche et la plus importante de l'île.

Fernando Iglesias signa ce *Manifiesto*, amplement diffusé parmi les ouvriers de l'industrie sucrière, qui revendiquait le droit de se révolter contre l'exploitation et les abus des propriétaires terriens et des capitalistes. Le document fut souscrit par Laureano Otero, Manuel López, José Lage, Benjamín Janeiros, Luis Meneses, Santos Garós, Miguel Ripoll, Francisco Baragoitia, Andrés Fuentes, Tomás Rayón et Francisco Ramos. Les signataires du document exigeaient la journée de huit heures et une augmentation des salaires de 25 %. Iglesias fut arrêté quelques jours après la publication du *Manifiesto*.

La Première Guerre mondiale fit augmenter le prix du sucre sur les marchés mondiaux, pour le plus grand bénéfice des propriétaires et des colons, sans que cela se répercute sur la situation des ouvriers. Le gouvernement de García Menocal répondait par la violence à toute tentative de protestation, utilisant l'armée et la garde rurale pour assassiner, pourchasser ou expulser les anarchistes.

Le jeune libertaire Adolfo Pérez Rizo fut vilement assassiné à Santiago de Cuba, pour avoir attaqué le président dans les colonnes de *¡Tierra!*. En avril 1917, un jour après les États-Unis, Cuba déclare la guerre aux Empires centraux, ce qui affecte favorablement le prix du sucre, au point que les années qui suivent seront appelées « Les vaches grasses ». Les anarchistes cubains décident de rester neutres malgré la position prise par Kropotkine à Londres en faveur des Alliés, au rebours du neutralisme qu'il défendait devant le conflit cubain en 1897. Du coup, ils seront considérés comme des germanophiles.

Comme García Menocal tente de remporter les élections présidentielles par la force, les libéraux prennent les armes contre lui. L'événement marque le début d'une longue période dictatoriale. Toujours en 1917, on établit un Centre ouvrier au n° 2 de la rue Egido, à La Havane, qui deviendra vite le local anarchiste le plus important de l'époque, où, pendant plus de dix ans, on organisera grèves, boycotts, et activités de tous types. Le climat d'agitation sociale des années 1917-1919 prit des caractères dramatiques. Les représentants des intérêts économiques espagnols et nord-américains regardaient toute protestation sociale comme un début de guerre civile. L'œil de l'aigle impérial posait un regard circonspect sur Cuba. Ce fut une époque criminelle et despotique, dont seuls les plus puissants tirèrent profit.

Entre 1918 et 1919, quatre grèves générales éclatèrent dans la seule capitale. Plusieurs attentats furent commis en réponse à la répression de l'État, ce qui entraîna, en contrepartie, l'arrestation et la condamnation à mort de plusieurs des porte-parole les plus connus du mouvement anarchiste de l'époque : Marcelo Salinas, Antonio Penichet, Alfredo López, Alejandro Barreiro et Pablo Guerra. La première victime des grèves de ces années fut un tailleur anarchiste appelé Robustiano Fernández, tué au cours d'un choc avec la police face au Centre ouvrier.

L'assassinat sur la voie publique de l'anarchiste Luis Díaz Blanco<sup>8</sup> fut le détonateur d'une série d'affrontements violents qui débouchèrent, le jour de ses funérailles, sur une manifestation massive du peuple de La Havane contre le

<sup>8</sup> Un autre ouvrier, appelé Mendoza, fut blessé au cours du même affrontement avec la police. Il devait mourir des suites de ses blessures quelques jours plus tard.

gouvernement. Au bout du compte, le gouvernement décida la suspension des garanties constitutionnelles en vue de créer un climat de terreur dans l'opinion publique. Il expulsa un groupe de 77 ouvriers qualifié de « ramassis d'anarcho-syndicalistes », frappa d'interdiction les publications libertaires et ferma le Centre ouvrier. En somme, on revenait à la pire époque de Cánovas et Weyler.

Les nouvelles de ces affrontements et de ces grèves parvenaient aux autorités nord-américaines, qui engagées dans la Première Guerre mondiale, ne voulaient pas permettre une telle situation si près de leurs côtes. Afin d'intimider la population, et à la demande de leur ambassade, les Nord-Américains envoyèrent à La Havane une flottille composée de trois navires de guerre et plusieurs chasseurs anti-sous-marins. D'après l'historien cubain José Duarte Oropesa, les services secrets du pays avaient informé Washington de l'existence de 403 syndicats sur l'île, et donné les noms de leurs principaux dirigeants, au nombre desquels il y avait 14 Espagnols et 11 Cubains, les plus réputés étant Antonio Penichet, Alejandro Barreiro, Juan Arévalo, Gervasio Sierra et José Bravo.

Les années 20 voient le retour du prix du sucre à un niveau plus normal : cette époque a été baptisée sous le nom de « Les vaches maigres ». Les militants anarchistes les plus actifs profitent de l'occasion pour organiser un congrès ouvrier qui dénonce la « cherté de la vie » et propose une série de mesures économiques « immédiates et transitoires » pour résoudre le problème. On décide de la création d'une Confédération nationale du travail, et on mandate un comité pour qu'il « formule un projet d'organisation, en étudiant les opinions de toutes les communautés ». Enfin, on « envoie un salut fraternel aux frères qui, en Russie, ont établi la République socialiste des soviets ».

Il semble incontestable que la nouvelle de la révolution d'Octobre à Petrograd en 1917, à laquelle les anarchistes russes avaient participé de façon fort visible, fut très bien reçue, au début, par les ouvriers cubains. La prise du pouvoir par les soviets en Russie semblait réaliser le rêve de ceux qui, pendant plusieurs générations, avaient combattu contre les injustices du capitalisme et de l'État. Les libertaires cubains ressentirent une grande joie à l'annonce de la révolution d'Octobre, et manifestèrent leur solidarité à l'égard du peuple russe au cours de leurs propres



fonde des Athénées libertaires, des centres ouvriers, des clubs naturistes. La propagande pour l'Idée anarchiste est incessante sur toute l'île, réalisée par des organisateurs, des écrivains, des orateurs, des syndicalistes, des animateurs de mouvements sociaux. Au cours de ces turbulentes années, ce sont les anarchistes qui, les premiers, sans moyens économiques et sans l'aide de personne, organisent, regroupent et orientent la majorité des travailleurs ruraux et urbains de l'île dans un effort sans pareil dans notre histoire.

Une nouvelle génération de Cubains émerge dans ces années dans une société marquée par les tares coloniales, la séparation entre les classes et les races, l'existence de gouvernements autoritaires et les ingérences nord-américaines. Ces nouveaux Cubains veulent des changements radicaux dans les structures sociales et politiques, et entament une lutte sans quartier contre les tares intérieures ou issues de l'extérieur. Les anarchistes du pays, conscients des enjeux de l'époque, seront les porte-étendards de la liberté et de la justice sociale pour les classes oubliées, faisant des idées anarcho-syndicalistes l'idéologie majoritaire dans le prolétariat.

L'homme qui va porter sur ses épaules une bonne part des responsabilités du mouvement ouvrier s'appelle Alfredo López. De filiation nettement libertaire, malgré ce qu'en dira la « révision marxiste de l'histoire cubaine », López est initié aux idées libertaires par Pablo Guerra, un ouvrier noir qui appartenait au même corps de métier, la typographie, que López et Penichet. Militant de renom dans son syndicat, il va occuper le premier rang au cours du congrès ouvrier de 1920 et mener un effort continu en faveur de l'unité du mouvement ouvrier cubain jusqu'à son assassinat en 1926. Comme la majorité de la génération ouvrière à laquelle il appartient, López est profondément anarcho-syndicaliste. Si on en juge par ses écrits, par son style d'orateur, bref et concis, son activité syndicaliste, son pragmatisme et les accords pris sous sa responsabilité, il est pour le moins difficile de le situer dans un autre camp que l'anarchisme. Mais, étranger à tout sectarisme et vivant dans une société qui avait abandonné le prolétariat à son sort, il fut un partisan obstiné de l'unité ouvrière, une cause à laquelle il sut gagner les secteurs marxistes de l'île. Il parvint même à attirer des secteurs réformistes dans les rangs du prolétariat organisé.

La fondation de la Fédération ouvrière de La Havane (FOH) en 1921, dont López est l'élément moteur, donne le départ à une campagne d'inspiration typiquement anarcho-syndicaliste en direction du mouvement ouvrier cubain. Elle est menée dans un esprit très pragmatique, en vue de fédérer en une seule organisation nationale tous les ouvriers et les paysans de l'île. La FOH n'est pas composée uniquement de syndicats anarchistes, mais ces derniers sont les plus nombreux et les idées libertaires y sont les plus diffusées. Cependant, cette orientation syndicale se heurte au projet de quelques anarchistes qui font connaître leur souhait d'une organisation nettement anarcho-syndicaliste, semblable à la CNT espagnole, fondée en 1910. Mais, au bout du compte, c'est la thèse unitaire d'Alfredo López qui l'emportera, les syndicalistes ayant peur de voir le mouvement ouvrier se fragmenter et s'affaiblir. C'est sur cette position que se fondent les historiens marxistes pour défendre l'idée que López n'était pas anarchiste, ce qui est parfaitement faux.

En 1923, on assiste au déclenchement d'un mouvement en faveur de réformes dans l'université de La Havane, dirigé par Julio Antonio Mella. López lui offre son appui et parvient à le convaincre de collaborer, avec d'autres étudiants, à l'École rationaliste du soir, une institution fondée, sur le modèle de l'École moderne de Francisco Ferrer, afin de travailler à l'éducation des ouvriers. À la fin de l'année, on fonde l'Université populaire José Martí, qui est la première institution chargée d'enseigner les idées politiques et sociales de l'époque. La relation étroite entre Mella, le futur fondateur du PCC (Parti communiste cubain), et Alfredo López a donné lieu également à diverses hypothèses sur l'influence des idées de Mella sur ce dernier, alors que l'influence s'exerça plutôt dans le sens contraire, d'après l'aveu de Mella lui-même.

Au cours de l'année 1924, et grâce à l'indéniable tolérance du président Alfredo Zayas, des grèves sont déclenchées par les syndicats ouvriers des chemins de fer et du sucre. Un autre anarcho-syndicaliste de premier ordre, Enrique Varona, commence à se distinguer au sein de la corporation ferroviaire-sucrière de Camagüey.

En février 1925, se tient à Cienfuegos le II<sup>e</sup> Congrès national ouvrier avec l'assistance de plus de 105 délégués, représentant 75 organisations ouvrières, dont,

entre autres, A. López, A. Penichet, David Antes, Carmelo García, Alejandro Barreiro, Rafael Serra, José Rivero Muñiz, Manuel Deza, Manuel Landrove, José Villásus et Emilio Rodríguez. Leur principale décision fut de tenir un troisième congrès dans la ville de Camagüey en vue de fonder une confédération ouvrière à l'échelle nationale.

En août, finalement, a lieu le III<sup>e</sup> Congrès ouvrier, qui décide de la création de la Confédération nationale ouvrière de Cuba (CNOOC), qui réunit les syndicats, fraternités, corporations et associations prolétariennes implantées dans 128 localités, soit plus de 200 000 ouvriers, représentés par 160 délégués. À la fondation de la CNOOC sont présents, outre López, Nicasio Trujillo, Pablo Guerra, Pascual Núñez, Bienvenido Rego, Nicanor Tomás, José M. Govín, Domingo Rosado, Florentino Pascual, Luis Trujeda, Paulino Díez, Venancio Rodríguez, Rafael Serra, Juana María Acosta, Margarito Iglesias, Antonio Penichet, Enrique Varona, Venancio Turón, Manuel Castillo et Miguel Contreras. Le Congrès, dans son déroulement, ses procédures, ses décisions, est sans aucun doute fortement influencé par les thèses anarcho-syndicalistes, dominantes parmi les présents. Les dispositions du Congrès, les règlements, les tactiques, les principes, tout ce qui a trait à la question sociale est anarchiste, tant pour la forme que pour le fond.

Dans les actes du congrès fondateur de la CNOOC, les accords les plus importants sont le « refus total et collectif de l'action électorale », l'exigence de la journée de huit heures, le droit de grève, ainsi que le désir unanime de ne pas bureaucratiser le tout nouvel organisme. On y insiste sur l'égalité de rémunération entre l'homme et la femme et, pour la première fois dans l'histoire du pays, une femme, Juana María Acosta, de l'Union des ouvriers de l'industrie du cigare, a été nommée présidente provisoire d'une assemblée de ce type.

Quelques jours seulement après la fin du congrès ouvrier, le PCC est fondé à La Havane par des militants marxistes comme Julio Antonio Mella et d'ex-anarchistes comme Carlos Baliño, avec le soutien du représentant de la III<sup>e</sup> Internationale, le Mexicain Enrique Flores Magón, le frère de Ricardo. Les militants du PCC allaient constituer une minorité disciplinée et dévouée. Si, au début, ils suivent les consignes anarchistes, ils tenteront bientôt, sous les ordres qui leur viennent du

Komintern *via* le Mexique, de supplanter l'anarcho-syndicalisme, puis de supprimer tout vestige de ce mouvement qui, pendant plusieurs décennies, avait été le moteur de la classe ouvrière.

Le succès électoral du parti libéral, dont le premier représentant était Gerardo Machado, fut la cause subite de la crise du mouvement anarcho-syndicaliste cubain. Machado était déjà bien connu de ses militants, aux yeux desquels il incarnait les pires aspects de la République autoritaire. Celui-là ne fut pas long à comprendre que le mouvement ouvrier tout récemment unifié au sein de la CNOC pouvait être aussi bien son allié que son adversaire. Or, dans la CNOC, il existait un courant réformiste très proche, dans ses conceptions, de l'American Federation of Labor, dirigée alors par Samuel Gompers. Machado sut le gagner à sa cause par l'usage de prébendes gouvernementales. Quant aux amis que les libertaires comptaient naguère dans le Parti libéral, ils semblaient s'être rendus invisibles. Les marxistes, pour leur part, rassemblés dans un tout jeune parti qui tournait le dos aux accords adoptés par la CNOC, menaient une activité discrète en l'attente de jours meilleurs.

Prenant prétexte d'une grève conduite par le syndicat de l'industrie manufacturière, le gouvernement procéda à son interdiction et emprisonna son principal animateur, Margarito Iglesias, venu de l'anarchisme, et expulsa plusieurs ouvriers. Les protestations énergiques d'Alfredo López ne servirent strictement à rien. En septembre, une grève est déclenchée dans le secteur du sucre, à Camagüey, et Enrique Varona, un autre militant anarcho-syndicaliste de l'Union des chemins de fer du Nord<sup>10</sup>, est arrêté avant d'être lâchement assassiné. Les protestations devant le gouvernement et les tribunaux restent également sans effet.

Comme on le voit, la situation politique devenait de plus en plus difficile pour les militants ouvriers, syndicalistes et anarcho-syndicalistes, à cause de la répression menée par le gouvernement de Machado. Elle visait tout particulièrement les anarcho-syndicalistes, parce qu'ils étaient le courant le mieux organisé de l'île et le plus nombreux, et qu'ils disposaient d'animateurs de grande qualité comme

<sup>10</sup> Cette union ouvrière regroupait, en fait, les ouvriers du sucre.

López, Iglesias ou Varona. Là où les gouvernements antérieurs avaient toléré ou ignoré les manifestations et les grèves, celui de Machado faisait montre de la plus grande dureté contre les principaux animateurs du mouvement ouvrier, en déclarant une guerre ouverte aux anarchistes. Alfredo López dénonça publiquement le gouvernement comme responsable de l'assassinat de Varona, et on communiqua ces dénonciations à l'étranger. En revanche, les syndicats de l'île n'opposèrent pas une réaction violente à la répression menée par le gouvernement. Celui-ci décida d'ailleurs de mettre la grève hors la loi : tout contrevenant à l'interdiction pouvait encourir des peines de prison, être expulsé ou « disparaître ». Pour la première fois à Cuba, on venait d'assister à l'instauration d'une véritable terreur d'État, dont la responsabilité incombait entièrement à Gerardo Machado.

En octobre, Alfredo López est arrêté au moment même où le gouvernement mène une campagne de provocations et que plusieurs pétards éclatent à La Havane, où on voit la main des anarchistes. En décembre, les plus réputés d'entre eux sont emprisonnés ; d'autres partent en exil en Floride ou au Yucatán. À la fin de l'année 1925, il apparaît aux yeux de tous que Machado a érigé l'intimidation, la provocation et l'assassinat en système de gouvernement. En janvier 1926, López et quelques anarchistes sont libérés et on leur « conseille » de se mettre au service du gouvernement. Dans une entrevue entre le secrétaire à l'Intérieur, Rogelio Zayas Bazán, et Alfredo López, le porte-parole de Machado offre au combattant anarcho-syndicaliste de l'argent et des prébendes en échange de sa coopération. Celui-ci y oppose le refus le plus net et continue à son poste, ce qui lui vaut, peu après, d'être arrêté à nouveau et de faire l'objet de menaces de mort. Mais il n'en fait aucun cas.

Le 1<sup>er</sup> mai a lieu au Centre ouvrier une veillée en hommage aux victimes de la répression, et, de la tribune, López dénonce la politique de Machado et encourage les ouvriers à résister. Le 20 juillet 1926, il est enlevé par des inconnus et disparaît pour toujours. On ne retrouvera son corps que sept ans plus tard, quelques jours à peine après la chute du dictateur. Avec López et Varona, l'anarcho-syndicalisme, à un moment crucial de l'histoire du pays, perdait deux de ses représentants les plus remarquables.

La politique brutale de Machado était sans précédents dans l'histoire sociale de l'île. Ni à l'époque coloniale, ni dans les premières années de la République, l'anarchisme n'avait subi de coups si violents. Pendant que le dictateur était acclamé par les classes dominantes comme un véritable « nationaliste », malgré l'ingérence nord-américaine dans les affaires du pays, la persécution contre les anarchistes allait bon train. En 1927, après la disparition de Margarito Iglesias, un anarcho-syndicaliste noir, descendant d'esclaves, qui avait lutté sans repos au sein du syndicat de la manufacture, la CNOC entre dans une période de crise. La situation est mise à profit par les marxistes du syndicat, lesquels, suivant les consignes du PCC, commencent à s'emparer des postes assumés jusque-là par les anarchistes contraints à l'exil, emprisonnés, expulsés ou assassinés.

La réponse des éléments les plus radicaux de l'anarchisme face à la violence de l'État ne se fait pas attendre. On fonde d'abord des groupes d'action comme Espartaco (Spartacus) et Les Solidaires, suivi plus tard de la Fédération des groupes anarchistes de Cuba (FGAC), qui, de concert avec des étudiants et des groupes politiques, mène une campagne d'actions violentes contre Machado, lequel est d'ailleurs « constitutionnellement » réélu président. Ces groupes mettent sur pied plusieurs tentatives d'assassinat du dictateur pendant qu'on assiste à des manifestations de rue violentes contre le régime.

En 1930, a lieu une grève à La Havane dans le secteur des tramways, laquelle bénéficie de l'appui de tous les syndicats de la ville. Elle débouche sur une grève générale de 24 heures, la première de ce type dans le contexte d'une dictature répressive. Les anarchistes soutiennent sans réserves le mouvement, alors que la presse bourgeoise anti-machadiste chante les louanges du PCC et donne la parole à ses dirigeants. Dans ces années de dépression économique, en effet, non seulement le peuple cubain tournait le dos à la dictature mais aussi la bourgeoisie, qui voyait ses gains se réduire avec la crise. Le prix du sucre baissa à des niveaux incroyables, le désastre économique débouchant sur la ruine sociale et politique.

La grève fut cependant un échec, à cause de la mauvaise organisation et du manque d'expérience de la CNOC, dont les postes de direction étaient à ce moment-là aux mains du PCC, par ailleurs profondément hostile aux anarchis-

tes<sup>11</sup>. À ce propos, il est bon d'indiquer que, malgré les persécutions dont ils furent victimes de la part de la police de Machado, la trahison du PCC, et la situation existant à Cuba entre 1931 et 1933, et contrairement à ce qu'on en a dit dans l'histoire officielle du PCC ou dans celle des historiens au service de la réaction ou de l'ambassade nord-américaine, les anarchistes qui survécurent à la répression ne partirent pas tous en Espagne, *n'abandonnèrent pas leurs responsabilités syndicales*, de même qu'ils ne se rallièrent pas au gouvernement de Machado, ni ne trahirent la classe ouvrière. Bien au contraire, ils participèrent activement à l'action directe contre la dictature, en particulier par le biais du groupe Spartacus de la FGAC, qui, seul ou de conserve avec des groupes anti-machadistes, mena une lutte clandestine contre le régime, commettant des attentats, désarmant des policiers, créant des troubles, etc. Ils ne furent cependant pas les seuls à pratiquer ce genre d'activités, auxquelles recoururent d'autres groupes comme le Directoire des étudiants révolutionnaires ou l'organisation secrète ABC.

La dictature de Machado prend fin en août 1933, une fin à laquelle ont concouru une série de facteurs politiques, dont la volonté de l'ambassade nord-américaine, désireuse de mettre un terme au pouvoir de son ex-allié. Le PCC, qui suit fidèlement les consignes du Komintern, joue un rôle important aussi dans le processus. Alors que les Nord-Américains cherchent une solution politique à la situation, Machado s'accroche désespérément au pouvoir. Mais il est plus seul que jamais et

<sup>11</sup> Les marxistes avaient fondé le PCC dans le but de liquider définitivement l'influence anarchiste sur le mouvement ouvrier organisé, un objectif, au fond, similaire à celui de Machado. D'après le récit oral qu'ont fait de ces événements Casto Moscu, Manuel González et Agustín Castro, qui participèrent tous les trois, avec la FGCA, à la lutte clandestine contre Machado de 1927 à 1933, le PCC consacra énormément d'énergie à pourchasser les anarchistes au sein de la CNOC. Plus tard, Eusebio Mujal, dont le père était alors boulanger à Guantánamo, a fourni, sous forme d'un « Mémoire », un récit de ces faits à l'historien Hugh Thomas, dont le contenu coïncide avec la version orale citée précédemment. « Par ailleurs, écrit-il, les communistes étaient encore plus préoccupés par les anarchistes que par Machado [...]. La politique du Parti était d'exclure tous les membres de la CNOC qui n'étaient pas communistes, au point de les trahir et de dénoncer certains d'entre eux à la police de Machado. »

il ne trouvera aucun appui pour l'aider à passer le moment le plus difficile de son mandat. Le 28 juillet, une grève éclate dans le secteur des transports. Les employés des tramways de La Havane rejoignent le mouvement et parviennent à paralyser totalement la ville. Les anarchistes de la FOH se déclarent solidaires de cette « grève des bras croisés » qui est suivie, peu après, par une grève générale. Le 7 août, alors que le bruit court que le dictateur a renoncé au pouvoir, les habitants de la capitale sortent célébrer l'événement dans la rue, où ils sont mitraillés par les sbires de Machado.

Dans une manœuvre qu'on peut qualifier, à tout le moins, d'insolite, le PCC, au nom de ce qui reste de la CNOG, passe un accord avec Machado dans le but de mettre un terme à la grève. En laissant entendre qu'ils en avaient été à l'origine, les communistes tombaient, en quelque sorte, dans le piège de leurs propres mensonges. La récompense de cette perfidie devait être la reconnaissance par le gouvernement du PCC et de la CNOG. Leur désir de pouvoir, qui les avait déjà poussés à participer à la farce électorale de 1932, priva les communistes de la moindre lucidité politique. Les historiens marxistes d'aujourd'hui tentent de minimiser cette attitude en parlant de « l'erreur du mois d'août », mais, en vérité, ce n'est pas d' « erreur » qu'il conviendrait de parler, mais d'une véritable trahison commise contre la classe ouvrière et le peuple cubain.

Le PCC donna alors l'ordre aux ouvriers de revenir au travail et tenta de mettre en pratique l'oukase gouvernementale avec l'aide de la police secrète de Machado, la sinistre *porra*<sup>12</sup> responsable du meurtre de nombreux ouvriers. La manœuvre échoua, principalement parce que les libertaires de la FOH<sup>13</sup>, suivis par les forces

<sup>12</sup> « Porra » : « gourdin ». (N.d.T.)

<sup>13</sup> En août 1933, il n'y a guère qu'au sein de la FOH, où il s'étaient réfugiés au cours de la dictature, que les libertaires détenaient encore des responsabilités syndicales. C'est à partir de là que le groupe Spartacus opérait clandestinement. Après le succès de la grève à laquelle le PCC s'était vainement opposé, les communistes – qui étaient au courant de l'influence anarchiste dans le syndicat –, profitant de la confusion qui suivit le départ du dictateur, et de crainte que les anarchistes les plus radicaux ne cherchent à leur faire payer leur trahison, décidèrent de prendre les devants : accusant les libertaires de « collaboration » avec le défunt régime, les militants du PCC s'en prirent aux anarcho-syndicalistes présents dans



d'opposition, combattirent furieusement l'activité des briseurs de grève. L'incertitude de la situation finit par se répercuter même au sein des forces armées, qui ne voulurent pas, ou ne purent pas, intervenir dans un contexte qui prenait une coloration nettement révolutionnaire. Personne ne peut douter de l'héroïsme dont, à partir de leur local du 37 de la rue Zulueta, firent preuve les anarchistes ni de l'importance de leur rôle dans le renversement de la dictature de Machado. C'est le 12 août finalement que celui-ci fut contraint de fuir le pays, renversé par un coup militaire qui bénéficia du soutien de l'ambassade des États-Unis.

Le 28 août, après qu'on eut exhumé les cadavres de López et d'Iglesias, et qu'une foule immense leur eut rendu hommage, les militants de la FGAC éditèrent une *Adresse* au peuple dénonçant la trahison du PCC et l'attaque à main armée dont ils avaient été victimes de la part de membres du Parti communiste. Cette *Adresse*, signée par le comité des relations de la FGAC, rappelle clairement, et avec force détails, les récentes démarches anti-ouvrières du PCC et la façon dont il avait tenté de ressusciter légalement la CNOG, dans le but de chercher un appui auprès du pouvoir machadiste. Les précaires relations entre anarchistes et communistes, déjà bien détériorées par les nouvelles inquiétantes en provenance de l'URSS relatives à la persécution des anarchistes par le premier pouvoir bolchevique puis par Staline, trouvèrent leur point final en cet été sanglant de l'année 1933.

le local de la FOH, faisant feu contre l'immeuble. Il en résulta un échange de coups de feu, d'où s'ensuivit une véritable bataille rangée entre anarcho-syndicalistes et communistes. L'armée dut intervenir pour empêcher une plus grande effusion de sang. Le choc fit un mort parmi les anarcho-syndicalistes et il y eut plusieurs blessés des deux côtés.

### Chapitre III

## Constitution et révolution 1934-1958

En dépit du succès remporté contre la dictature de Machado, le bilan final de l'époque passée avait été défavorable au mouvement libertaire. Ses porte-parole et militants les plus résolus avaient été victimes de la répression gouvernementale ou expulsés. C'est pour cela que, au moment du coup d'État du 4 septembre 1933 contre le gouvernement provisoire établi après le départ de Machado, les anarchistes n'étaient pas parvenus à se réorganiser et qu'ils furent pris de court par les événements politiques.

Le nouveau gouvernement révolutionnaire *authentique* – c'est ainsi qu'il se qualifie lui-même – est d'inspiration progressiste, avec quelques velléités nationalistes. Ses principales figures sont Ramón Grau San Martín et Antonio Guiteras. Ils ont pour alliés les militaires responsables du coup d'État, soldats, caporaux et sergents issus de milieux modestes et pénétrés d'idées avancées, dont le représentant le plus en vue est Fulgencio Batista. Pour la première fois, on va voir un gouvernement cubain défier l'ambassade nord-américaine, décréter des lois sociales, et abolir enfin l'amendement Platt.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'eut qu'une vie très courte, cent jours pas plus, au cours desquels il décréta la nationalisation des compagnies de l'électricité et du téléphone jusque-là aux mains des Nord-Américains, et instaura la journée de travail de huit heures. Cependant, ce même gouvernement décréta la loi dite des 50 % par laquelle on interdisait aux patrons d'employer plus de 50 % d'ouvriers étrangers dans leurs établissements commerciaux ou industriels. Cette loi affecta énormément l'anarchisme cubain, puisque nombre de ses militants durent abandonner l'île pour revenir en Espagne, où les attendait une tragique guerre civile.

Les anarchistes se trouvèrent fort démunis à une époque cruciale de l'histoire du

pays, au moment même où les communistes, malgré l' « erreur » commise en août 33, rencontraient un certain écho auprès de la classe ouvrière, et continuaient à se livrer à leurs manœuvres habituelles, attaquant violemment les libertaires et lançant les calomnies les plus grossières contre eux, une tactique qui donna certains résultats en 1934 puis en 1960. On accusait les anarchistes d'être des « agents yankees », de « s'associer et de s'allier aux ex-machadistes, aux patrons et même à des éléments fascistes » qui, à l'époque, bénéficiaient d'une certaine sympathie chez quelques Cubains. En dépit de tous ces obstacles, commença toutefois une nouvelle étape pour le mouvement libertaire qui manifesta une vigueur et une résistance pour le moins étonnantes, redoublant ses efforts de propagande au sein de la jeunesse, de sorte qu'on assista à l'émergence d'une seconde génération anarchiste au sein des syndicats et des organisations ouvrières.

Grâce à l'appui de l'ambassade nord-américaine et de la bourgeoisie indigène, et avec la bénédiction du capital, le colonel Batista devint l'homme fort du pays, établissant une dictature à laquelle les anarchistes s'opposèrent dès le début. Cherchant des alliés dans les groupes d'opposition révolutionnaire, certains militants libertaires rejoignirent une organisation d'inspiration socialiste appelée Joven Cuba, dirigée par le révolutionnaire Antonio Guiteras, qui avait été le bras droit de Grau San Martín dans le gouvernement précédent, et dont l'antipathie pour le PCC n'était un secret pour personne. Les communistes, pour leur part, après avoir appelé à une grève générale en mars 1935 avant de la faire avorter, décidèrent finalement – conformément à la consigne de Moscou de constituer des fronts populaires partout dans le monde – de s'allier au gouvernement et de suivre les « pas démocratiques du colonel Batista ». Celui-ci, devenu général à présent, souhaitait résoudre la crise politique cubaine par la mise sur pied d'une Assemblée constituante, un pacte avec l'opposition et des élections générales, puisque, jusque-là, Batista, ne comptant que sur le seul appui des forces armées, pouvait difficilement donner une apparence de légalité à sa dictature. Le PCC profita de l'occasion pour lui proposer un accord politique et mettre au service de son gouvernement toute la machinerie propagandiste, nationale et internationale, du marxisme et lui apporter les votes des ouvriers aux élections à venir.

Pour les anarchistes, toutefois, la situation ne changea guère. Après la chute de Machado, les gouvernements successifs avaient exercé un contrôle de fer sur les activités des anarcho-sindicalistes, en particulier à l'égard de la presse publiée à l'intérieur de l'île mais aussi à l'extérieur, à l'exception, curieusement, de la publication *Cultura Proletaria*<sup>1</sup> – qui devait peut-être d'échapper à la censure au fait qu'elle était publiée à New York – où on trouvait parfois des nouvelles sur la persécution dont les libertaires étaient l'objet à Cuba. Helio Nardo, témoin des faits, rapporte qu'« après l'échec de la grève de mars 1935, nous fûmes victimes d'une répression brutale [...] des milliers d'opposants [au gouvernement Mendieta-Batista] finirent en prison. Toutes les localités de l'île passèrent sous le contrôle de l'armée ».

Par ailleurs, les relations entre les anarchistes de l'ancienne génération et les nouveaux militants n'étaient pas des plus faciles : « L'impossibilité de nous entendre avec les vieux militants du *grupismo* (de la FGAC) – ici Helio Nardo se réfère aux secteurs libertaires qui avaient survécu à la répression machadiste, à la loi des 50 % et à l'autoritarisme militaire de Batista – nous amena à fonder à La Havane la Juventud Libertaria (Jeunesse libertaire) de Cuba. » Parmi les fondateurs de l'organisation, Nardo se souvient des noms de Gustavo López, Floreal Barreras, Luis Dulzaides, Miguel Rivas, Julio Ayón Morgan, Teodoro Fabelo, Abelardo Barroso, Modesto Barbeito, José Fernández Martí et un autre jeune anarchiste curieusement appelé Gerardo Machado. Les réunions de ce groupe de jeunes libertaires étaient, précise Nardo, « rigoureusement clandestines ».

L'un d'entre eux, Luis Dulzaides, devait rapporter à son tour les souvenirs de ses jeunes années, en particulier les circonstances de son adhésion aux Jeunesses libertaires, où il était venu par l'intermédiaire de Fernández Martí, et où il fit la connaissance « des plus hautes figures de l'anarchisme militant cubain ». Il rappelle le souvenir de Domingo Díaz, un pharmacien de Arroyo Arenas, près de La Havane,

<sup>1</sup> Les responsables de ce mensuel anarchiste édité à New York étaient Frank González et Marcelino García. De Detroit, Federico Arcos envoyait des contributions régulières. Le groupe représentait les libertaires espagnols exilés ou résidant aux États-Unis.

celui de Venancio Turón, ancien cheminot fondateur de la CNOOC, ou encore de « Rafael Serra, un travailleur noir de l'industrie du tabac, qui faisait figure de relique des temps héroïques du prolétariat anarchiste » et, finalement, de Marcelo Salinas, un des intellectuels cubains les plus remarquables de sa génération.

En juillet 1936, au moment du déclenchement de la guerre civile espagnole, les anarchistes cubains prennent fait et cause pour la République espagnole. Ils participent à la fondation de la SIA (Solidarité internationale antifasciste), qui fera tout son possible pour envoyer des fonds et des armes aux compagnons espagnols de la CNT-FAI. L'aide et la solidarité des libertaires cubains pour leurs camarades d'Espagne furent considérables, surtout si on tient compte de la dépression économique que traversait l'île à cette époque. Il convient aussi de noter la participation directe de nombreux libertaires cubains à la lutte contre le fascisme espagnol. Expulsés de l'île pendant la dictature de Machado ou à la suite de la loi dite des 50 %, de nombreux anarchistes cubains combattirent dans les rangs de la CNT : je citerai, en particulier, les noms d'Abelardo Iglesias, Manuel de la Mata ou Cosme Paules. D'autres encore vinrent de Cuba même pour mourir au service de leurs idées. Ceux-là s'appelaient Adolfo Camiño, Gustavo Malagamba, José Pendás, Humberto Monteagudo, Pedro Fajardo Boheras, Julio Constantino Cavarrocas, etc.

Une fois conclu le conflit espagnol par la défaite de la République, une grande partie des Cubains survivants revinrent sur l'île, en compagnie d'un nombre conséquent d'anarchistes espagnols qui purent partir d'Espagne ou de France pourvus d'un passeport cubain grâce à l'intervention de certains libertaires de l'île qui avaient quelques entrées au ministère d'État. On mena une campagne de solidarité pour aider les anciens combattants de la guerre d'Espagne : ceux qui s'installèrent sur l'île purent y bénéficier de l'appui de leurs compagnons cubains. D'après ce que raconte Paulino Díez dans ses mémoires, Cuba servit de tremplin aux anarchistes espagnols de la diaspora, qui, de là, partirent s'installer dans tout le continent américain, de Chicago à Buenos Aires.

À la fin de la décennie, le PCC passe un accord officiel avec le général Batista, toujours privé de la moindre base populaire, lequel, en échange des services

politiques qu'ils lui ont rendus et de leur appui politique à la prochaine élection présidentielle, remet entre les mains des communistes la direction de la toute récente CTC (Confédération des travailleurs de Cuba), fondée par les gouvernement et ses alliés au sein des Commissions ouvrières [organisation inféodée au Parti révolutionnaire cubain authentique, N.d.T.]. La CTC est l'organisation syndicale la plus puissante et la plus centralisée de Cuba, et elle regroupe tous les courants, y compris une minorité anarchiste. Contrairement à la première confédération ouvrière, la CNOC, la direction de la CTC est, selon les ordres de Batista et pour des raisons éminemment politiques, entièrement entre les mains du PCC et des Commissions ouvrières. On voit que, déjà à cette époque, le mouvement ouvrier cubain est organisé et légalisé sous contrôle communiste, avec la bénédiction des autorités. Pour la première fois, on assiste à Cuba au mariage contre-nature du syndicalisme et de l'État.

La Constitution de 1940 marque le début d'une nouvelle République. Dans ce document on envisage la question sociale, et on essaie d'amender les erreurs et les omissions de la Première République. D'inspiration moderne et progressiste, la *Carta Magna* de Cuba est l'œuvre de deux générations cubaines. Des représentants de toutes les classes et de toutes les sphères de la société participèrent à l'élaboration de son contenu, où se reflètent, souvent avec un excès de détails, tous les problèmes politiques et sociaux rencontrés par Cuba au cours des périodes les plus agitées de son existence. On signalera aussi l'abolition formelle de l'amendement Platt, après des négociations menées pendant plusieurs mois avec l'administration de Franklin D. Roosevelt. En somme, il s'agissait là d'un document important et bien fait : il ne restait plus qu'à en appliquer concrètement les principes.

Les secteurs survivants de l'anarchisme des années 20 à 40, regroupés au sein de la SIA et de la FGAC, renforcés par quelques militants cubains qui avaient participé à la guerre civile espagnole et par quelques ex-militants de la CNT, venus d'Europe dans les premières années de la Seconde Guerre mondiale, décidèrent de tenir une assemblée afin de regrouper les forces libertaires au sein d'une seule organisation. Comme les garanties constitutionnelles leur permettaient de créer légalement une association de ce type, on procéda à la dissolution des deux principaux

organismes, la SIA et la FGAC, pour fonder l'ALC, l'Association libertaire de Cuba.

La création de l'ALC eut lieu en présence de plus de cent militants cubains et espagnols exilés, réunis dans une assemblée qui se tint dans le petit domaine de Mordazo, où résidaient Juan Nápoles et sa compagne María. Domingo Díaz fut élu secrétaire général et Abelardo Barroso secrétaire à l'organisation de la nouvelle association. On décida également de porter secours aux exilés espagnols qui continuaient d'affluer sur l'île, de se charger de la continuité de la publication *Rumbos*, éditée sporadiquement depuis la fin des années 30, et de convoquer pour 1944 le premier Congrès national libertaire.

Les cénétistes espagnols qui vinrent nombreux à La Havane dans ces années-là reçurent le meilleur accueil possible de la part de leurs compagnons cubains. Toutefois, le chômage généralisé qui sévissait alors dans le pays obligea la grande majorité d'entre eux à continuer leur périple vers Panama, le Venezuela ou le Mexique, affaiblissant l'organisation nouvellement créée. Néanmoins, celle-ci publia quelque temps, sous la direction de Marcelo Salinas, un périodique de propagande intitulé *Nuevos Rumbos*, auquel collaboraient tout particulièrement Domingo Alonso et Claudio Martínez. En 1944, selon le récit qu'en fait Salinas, « a lieu le premier Congrès libertaire dans le local du syndicat des plâtriers, mis à la disposition de l'organisation par un des compagnons présents au congrès, Manuel Pis, responsable dudit syndicat ». Le Noir Gerardo Machado fut élu secrétaire général de l'ALC et Abelardo Barroso, un militant des plus actifs, fut reconduit dans ses fonctions de secrétaire à l'organisation.

Au début des années 40, les militants de l'ALC se consacrent à l'organisation des forces anarchistes. Grâce au souvenir de ce qu'ils avaient fait au sein du mouvement ouvrier jusqu'au milieu des années 20, ils bénéficiaient encore d'un grand capital de sympathies dans le peuple cubain, et d'une réputation d'honnêteté, de combativité et de capacité de sacrifice, fondée sur une longue et pure trajectoire révolutionnaire. Commence alors le travail organique : on prépare des cadres militants à partir des Jeunesses libertaires nouvellement créées, afin de récupérer le terrain perdu au profit des communistes et des réformistes. À travers cet organisme, on fonde des groupes d'action conjoints d'étudiants et d'ouvriers.

La Constitution avait également légalisé la journée de huit heures, qui existait déjà sur le papier depuis 1933 et était une des « utopies » revendiquées par *El Productor* dès 1888. En outre, elle réglementait le droit de grève, tout en reconnaissant sa validité. Cela obligea les anarcho-syndicalistes de la CTC à y créer des groupes de pression, véritables courroies de transmission de la pensée libertaire, dans le but de défier l'inertie, la bureaucratisation et la franche collaboration de classe menée par le PC et les Commissions ouvrières au sein du syndicat.

Batista avait été élu avec l'aide du PCC, lequel, en échange de postes ministériels, d'argent, de moyens de propagande et de protections officielles, l'avait pompeusement baptisé « le messenger de la prospérité » et mis à son service non seulement toutes les ressources propagandistes du Parti mais aussi celles de la CTC, dont il contrôlait les plus hautes instances. De la sorte, les communistes trahissaient une fois de plus les principes du syndicalisme cubain. Prospérant à l'ombre du pouvoir, qualifié de « Frente crapular » par les libertaires, le PCC allait devenir une force politique influente dans le monde du travail.

Cependant, Ramón Grau San Martín, qui se présente sous les couleurs du Parti révolutionnaire cubain authentique (PRCA), créé en 1933, remporte l'élection présidentielle et accède au pouvoir suprême en 1944. Le peuple attend de lui des changements substantiels, puisque le nouveau gouvernement s'affiche comme social-démocrate, un courant qui, dans ces années-là, a le vent en poupe en Amérique latine. Mais Grau San Martín va garder des ministres communistes au gouvernement. Il faudra attendre 1947 pour que des changements importants aient lieu dans le mouvement ouvrier cubain quand, à cause des tensions de la guerre froide entre Russes et Nord-Américains, et à la suite des pressions de ces derniers, Grau San Martín se décide, le 1<sup>er</sup> mai 1947, à expulser les staliniens de leurs postes à la direction de la CTC. Cette décision est, du reste, une preuve de ce que, en dépit de l'abolition de l'amendement Platt, les propres auteurs de cette mesure se pliaient aux subtiles pressions du Département d'État nord-américain.

Il y a une nouvelle renaissance libertaire à ce moment-là. On publie à La Havane quelques bulletins d'information et de propagande signés et soutenus par la Fédération des jeunesses libertaires de Cuba. La sous-délégation de la CNT espa-



gnole éditée, pour sa part, un bulletin mensuel dirigé par V. Velasco et administré par C. Trigo. Ces publications sont domiciliées au local de l'ALC au 310, Jesús María<sup>2</sup>. La décision gouvernementale d'exclure les staliniens des plus hautes responsabilités de la CTC permet aux anarcho-syndicalistes de mettre à profit la nouvelle situation dans les syndicats affiliés à la centrale ouvrière pour y tenir des élections en toute liberté, et ils parviennent à faire élire plusieurs d'entre leurs compagnons en tant que représentants des syndicats les plus importants.

Le prestige et la réputation méritée d'honnêteté des anarcho-syndicalistes leur valurent d'occuper des postes importants dans des secteurs comme les transports, la restauration, le bâtiment, l'industrie électrique, etc., et maintenir des groupes de pression dans presque tous les autres syndicats affiliés alors à la CTC. Des anarchistes sont à l'origine des associations paysannes créées à l'intérieur de l'île, lesquelles visent à organiser les villageois les plus humbles, dépourvus de terres et de ressources. Leurs efforts furent couronnés de succès principalement sur la côte nord de la province de Camagüey, dans le vieux bastion libertaire du port de Nuevitas et de Monte Rus, la zone caféière du sud d'Oriente, où les anarchistes avaient fondé et soutenu des collectivités agricoles libres.

D'après la version qu'en donne la brochure *Memorias del IIº Congreso Libertario*, « le 21 février, à neuf heures du soir, et en présence d'un nombreux public qui remplissait [...] les salons de la Fédération nationale des usines électriques [...] au 615 du Paseo de Martí [...] commença le II<sup>e</sup> Congrès national libertaire convoqué par l'Association libertaire de Cuba ». Augustin Souchy, un vieil ami des libertaires cubains, prend la parole, au nom de l'AIT, au cours de la séance d'ouverture du congrès, suivi de Marcelo Salinas, Modesto Barbeito et Helio Nardo. L'acte de

<sup>2</sup> Ce modeste local était loué et occupait tout le second étage de l'immeuble. Il présentait toutes les caractéristiques des appartements habituels des Havanais : un salon, une salle à manger, un balcon, et trois chambres utilisées respectivement comme librairie, bureau de l'ALC et logement pour Vicente Alea et sa compagne Fé, qui s'occupaient de l'entretien des locaux en échange du loyer. Ce local était situé dans le quartier appelé Jesús María, près du port et de la gare centrale ferroviaire, un quartier populaire où résidaient des gens modestes : ouvriers, employés de commerce, etc.

constitution est précédé par une assemblée plénière qui a lieu le 22 février 1948, sous la présidence de Rafael Serra et avec Vicente Alea comme secrétaire provisoire. Francisco Bretau et Gilberto Lima sont élus à la table du Congrès. Cent cinquante-trois délégués sont venus, qui vont constituer quatre commissions de travail : la commission à l'organisation, avec Modesto Barbeito et Helio Nardo ; la deuxième relative à la propagande, avec N. Suárez et Manuel González ; la troisième concerne les finances, avec Manuel Castillo et Vicente Alea, et la quatrième s'occupe de questions diverses, avec Antonio Landrián et Suria Linsuaín.

Ce II<sup>e</sup> Congrès se conclut, le 24 février, par une série de résolutions publiées cette même année à La Havane dans une brochure qui envisage la création d'une société libertaire embrassant tous les secteurs économiques de l'île : le passage des années nous a démontré l'importance qu'aurait pu avoir ce document pour la société cubaine. Il occupe, en tout cas, une place importante dans l'histoire des anarchistes cubains : ils y attaquent leurs ennemis de toujours, les staliniens du PCC et l'Église catholique ; ils s'y déclarent anti-impérialistes, et conséquents avec cette position, s'en prennent autant aux États-Unis qu'à l'URSS, les qualifiant de « puissances étrangères », en recourant quelque peu à un nationalisme à la mode.

Parmi tous les points abordés, on envisagea la nécessité d'avoir un organe d'information et de propagande effectif et régulier. Le secteur de la restauration éditait déjà la publication *Solidaridad* : le Congrès décida de faire de cette revue – qui allait avoir une longue histoire dans la culture prolétarienne de l'île<sup>3</sup> – le

<sup>3</sup> *Solidaridad Gastronómica* – puisque tel est le titre complet de la publication – commença à paraître sous la forme d'un journal de quatre pages, le 22 décembre 1949. Il paraissait mensuellement comme « organe d'orientation et de combat » : son directeur était José M. Fuentes Candón, Domingo Alonso et Jorge Jorge étaient respectivement administrateur et sous-administrateur. La rédaction était formée par Claudio Martínez, Casto Moscu, Juan R. Álvarez, José Rodríguez et Roberto Cabanellas. La rédaction et l'administration de la revue restèrent dans un petit local sis au 102 rue Dragones jusqu'en mai 1950, où elle se transféra au local de l'ALC, au 310, Jesús María. Le prix de *Solidaridad* était de cinq *centavos* pour six pages, de février 1951 jusqu'en décembre 1960, où elle passa à huit pages sur un papier de meilleure qualité. À ce moment-là, la revue bénéficiait de la collaboration de Luis Dulzaidés, Marcelo Salinas, Abelardo Iglesias et Manuel González. En juillet 1956,

porte-parole de l'ALC. Une nouvelle direction fut élue aussi, avec Vicente Alea en tant que secrétaire général, Modesto Barbeito comme secrétaire à l'organisation, Domingo Alonso à la trésorerie et Néstor Suárez Feliu secrétaire de propagande.

Carlos Prío Socarrás accède à la présidence en 1948, en suivant la même politique tolérante dans le domaine social que Grau. En 1949, les anarchistes affiliés à la CTC tentent, avec des secteurs proches, de créer une autre centrale ouvrière, la Confédération générale du travail. Dans la plus pure tradition anarcho-syndicaliste, qui s'est toujours refusée à ce que les syndicats soient un instrument au service de l'État, ils souhaitaient créer une organisation indépendante de la CTC et des influences politiques qui s'y exerçaient.

Dans les années postérieures au II<sup>e</sup> Congrès, et d'après la version donnée par Helio Nardo, un des survivants de ce processus de séparation d'avec la CTC, « l'idée de constituer une seconde centrale ouvrière vint de la volonté de construire un syndicalisme ni politique ni électoral, un but auquel je m'étais attelé avec Abelardo Iglesias et Modesto Barbeito ». Il s'agissait, évidemment, de créer une autre confédération ouvrière plus proche de ce que, selon l'idéal anarcho-syndicaliste, doit être une organisation véritablement prolétarienne, fort éloignée de la CTC voulue par le gouvernement. Avec le soutien d'Ángel Cofiño, le représentant des ouvriers électriciens, et de Vicente Rubiera pour les ouvriers du téléphone, on créa un Comité ouvrier national indépendant (CONI) qui « disposait d'une émission quotidienne sur les ondes de RHC-Cadena Azul », « dont le contenu était élaboré dans le local de l'ALC ». En dépit de tous les obstacles rencontrés par ce

le numéro passe à 12 pages, et les gardera jusqu'à son dernier numéro en décembre 1960. On publia en tout 125 numéros. Bien que la revue s'adressât théoriquement aux employés de la restauration, et qu'elle fût l'organe de la fédération de ce secteur, elle devint le porte-parole des idéaux anarchistes, ouvrant ses colonnes aux meilleurs représentants de cette pensée. Selon l'historien Hugh Thomas, *Solidaridad* fut une des dernières publications libres permises par le gouvernement castriste : « [...] il restait encore, écrit-il, deux ou trois journaux libres [...] de faible diffusion [...] comme les deux publications libertaires *El Libertario* et *Solidaridad Gastronómica*. » *Solidaridad* diffusait entre 1 000 et 1 500 exemplaires au moment de son interdiction, un tirage relativement modeste pour l'époque.

syndicalisme libre de toute intromission politique, « on parvint à constituer une Confédération générale du travail, dont le siège était dans la rue Águila ». Mais le président Prío avait conscience du danger représenté par une nouvelle confédération ouvrière influencée par les anarcho-syndicalistes et étrangère aux manipulations des Commissions ouvrières de son propre parti, le PRCA. Comme on pouvait s'y attendre, il lança une campagne de propagande en usant de tout le pouvoir que détenait le gouvernement dans les médias et les syndicats officiels pour boycotter et faire échouer ce projet.

On notera, en avril 1950, la sortie d'une nouvelle publication anarchiste, *Estudios, mensuario de cultura*, éditée à La Havane. Faite avec grand soin, agréable à lire, illustrée de photos et de gravures, et avec un contenu d'une excellente qualité, elle fut, sans aucun doute, une revue moderne sortant des sentiers battus empruntés d'ordinaire par les publications libertaires. Son conseil de direction était intégré par Marcelo Salinas, Abelardo Iglesias et Luis Dulzaides. L'administrateur en était Santiago Velasco et le chef de la publicité Roberto Bretau. *Estudios* tirait à 1 000 exemplaires, et était financée par plusieurs syndicats ouvriers proches des idées libertaires. Bien qu'elle fût animée par des anarchistes, certains des collaborateurs de la section culturelle et artistique comme Eduardo Manet, Labrador Ruiz et Fernando Ortiz ne l'étaient pas. Par l'entremise de Domingo Alonso, *Estudios* diffusait des livres libertaires, tels que *Socialismo libertario* de Souchy et *En la borrasca* de Rudolf Rocker. Le peintre José María Mijares, sympathisant des idées anarchistes, illustra pratiquement tous les numéros de la revue, qui publiait aussi des photos de « nus artistiques », une véritable nouveauté dans les revues de La Havane de l'époque. Pour sa part, *El Libertario* (1950-1960), l'organe officiel de l'ALC, était un mensuel, bien que sa parution fût assez sporadique, dépendant des ressources financières du moment. Son directeur fut toujours Marcelo Salinas et son administrateur Rolando Piñera. Éditée au siège de l'ALC, la publication ne dépassa pas les 4 pages, et était vendue au prix de 5 centavos. *El Libertario* représentait fidèlement la pensée collective des anarchistes cubains. Au nombre de ses collaborateurs, outre Marcelo Salinas, on retiendra les noms de Landrián, Moscu, Iglesias, Gaona, et parmi ses collaborateurs extérieurs, Silvia Mistral et Souchy.

En mars 1952, Batista accède au pouvoir, après un coup d'État. Le peuple cubain l'accueille dans la plus grande indifférence, étant donné la corruption morale et administrative du gouvernement de Prío Socarrás. L'appel à la grève générale échoue lamentablement. Quelque temps plus tard, la CTC de Eusebio Mujal passe un accord avec Batista<sup>4</sup>. Pour leur part, les communistes mettent l'occasion à profit pour pénétrer la bureaucratie syndicale, sans pouvoir toutefois retrouver leur situation prépondérante. Batista les tient pour des alliés, mais en ces temps de guerre froide, il doit leur mesurer sa sympathie.

En vue de combler l'absence d'opposition au coup d'État, un jeune et obscur politicien d'origine bourgeoise éduqué chez les jésuites, Fidel Castro, prend en juillet 1953 la tête d'un groupe de révolutionnaires, et mène un assaut contre la caserne Moncada de Santiago de Cuba, qui se solde par de nombreuses victimes. Castro est fait prisonnier, et dans son plaidoyer, il exposera un programme qu'il prétend « révolutionnaire », mais qui est typiquement petit-bourgeois, réformiste et vaguement social-démocrate. Son but principal est de rétablir la Constitution de 1940, violée par Batista en 1952. À la fin de l'année 1953, Castro, en compagnie de certains de ses compagnons, est condamné à 15 ans de prison. Il profite de l'occasion pour fonder le Mouvement du 26 juillet (M. 26-7). Emprisonné quelques mois, il recouvre la liberté grâce à une amnistie gouvernementale et part pour le Mexique.

Pendant les deux années suivantes, l'opposition à Batista devient de plus en plus violente, et le dictateur répond de la façon la plus brutale. Dans un climat politique qui ne fait que se détériorer, l'opposition – qui ne se réduit pas aux seuls partisans de Castro – gagne en force tous les jours. Préoccupés par la situation politique du pays, les anarchistes, par l'entremise d'un tout récent Conseil national, convoquent

<sup>4</sup> Eusebio Mujal Barniol, secrétaire général de la CTC, avait été communiste puis trotskiste dans sa jeunesse avant d'être, bien plus tard, le fondateur des Commissions ouvrières du PRCA. Pour justifier son accord avec Batista, Mujal expliqua aux leaders syndicaux que si la CTC s'était opposée au coup d'État, Batista les aurait expulsés du syndicat pour les remplacer par des membres du PCC. L'argument était d'autant plus faux que, dans ce cas, les États-Unis n'auraient jamais reconnu le gouvernement de Batista.

en mars 1955 une Conférence nationale libertaire. Elle a lieu le 24 avril 1955 dans un domaine naturiste du village de Campo Florido, proche de La Havane. L'ordre du jour est constitué de dix points, dont celui qui est cause de la conférence : les affaires intérieures du pays.

Dans son rapport introductif, le Conseil national rapporte toutes les activités réalisées depuis le III<sup>e</sup> Congrès, parmi lesquelles il y a la publication de plusieurs numéros de *El Libertario*, « jusqu'à son interdiction officielle en avril 1952 ». Une fois ratifiés les accords des trois derniers congrès, on aborde le point le plus brûlant de la Conférence dans le chapitre « Situation politique », d'où on peut détacher les quelques mots suivants : « Les restrictions à la liberté, les brimades et les persécutions [...], la tendance du gouvernement actuel de s'opposer à toute amélioration de la situation des classes populaires [...], les impôts qui ne cessent d'augmenter. » Et enfin, l'importante déclaration politique qui conclut le document : « [Tout cela] fait que, nous, les libertaires, nous nous opposons au régime de toute notre force et que nous nous associons aux efforts de tous ceux qui visent à rendre sa liberté au pays. »

En 1956, on assiste à une séparation totale entre Batista et ses adversaires politiques, qui sont tous à la recherche d'une issue à la crise cubaine. Les anarchistes, pour leur part, maintiennent leurs positions anti-dictatoriales du début, et continuent de dénoncer la désastreuse politique répressive de Batista. Cette même année, l'ALC publie une brochure intitulée *Proyecciones libertarias*, rédigée par Marcelo Salinas et Casto Moscu, où l'organisation dénonce la politique néfaste de Batista et se situe résolument dans le camp de la liberté, dans le même temps qu'on met en garde contre l'attitude des guérilleros castristes de la sierra orientale.

En 1957, dans son intervention au cours du XXIV<sup>e</sup> Conseil national de la CTC, Casto Moscu exprime son refus du rapport officiel du secrétaire général de ladite organisation, Eusebio Mujal, en considérant que certains des fonctionnaires de la CTC, contrevenant aux principes du syndicat, menaient des activités favorables à certains partis politiques à l'intérieur des syndicats. Cette protestation fut reprise dans la section politique de la revue *Bohemia*. Au même moment, et conformément aux « accords de notre organisation, les compagnons Modesto

Barbeito et Abelardo Iglesias renoncent à leurs responsabilités dans la CTC ».

Malgré les difficultés rencontrées dans cette sombre époque, les anarchistes poursuivent la publication de *Solidaridad Gastronómica*, qui se fait le porte-parole des libertaires cubains. On peut y lire quelle fut leur attitude face au gouvernement de Batista, malgré la censure et la suspension des garanties constitutionnelles. *Solidaridad* se caractérisait par son opposition farouche au « communisme » et son anti-franquisme, mais aussi par sa défense du socialisme libertaire. La publication était alors dirigée par Juan R. Álvarez, Domingo Alonso et Manuel González, tous des libertaires chevronnés. La rédaction était toujours au siège de l'ALC, Jesús María 310.

Le 14 avril 1957 eut lieu à Montevideo la Conférence anarchiste américaine, avec le soutien de l'ALC, qui y envoya deux délégués, Casto Moscu et José A. Álvarez, en tant que représentants des libertaires de l'île. Parmi les accords pris à l'occasion de cette Conférence, on trouve une attaque contre toutes les dictatures du continent, y compris la cubaine, dénoncée par les représentants du pays.

On entre alors dans une étape révolutionnaire, et le local de l'ALC accueillera de nombreuses réunions clandestines d'organisations conspiratrices. Parmi celles-ci, il en existait quelques-unes de caractère insurrectionnel, à l'instar du Directoire révolutionnaire et du M. 26-7. Le local libertaire fut, à plusieurs reprises et sans grand succès, l'objet de perquisitions policières. Par ailleurs, quelques militants libertaires participèrent au M. 26-7, parmi lesquels Gilberto Lima et Luis Linsuaín, le premier dans la lutte urbaine clandestine et le second dans les groupes guérilleros de la zone nord d'Oriente. Un autre anarchiste, Plácido Méndez, appartient au groupe Second front d'Escambray, une guérilla qui opérait dans la zone centrale de l'île.

L'emprisonnement de Gilberto Lima et Isidro Moscu ainsi que les tortures qu'on leur infligea mirent en évidence la persécution menée par les services répressifs du gouvernement contre les libertaires qui avaient rejoint les guérilleros. D'après la version des faits donnée par Casto Moscu, « quelques compagnons furent emprisonnés en même temps qu'Isidro Moscu, alors qu'ils préparaient un soulèvement armé dans la province de Pinar del Río, et ils furent torturés comme

lui ». D'autres allaient finir également en prison, dont Juan R. Álvarez, Roberto Bretau, Luis Linsuáin, Plácido Méndez, Claudio Martínez et Modesto Barbeito. Plus tard, Barbeito, Álvarez et Aquiles Iglesias devaient choisir de s'exiler.

Vers le milieu de l'année 1958, la bourgeoisie comprend que Batista et son appareil répressif sont en train de perdre la bataille. Les intérêts nord-américains et cubains sont en danger et leurs représentants ne considèrent plus le dictateur comme un allié. Unis dans un front commun, ces secteurs décident d'appuyer économiquement et politiquement la rébellion. Castro, qui tient dans les montagnes d'Oriente depuis deux ans, reçoit plusieurs millions de dollars pour acheter les armes dont il a besoin<sup>5</sup>. Batista mène un combat parcimonieux, en faisant juste en sorte que le conflit ne s'éteigne pas mais sans qu'il le laisse dépasser certaines limites. De leur côté, les classes dominantes tendent à voir en Castro la solution toute trouvée à la crise politique et un allié en puissance. Et, de fait, c'est ce qu'il était. Ce processus de violence et de soulèvements armés, baptisé « lutte contre la dictature », ne disposa jamais, en vérité, d'une solide base paysanne ni a fortiori ouvrière. Il fut, pour une bonne part, l'œuvre du capitalisme et de la bourgeoisie.

Entre 1957 et 1958, il y eut un soulèvement naval à Cienfuegos, une attaque contre la caserne Goicurúa à Matanzas, un débarquement sur la côte nord d'Oriente, et même une tentative d'assassinat contre Batista, dans le cadre de ce qu'on appela *el Ataque a Palacio* (« l'attaque contre le Palais »). Ces divers mouvements firent de nombreuses victimes et échouèrent toutes également. Le M. 26-7, qui n'y avait pas participé, les condamna énergiquement par la bouche de Fidel Castro lui-même. Par ailleurs, des guérillas se formèrent dans les montagnes de l'Escambray. Dans la zone centrale de l'île, tout particulièrement dans les montagnes de la province de Las Villas, quelques groupes révolutionnaires prirent le maquis, dont les déjà nommés Directoire révolutionnaire et le Second front de

<sup>5</sup> Les fonds pour la cause révolutionnaire, qui atteignirent quelques centaines de milliers de dollars, furent livrés de septembre à novembre 1958 par plusieurs grandes sociétés capitalistes, comme Hermanos Babún, le rhum Bacardi, des industriels, des commerçants, des propriétaires de centrales sucrières, etc. Ils le firent en pensant à leurs intérêts affectés par le conflit et pour mieux s'assurer la sympathie des révolutionnaires.



l'Escambray. Beaucoup des membres de ces groupes étaient des combattants urbains qui cherchaient refuge dans la montagne et tentaient d'attirer à eux les paysans opposés au régime. Bien qu'ils n'aient pas conduit d'actions armées d'importance, ils fixèrent les troupes gouvernementales sur le territoire pendant plusieurs mois.

À la fin de l'année 1958, Batista avait perdu politiquement la guerre, et ne pouvait plus contenir militairement les rebelles. Washington lui tourne le dos, refusant de lui vendre des armes, au moment même où les représentants du PCC vont dans la sierra à la rencontre de Castro et entament des négociations d'abord avec des proches de celui-ci, puis avec Castro lui-même. Le leader des *barbudos* est plus fort de jour en jour, ce qui lui permet de signer à Caracas un pacte avec toute l'opposition au régime de Batista, laquelle fait connaître son admiration pour le chef guérillero. Le programme économique, social et politique de ce dernier est resté le même – c'est du moins ce qu'il prétend – que celui qui était le sien en 1953 : justice sociale, réformisme politique et... retour à la bien-aimée Constitution de 1940. Finalement, Batista quitte Cuba le 31 décembre 1958 : un autre cycle historique commence pour le peuple de l'île et les libertaires cubains.

## Chapitre IV

# Castrisme et confrontation

## 1959-1961

Les anarchistes ont participé activement à la lutte contre la dictature de Batista. Les uns au sein des guérillas orientales ou de celles de l'Escambray, au centre de l'île ; d'autres ont pris part à des conspirations ou à la lutte urbaine. Leurs désirs étaient les désirs majoritaires du peuple cubain : liquider la dictature militaire et la corruption politique, travailler à l'instauration des libertés nécessaires aux activités politiques et sociales. Personne n'attendait vraiment un changement des structures économiques et sociales du pays.

Dans *Proyecciones libertarias*, la brochure parue en 1956 citée plus haut, on attaquait Batista, mais on y mentionnait aussi Castro, auquel on n'accordait « aucune confiance », parce qu'il « ne respectait pas ses engagements et qu'il ne luttait que pour le pouvoir ». Ce fut pour cette raison que les libertaires avaient établi des contacts clandestins réguliers avec d'autres groupes que le M. 26-7, tout particulièrement avec le Directoire révolutionnaire. Ceci étant, quand les guérilleros remportèrent la victoire, Castro était devenu le leader indiscutable de tout le mouvement, à cause d'une appréciation incorrecte des événements de la part de l'opposition, qui le tenait, avec son modeste programme social-démocrate, pour un mal « contrôlable », nécessaire et provisoire.

Si les libertaires n'appréciaient que modérément la personnalité de Castro, les politiciens, la bourgeoisie, l'ambassade nord-américaine, pour leur part, croyaient pouvoir manipuler le chef guérillero. Quant aux Cubains, une majorité d'entre eux appuyait Castro sans réserves, à un moment de liesse générale, comme si le pays se trouvait aux portes mêmes du paradis. On n'allait pas tarder à se rendre compte qu'il était plutôt dans l'antichambre de l'enfer. À cause du refus apparent de Castro de diriger le gouvernement, on créa, avec son appui, un « gouvernement

révolutionnaire », qui s'occupa de « régler leur compte » aux criminels du gouvernement antérieur. On créa les tribunaux révolutionnaires, qui menait des procès *sumarísimos* à la « demande du peuple », qui prononçaient des arrêts de mort ou infligeaient de longues peines de prison.

Quant au mouvement ouvrier, sous prétexte de purger la CTC des éléments qui avaient collaboré avec le régime antérieur, le gouvernement révolutionnaire décide, dès les premiers jours de janvier, d'expulser tous les responsables anarcho-syndicalistes des secteurs de la restauration, des transports, du bâtiment, de l'industrie électrique, etc., malgré leur opposition à la dictature, et bien que certains d'entre eux aient été emprisonnés ou contraints de s'exiler. Cette mesure affecta considérablement un courant libertaire déjà affaibli, sans faire disparaître toutefois tout le prestige dont il avait joui au sein du prolétariat de l'île.

Les chefs du nouveau gouvernement comprenaient très bien l'importance de la classe ouvrière cubaine, organisée et fossilisée par les secteurs politiques et réformistes qui composaient la CTC. En avril 1958, le M. 26-7 avait lancé à La Havane, avec l'appui d'autres secteurs révolutionnaires, un mot d'ordre de grève générale contre Batista. Mais, mal coordonnée et mal organisée, la grève fut un échec et permit de constater que le M. 26-7 ne disposait pas, à ce moment-là, d'une base syndicale et populaire.

Riches de cette expérience, les nouveaux leaders syndicaux décidèrent, après l'avènement du nouveau régime, de changer le nom de l'organisation ouvrière et, comme cela se faisait avec tous les sigles des institutions d'État, on y ajouta le mot « révolutionnaire ». C'est ce qu'on fit avec les forces armées, baptisées forces armées révolutionnaires, avec la marine de guerre, qui devint marine de guerre révolutionnaire, etc., et ainsi de suite, *ad nauseam*. La nouvelle centrale ouvrière s'appela donc Confédération des travailleurs cubains révolutionnaire (CTCR). Disposés à purger l'organisation, les néo-syndicalistes essayèrent de juger en tant que collaborateurs de la dictature de Batista plusieurs responsables syndicaux libertaires, dont Santiago Cobo de la Fédération des transports, et Casto Moscu, du secteur de la restauration. Dans les deux cas, les travailleurs de ces syndicats prirent la défense de ces compagnons, en leur évitant la prison.

Malgré les injustes mesures prises à l'encontre des syndicalistes libertaires, les publications anarchistes, *Solidaridad Gastronómica* et *El Libertario*, reflètent dans les premiers numéros publiés après la chute de Batista une attitude plutôt favorable, mais néanmoins prudente, à l'égard du gouvernement révolutionnaire. Cependant, le Conseil national de l'ALC édite un manifeste où il « expose, informe et exprime son jugement sur la révolution cubaine triomphante ». Après avoir expliqué ce qu'avait été la position des libertaires face à la dictature de Batista, l'ALC analyse le présent et le futur proche, déclarant que « les changements institutionnels », bien qu'ils ouvrent une nouvelle étape pour le pays, ne suscitent chez les libertaires « ni enthousiasme ni illusions », même s'ils se disent sûrs « que, au moins pendant un certain temps, [ils jouiront] des libertés publiques suffisantes pour [leurs] possibilités de propagande ». Cette affirmation est suivie d'une dure attaque contre le « centralisme étatique » qui risque de mener à l'instauration d'un « ordre autoritaire ». L'ALC se fait l'écho de la pénétration de l'Église catholique et du Parti communiste. Le document se clôt par une référence au mouvement ouvrier, où on fait une nouvelle allusion au travail du PCC « en vue de retrouver l'hégémonie dont les communistes avaient joui au cours de l'autre époque batistienne », bien que les auteurs du document fassent le pari que cela n'aura pas lieu et qu'ils concluent, non sans optimisme, que « le panorama, malgré tout, est encourageant ».

Par ailleurs, et toujours dans la même ligne, *Solidaridad Gastronómica* publie le 15 février 1959 un autre manifeste aux travailleurs et au peuple en général, où les auteurs expliquent que, même s'il n'est pas possible au gouvernement de « mettre sur pied, en si peu de temps, des organismes ouvriers [...], il est de [leur] devoir [...] de faire en sorte qu'on respecte et qu'on mette en pratique les normes de la liberté et du droit. Il faut convoquer des élections syndicales [...] et que les assemblées commencent à fonctionner ». En définitive, le manifeste laisse aux ouvriers syndiqués toute liberté pour « enlever à leurs représentants les mandats qu'ils détiennent. Il est indispensable que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui décident de la déchéance de leurs dirigeants passés : faire le contraire, ce serait retomber dans les procédés que nous combattons hier ».

Ce document, daté du 18 février 1959, n'eut pas une grande résonance. La

même publication, dans son éditorial du 15 mars, condamne amèrement « les procédés dictatoriaux [de la CTCR], les accords et les diktats qui imposent des mesures, destituent et nomment des dirigeants ». On y accuse aussi « les éléments inconditionnels qui, sans être membres de l'organisation syndicale, lèvent le bras dès que les dirigeants leur en donnent l'ordre ». Parmi d'autres procédés anormaux, on relève les suivants : « [...] parfois, on remplit les assemblées de miliciens armés, dont la présence constitue une contrainte flagrante ; on ne respecte pas les préceptes réglementaires [...] et on en vient à user de tous les procédés possibles pour garder le contrôle des syndicats. » Comme on le voit, le combat pour la démocratisation du mouvement ouvrier était promis à la défaite, malgré les dénonciations des anarcho-syndicalistes. Le gouvernement, toutefois, ne put parvenir à expulser les leaders ouvriers qui n'avaient pas eu de relations avec la dictature de Batista ou ceux qui étaient restés en marge du conflit entre Fidel Castro et Fulgencio Batista, et s'étaient plus souciés des intérêts ouvriers que de luttes politiques : il restait encore des dirigeants qui bénéficiaient de l'appui des ouvriers ou qui avaient été pourchassés par le dictateur.

L'opposition à l'anarchisme venait directement du M. 26-7, à l'instigation d'éléments du PCC infiltrés dans cette organisation, laquelle prit presque militairement la direction de tous les syndicats de l'île. On disait que cette mesure était provisoire, et qu'elle ne visait qu'à purger l'organisation ouvrière des éléments les plus corrompus de la dictature de Batista, jusqu'à l'organisation de libres élections syndicales. On s'est rendu compte ensuite que, comme il est d'usage à Cuba, le provisoire est devenu permanent.

Mais d'où venaient donc ces éléments syndicaux, puisqu'il est de notoriété publique que le M. 26-7 n'avait jamais eu une base syndicale, ni n'avait même jamais joui d'une sympathie généralisée parmi les travailleurs ? En vérité, les dirigeants syndicaux « révolutionnaires » étaient issus, pour la plupart, de deux camps antagonistes : d'une part, les Commissions ouvrières<sup>1</sup>, qui répondaient à des mots

<sup>1</sup> Les Commissions ouvrières dépendaient alors du Parti orthodoxe et du Parti authentique, et se caractérisaient par un anti-communisme profond et viscéral.

d'ordre politiques et s'étaient opposées au régime antérieur, et, de l'autre, les militants du PCC. Les premières agissaient mues par un opportunisme cynique et se prêtaient à toutes les manipulations de l'État. Quant aux seconds, malgré l'extrême ambiguïté de leur activité passée, ils commençaient déjà à bénéficier de l'aide des plus hautes instances du nouveau régime. Ces deux secteurs se détestaient cordialement et se préparaient à une lutte ouverte pour l'hégémonie au sein de la classe ouvrière. Mais, comme on le verra plus loin, ils finirent par s'unir l'un à l'autre dans une fusion désastreuse pour le mouvement ouvrier cubain.

Au mois de juillet, l'État cubain était tout entier entre les mains de Castro et celles de ses plus proches collaborateurs, presque tous issus de la lutte armée contre Batista. La présence du PCC était déjà bien assurée dans les hautes sphères du gouvernement, par l'entremise, entre autres, de Raúl Castro – le frère de Fidel – et d'Ernesto Guevara, tous deux marxistes-léninistes confessés. Cela provoqua une réaction, assez naturelle du reste, au sein des milieux politiques cubains, caractérisés jusque-là par leur anti-communisme. Les anarchistes, qui s'étaient rendu compte de cette évolution, en conçurent une grande alarme, puisqu'ils savaient que l'influence du PCC dans les sphères du pouvoir signifierait, à plus ou moins long terme, un coup mortel pour leur mouvement. Leurs cauchemars les plus sinistres n'allaient pas tarder, hélas, à se réaliser. Castro, pour sa part, avait déclaré publiquement qu'il n'avait aucune relation avec le PCC, tout en reconnaissant la présence de communistes dans son gouvernement, mais à côté de représentants de courants anti-communistes.

La situation de ces derniers devint critique dès la fin de l'année 59. Vers le milieu de cette année, les adversaires politiques de Castro, qui commençaient peu à peu à se manifester, entamèrent – en accord avec ce qu'ils pensaient être leur devoir – une timide campagne d'opposition contre ce qu'ils appelaient « l'infiltration communiste dans le gouvernement ». La réponse qui leur fut donnée fut des plus brutales. Tenus pour séditionnaires, pour des « ennemis de la révolution » et des « agents de l'impérialisme yankee », ils furent traités comme tels, emprisonnés et contraints de s'exiler.

Le président *de facto* imposé par le gouvernement révolutionnaire, Manuel

Urrutia, ex-juge à Santiago et sympathisant du M. 26-7, connu pour son anti-communisme, fut la première victime de la politique sinieuse de Castro. Accusé faussement de « corruption » par ses propres ministres – au rang desquels figurait Castro lui-même, qualifié déjà de *líder máximo* de la révolution –, Urrutia fut obligé de renoncer à ses fonctions, et de demander l’asile à une ambassade étrangère. Une aventure similaire arriva à l’un de ses ministres les plus proches, Humberto Sorí Marín, commandant de l’armée rebelle, promoteur de la Loi de réforme agraire : de convictions anti-communistes, il fut emprisonné pour avoir « conspiré contre la révolution », puis fusillé en avril 1961. De même, Hubert Matos, ex-commandant de l’armée rebelle, chef militaire du district de Camagüey, fut jugé sous le chef d’accusation de « sédition », puis de « trahison » pour « avoir abandonné ses grades militaires et quitté son poste » : peu avant, il s’était plaint à Fidel Castro lui-même de « l’infiltration communiste » dans les rangs de l’armée. Il fut condamné à 20 ans d’emprisonnement, une peine qu’il purgea dans sa totalité. Je citerai enfin le cas de Pedro Luis Díaz Lanz, chef des forces aériennes rebelles, qui, préoccupé lui aussi par l’évidente influence communiste au sein des forces armées révolutionnaires, découvrit un centre d’endoctrinement marxiste-léniniste dans une propriété proche de La Havane appelée El Cortijo. Il communiqua la nouvelle à Castro, qui lui interdit de rendre le fait public. Díaz Lanz remarqua que certains membres du PCC occupaient des postes importants dans l’armée rebelle et dans le gouvernement. De jour en jour, le régime évoluait vers la dictature et ses responsables commençaient à montrer qu’ils étaient prêts à tout pour rester au pouvoir. En guise de protestation, cette petite minorité recourut à des actions violentes, à des sabotages divers et des attentats à la bombe. Le régime réagit à son tour en rétablissant les tribunaux révolutionnaires, qui demandaient la mort pour toute personne accusée d’avoir commis des « actes subversifs ». C’était là le début d’une époque de terreur et contre-terreur qui devait se prolonger assez longtemps.

Le mystère qui entoure les circonstances exactes de la mort de Camilo Cienfuegos, un valeureux combattant des forces révolutionnaires, ne fut jamais tout à fait éclairci. Camilo était un des fils de Ramón Cienfuegos, un ouvrier

cubain qui, dans les années 20, avaient professé des idées anarchistes. Il avait collaboré avec la SIA et participé à l'assemblée qui avait appelé à la fondation de l'ALC. On ne sait rien, ou presque, de ce qu'il fit les années suivantes, mais il semble qu'il ait laissé de côté ses convictions au cours des années de la dictature de Batista. Le peuple cubain fut très affecté de la mort de Camilo Cienfuegos, et il se trouva à l'étranger des libertaires pour faire allusion aux convictions anarchistes du chef guérillero et pleurer sa disparition comme si on avait eu affaire, en l'occurrence, à un second Durruti. La propagande gouvernementale s'occupa, principalement en Europe, de répandre cette idée d'un C. Cienfuegos libertaire, peut-être pour gagner des adeptes à la révolution cubaine dans les rangs de l'anarchisme international. Le mythe de San Camilo anarchiste est parvenu jusqu'à nos jours. Mais la vérité est qu'il n'appartint jamais au mouvement libertaire.

À fin de l'année 1959, on convoqua le X<sup>e</sup> Congrès national de la CTCR, où la majorité des délégués adopta les thèses de « l'humanisme »<sup>2</sup>, une sorte de philosophie créée au début de l'année, qui prétendait se tenir à distance des deux camps de la guerre froide, et défendait les consignes de « pain et liberté » et « liberté sans terreur ». Les Cubains, toujours inventifs, avaient inventé un nouveau système socio-politique pour tenter de donner un contenu idéologique original au nouveau régime. David Salvador, le principal dirigeant du M. 26-7, feignait d'en être le premier porte-parole. Quant au PCC, bien représenté à ce congrès bien qu'en nette minorité, il proposait la vieille consigne d'« unité ».

<sup>2</sup> « Humanisme » voulait dire aussi, ou du moins impliquait, le respect des droits de l'homme ; la liberté politique, sociale et religieuse ; la justice sociale et raciale. Il s'agissait également de tirer les paysans de la misère par une réforme agraire. En somme, de créer à Cuba un État idyllique, différent de tout ce qui existait dans l'hémisphère, et susceptible de s'exporter vers toute l'Amérique latine. Bien que d'accord, en principe, avec certains de ces points, les anarchistes n'accordèrent pas trop d'attention à ce projet idéologique, pas plus que le peuple cubain en général et la classe ouvrière en particulier. Le but de certains leaders syndicaux qui appuyaient le projet était de s'opposer, en quelque manière, aux postulats marxistes qui gagnaient du terrain de jour en jour.



Le 23 novembre, le congrès, complètement divisé, avait le plus grand mal à prendre des décisions ou à choisir ses plus hauts représentants. Le 15 du mois, les anarchistes de l'ALC avaient publié dans *Solidaridad* un « appel au X<sup>e</sup> Congrès » qui insistait sur le fait que « les congrès que nous endurons depuis bien longtemps n'ont eu pour seul objectif que le partage des postes de l'appareil ». L'appel finissait par une note optimiste : « Nous souhaiterions, par contre, qu'il [le congrès] marque un progrès pour le syndicalisme révolutionnaire » et, ajoutait-on, « qu'il aborde à fond les grandes questions que se pose le prolétariat [...] par delà les questions personnelles et les sectarismes des groupes et des partis. » Mais rien de cela n'eut lieu.

La confusion régnant dans le congrès s'explique par l'incapacité des camps en présence de parvenir à un accord. Sur les 2 854 délégués venus représenter la quasi-totalité des fédérations syndicales de l'île, les communistes n'en contrôlaient que 265, ce qui rendait impossible toute tentative de leur part pour s'emparer des rênes de l'organisation ouvrière. Avec le soutien tacite du gouvernement révolutionnaire et son nouveau ministre du Travail, Augusto Martínez Sánchez, commandant de l'armée et homme de confiance de Raúl Castro, le PCC propose l'idée d'une « candidature unique », qui accèderait à la direction générale de l'organisation : autrement dit, le contrôle de la CTCR reviendrait à un comité où le PCC aurait le même nombre de délégués que le M. 26-7 et que le reste des syndicalistes indépendants. La manœuvre ne pouvait pas être plus cynique. Toutefois, et à la stupéfaction des dirigeants révolutionnaires, Martínez Sánchez et Raúl Castro, qui avaient appuyé les propositions communistes, tant les syndicats indépendants que ceux qui étaient sous l'influence du M. 26-7 s'opposèrent énergiquement au subterfuge des communistes, où ils voyaient une atteinte à leurs propres intérêts, et en vinrent à siffler et conspuer leurs propres chefs.

Craignant une paralysie de l'organisation ouvrière, Castro s'adresse en personne aux délégués présents au congrès pour leur expliquer la nécessité de « défendre la révolution », un objectif qui requiert le choix de « dirigeants vraiment révolutionnaires », et un chef suprême appuyé par tous les délégués ouvriers. La seule faction qui doit prévaloir est « le parti de la patrie », déclare-t-il. Et, comme au bon

vieux temps de la République, le président en place se charge lui-même de proposer un candidat, David Salvador, au poste de secrétaire général de la centrale syndicale.

Comme on pouvait s'y attendre, après avoir écouté les suggestions du *líder máximo*, les représentants du M. 26-7, bien qu'opposés auparavant au contrôle de la CTCR par le PCC, finirent par accepter sans broncher les ordres du gouvernement, et cela pour une raison très simple : ou on les exécute ou on va en prison. Ce X<sup>e</sup> Congrès, conclu le 25 novembre, fut appelé « le congrès des melons », parce qu'ils sont vert olive (la couleur du M. 26-7) au-dehors, et rouge (la couleur du PCC) au-dedans. Il mettait un point final à presque un siècle de luttes ouvrières, grâce auxquelles les ouvriers avaient pu obtenir quelques avantages contre les abus du patronat. En peu de mois, l'État allait devenir leur seul et véritable patron.

Au début, les communistes ne furent pas admis dans le comité exécutif de la CTCR, pas plus que l'ensemble des leaders anti-communistes présents à ce congrès. Ce comité fut donc intégré par ceux qu'on appelait les « syndicalistes indépendants », qui se mettraient aussitôt au service du gouvernement. Mais ces nouveaux dirigeants « indépendants » allaient se consacrer à « l'épuration » des syndicats et des fédérations ouvrières de tous les éléments signalés comme anti-communistes qui s'étaient opposés aux consignes du PCC et du gouvernement au cours du X<sup>e</sup> Congrès.

Au mois d'avril suivant, le plan commençait à donner les résultats espérés par le PCC et le gouvernement. On militarisa les centres de travail et on fit pression sur les syndicats et leurs fédérations pour qu'ils créent des milices révolutionnaires armées. Étant donné que la syndicalisation était devenue obligatoire dans tous les lieux de travail, on contraignait de fait tous les travailleurs à une militarisation « volontaire ». David Salvador, répondant aux pressions venues du comité exécutif dont il faisait partie et qu'il avait nommé lui-même, mais aussi du ministère du Travail, décida de renoncer à son poste, occupé quelques semaines plus tard par le stalinien Lázaro Peña. Un peu plus tard, l'individu aux mains duquel Castro avait remis la direction de la centrale ouvrière fut arrêté en tant que « contre-révolutionnaire ». Il partit ensuite en exil, où il a vécu inconnu et oublié de tous.

Nous disions plus haut que le X<sup>e</sup> Congrès avait clôturé une longue histoire de luttes, de conflits sociaux, de grèves, de boycotts, etc., qui avait débuté en 1865 avec les premières associations ouvrières, lesquelles deviendraient 20 ans plus tard les syndicats militants de l'anarcho-syndicalisme cubain naissant, avec leurs grèves, leurs manifestations, leurs congrès et leurs commémorations.

Mais la création du PCC et les tentatives de prendre d'assaut la direction de la CNOC, afin de la mettre d'abord à la disposition de Machado, puis de Batista, tout cela allait dans le sens d'une fossilisation de la classe ouvrière cubaine. Le contrôle, tout au long des années 50, de la CTC de Eusebio Mujal par des gens issus de partis politiques représenta pour la cause de l'émancipation prolétarienne un recul de plus. Mais après le X<sup>e</sup> Congrès de la CTCR, la classe ouvrière cubaine était définitivement liée au char de l'État.

À fin de ce congrès, *Solidaridad Gastronómica* livrait, dans un éditorial daté du 15 décembre 1959, ses « Considérations sur le X<sup>e</sup> Congrès » sur un ton qui se voulait optimiste, où l'on défendait la thèse de la liberté syndicale devant l'offensive politique des leaders de la révolution et du PCC. « Non seulement le congrès a fait la démonstration que messieurs les marxistes ne représentaient aucune force au sein de la classe ouvrière, mais en outre il a permis de vérifier le refus général que leur oppose le prolétariat de notre pays. » Et, plus loin, sur un ton déjà plus dénonciateur : « On a pu constater, une fois de plus, la volonté du courant politique qui régit les destinées de la nation de contrôler entièrement la classe ouvrière. » Il terminait par une touche optimiste tout à fait infondée, probablement dans le but de donner le change : « Le X<sup>e</sup> Congrès ouvrier cubain n'a pas donné la direction du syndicat aux communistes, preuve irréfutable qu'on ne peut pas tromper facilement la classe ouvrière. »

Toutefois, les libertaires et anarcho-syndicalistes, dans un éditorial (« Le mouvement ouvrier et le ministère du Travail ») publié dans la même revue le 15 février, ont des mots très durs à l'encontre de la « loi organique du ministère du Travail », qui établissait « une nouvelle organisation de ce département », autrement dit une nouvelle bureaucratie officielle qui devait assurer « une plus grande sécurité » et plus de « justice », dans l'idée de « remplir quelques-uns des objectifs qui devraient

incomber aux organismes ouvriers ». L'éditorial concluait en affirmant : « [...] si nous l'analysons profondément, [cette loi] vise à annihiler l'action syndicale et à livrer aux appareils étatiques tout ce qui concerne les travailleurs [...] mais elle encourage le paternalisme de l'État et l'esprit grégaire des prolétaires. »

Le 25 janvier 1960, l'ALC tint une assemblée nationale, où on adopta trois résolutions importantes. La première est « l'appui à la révolution cubaine » à cause des « avantages qu'elle apportera au peuple [...] en matière de justice sociale et de liberté ». Mais, dans le même paragraphe, on ratifie « l'opposition totale à tous les impérialismes, les totalitarismes et les dictatures du monde ». On nomme un nouveau Conseil national intégré par José Rodríguez González, élu secrétaire général, et Rolando Piñera Pardo, Bernardo Moreno, Manuel Gaona, Marcelo Salinas, Fernando Alonso Collazo, Eliseo Mojón, Eusebio Otero, Constante Álvarez et Omar Diéguez. Dans la troisième résolution, les délégués expriment leur solidarité avec « le compagnon Casto Moscú [...] face aux attaques calomnieuses et sectaires dont il est l'objet de la part d'individus aigris ».

On a peu parlé du séjour du libertaire allemand Augustin Souchy à Cuba, au cours de l'été 1960, et moins encore de la publication d'une brochure intitulée *Témoignages sur la révolution cubaine*<sup>3</sup> où il donnait son opinion sur la paysannerie et sur la nouvelle loi de réforme agraire par laquelle le gouvernement prétendait ébahir le monde entier, en commençant par les Cubains eux-mêmes. Souchy était une figure bien connue des milieux libertaires du pays, et, sachant que ce compagnon pensait voyager à Cuba, *Solidaridad* avait publié un de ses essais (*El socialismo libertario*) en plusieurs livraisons, afin de mettre au clair certains concepts sociaux et avec la secrète espérance que ces idées puissent prendre forme dans la nouvelle société qui s'annonçait.

Le pays connaissait alors des temps particulièrement difficiles, comme on en rencontre dans tous les processus révolutionnaires (et en temps de guerre), et le peuple se débattait dans la peur, l'incertitude et l'espérance. Au tout début de

<sup>3</sup> On trouvera le texte complet du témoignage de Souchy en annexe du présent livre. (N.d.T.)

l'année, les autorités, à travers l'organe officiel du castrisme, *Revolución*, avaient lancé de fausses accusations contre les anarchistes. Cependant, la visite de Souchy, invité par le gouvernement pour étudier et faire connaître son opinion sur l'agriculture cubaine, remplit d'enthousiasme de nombreux libertaires. Plusieurs manifestations furent organisées en son honneur, et les milieux anarchistes lui souhaitèrent la bienvenue le 15 août 1960.

En tant que spécialiste des questions agraires, Souchy avait écrit une brochure, très commentée en Europe, intitulée *Les Coopératives d'Israël*, relative à l'organisation des kibboutz. C'est pourquoi Cuba attendait quelque chose de similaire de sa part, qui avaliserait le gigantesque programme agricole du régime et, au passage, servirait sa cause dans les milieux anarchistes internationaux. Mais les choses ne se passèrent pas comme prévu. Souchy voyagea à travers toute l'île les yeux et le cœur ouverts à tout ce qu'on lui montrait et à ce qu'il pouvait observer pour son compte. Le résultat de son analyse fut, en vérité, des plus pessimistes. Cuba se rapprochait trop du modèle soviétique ; le manque de liberté et d'initiative ne pouvait mener qu'au centralisme dans le secteur agricole et dans toute l'économie du pays. Souchy fut honnête dans son inventaire, et on publia sa brochure sans qu'elle passe par la censure officielle. Cependant, trois jours après le départ de Souchy, tous les exemplaires de son essai furent saisis par le gouvernement castriste, qui, suivant les suggestions de la direction du PCC, les fit détruire en leur totalité. Par chance, la maison d'édition Reconstruir de Buenos Aires reproduisit intégralement la version originale de Souchy en décembre de cette année, avec un excellent prologue de Jacobo Prince.

En ce même été 1960, convaincus que Castro penchait de jour en jour pour l'instauration d'un gouvernement totalitaire d'inspiration marxiste-léniniste, qui étoufferait toute liberté d'expression, de communication, d'association et même de mobilisation, la majorité des membres de l'ALC, cachés sous d'autres sigles que les leurs, décidèrent de publier une *Déclaration de principes*, avalisée, en juin 1960, par le Regroupement syndicaliste libertaire [en espagnol, ASL, N.d.T.] et signée par le Groupe des syndicalistes libertaires, l'idée d'utiliser un autre sigle répondant au

désir d'éviter « des représailles contre les membres de l'ALC ». Le document, indispensable pour comprendre la situation des anarchistes cubains de l'époque, avait pour objectif non seulement de donner quelques clés sur la situation présente au peuple cubain, mais aussi d'accuser le gouvernement du désastre qui s'annonçait et d'attaquer les membres du PCC, lesquels commençaient déjà à occuper des postes-clés dans le gouvernement.

La *Déclaration* comprenait huit points où l'on attaquait « l'État sous toutes ses formes » : elle définissait, conformément aux principes libertaires, ce qu'est la fonction des syndicats et des fédérations, et leur authentique fonction économique ; elle rappelait que « la terre doit appartenir à qui la travaille », aux paysans eux-mêmes, lesquels devaient prêter leur appui au « travail collectif et coopératif », en opposition au centralisme agraire proposé par la réforme agraire gouvernementale ; elle insistait sur la liberté nécessaire de la culture et de l'éducation des enfants ; elle refusait le nationalisme, le militarisme et l'impérialisme, qu'elle jugeait tous également nocifs, et opposait un refus total à la militarisation du peuple ; elle s'en prenait frontalement au « centralisme démocratique » et rompait des lances en faveur du fédéralisme ; elle prônait la liberté individuelle « en vue de parvenir à une liberté collective » et concluait en affirmant que, « comme la mer », la révolution cubaine était à tous et elle condamnait énergiquement « les tendances autoritaires présentes au sein même de la révolution ».

C'était là incontestablement une des toutes premières attaques directes adressées, d'un point de vue idéologique, au nouveau régime. La réponse ne se fit guère attendre. En août, dans *Hoy*, l'organe du PCC, le secrétaire général du parti, Blas Roca, prenait lui-même la plume pour répliquer aux libertaires, sur un ton d'une grande violence et en usant des mêmes mensonges qu'en 1934. En outre, il n'hésitait pas à accuser les auteurs de la *Déclaration* d'être « des agents du Département d'État yankee ». D'après un des auteurs du document signé par les libertaires, Abelardo Iglesias, « [...] l'ex-ami de Batista, Blas Roca, nous répondait dans le supplément dominical [...] en nous abreuvant d'insultes de toutes sortes ». Il était pour le moins significatif, par ailleurs, que le plus haut dirigeant du PCC se donne le mal de répondre en personne à des attaques portées contre le

gouvernement de Castro. En cet été de l'année 1960, les choses, semble-t-il, commençaient à prendre tournure.

À partir de ce moment-là, les anarchistes opposés au régime durent faire le choix de la clandestinité. On rédigea un long texte, de 50 pages, afin de répondre à Blas Roca, mais, si on en croit Iglesias, les anarchistes ne parvinrent pas « à convaincre [leurs] imprimeurs, déjà terrorisés, d'imprimer [leur] réponse. Même une édition clandestine [leur] fut impossible ».

Un mois avant, *El Libertario* avait consacré son numéro du 19 juillet à la célébration de « l'attitude héroïque des anarchistes en juillet 1936 ». Les membres de la délégation de la CNT à La Havane, enthousiasmés par le triomphe révolutionnaire, envisageaient à nouveau de renverser Franco par les armes. Dans ce même numéro, qui défendait la position des libertaires avant, pendant et après la guerre civile espagnole, on trouvait, à la dernière page, un compte rendu presque pathétique des activités de l'ALC dans « la lutte contre la dictature de Batista ». Ce long inventaire visait à rappeler la contribution des anarchistes cubains en faveur de la révolution et de la liberté. Le mouvement libertaire brûlait là ses dernières cartouches : *El Libertario* allait disparaître au cours de ce même été.

Les éléments les plus aguerris de l'anarchisme cubain n'avaient plus guère de choix. Après la publication de la *Déclaration*, ils savaient qu'ils allaient être pourchassés par les serviteurs du régime, qui, devenus de véritables sycophantes, dénonçaient tout Cubain en désaccord avec le processus en cours. Être accusé d'être un « contre-révolutionnaire » revenait à finir en prison ou devant le peloton d'exécution. Les raisons que donnèrent alors les libertaires pour expliquer leur opposition violente au terrorisme d'État sont aussi valables aujourd'hui qu'elles l'étaient hier. Les activités de type anarcho-syndicaliste dans les syndicats étaient devenues impossibles, de même que la liberté de la presse ou la propagande en faveur des idées libertaires. Attaquer le régime était un crime de lèse-patrie, et on pourchassait avec une rigueur jamais vue toute personne professant des idées étrangères à la doctrine officielle de l'État. Quant à la politique économique du régime, elle conduisait à la soviétisation de Cuba, avec toutes ses conséquences : toutes les grandes propriétés, les commerces, les fermes, les centrales sucrières, les

plantations de tabac, en définitive toute la richesse du pays, possédée par la haute bourgeoisie, le capitalisme national et la banque cubaine et nord-américaine, tout tombait entièrement entre les mains de l'État.

Ces mesures de « nationalisation » ou d'expropriation ne furent pas critiquées par les libertaires. Ce à quoi ils s'opposaient, selon la *Déclaration* citée plus haut, c'était à l'« étatisation » de toutes les richesses de Cuba sous l'égide de Castro et du PCC. Il fallut donc prendre le dur chemin de la clandestinité ou de l'exil pour lutter à nouveau contre une nouvelle et puissante dictature. Casto Moscu s'explique de la sorte sur le début de cette époque : « Nous avons fini par nous convaincre de ce que tous les efforts de notre peuple et les nôtres avaient été vains et que nous devons affronter une situation très difficile, pire que tous les maux que nous avons combattus. » Devant un État qui virait au totalitarisme, la grande majorité des anarchistes cubains décida de se rebeller et de s'engager dans une lutte qui était pourtant, dès le premier jour, condamnée à l'échec.

Avant d'être définitivement réduite au silence par la censure déjà franchement dictatoriale du gouvernement révolutionnaire, *Solidaridad*, dans sa dernière apparition comme porte-parole de l'ALC, exprime son opinion sur la situation à laquelle Cuba doit faire face. Nous en retiendrons ici quelques extraits, pour autant que ces mots ont été les derniers que les libertaires ont pu articuler avant d'être condamnés à la clandestinité. Dans un article paru en première page du numéro daté du 15 novembre 1960, illustré d'une gravure représentant Buenaventura Durruti, en souvenir de sa mort sur le front de Madrid, on met en garde contre « la politique d'une classe contre une autre [qui] peut donner lieu à une dictature ». À ce moment, et alors que la persécution contre les anarchistes cubains battait son plein, très peu de libertaires avaient compris que Castro était en train d'instaurer une dictature de type bolchevique, plus proche de celle de Lénine ou Staline que de ses héros de jeunesse, Mussolini et Hitler, l'article de *Solidaridad* affirmait que « la dictature collective de toute une classe, similaire à ce qu'on appelle aujourd'hui une dictature populaire, serait une contradiction dans les termes, puisque la caractéristique de toute dictature, qu'on la qualifie de prolétarienne ou de populaire, consiste en l'accumulation du pouvoir entre les mains de quelques rares



personnes [...]. C'est la domination absolue des dictateurs non seulement sur les autres classes économiquement et politiquement opprimées mais aussi sur les membres de la classe supposée dominante [...]. Le jour où il y aurait une dictature des prolétaires ou d'ouvriers, de paysans et d'étudiants ou de leurs représentants, ou de socialistes révolutionnaires ou comme on voudra bien les nommer, l'autorité des dictateurs s'exercerait également sur tous ceux-là, [...] sur le prolétariat et le peuple en général et aussi sur les "révolutionnaires" qui ne participeraient pas directement au pouvoir, [...] et pas seulement sur la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ».

On trouve une allusion aux activités des libertaires dans un bulletin clandestin intitulé *Movimiento de Acción Sindical (MAS)*, qui circula sur l'île et à l'étranger. Dans les quelques numéros publiés du mois d'août au mois de décembre 1960, ce bulletin se livra à une attaque sans quartier contre Castro et le PCC, ainsi que contre tous leurs partisans au sein des secteurs ouvriers et politiques de Cuba. Toujours selon Moscú, « on éditait quantité de manifestes dénonçant la fausseté des postulats de la révolution cubaine et appelant le peuple à résister. Nous tenions des réunions publiques pour débattre des questions les plus brûlantes et pour faire prendre conscience de la malheureuse réalité face à laquelle nous étions ». On en vint même à « imaginer des plans de sabotage contre des objectifs fondamentaux pour la vie de l'État ».

Une fois entrés dans la voie de la lutte armée contre le régime, « nous avons apporté notre soutien à quelques foyers guérilleros existant en plusieurs points du territoire », écrit le même Casto Moscú. Il s'agit, en particulier, de deux importantes guérillas situées dans la sierra occidentale, où les combattants opéraient avec difficulté, étant donné la faible altitude de ces montagnes et la proximité de La Havane. « Il exista, poursuit C. Moscú, un contact très direct avec la guérilla du capitaine Pedro Sánchez à San Cristóbal, à laquelle participaient certains de nos compagnons [...]. Nous exprimâmes toute la solidarité possible à la guérilla de Francisco Robaina (Machete) qui opérait dans la même cordillère. » L'anarchiste Augusto Sánchez, combattant de ces guérillas, fut exécuté après son arrestation.

Les tenant pour des bandits, le gouvernement épargnait rarement la vie aux guérilleros qui se rendaient.

Toujours d'après le récit que fait C. Moscú de ces faits, d'autres libertaires partagèrent le sort de A. Sánchez : Rolando Tamargo et Ventura Suárez furent fusillés et Sebastián Aguilar (fils) tué par balle ; Eusebio Otero apparut mort chez lui ; Raúl Negrín, pourchassé, s'immola par le feu. Outre C. Moscú, de nombreux libertaires furent arrêtés et condamnés à des peines de prison : Modesto Piñeiro, Floreal Barreras, Suria Linsuaín, Manuel González, José Aceña, Isidro Moscú, Norberto Torres, Sicinio Torres, José Mandado Marcos, Plácido Méndez et Luis Linsuaín, ces deux derniers étant des anciens officiers de l'armée rebelle. Francisco Aguirre mourut en prison ; Victoriano Hernández, malade et aveugle après avoir été torturé, se suicida ; enfin, José Álvarez Micheltorena mourut quelques semaines après sa libération.

La situation des libertaires devenait de jour en jour plus insupportable. L'échec de l'aventure de la baie des Cochons, sur la Playa Girón, au sud de l'île, aussi bien financée que mal planifiée par la CIA, conduisit à la liquidation totale de l'opposition interne contre le gouvernement, les libertaires y compris, et à la consolidation du régime castriste. Le 1<sup>er</sup> mai 1961, Castro déclara que son gouvernement était « socialiste », posant aux libertaires, ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, un véritable problème éthique. Le régime exigeait l'adhésion la plus totale de la part de ses militants et sympathisants. Il n'existait plus de droit à l'abstention ou à la neutralité : soit on dormait avec les criminels soit on mourait d'insomnie.

En d'autres temps, on avait pu affronter la tempête en optant pour d'autres voies que celle de l'exil forcé. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on pouvait choisir le camp des rebelles ou rester neutre face au despotisme espagnol. À l'époque de la dictature de Machado ou de Batista, les libertaires avaient eu la possibilité de se déclarer anti-politiques ou de passer dans les rangs de l'opposition la plus proche des idéaux anarchistes, révolutionnaires déclarés, secteurs libéraux ou sociaux-démocrates. Mais la Troisième République présidée par un apprenti-tyran n'offrait d'autre alternative que se rallier à lui ou choisir entre les trois options suivantes : la prison, le peloton d'exécution ou l'exil.

Quelques jours avant que Castro se déclare « marxiste-léniniste », il arriva à La Havane un fait sans précédents dans l'histoire de l'anarchisme cubain. Manuel Gaona Sousa publia un document intitulé *Une mise au point et une déclaration des libertaires cubains*, daté et signé à Marianao le 24 novembre 1961, attaquant tous les libertaires qui ne partageaient pas sa dévotion révolutionnaire pour le nouveau régime. Gaona Sousa, ouvrier des chemins de fer à l'époque d'Enrique Varona et de la CNOC, militant libertaire de toute la vie, fondateur de l'ALC, était, dans les premières années du castrisme, trésorier de l'organisation et, surtout, responsable de son secrétariat des relations et, comme tel, chargé des communications avec l'extérieur. Ce camarade, par ailleurs, s'était très vite identifié avec le nouveau régime, contrairement à l'immense majorité des anarchistes cubains, et avait donné des articles pro-castristes à *Solidaridad*.

Après les premiers chocs contre les secteurs les plus stalinien du PCC, les militants de l'ALC avaient le pressentiment que le régime castriste, en route désormais vers le totalitarisme, ne permettrait certainement pas l'existence d'une organisation anarchiste et ne tolérerait pas plus qu'on fasse de la propagande pour les idées libertaires. Le PCC, de son côté, voulait régler son compte à l'anarchisme. Gaona opta pour passer, avec armes et bagages, dans les rangs ennemis, préférant abandonner ses idéaux antérieurs plutôt que de rester aux côtés de ses ex-camarades au moment où ils étaient tombés en disgrâce. Bien sûr, Gaona était parfaitement libre de changer d'opinion : d'autres que lui l'avaient fait avant, y compris parmi les militants qui avaient occupé des responsabilités au sein des organisations libertaires. D'autres, qui avaient au moins autant de poids dans l'anarchisme cubain, avaient quitté le mouvement pour se consacrer à des activités politiques et électorales : c'est le cas, par exemple, d'Enrique Messonier, d'Antonio Penichet, de Helio Nardo, lesquels avaient respectivement rejoint le Parti libéral en 1901, le Parti authentique au début des années 30, et le Parti orthodoxe à la fin des années 40. Ces attitudes ne furent pas regardées comme des trahisons par la majorité des militants libertaires, qui pensèrent simplement que ces ex-compagnons avaient toute liberté de choisir leur destin politique. Par conséquent, on ne songea pas à jeter l'anathème sur eux. En outre, en abandonnant l'anarchisme, ceux-là ne

renoncèrent pas à tous les principes dans lesquels ils s'étaient formés : ils n'adhèrent ni à des partis d'extrême droite ni à des partis d'inspiration réactionnaire ou religieuse.

Mais tel ne fut pas le cas de Gaona. Non seulement cet individu se solidarisa avec ses anciens ennemis du PCC et avec les forces les plus néfastes qui aient jamais gouverné le pays, mais, en outre, il menaça de dénoncer aux tout récents CDR (Comités de défense de la révolution) les ex-compagnons qui ne partageaient pas sa position pseudo-révolutionnaire, les accusant d'être des « agents de l'impérialisme ». Mais ce qu'il fit de plus méprisable fut d'exercer des pressions sur de vieux anarchistes comme Serra et F. Bretau pour les rendre complices de son infamie en leur faisant signer un document qui s'adressait aux anarchistes de l'extérieur afin de « faire la lumière » sur ce que Gaona considérait comme une « campagne insidieuse menée à travers la presse libertaire [...] du Mexique, d'Amérique latine et du monde entier contre la révolution cubaine » sous prétexte « d'une collecte de fonds au bénéfice des prisonniers libertaires, et pour faire sortir du pays les militants pourchassés et leurs familles ». Je noterai au passage que l'allusion contenue dans ces dernières lignes à une collecte de fonds et à ses propos humanitaires est la seule chose qui ne soit pas un mensonge.

Ensuite, le document condamne ce qu'il tient pour « invention, irresponsabilité et mauvaise foi » de la part des militants libertaires en exil ou de ceux qui ont demandé l'asile à des ambassades. Gaona, qui fait allusion au « moment historique qu'il nous revient de vivre », aligne contre-vérités et mensonges contre ses ex-compagnons d'infortune.

Dans le premier alinéa du document, il assure qu'il n'existe pas, sur toute l'île, « un seul compagnon libertaire arrêté ou persécuté pour ses idées » : à moins que Gaona lui-même se soit chargé d'expulser tous les anarchistes de l'ALC et ait dissous l'organisation, l'affirmation est entièrement fausse.

Dans le second paragraphe, il déclare, contre toute vérité, qu'il n'existe aucune persécution politique ou religieuse à Cuba, et met dans un même sac toute l'opposition au régime, qui incluait évidemment les libertaires, avec les participants au débarquement sur la baie des Cochons. Il reconnaît qu'il existe « une extrême

vigilance du peuple, à travers les CDR – dans chaque pâté de maisons –, contre les terroristes » et justifie, sans trop de nuances, la terreur d'État créée par le castrisme contre la population par l'entremise d'informateurs au service de la redoutable Sûreté nationale. Ce faisant, il sous-entend que tout citoyen qui ne soutiendrait pas le processus révolutionnaire est un traître qui mérite d'être dénoncé.

Gaona ment quand il écrit que « la presque totalité des militants libertaires de Cuba est intégrée dans les différents “organismes de la révolution cubaine” », dont il donne ensuite la liste complète. Il se flatte de ce que « l'intégration » de tous ces militants « soit la conséquence de la réalisation [...] de tous les objectifs immédiats de notre programme [...] et la raison d'être du mouvement anarchiste international et du mouvement ouvrier révolutionnaire ». On voit pointer ici le sens du document, puisqu'il s'agit, pour son auteur, d'accréditer l'idée selon laquelle les anarchistes cubains auraient adhéré spontanément au despotisme castriste parce qu'ils y auraient vu la réalisation de toutes les luttes sociales menées par eux depuis plus d'un siècle. Et pour faire bonne mesure, il laisse entendre que telle aurait été la vision des anarchistes du monde entier.

Le cinquième paragraphe n'est guère autre chose qu'un mensonge propagandiste, écrit dans le pire style politique concevable, plein de mauvaises intentions, et visant à tromper les libertaires de l'extérieur sur la nature de l'État terroriste établi à Cuba. Le document se clôt par une exhortation adressée aux compagnons vivant hors de l'île, « afin qu'ils ne soient pas dupes des informations mensongères et mal-intentionnées qu'ils peuvent recevoir de tous ceux qui, [...] s'étant mis consciemment ou inconsciemment au service de la contre-révolution cubaine, restent obstinément sourds et aveugles devant les réalités [...] de la plus progressiste, démocratique et humaniste des révolutions de notre continent ». Avec le plus grand sérieux, Gaona déclare qu'il faut appuyer le castrisme et « prendre les armes » pour sa défense, qualifiant de « traîtres et de lâches » ceux qui, « sous prétexte de divergences ou de rancunes sectaires », s'opposent à un si beau rêve. Après sa consolidation, poursuit-il, « on pourra polémiquer avec la révolution, mais ce serait négatif aujourd'hui, parce que, ce faisant, nous servirions les intérêts de notre ennemi commun ».

Nous avons cité longuement ce document pour mieux faire comprendre les événements qui suivirent et leurs sinistres conséquences. À la fin de sa vie, non seulement Gaona trahit ses compagnons, mais en outre, il exerça de viles pressions sur cinq vieux militants de l'anarchisme cubain, dont quelques-uns étaient déjà octogénaires et malades, pour les faire signer et avaliser cette monstrueuse déclaration qui était une négation de tous les principes de l'anarchisme, qu'il soit cubain ou de quelque autre pays que ce soit. Vicente Alea, Rafael Serra, Francisco Bretau, Andrés Pardo et Francisco Calle (Mata) signèrent ce texte aux côtés de 16 autres personnes qui n'avaient rien, ou presque, à voir avec l'anarchisme cubain. De nombreux libertaires de l'île, néanmoins, se refusèrent à commettre une telle venie. Tenus, du coup, pour des ennemis par le régime, ils furent dans l'obligation de quitter le pays. Parmi eux, citons le cas de Marcelo Salinas, un des intellectuels cubains les plus remarquables : s'il s'était mis au service du despotisme et s'il avait signé le document de Gaona, il aurait à coup sûr reçu du régime tous ces honneurs qu'on n'a jamais octroyés à un véritable anarchiste. D'autres aussi restèrent pris au piège dans les provinces, qui s'étaient également refusés à avaliser ce document qui allait causer tant de mal dans un futur immédiat.

Manuel González et Casto Moscu, accusés de faire passer des armes à la guérilla et d'activités de propagande, furent arrêtés à l'occasion d'une perquisition dans le local de l'ALC et de la fouille d'une voiture utilisée par ces deux compagnons. Conduits dans un bureau des services de la Sûreté nationale, et alors qu'ils craignaient d'être fusillés à l'égal de tous les contre-révolutionnaires, ils furent libérés sur ordre d'un capitaine de ce service, qui leur fit savoir qu'il connaissait le rôle des libertaires dans le mouvement ouvrier, mentionnant avec orgueil avoir connu Serra et Salinas dans des temps passés. González et Moscu ne restèrent donc pas très longtemps en prison. Sitôt libérés, ils demandèrent l'asile à l'ambassade mexicaine, où ils furent très bien accueillis. Ils partirent peu après pour Mexico, puis de là rejoignirent leurs compagnons exilés à Miami.

## Chapitre V

# Les ombres de l'exil

1962-1980

Bien que, vers le milieu de l'année 60, quelques anarchistes, engagés ou pas dans l'opposition violente, fussent déjà partis en exil, ce n'est qu'en été 1961 que, collectivement, le choix fut fait d'un exode en direction des États-Unis. Ce n'était pas la première fois que les anarchistes se réfugiaient dans ce pays. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, Tampa, Key West et New York avaient été l'objet du choix de ces persécutés, parce qu'ils y voyaient une meilleure occasion de gagner leur vie qu'en quelque autre lieu, sans parler même de la proximité géographique. Au cours des dictatures de Machado et Batista, les exilés étaient partis vers ces mêmes endroits : en outre, il y existait des contacts avec d'autres groupes anarchistes résidant dans le pays.

Au cours des années 20, les lois d'immigration des États-Unis s'étaient endurcies contre les anarchistes et elles étaient encore en vigueur 40 ans plus tard, comme une sorte de souvenir des persécutions injustes laissé par les autorités nord-américaines qui interdisaient l'entrée du pays aux anarchistes étrangers. Nous ignorons pourquoi le Département de la Justice des États-Unis fit une exception pour les libertaires cubains, bien qu'on puisse supposer qu'ils furent considérés comme les ennemis des ennemis du gouvernement nord-américain, et, par conséquent, comme des alliés potentiels. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que, quand on les interrogea sur leurs positions politiques, aucun d'entre eux ne cacha la vérité et que, très curieusement, on permit à tous d'entrer aux États-Unis et de résider temporairement dans le pays. Il est vrai que dans ces années-là, de même que dans les époques antérieures, il était bien rare de rencontrer un réfugié cubain qui pensât rester longtemps aux États-Unis. Tous les nouveaux venus, y compris les libertaires, étaient persuadés que le temps du retour était proche : c'est pourquoi

on mit sur pied une stratégie anti-castriste à court terme, ce qui constitua une évidente erreur de calcul.

À l'été 1961, un groupe, assez réduit du reste, d'anarchistes exilés à New York constitua le MLCE (Mouvement libertaire cubain en exil). Au même moment et dans le même but, un autre groupe libertaire s'organisa à Miami. Connu sous le nom de Délégation générale, il comprenait des militants comme Claudio Martínez, Abelardo Iglesias et Rolando Piñera. La section de New York, dont la quasi-totalité des membres venait du syndicat de la restauration, était intégrée par Juan R. Álvarez, Floreal et Omar Diéguez, Bartolo García, Fernando Gómez, Manuel Rodríguez et Juan Fidalgo. Ce dernier, par l'entremise du camarade Gómez, se mit en contact avec les libertaires espagnols de Boston regroupés au sein du Cercle Aurora. Il y avait aussi, dans ces mêmes années, un autre groupe d'Espagnols installés à New York, rassemblés autour de J. González Malo et de la revue *Cultura Proletaria*, avec lesquels s'établirent très vite des relations amicales.

Toutefois, c'est auprès du groupe anarchiste Libertarian League (Ligue libertaire), animé par Sam Dolgoff et Russell Blackwell, que les anarchistes cubains reçurent le plus de marques de coopération et de solidarité. Le dernier nommé avait fait la guerre civile espagnole et il jouissait d'une grande popularité au sein du mouvement anarchiste nord-américain, malgré – ou peut-être à cause de – son engagement précédent dans les rangs trotskistes. Quant à Sam Dolgoff, une des figures les plus respectées des milieux libertaires nord-américains, il possédait déjà une longue trajectoire révolutionnaire et exerçait par ailleurs une grande influence sur la gauche radicale du pays. Il faudrait mentionner aussi le rôle joué par sa compagne, Esther Dolgoff, qui se consacra dès sa jeunesse aux luttes sociales pour la liberté du prolétariat aux États-Unis, et celui de Abe Bluestein, une autre figure du mouvement qui fit sienne la cause des exilés cubains. Ce groupe avait fondé en 1954 la Ligue libertaire, qui publiait un bulletin intitulé *Views and Comments*. L'aide des militants de cette association anarchiste facilita grandement l'activité des libertaires cubains en exil.

En août 1960, l'Internationale des fédérations anarchistes avait publié, à Santiago du Chili, un pamphlet de 16 pages intitulé *Manifeste des anarchistes chiliens*



*sur la révolution cubaine face aux impérialismes yankee et russe*, qui dénonçait le castrisme pour la première fois à l'échelle continentale, et dont le contenu coïncidait pleinement avec le document publié à La Havane par les libertaires cubains. Ce texte, peu connu à cause de sa faible diffusion et du sabotage dont il fut victime de la part des marxistes chiliens, disait clairement quelle était la position des anarchistes à l'égard du castrisme, mais, hélas, il fut bien vite livré à l'oubli.

On commença dès lors à organiser des collectes dans les milieux anarchistes des États-Unis, du Mexique, du Chili, d'Argentine et de presque tous les pays européens dans le but d'obtenir des visas et des billets d'avion pour faire sortir les anarchistes (et/ou leurs proches) de Cuba. Dès cette époque, les conditions de vie des ennemis du régime étaient insupportables, surtout pour ceux qui subissaient les rigueurs de l'emprisonnement : ceux-là devaient s'adapter à des situations infra-humaines et endurer les tortures dont ils étaient victimes, au nom du socialisme, de la part de leurs bourreaux, cubains comme eux. Le désir de s'échapper de ce bagne qu'était devenu Cuba pour les Cubains devint une obsession pour la majorité d'entre eux.

Les collectes faites en ce mois d'août totalisèrent 2 088 dollars, une quantité considérable dans ces années, et ce fut là l'origine de l'initiative prise par Gaona quelques mois plus tard. Ces fonds, si on en croit la comptabilité du trésorier du MLCE, Claudio Martínez, étaient issus de plusieurs sources. On citera, entre autres, des militants regroupés autour de la *Freie Arbeiter Stimme* (La Voix libre du travail), une publication anarchiste éditée en yiddish à New York, lesquels donnèrent 425 dollars. La Kropotkin Branch, une organisation libertaire basée en Californie, et dont la section new-yorkaise s'appelait *Workermen's Circle*, contribua à hauteur de 300 dollars. D'Argentine vinrent 601,30 dollars, en provenance de la SIA. Il y eut aussi des contributions à titre personnel : H. Rüdiger, de Stockholm, envoya 387,80 dollars ; André Germain, du Chili, en envoya 42 ; l'Allemand Souchy, 55 ; Louis Mercier, 50 ; pour sa part, A. de Jong remit 144,78 dollars, mais en précisant que ce don était fait pour des raisons humanitaires, et que sa sympathie était toute acquise à la révolution cubaine. C'était le début de l'immense confusion qui allait s'installer parmi les

libertaires d'Europe à l'égard de leurs compagnons de Cuba et du régime de Castro.

Cette collecte servit pour faire venir aux États-Unis quelque 66 personnes, des libertaires cubains et certains de leurs proches, au moment même où on entamait une campagne de propagande contre le régime marxiste-léniniste instauré à Cuba. Cependant, à la plus grande surprise des anarchistes cubains, ce succès économique initial qui aurait dû trouver une prolongation de la part de tous ceux qui étaient conscients de la situation du pays tourna court assez vite<sup>1</sup>. Vers le milieu de 1962, le MLCE avait mis sur pied un système de cotisations chez tous ses membres, en vue de couvrir les frais les plus urgents : ceux de « l'aide aux compagnons » nouveaux venus ainsi que ceux de la « campagne en faveur des emprisonnés ». Cette dernière activité requérait la solidarité des camarades libertaires d'Amérique latine et d'Europe.

La répression subie par les anarchistes ne fut guère différente de celle que connurent les autres Cubains accusés de menées « contre-révolutionnaires ». Il existe à présent suffisamment d'informations en provenance d'organisations comme Amnesty International, Human Rights Watch, etc., durant plus de 40 ans, à propos des abus, des humiliations, des mauvais traitements et des tortures dont s'est rendu coupable le gouvernement cubain. La version orale donnée sur le sujet par trois libertaires emprisonnés à des époques différentes et dans des pays divers comme ce fut le cas de Marcelo Salinas (en 1917-1918 aux États-Unis, en Espagne et à Cuba), Abelardo Iglesias (en France, en 1939) et Casto Moscu, nous rappelle que l'attitude des autorités carcérales ne varie guère. Si le prisonnier accepte sa condamnation sans trop protester et qu'il s'adapte à la vie en prison, les autorités se montrent plutôt magnanimes et commettent peu d'abus corporels.

<sup>1</sup> Les contributions diminuèrent principalement pour deux raisons. D'abord, l'aide des compagnons du Mexique, de Venezuela et d'Argentine fut moindre que ce qu'on en attendait, probablement à cause de l'influence exercée sur eux par le document de Gaona. Ensuite, on espérait que les compagnons récemment arrivés de Cuba pourraient contribuer à l'effort commun une fois qu'ils auraient trouvé un travail : or, parmi ceux-ci, tous ne répondirent pas aux espérances.

Cependant, le traitement accordé aux prisonniers politiques cubains pendant les dix premières années du castrisme est tout à fait différent<sup>2</sup>. Le récit de nos compagnons Luis Linsuaín, Plácido Méndez et Isidro Moscu, qui furent emprisonnés entre 15 et 20 ans, nous donne une bonne idée des conditions infra-humaines dans lesquelles survivaient les prisonniers politiques. Au début, ils étaient entassés dans des cellules surpeuplées. Les autorités les traitaient brutalement : les coups pleuvaient sur quiconque n'exécutait pas immédiatement les ordres. Ils étaient obligés de travailler dans des carrières, dans les plantations de canne et les champs. De plus, on établit un système importé d'URSS par lequel tous les prisonniers qui accepteraient de recevoir des cours d'endoctrinement marxiste-léniniste seraient traités plus humainement que les autres. Ceux qui se refusaient à une telle dégradation psychologique étaient regardés comme des éléments dangereux par les autorités pénitentiaires. Il existait des cellules spéciales dites « emmurées » – guère plus grandes qu'un cercueil – où on enfermait les prisonniers accusés de « conduite anti-sociale ».

Il faut rappeler ici le cas de deux femmes libertaires : Suria Linsuaín, sœur de Luis, et Carmelina Casanova. La première fut condamnée à une peine de 30 ans pour menées « contre-révolutionnaires » : malade, elle ne purgea que les cinq premières, de 1964 à 1969, dans les prisons de Guanajay et América Libre. Quant à Carmelina Casanova, condamnée pour avoir caché chez elle quelques militants

<sup>2</sup> Quelques mots sur le système pénitentiaire cubain. L'écrivain cubain Juan Clark note que « d'après certaines estimations, le chiffre le plus élevé de prisonniers politiques fut atteint dans les années 60, avec 60 000 emprisonnés. Selon Amnesty International, vers le milieu des années 70, on en avait libéré quelque 2 000. » Il est évident, par ailleurs, qu'il n'existait pas à Cuba de prisons suffisantes pour y enfermer autant de prisonniers : c'est pourquoi le gouvernement décida de construire plus de prisons, avec une plus grande capacité pour les prisonniers politiques. Curieusement, si on s'en rapporte au témoignage de prisonniers politiques libérés au cours des années 1970-1980, ce sont les personnes d'origine ouvrière et paysanne qui constituaient la plus grande partie des prisonniers politiques dans les prisons « socialistes » de Castro. Il est avéré que le gouvernement castriste a exercé une plus forte répression contre les ouvriers et les paysans que contre les capitalistes et la bourgeoisie.

anti-castristes, elle fut également condamnée à 30 ans d'emprisonnement, qui se réduisirent finalement à un peu moins de huit. Exilée à Miami, elle survécut peu de temps à sa libération.

Isidro Moscú et Plácido Méndez purgeaient des peines de vingt ans de prison. Quant à Luis Linsuain, il avait été condamné à mort pour avoir tenté d'exécuter Raúl Castro. Dans le même temps qu'on tentait d'aider les premiers, le MLCE décida de mobiliser le mouvement anarchiste international pour sauver la vie du second. Dans ce but, il fallut donc réactiver les contacts extérieurs. C'est alors que, inévitablement, vint le moment de la confrontation avec certains secteurs de l'anarchisme international qui se refusaient à admettre que la révolution cubaine, peu à peu, se transformait en un système totalitaire qui persécutait, emprisonnait et fusillait des libertaires. Les anarchistes cubains installés à Miami ou à New York justifiaient leur opposition au régime établi à Cuba en se fondant sur les principes de la pensée anarchiste, mais aussi en apportant des preuves à charge contre ce régime.

Mais, à ce moment, la *Déclaration* de Gaona (dite *DdG*) avait déjà commencé à circuler dans les milieux anarchistes auxquels les auteurs du document avaient accès, renforcés, qui plus est, par toutes les agences internationales au service du mouvement communiste mondial, de Moscou à Sidney. Pour leur part, les membres du MLCE mirent en route, en 1962, une campagne de propagande avec la publication d'un *Boletín de Información Libertaria (BIL)*, qui reçut le soutien le plus désintéressé et spontané de la publication *Views and Comments* de New York, et du porte-parole de la Fédération libertaire argentine, *Acción Libertaria*. Les libertaires nord-américains et argentins répondirent dès le premier moment aux demandes des Cubains exilés, et cette solidarité ne leur fut jamais mesurée au cours des difficiles années qui suivirent. Les anarchistes cubains ne furent jamais seuls.

La confusion internationale, au sein du camp anarchiste, fut entretenue par l'appareil de propagande castriste qui était doté de suffisamment de ressources, de talent, d'imagination et d'habileté pour contrecarrer l'attaque dont il était l'objet de la part des anarchistes, et tout particulièrement sur un territoire idéologique que le

marxisme avait manipulé avec énormément de succès depuis la guerre civile espagnole. Dans cette guerre politique, le régime castriste sut pénétrer une gauche anti-capitaliste, anti-militariste, opposée à la bourgeoisie et à la religion institutionnalisée. Le régime socialiste de Castro sut profiter des moyens de propagande cubains hérités de la naissante société de consommation exportée par les Nord-Américains à Cuba au cours des années 50, lesquels, associés aux méthodes répressives les plus sophistiquées, furent les deux facteurs les plus efficaces du système et les plus durables, et la raison principale de la consolidation et de la durée du régime.

Bien évidemment, les moyens de propagande du castrisme allaient utiliser la *DdG ad nauseam*, et dans les coins les plus reculés du monde, pour prouver que la propagande anti-castriste – baptisée « anti-cubaine », dans une manœuvre habituelle qui tend à confondre le régime avec le pays – était le produit d'un groupe d'ex-anarchistes au service des pires intérêts. Mais il fallait d'abord discréditer les libertaires cubains exilés, qu'on n'hésita pas à traiter de « proxénètes, d'agents de la CIA, de trafiquants de drogue, de partisans de Batista » et autres injures du même genre, habituelles dans le langage de l'agitprop marxiste. On diffusa la *DdG* dans tous les milieux libertaires auxquels on avait accès, en créant d'abord la confusion puis toutes sortes de doutes relativement au MLCE.

Cette manœuvre n'avait évidemment rien d'inattendu, bien au contraire. Ce qui étonna réellement les militants du MLCE fut la réaction du mouvement anarchiste mondial. Dès le début, les libertaires cubains exilés étaient convaincus de la légitimité de leur cause. Après avoir apporté les preuves qui la soutenaient et avoir reçu l'appui des libertaires nord-américains et argentins, ils pensaient – à tort, semble-t-il – que, étant donné le bien-fondé de leur cause, ils pourraient compter sur une solidarité internationale naturelle et spontanée, similaire à celle dont bénéficièrent les résistants au franquisme. Mais il en alla tout autrement. On vit apparaître les premières réserves dans des groupes libertaires du Mexique, du Venezuela, d'Uruguay, de France et d'Italie. Sans doute, ces interrogations à propos du processus révolutionnaire en cours à Cuba étaient-elles compréhensibles, du moins au début, si on veut bien se rappeler que les libertaires cubains qui

étaient à ce moment-là en exil n'avaient pas hésité, à l'origine, à prêter leur concours à ce même processus.

Il était évident que la *DdG* commençait à produire ses effets, et, bien que le MLCE eût connaissance du document, il fit bien peu pour en réfuter le contenu, pensant – erronément – que personne n'allait accorder la moindre attention à une telle accumulation de calomnies et d'erreurs. Par ailleurs, la stratégie du MLCE, à ce moment-là, était d'attaquer le castrisme, considéré comme le seul ennemi en termes politiques. Ce fut là une autre erreur du mouvement, parce que cette stratégie mettait en évidence une convergence de vues entre le MLCE et le Département d'État nord-américain. « Suivre la ligne politique de l'impérialisme contre Cuba », c'était précisément une des calomnies les plus répandues des agents de Castro contre les libertaires cubains.

Personne n'a jamais songé à nier cette convergence, qui fut et qui reste vraie jusqu'à un certain point. Mais quiconque a étudié l'histoire du mouvement anarchiste peut trouver, en différents endroits du monde, des coïncidences de ce type avec la bourgeoisie, le parti communiste, les services secrets anglais et même le Vatican. L'existence d'un ennemi commun favorise ce genre des rapprochements. Mais coïncider sur tel ou tel point est une chose, et tout autre chose se mettre sous la coupe de certains secteurs totalement étrangers à l'anarchisme ou transiger avec ses principes. Les libertaires cubains ne firent jamais rien de tel. Il faudrait d'ailleurs se demander qui adopta d'abord les idées de l'autre : on n'aura garde d'oublier que les libertaires cubains s'opposèrent à Castro avant le gouvernement nord-américain.

Pendant que les calomnies allaient bon train, la confusion gagnait du terrain et la polémique faisait rage. La brochure de Souchy publiée en Argentine et le *Manifeste des anarchistes du Chili* circulaient peu à peu en Amérique latine. Edgar Rodrigues au Brésil et Ricardo Mestre au Mexique défendaient la cause des Cubains exilés, et, dans les colonnes du *Bulletin d'information libertaire*, ils notaient le manque de solidarité dont certains secteurs du mouvement anarchiste faisaient montre à l'égard de ceux-là, mettant cette attitude au compte de « l'absence d'information véritable et exacte » sur la réalité cubaine. En 1962 déjà, le *BIL*

rapporte l'existence de l'« hostilité déclarée » de quelques organes d'information et de « l'incompréhension » qu'ils manifestent.

La polémique autour de la révolution cubaine prit des proportions alarmantes. Écrivant sur le thème environ vingt ans après tous ces inutiles exercices rhétoriques, Alfredo Gómez rapporte le dilemme où se trouvaient les libertaires cubains dans toute son étendue et sa profondeur. « C'est ainsi que Jacobo Prince [...] dans une lettre datée du 5 décembre 1961, souligne que [...] le fait que les attaques les plus violentes contre le régime proviennent de secteurs réactionnaires ne fait qu'augmenter la *confusion* : il faut un grand *courage civil* pour s'en prendre au mythe de cette révolution. » Il est compréhensible que les milieux anarchistes aient conçu de fortes préventions contre les ennemis du castrisme – parmi lesquels se trouvaient englobés aussi leurs compagnons cubains –, mais ce qui est bien plus difficile à comprendre est qu'ils aient pu douter de leurs camarades alors qu'il n'existait aucune charge contre eux, excepté la *Déclaration* de Gaona, dont le caractère de manœuvre malhonnête et tendancieuse sautait aux yeux de tout lecteur attentif.

Au Venezuela, selon le témoignage de Gómez, le groupe Malatesta, « au cours d'une campagne pour la libération de Luis Linsuáin [...] doit prendre grand soin d'éclairer et d'expliquer exactement ce que veulent les anarchistes [...] et de démontrer qu'ils ne sont pas “réactionnaires” ». Plus loin, se référant à la revue des anarchistes mexicains *Tierra y Libertad*, Gómez rapporte que ladite publication « doit préciser que sa critique du régime castriste n'implique en aucune façon l'acceptation des structures antérieures à la révolution ». On voit, à ces deux exemples, que les doutes et la confusion dominent tant à Caracas qu'à Mexico. Pour sauver la vie de Luis Linsuáin – ce qui fut obtenu, contre trente ans de prison –, il n'était nul besoin, il nous semble, de revenir sur la nature de l'idéal anarchiste : les explications de *Tierra y Libertad* n'avaient guère de sens et étaient, de fait, parfaitement inutiles.

Alors que Castro, à La Havane, se déclarait « marxiste-léniniste depuis toujours », de nouveaux compagnons libertaires qui, d'une façon ou d'une autre, étaient parvenus à s'échapper du régime totalitaire en cours d'établissement sur l'île,

continuaient d'arriver à Miami. Santiago Cobo César, qui avait occupé des postes de responsabilité au sein du secrétariat de la Fédération nationale des Transports, un des syndicats les plus nombreux et importants de l'île, vint s'installer à Miami, après un passage par le Venezuela, où il avait obtenu l'asile politique pour ses activités subversives à Cuba. Il intégra les rangs du MLCE, où il milita avec la passion qui le caractérisait depuis sa prime jeunesse. Manuel Ferro, maintenant retraité, reprit ses activités dans un mouvement auquel il avait adhéré dans les années 20. Ferro, un libertaire lucide, qui avait de riches relations au niveau international et écrivait avec facilité, essaya, dans la mesure de ses moyens, de dissiper les doutes qui semblaient submerger le monde libertaire de cette décennie.

Avec son vieil ami italien Enrico Arrigoni, qui l'y avait incité, Ferro commença à écrire quelques articles sur la réalité cubaine, lesquels, par l'entremise du même Arrigoni, furent publiés dans la presse anarchiste de France, d'Italie, du Mexique et d'Argentine. D'après Ferro lui-même, « ces articles y furent généralement mal reçus », étant donné « l'enthousiasme » avec lequel on avait accueilli la révolution cubaine, un « enthousiasme que rien ne justifiait », précise-t-il. La revue *Reconstruir* de Buenos Aires, dont le comité éditorial partageait pleinement les positions des exilés cubains, publia tous ces articles. Ferro, qui signait sous le nom de Justo Muriel, les envoya également à la délégation espagnole en exil de Toulouse, où son amie Federica Montseny « ne lui en accepta que trois ». « Il n'est pas très bien vu d'attaquer Castro en Europe », lui écrivit Federica avec cette sincérité teintée de cynisme de qui possède une longue expérience politique, ce à quoi Ferro rétorqua qu'il « n'était guère facile non plus d'attaquer Franco à Miami ».

Dans ces années-là, Ferro et Abelardo Iglesias se livrent à une activité intellectuelle infatigable. Dans l'article « Revolución y contrarrevolución » paru dans *Acción Libertaria* de Buenos Aires, Iglesias expose avec une grande clarté les différences immenses entre les deux concepts socio-politiques, où on pouvait trouver les raisons de la position des libertaires cubains. En voici un exemple, choisi parmi les trente phrases concises de l'article :

« La révolution, c'est exproprier des entreprises capitalistes, en les remettant à leurs ouvriers et à leurs techniciens.



La contre-révolution, c'est de les transformer en monopoles étatiques où le seul droit du producteur est d'obéir. »

C'est aussi dans ces années que s'établirent les premiers contacts avec les anarchistes italo-américains, presque tous à la retraite, résidant à Miami et Tampa. Ces vieux militants continuaient de publier, à New York, leur revue *L'Adunata dei Refrattari*, laquelle défendait alors le castrisme et la révolution cubaine, où ils voyaient, à l'instar du gouvernement de La Havane, une seule et même chose. Un débat s'instaura avec le MLCE, auquel participa également la Ligue libertaire nord-américaine.

Ferro et Arrigoni, pour leur part, décident de prendre le taureau par les cornes et entament une campagne en Italie même, s'adressant à la publication officielle de la FAI (Fédération anarchiste italienne), l'hebdomadaire *Umanità Nova*, afin d'y contrecarrer l'influence indéniable des milieux italo-américains liés à *L'Adunata* et d'y répondre à une série d'articles publiés dans le même hebdomadaire, sous la signature d'Armando Borghi, en défense de la révolution cubaine. Ferro, avec l'appui de Enrico Arrigoni, réplique, point par point, aux arguments de Borghi, mais *Umanità Nova*, dans le but de ne pas créer de polémique, se refuse à publier cette réponse. Après avoir été accusée par Arrigoni d'être « payée par les communistes », la rédaction d'*Umanità Nova* accepte finalement de publier la mise au point de Ferro. Quelques mois plus tard, toutefois, Borghi revient à la charge, en ignorant les raisons alléguées par Ferro. Celui-ci tente une nouvelle fois de répondre aux arguments de Borghi, mais *Umanità Nova* se refuse absolument à lui redonner la parole.

Il restait alors peu de militants à Cuba, et ceux qui n'étaient pas partis devaient subir en silence le despotisme le plus misérable dont les libertaires aient été victimes durant toute l'histoire de leur mouvement. Guerra, Serra et Salinas, qui étaient parmi les rares représentants de la première génération libertaire, étaient abandonnés à leur sort, malgré les efforts de leurs compagnons de l'exil en vue de leur procurer le nécessaire pour vivre. Les deux premiers avaient signé la *DiG* contre leur volonté, comme ils l'avaient admis en privé. Salinas, qui s'était refusé,

pour sa part, à signer cette monstruosité, fut relégué par le gouvernement dans une sorte d'exil intérieur à Santiago de las Vegas, d'où il partirait pour un exil définitif à Miami. Modesto Barbeito, consumé par les déceptions et la maladie qui le minait, ne tarderait pas à mourir.

Plusieurs militants qui avaient choisi la clandestinité furent emprisonnés pour « menées contre-révolutionnaires », à l'instar de l'Espagnol Antonio Dagas, qui faisait partie de la délégation de la CNT à Cuba, et finit dans la sinistre geôle de La Cabaña. Alberto García, titulaire du secrétariat de la Fédération des travailleurs de la Santé, malgré la chasse aux libertaires menée au sein de la CTRC, fut arrêté sous le même chef d'accusation que Dagas et condamné à 30 ans d'emprisonnement. Sandalio Torres, accusé de « conspiration contre les pouvoirs de l'État » fut condamné, lui, à 10 ans de prison pour s'être refusé à porter de fausses accusations « d'activités conspiratrices » contre certains de ses compagnons.

Un autre militant connu de la CNT espagnole résidant à Cuba, Salvador García, persécuté lui aussi par le régime castriste, put rejoindre le Mexique, où il entra en contact avec quelques libertaires comme Ricardo Mestre, Fidel Miró, Domingo Rojas, Ismael Viadiu et Marcos Alcón, tous solidaires du MLCE. *Tierra y Libertad* publia le témoignage de Salvador García, où il corroborait l'existence de la persécution menée contre les anarchistes à Cuba, et exprimait son appui aux positions du Mouvement libertaire cubain en exil. En Argentine, l'article de S. García fut reproduit par *Reconstruir*, toujours solidaire des exilés cubains. Vers la même époque, on mit sur pied, après beaucoup d'efforts et de difficultés, un Comité pour les libertaires emprisonnés dans le but de recueillir des fonds qui permettraient de soulager un tant soit peu les souffrances des compagnons emprisonnés dans les geôles castristes.

Vers le milieu de l'année 1963, paraissait à Buenos Aires, préfacée par Jacobo Prince et signée d'Abelardo Iglesias, la brochure *Revolución y dictadura*, d'une centaine de pages. Iglesias y livrait là, avec toute la sincérité et l'esprit de synthèse qui le caractérisaient, un document de première importance, avalisé, selon Jacobo Prince, « par l'autorité d'une expérience militante de trente ans ». On trouve dans *Revolución y dictadura* non seulement une dénonciation sereine du régime de Castro

mais aussi une description objective de la société cubaine sous le nouveau régime « révolutionnaire ». Dans ses conclusions, Iglesias suggère une explication de la « subordination » du pays à la politique étrangère du Kremlin, et propose ce qu'il appelle la « tactique correcte » qui, à son sens, devait être alors celle de la « guerre révolutionnaire ».

En 1964, pendant qu'à New York, le groupe Ligue libertaire, sous la conduite de Sam Dolgoff, menait campagne et organisait des manifestations contre le régime établi à Cuba, une nouvelle polémique éclata, cette fois-ci entre l'écrivain pacifiste David Delliger et Sam Dolgoff, après le retour du premier d'un voyage à Cuba, qui répondait à une invitation officielle aux célébrations du 1<sup>er</sup> mai à La Havane, rendues alors obligatoires par le nouvel État, avec défilés militaires, consignes soviétiques et *L'Internationale* comme fond musical. À son retour, Delliger fit part de son émotion devant la belle discipline manifestée par les ouvriers cubains armés, ce qui était d'autant plus étonnant que lui et son accompagnateur, David Thoreau Wieck, appartenaient au courant dit anarcho-pacifiste qui publiait la revue *Liberation*. Les militants de la Ligue libertaire, qui, pour l'occasion, reçurent le concours de quelques Cubains résidant à New York, décidèrent de protester publiquement face à la rédaction de cette publication, accusant ses deux animateurs d'être des « apologistes du régime de Castro ».

La réponse de Delliger ne se fit pas attendre. Comme le rapporte Mike Hargis, Delliger recourut à l'accusation habituelle à l'époque « en dénonçant le MLCE comme un groupe d'acolytes serviles de la CIA. La Ligue libertaire et les IWW prirent fait et cause pour les exilés cubains, publièrent déclarations et manifestes issus des libertaires de Cuba, et stigmatisèrent les apologistes de Castro au sein de la gauche pour leur aveuglement volontaire »<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Nous rappellerons que, au début des années 60 et tout au long de la décennie, la New Left (nouvelle gauche) rassemblait des anarchistes, des *liberals* radicalisés, des démocrates d'extrême gauche, des minorités noires et hispaniques, des féministes, des marxistes de toutes les tendances – trotskistes, staliniens, maoïstes –, des pacifistes et des consommateurs de diverses substances chimiques. Ces secteurs allaient avoir un grand rôle dans la société nord-américaine tout au long des années 60.

Au début de l'année 1965, le congrès que devait tenir à Montevideo la FAU (Fédération anarchiste uruguayenne) mit en évidence les fortes divergences qui existaient dans le Cône sud à propos du castrisme. Les membres de la FAU ne cachaient pas la sympathie que le régime cubain inspirait à la majorité d'entre eux, à de rares exceptions près cependant, dont celle de Luce Fabbri. Celle-ci rapporterait, quelques années plus tard, dans un article paru dans la revue italienne *A rivista anarchica*, que la polémique entre les pro-castristes et les anti-castristes causa une division profonde au sein de la FAU : les premiers, majoritaires, finiraient pour la plupart dans les rangs des tupamaros avant de partir en exil en Suède. La délégation argentine de la FLA, invitée au congrès de la FAU, fit connaître, pour sa part, son opposition au régime cubain.

À la même époque, et au vu des divisions causées dans les milieux libertaires par le débat sur le castrisme, les anarchistes italiens de la FAI, dans un louable effort pour mettre les choses au clair, convoquèrent un congrès à Bologne entre le 27 et le 29 mai 1965, et décidèrent d'y inviter un délégué du MLCE afin qu'il exposât les idées des anarchistes cubains exilés. Les membres de l'organisation recueillirent les fonds nécessaires pour payer le voyage à Abelardo Iglesias, qui avait déjà l'habitude de ce genre d'événements et disposait de suffisamment de formation pour exposer au mieux les arguments des Cubains en exil.

Dans son long périple, Iglesias fit étape en France, à Toulouse d'abord puis à Paris, où il rencontra d'anciens compagnons de la Barcelone révolutionnaire de 1936. De là, il se rendit à Bologne, où il put présenter avec succès les arguments du MLCE contre Castro et débattre avec d'autres camarades de la question cubaine. La FAI, réunie en plénum national à Bologne, fit connaître, dans plusieurs de ses résolutions, la condamnation du castrisme la plus énergique qu'on ait pu lire dans ces années-là. Elle offrait au MLCE « la plus large solidarité dans sa lutte contre le castro-communisme », et appuyait « avec tous ses moyens de diffusion [...] la campagne en faveur de l'arrêt des exécutions »<sup>4</sup>. Le document affirme la

<sup>4</sup> Au cours des vingt premières années de vie du régime castriste, il y eut des milliers de morts parmi les prisonniers politiques. Selon Juan Clark, qui est un écrivain sérieux, les morts furent causées par « des coups de feu, des grèves de la faim, des accidents durant les

nécessité de « s'opposer à l'établissement de tout système dictatorial [...] qui remplacerait l'actuelle subordination au camp sino-soviétique par une subordination aux États-Unis », et il se conclut par une recommandation adressée à *Umanità Nova*, *L'Agitazione del Sud*, *Seme Anarchico*, *Bollettino Interno*, *Volontà* et « autres publications du mouvement anarchiste italien à accueillir et diffuser cet accord ». D'autres organisations se joignirent à la FAI pour signer cette résolution : la FLA, la FAM (Fédération anarchiste mexicaine), la Ligue libertaire nord-américaine, la SAC (le syndicat libertaire suédois), le Mouvement libertaire espagnol et la Fédération anarchiste anglaise, entre autres.

À son retour, mettant à profit le congrès de la Fédération anarchiste française qui se tenait à Toulouse les 5 et 6 juin de cette même année, Iglesias exposa son point de vue une nouvelle fois aux participants à ce congrès. Ceux-ci, après une série de résolutions parmi lesquelles on notera celle qui est consacrée à « la déviation de la révolution » cubaine « vers la contre-révolution marxiste-léniniste », expriment leur soutien au MLCE dans sa lutte contre le régime et dans sa défense des anarchistes enfermés dans les geôles cubaines<sup>5</sup>. Ils s'engagent aussi à « faire connaître aux travailleurs français le sort que connaissent leurs frères cubains » à travers l'organe de la FA, *Le Monde libertaire*.

heures de travail forcé, des suicides... ». En 40 ans, des douzaines de milliers de gens ont été exécutés, accusés de délits politiques tels que l'atteinte à la sûreté de l'État ou menées contre-révolutionnaires.

<sup>5</sup> Il est difficile de savoir aujourd'hui combien de libertaires ont été emprisonnés pendant de courtes périodes ou de plus longues, à l'instar d'Isidro Moscú ou de Cuco Sánchez, un boulanger de la ville de Holguín (province d'Oriente), enfermé de longues années dans la prison de Boniato à Santiago de Cuba. Je retiendrai également le cas de Jesús Iglesias, emprisonné sur l'île des Pins et dans le Combinado del Este, près de La Havane, durant une vingtaine d'années. À sa libération, il n'avait ni famille ni lieu où aller. On le garda en prison jusqu'à ce qu'il trouve un logement à Guanabacoa. Jesús Iglesias (qui n'avait aucun lien de parenté avec Abelardo Iglesias) mourut dans le plus grand dénuement au cours des années 1970. Étant peu nombreux au début de l'instauration du régime castriste, et beaucoup d'entre eux ayant choisi l'exil, les libertaires n'étaient guère plus de 400 sur toute l'île, dont une centaine fut emprisonnée à un moment ou un autre.

Après le périple d'Iglesias, il semblait que la longue et désagréable polémique entre les pro et les anti-castristes au sein du mouvement libertaire était bel et bien enterrée, puisque la quasi-totalité des fédérations et groupes anarchistes européens et latino-américains avaient fini par condamner le système imposé par Castro au peuple cubain. Mais ce ne fut là qu'une impression passagère.

Le castrisme venait de déclarer la « révolution permanente » en Amérique latine et en Afrique, et toute critique du régime instauré à Cuba équivalait à une attaque contre cette nouvelle politique aventurière, issue de La Havane, qui prétendait mener la révolution sur la moitié de la planète. Et, comme on pouvait s'y attendre, tous ceux qui n'étaient pas aux côtés du castrisme révolutionnaire et tiers-mondiste étaient stigmatisés comme ennemis du peuple et adversaires de la révolution. Une grande partie des milieux anarchistes européens et bon nombre de ceux d'Amérique latine – en Uruguay, au Pérou, au Chili et au Venezuela – choisirent le camp de la révolution cubaine et ne firent plus aucun cas du MLCE.

L'habituel sectarisme marxiste se faisait cruellement ressentir. D'après Alfredo Gómez, « les anarchistes cubains [...] ont vécu dans une solitude impressionnante, abandonnés [...] par les anarchistes du monde entier qui tendaient à s'identifier avec le régime du PCC ». Gómez y voit un effet de la « mauvaise conscience » du « mouvement anarchiste mondial » à l'égard des Cubains.

Bien que les militants du MLCE aient cru un temps qu'on leur avait donné raison, ils se rendirent compte très vite qu'il n'en était rien : cependant, rien de tout cela n'arrêta leur campagne anti-castriste et en faveur des prisonniers politiques conduite, en particulier, dans les colonnes du *BIL*.

En 1967, Marcelo Salinas, âgé et fatigué par tout ce qu'il avait dû endurer ces dernières années, quittait Cuba définitivement. Salinas, qui aurait pu signer la *DdG*, passer au PCC et devenir de la sorte une étoile du firmament intellectuel cubain, avec tous les honneurs afférents, préféra s'en aller et vivre en marge au milieu d'une communauté majoritairement droitiste et conservatrice qui ne sut jamais reconnaître ni apprécier ses qualités humaines.

Marcelo Salinas continua donc de défendre l'idéal libertaire, par la plume et la parole, jusqu'à sa mort en 1976, à l'âge de 87 ans. Avec lui, le MLCE perdait un

compagnon fidèle pendant presque 70 ans aux idées libertaires. Sa mort représenta aussi, pour Cuba, la perte d'un de ses intellectuels les plus complets. Salinas fut dramaturge, poète, romancier, essayiste, auteur de nouvelles, un autodidacte éclairé, enfin, qui aurait mérité qu'on lui accorde, à Cuba et hors de l'île, une place de premier plan dans le monde intellectuel.

Toutefois, la funeste décennie touche à sa fin. En 1968, alors que Marcuse enseigne à Berkeley un marxisme très proche de Bakounine, Chomsky combat à Boston les horreurs de la politique étrangère nord-américaine. Toujours aux États-Unis, une partie de la jeunesse, opposant le pouvoir de l'amour et de la paix à celui des armes, refuse la guerre lointaine et inutile que son gouvernement lui impose au Vietnam. En France, certains des étudiants qui participent à la grève générale du mois de mai diffusent des consignes anarchistes et défilent sous le drapeau noir.

Un peu plus tard, l'URSS envahira la Tchécoslovaquie pour empêcher le socialisme proposé par Marcuse à Berkeley. À La Havane, Castro applaudira l'invasion au moment même où la Chine de Mao invente une « révolution culturelle » violente et despotique.

C'est au cours de cette année turbulente que la Fédération anarchiste italienne convoque à Carrare un congrès international des fédérations anarchistes, qui se tiendra du 30 août au 8 septembre. Appelé le Congrès de Carrare, cette assemblée bénéficia d'une ample couverture dans les milieux libertaires mais aussi à l'extérieur de ces milieux. Presque tous les pays de l'Europe occidentale y étaient représentés, de même que la Bulgarie et le Mexique. La quasi-totalité des pays du continent américain lui apporta son soutien. La SAC, l'AIT et le CIRA y participèrent à titre d'observateurs. Il s'agissait là, sans aucun doute, d'une des assemblées anarchistes les plus nombreuses depuis un demi-siècle, et Carrare était le lieu le plus indiqué pour accueillir ce congrès.

Par manque de fonds, le MLCE ne put y envoyer aucun délégué, mais on demanda au Mexicain Domingo Rojas de représenter les libertaires cubains. Le congrès put réaliser toutes les séances prévues, aborder tous les problèmes, discuter à fond des huit points les plus importants, et prendre d'importantes résolutions. Le point le plus débattu fut le n° 3, qui concernait les relations entre

l'anarchisme et le marxisme d'après les expériences connues dans trois révolutions : « la russe, l'espagnole et la cubaine ». Il n'y eut guère de divergences autour du comportement des partis marxistes en Russie et en Espagne, mais elles apparurent au grand jour à propos de l'expérience cubaine.

Au cours de ce congrès, après avoir défini le système castriste comme « une dictature tribulaire de l'URSS [et] un système étatique », les anarchistes réunis en assemblée n'en assurent pas moins très sérieusement, dans un paragraphe final aussi faux qu'il est déplacé et contradictoire, que « Cuba est un pays plus perméable aux théories [...] de type communiste libertaire que l'URSS et les autres pays satellites ». Autrement dit, le marxisme-léniniste cubain est un cas à part (mais on n'explique pas clairement en quoi) et, par conséquent, toujours selon ce document, il y aura toujours des possibilités de voir le régime castriste modifier ses structures étatiques et totalitaires, et adopter les idéaux du plus pur anarcho-syndicalisme.

Analysée froidement, et même si on tient compte du contexte de l'époque, cette résolution est véritablement pathétique. Face à Cuba, les libertaires avaient, à l'évidence, perdu la boussole, et passaient de la confusion à la plus mauvaise foi. Sur le terrain de la propagande, le castrisme avait gagné la bataille au sein de la gauche, avec ses faux postulats révolutionnaires et ses consignes *guerrilleras*. Les mouvements anarchistes d'Europe et d'Amérique latine penchaient plus du côté de la révolution cubaine que de leurs compagnons du MLCE, victimes du castrisme<sup>6</sup>.

Cependant, le *BIL* de cette même année dressait une liste des compagnons qui, à l'échelle internationale, continuaient de soutenir la cause des anarchistes cubains exilés. On y trouve les noms de militants connus comme « Jacobo Prince, Augustin Souchy, Gaston Leval, Frank Mintz, Luce Fabbri, E. Cressatti, Edgar Rodrigues, Juan Campá, Fidel Miró, Ricardo Mestre, Marcos Alcón, Sam Dolgoff, Progreso

<sup>6</sup> Il est avéré que de nombreux « compagnons » en Europe et en Amérique latine étaient conscients de la nature de la dictature de Castro sur le peuple cubain, et de la persécution dont étaient victimes les anarchistes du pays. Mais cette situation ne fut ni dénoncée ni condamnée. L'article d'Alfredo Gómez, dont nous parlons plus loin, est resté un cas exceptionnel.



Alfarache, Cipriano Mera, Louis Mercier, Ilario Margarita, Helmut Rüdiger », ainsi que les organisations suivantes : « la FLA, la FAM, la CNT du Mexique, la Ligue libertaire nord-américaine, ainsi que quelques groupes italiens, anglais, et des compagnons uruguayens et vénézuéliens ».

Au début de la décennie suivante, cependant, les membres du MLCE ont fini par comprendre que la bataille est perdue. Bien qu'ils ne renoncent pas à la lutte, ils savent qu'il ne sert plus à rien de continuer de polémiquer avec des sourds. Les réflexions amères d'Iglesias dans le *BIL* de février 1970 sont assez explicites à cet égard : « [...] ceux qui, reprenant les accusations des communistes n'hésitent pas à nous accuser d'être au service de la réaction : *L'Adunata dei Refrattari* [...], la FAU [...], la FAI et son journal *Umanità Nova*, la FIJL, Daniel Cohn-Bendit. » Iglesias dresse l'inventaire de toutes les injures et des attaques personnelles de « ceux qui recoururent à des procédés staliniens (articles censurés) », raison pour laquelle « les relations [entre nous] furent longtemps interrompues ». Il rappelle qu'à Carrare, Daniel Cohn-Bendit avait affirmé que le MLCE était « financé par la CIA ». Pour sa part, Alfredo Gómez relève que, dressant la liste de tous les pays soumis à une dictature, *Le Monde libertaire*, le porte-parole de la Fédération anarchiste française, omettait d'y faire figurer Cuba, « comme si nos compagnons français tenaient Cuba pour une exception [...] et les anarchistes cubains pour des anarchistes de second rang, sans droit à la solidarité ».

Ce n'est que vers 1976 que cette atmosphère chargée de suspicion et de méfiance à l'endroit du MLCE commença à se dissiper. La publication, au Canada, du livre *The Cuban Revolution : A Critical Perspective* de Sam Dolgoff, bientôt diffusé dans tout le monde anglophone, fit l'effet d'une bombe dans la gauche en général, et chez les libertaires en particulier. Cet ouvrage constitua la critique la plus dure qui ait été formulée contre le castrisme dans ces années d'aventurisme révolutionnaire en Amérique latine, et fut un facteur décisif dans le changement opéré chez les libertaires, au niveau international, à l'égard du MLCE. Le succès du livre, traduit en espagnol et en suédois, fut plus grand que ce qu'en attendait son auteur. Dolgoff devait déclarer quelques années plus tard : « Je n'ai pas reçu un dollar pour ces traductions, mais j'étais très heureux de pouvoir faire

connaître, avec ce livre, mon opinion sur le MLCE dans sa lutte contre Castro », qui était, sans doute, le point essentiel de cet ouvrage.

Pendant, vers la fin de l'année 1975, on allait encore tirer quelques cartouches contre le MLCE, les dernières d'un débat qui semblait ne pas connaître de fin. Le coup vint de Stockholm, où avait trouvé asile un groupe de Sud-Américains, des Uruguayens en particulier, victimes des différents régimes militaires instaurés au Chili, en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Ce groupe éditait alors la revue *Comunidad*, de très bonne facture, qui publia un article intitulé « Présence libertaire en Amérique latine », reproduit plus tard par la publication espagnole d'inspiration libertaire *Bicicleta*, dans un numéro spécial relatif à « l'anarchisme dans le monde ». Dans le passage consacré au mouvement libertaire cubain, on accusait le MLCE de défendre des « positions clairement régressives », qui n'allaient pas au-delà du « simple anti-communisme ».

Il s'agissait, comme on voit, d'une calomnie infâme, qui nous définissait comme un secteur réactionnaire dont le programme était strictement anti-communiste. On n'y donnait nulle explication des motifs de l'exil des anarchistes cubains, ce en quoi on ne faisait que reprendre les arguments de la propagande castriste, laquelle répétait sur tous les tons que « les contre-révolutionnaires de Miami » étaient tous des capitalistes, des trafiquants de drogue et des proxénètes spécialisés dans la traite des Blanches. Le *BIL* fit paraître, en février 1979, la réponse suivante : « Quant à nos "positions clairement régressives", elles ont toujours consisté à nous opposer à tous les tyrans, les nôtres et tous les autres, quels que soient la couleur de leur drapeau, la religion ou le dogme politique qu'ils professent. »

S'agissant de l'argument selon lequel nous étions simplement anti-communistes, il était si ridicule que les porte-parole du MLCE optèrent pour ne pas le prendre au sérieux. Curieusement, cet article, envoyé à *Bicicleta* en réponse à celui des exilés de Stockholm, ne fut jamais publié dans ladite revue. Pourtant, elle avait fait précéder son numéro spécial d'une remarque sur la nécessité « d'ouvrir le débat sur des sujets qui en valent la peine ». Apparemment, en ce qui concerne leurs camarades cubains subissant une dictature bestiale, le débat était interdit.

À la fin de l'année 1979, dans les premières années du post-franquisme, quand

la CNT tint son V<sup>e</sup> Congrès à Madrid (8-16 décembre), on put remarquer le changement notable qui s'opérait sur le sujet. Un délégué du MLCE y avait été invité, et sa présence admise par la majorité des présents, y compris les délégations étrangères. On renoua enfin des liens fraternels avec l'AIT, et on établit tous les contacts nécessaires à l'amélioration des relations existant jusque-là.

Quelques mois plus tard, la même revue *Bicicleta* publia une partie de l'article d'Alfredo Gómez cité plus haut, sous le titre « Les anarchistes cubains ou la mauvaise conscience de l'anarchisme »<sup>7</sup>, où, bien qu'il les taxe de « manichéisme », l'auteur conclut son article en donnant raison aux libertaires cubains.

Cet article fut repris aussi par le nouveau porte-parole du MLCE, *Guámgara Libertaria*, dans son numéro de l'été 1981. Dans le suivant, Iglesias consacra quelques « apostilles » à l'article de Gómez en vue d'explicitier devant l'opinion libertaire l'attitude du MLCE à l'égard de Castro. Iglesias y mentionnait une phrase de Progreso Alfarache Arrabal qui mériterait de passer à l'Histoire : « Dans le cas cubain, cet instinct aigu de la liberté, qui est l'essence de l'anarchisme, a lamentablement failli. » Les notes d'Iglesias – qui ne visaient qu'à éclairer et pas à polémiquer – montrent que la longue et douloureuse dispute autour du thème était bel et bien finie.

Cependant, des changements se produisent dans le monde, auxquels les anarchistes ne peuvent rester étrangers. Une nouvelle mentalité anti-autoritaire, surgie dans la décennie précédente, s'imposait dans les années 70. On commença à regarder le castrisme pour ce qu'il était, une dictature délirante qui ne représentait pas le peuple cubain, et ceux qui l'avaient appuyé se détachaient peu à peu du gouvernement de La Havane. Cela venait néanmoins trop tard pour les anarchistes cubains, qui non seulement avaient subi les affres de l'exil, de la prison et de la solitude, mais avaient été en outre victimes des préjugés d'une grande partie de leurs camarades.

On aura vu, dans le présent ouvrage, que les anarchistes cubains ont survécu à toutes sortes de persécutions conduites sous les auspices de l'État, des classes

<sup>7</sup> L'article fut reproduit également dans la revue *Itzoké*, porte-parole des exilés bulgares de Paris.

dominantes, puis par le PCC et le régime castriste. Les porte-parole d'idées longtemps majoritaires au sein du mouvement ouvrier de l'île, ont lutté contre le colonialisme espagnol, contre l'ingérence nord-américaine, les magnats de l'industrie du sucre et du tabac, les grands propriétaires terriens et les colons, les industriels et les gros commerçants, les gouvernements de la Première et de la Seconde République, puis, enfin, contre le gouvernement le plus despotique et totalitaire jamais subi par le pays.

Dans la longue histoire de l'anarchisme cubain, ses propagandistes, ses théoriciens, ses orateurs, ses responsables syndicaux, et jusqu'au dernier de ses militants, ont connu des réussites et des échecs, que nous avons le devoir d'admettre et d'accepter. Il y a une chose, cependant, dont nous sommes sûrs : c'est que les anarchistes cubains ont toujours maintenu leur esprit de lutte désintéressée en faveur de Cuba et de son peuple, qu'ils ont été les dépositaires d'une longue tradition de liberté et de justice, unis par une conviction indestructible, et par l'espoir que le siècle dans lequel nous venons d'entrer sera l'aurore d'un monde meilleur, plus solidaire et plus juste.

## Annexe : la revue *Guáragara* et la suite...

Le début des années 80 fut marqué par la publication d'une nouvelle revue trimestrielle de 32 pages, *Guáragara Libertaria*. C'était là l'expression de la plus pure tradition anarchiste : disposer d'un organe pour la diffusion des idées et affirmer qu'il existait toujours un groupe, bien que fort peu nombreux, de militants parmi les exilés cubains qui continuait de résister à la dictature castriste presque vingt ans après avoir quitté le pays. Jusqu'alors, les revues des anarchistes du MLC – *El Gastronómico*, des camarades de la section du syndicat de la restauration depuis 1962 et le *BIL* – étaient publiées à Miami. C'étaient des publications modestes qui ne manquaient pas d'intérêt mais dont la diffusion était limitée. En réalité, une publication plus proche de la mentalité de l'exil cubain et mieux diffusée s'avérait nécessaire. Devant cette évidence, le MLC décida à l'unanimité de publier un nouvel organe qui serait le représentant des façons de voir de l'organisation : c'est ainsi que le projet commença à se cristalliser en novembre 1979.

Les moyens de réaliser ce projet de propagande étaient modestes mais on mobilisa tous les efforts en ce sens. Le MLC voulait surtout améliorer et développer les contacts avec le mouvement anarchiste international. Dans ce but, on se mit en rapport, par courrier, avec les différents contacts qui existaient depuis toujours en Europe, en Asie, en Australie et aux États-Unis afin d'obtenir des collaborations sur le plan économique et intellectuel avec les différentes organisations anarchistes du monde.

Le voyage du délégué du MLC, invité au V<sup>e</sup> Congrès de la CNT-AIT à Madrid entre le 8 et le 16 décembre 1979, ainsi que l'accueil que lui avaient réservé les libertaires espagnols et les autres anarchistes marqua le début des contacts avec l'extérieur.

Très vite, des réponses favorables arrivèrent : celle de Sam Dolgoff depuis New York, de Campá depuis Caracas, de Mestre et Alcón du Mexique, d'Edgar

Rodrigues de Rio de Janeiro, de Grunfeld de Buenos Aires, de Cosme Paules du Chili, de Souchy d'Allemagne, de Sara Guillén de France, de H. Koechlin de Suisse et d'Alfredo Jiménez de Sidney. En Europe, les hésitants gardèrent le silence, les amis et les camarades de toujours montrèrent leur solidarité avec la cause anti-castriste.

*Guángara*, si l'on s'en tient à la définition d'Iglesias, créateur du titre, veut dire, pour les Cubains, « désordre et dispute ». Le premier numéro de *Guángara* vit le jour en janvier 1980 sous la forme d'un numéro collectif : on se passait de directeur afin de montrer qu'on était bien anarchiste et on se servait d'un vocable à la mode ces années-là dans les milieux libertaires. S. Cobo, O. Diéguez, L. Dulzaides, F. Fernández, A. Iglesias, C. Moscu, J. R. Álvarez, A. Castro, M. González et A. Vázquez faisaient aussi partie du collectif. Des articles des rédacteurs, des travaux envoyés par les collaborateurs étrangers, quelques textes traduits de l'anglais et publiés dans des revues et des journaux anarchistes constituaient le contenu de cette première livraison. On y évoquait aussi des figures historiques de l'anarchie, on faisait des critiques de livres, secteur dont Manuel Ferro était responsable, on commentait l'actualité de Cuba et de l'exil cubain.

Jusqu'à son septième numéro de l'été 1981, *Guángara* fut une revue dont la présentation et le tirage – mille exemplaires – étaient modestes. Elle était distribuée uniquement à Miami, sauf cent numéros qui étaient envoyés à l'étranger mais, vers l'automne de 1981, la revue commença à prendre de l'ampleur, en ce qui concerne le tirage comme le nombre de ses collaborateurs. Les anarchistes qui faisaient partie du premier collectif de la revue savaient dès le début qu'il était difficile et dangereux de publier à Miami, centre et repaire de l'anticommunisme le plus primaire, où on pouvait malaisément exprimer une opinion s'écartant du « cubanisme » ou du « patriotisme », fonds de commerce des représentants des organisations anti-castristes qui, au cours des vingt dernières années, ne s'étaient consacrées qu'à défendre leurs intérêts ainsi que des idées caduques, éloignés qu'ils étaient des réalités de Cuba. Par ailleurs, les autorités locales et fédérales surveillaient de près les anarchistes. Pour toutes ces raisons, *Guángara*, au début, portait pour sous-titre : « La revue de la pensée éclectique

libertaire ». Son contenu politique et philosophique, bien qu'anarchiste, reflétait aussi d'autres opinions qui s'écartaient de la doctrine libertaire, mais n'étaient jamais pro-capitalistes, marxistes ou religieuses.

Bien sûr, pour les orthodoxes, pour les apôtres dogmatiques de l'Idée, *Guámgara* pouvait sembler une publication plus littéraire que libertaire mais cela ne constitua pas un obstacle pour en éditer 2 000 exemplaires, améliorer le texte et les gravures et en changer le format.

C'est vers cette époque qu'eut lieu, depuis El Muriel, l'exil de plus de 125 000 Cubains. Il y avait parmi eux plusieurs jeunes aux idées progressistes, anciens marxistes et sympathisants anarchistes, qui intégrèrent le collectif et, d'une certaine manière, en adoptèrent les idées. Lors de l'été 1980, l'arrivée massive de ces Cubains refusant de vivre plus longtemps au sein d'un système qui leur interdisait toute liberté de mouvement et d'expression – il est en effet l'un des plus coercitifs du continent – fut déterminante. Les événements de l'ambassade du Pérou, où plus de 10 000 Cubains avaient demandé l'asile à cause de la répression castriste, furent à l'origine du torrent humain qui se déversa en Floride.

Pendant ce temps-là, à Miami, le peuple était descendu dans la rue. Les anarchistes de *Guámgara* décidèrent alors de participer activement au mouvement en hissant le drapeau noir et en distribuant déclarations et tracts contre le système castriste. On organisa des manifestations massives en divers lieux de la ville. Certains étaient le fait des membres du groupe éditeur de la revue.

Puis, vers le mois de janvier 1982, la revue reçut l'aide de nouveaux collaborateurs, parmi lesquels on peut compter B. García, E. G. Morató, B. Ferrera, Miguel A. Sánchez, Ricardo Pareja et Sergio Magarolas. Grâce à une suggestion de Sam Dolgoff, le MLC décida de transformer l'éditeur principal de *Guámgara* en une association aux buts non lucratifs, l'*International Society for Historical and Social Studies*, située à Miami et dirigée par différents membres du MLC. Cette association permettait d'éviter de payer des impôts et d'envoyer la revue par la poste à un tarif préférentiel à travers tous les États-Unis. Le tirage atteignit dès ce moment les trois mille exemplaires.

À l'étranger, la revue avait reçu un assez bon accueil parmi les milieux anarchistes

de l'époque. Les collaborations depuis l'étranger étaient nombreuses, on commença même à la traduire en français et en italien. On envoyait vers l'étranger environ cent cinquante exemplaires, ce qui représentait une dépense supérieure à ce qui avait été prévu. Mais ce n'était pas un obstacle, d'autant moins que la revue était presque entièrement financée, du moins en ce qui concerne les premiers numéros, par les militants du MLC qui réalisaient là une performance des plus méritoires. Mais il s'agissait d'une publication qui s'était affirmée avec succès dès sa parution dans cette ville dont, d'accord en cela avec les idéologues castristes de La Havane, la réputation conservatrice et « fasciste » n'était plus à faire. On procéda à des envois postaux à des institutions académiques, à des bibliothèques universitaires et nationales, à des librairies, à des sympathisants, à d'autres revues libertaires en anglais ou en espagnol disséminées à travers le pays, à des anarchistes d'obédiences diverses, à divers médias et à la Section d'intérêts cubains à Washington.

Un peu plus assurés sur le périlleux terrains des idées, les articles de *Guámgara* ont commencé à être plus polémiques. Non seulement on attaque sans arrêt Castro mais on s'en prend aussi aux exilés réactionnaires et même au gouvernement de Washington, dirigé par Ronald Reagan. L'absence de propagande et d'imagination politique qui caractérisent les « dirigeants » de l'exil, leur formation religieuse ou pseudo-démocratique, leurs réflexions erronées – parce qu'inspirées par des informations fausses ou bâties de toutes pièces par l'appareil de propagande de Castro ou de ses sbires – se matérialisaient par des prises de position politiques presque toujours inadéquates à l'égard de Cuba. On peut ajouter à tous ces défauts que le désir d'appliquer au pied de la lettre les consignes émanant du Département d'État ou de la CIA leur faisait oublier toute perspective de lutte active contre Castro. Avec vingt ans de recul, nous pouvons aujourd'hui mesurer combien ils se trompaient quant à la politique extérieure des États-Unis et comprendre qu'ils ne furent que des instruments entre les mains de Washington ou de La Havane.

Vers l'automne 1985, la revue pouvait compter sur la collaboration de nouveaux correspondants, Stephan Baciu, à Hawaï, Cosme Paules au Chili, Ricardo Mestre



au Mexique, Abraham Guillén en Espagne, M. A. Sánchez depuis New York et Victor García depuis Caracas. Guillén comme Víctor García étaient bien connus des milieux anarchistes espagnols, leurs collaborations donnèrent à *Guámgara* cette dimension internationale que les militants de l'ALC recherchaient depuis toujours.

García, dans une lettre d'avril 1984 à l'auteur de ces lignes, raconte qu'il avait fait, en 1960, des conférences dans différentes villes françaises et à Londres au cours desquelles il s'était prononcé contre le système communiste qui opprimait Cuba afin de « mettre en évidence le mensonge castriste ». Il avait aussi évoqué Mariano Sánchez Roca, un militant de la défunte République espagnole qui avait fondé à La Havane une maison d'édition fort connue (« Lex ») et qui, banni par le régime cubain, venait d'arriver à Caracas. « Lorsqu'il est passé par ici, après sa fuite de Cuba, Sánchez Roca a été l'un des premiers à m'ouvrir les yeux puisque, pendant quelque temps, j'en étais arrivé à croire aux perspectives révolutionnaires de Fidel. » Ce même Sánchez Roca, ami d'Augustin Souchy depuis la guerre civile espagnole, édita et publia le livre que l'anarchiste allemand avait écrit sur la révolution cubaine et qui avait été interdit par le gouvernement de Castro en 1960. De telles anecdotes parvenaient jusqu'à nous avec vingt ans de retard et nous montraient l'appui mal fondé dont Castro avait joui au début de la révolution castriste.

Vers 1987, *Guámgara* se caractérisait par un tirage plus important, de meilleurs collaborateurs et la publication de numéros spéciaux. Lors de l'effondrement du système marxiste en URSS, *Guámgara* reçut la nouvelle avec jubilation et annonça, malheureusement de façon erronée, la fin imminente du système castriste. Puis, en 1990, la revue a changé de sous-titre pour la dernière fois, adoptant celui de « À la liberté par la liberté ». En 1992, le n° 50 fait l'inventaire de la revue : 225 000 exemplaires, 3 750 tracts, 1 616 pages, 850 articles et des milliers de lecteurs. La revue avait joui d'une durée de vie que personne n'aurait pu prévoir lors de la première parution.

Affirmer que *Guámgara* a gagné le monde à ses idées anti-castristes serait excessif mais nier son impact au sein des exilés cubains serait une injustice. En effet, elle stimula la réflexion et parvint à convaincre des ouvriers, des paysans, des

intellectuels des crimes de Castro et de ses sbires, crimes dont la victime ne fut autre que le peuple cubain.

En restant sur la scène récente de notre histoire, il faut signaler l'existence d'une autre publication anarchiste qui vit le jour à Miami en septembre 1988 sous le titre de *A Mayor*. Elle apparut sous l'impulsion de la Croix noire anarchiste latino-américaine, un collectif intégré par des compagnons cubains, mais aussi, comme l'indique assez le nom du groupe, par des libertaires en provenance d'autres pays du continent. L'initiative prit forme à partir du départ de quelques-uns des membres du comité d'animation de *Guáragara Libertaria*.

Si on s'en tient au témoignage de l'un des participants au nouveau projet éditorial, Gustavo Rodríguez, la sortie de cette publication fut le résultat de « différends internes causés par des différences dans la manière de concevoir le travail en équipe, des problèmes dans les relations personnelles et des désaccords quant à la conception de nos stratégies [...] qui débouchèrent sur le départ successif de plusieurs des membres de *Guáragara Libertaria* »<sup>1</sup>. On retrouve cette interprétation des faits dans une « Lettre ouverte » aux compagnons de *GL*, signée par le même G. Rodríguez, où il attaquait la revue pour ses « compromissions, tantôt avec le pouvoir, tantôt avec des secteurs réactionnaires et autoritaires ». Dans le même numéro de la revue, le comité éditorial répondit clairement à G. Rodríguez. Réfutant ses critiques, il écrivait ce qui suit : « Ce qui se passe, en réalité, c'est qu'on a affaire en l'occurrence à un vide générationnel, auquel vous-mêmes n'échapperez pas, pas plus que n'y échappèrent les anarchistes des générations antérieures [...]. En fin de compte, il ne doit pas y avoir de soupçons de déviations, de "concessions, positions tièdes, peur et laisser-aller", non seulement parce que notre intention est "honnête et sincère" mais aussi parce que nous avons derrière nous l'aval de quelques années de lutte pour la liberté sans avoir jamais failli ni cherché un quelconque bénéfice personnel.<sup>2</sup> »

*A Mayor*, une revue de 16 pages au format tabloïde, tirée à 1 000 exemplaires et

<sup>1</sup> Le texte cité entre guillemets est tiré du « Mémoire » envoyé par Gustavo Rodríguez à l'auteur.

<sup>2</sup> *Guáragara Libertaria*, printemps 1991, n° 6, p. 30-31.

présentée comme « une publication mensuelle d'orientation anarchiste » était, à l'origine, éditée en langue espagnole dans le but de « diffuser la pensée libertaire et maintenir l'aide à tous les prisonniers politiques et déportés du monde ». Le collectif de cet organe de contre-information était intégré par Silvio Ambrogì, Miguel Correa, Abelardo Iglesias, Carmen Junqueira, Julio Pino et Gustavo Rodríguez. Parmi ses correspondants figuraient Bill Meyers, en Californie, Matías Montes Huidobro à Hawaï et Ángel Nieves du pénitencier d'Auburn en Californie. Le premier numéro dénonçait « les mauvais traitements et les tortures dont sont victimes des prisonniers politiques, anarchistes et autres, à travers le monde » et on y demandait leur libération à la Grande-Bretagne, l'Irlande, les États-Unis, le Japon, le Canada, l'URSS, la Pologne et l'Espagne.

Un an plus tard, à l'été 1989, le format de *A Mayor* fut transformé, la revue passa à 48 pages. Par ailleurs, elle tirait à 5 000 exemplaires, et les articles étaient rédigés en anglais et en espagnol. Arístides Falcón, Benito García et Leonor Rodríguez rejoignaient la rédaction. À partir de ce numéro, de nouveaux correspondants apparaissent : Lourdes Morales à Porto Rico, Ricardo Mestre à Mexico, Xavier Echevarría au Pays basque, Malgorzata Tartasiewicz en Pologne et Youri Popov en URSS. Plusieurs détenus de prisons américaines, espagnoles ou cubaines font partie du lot. La revue était traduite par Ron Taber en langue anglaise et elle était presque en totalité consacrée à la situation des détenus politiques dans les prisons du monde entier.

Depuis Cuba, Ariel Hidalgo dénonçait clandestinement le système castriste et on donnait la parole à un groupe contestataire existant au sein même de l'île, le groupe Zapata, correctement identifié comme « mouvement agro-syndicaliste autogestionnaire », qui allait subir la persécution, la prison et les tortures de la part des autorités castristes.

Après ce second numéro de *A Mayor*, le comité de rédaction « décide d'appeler à la naissance d'un journal anarchiste continental » pour 1988 et, suivant les accords de l'assemblée du Minnesota et de la rencontre de Toronto, en 1989, on accepte l'idée d'un journal bilingue édité à l'échelle continentale qui porterait le titre de *Rage*. Au cours d'une réunion ultérieure, qui eut lieu à Chicago cette fois-

ci, on choisit de baptiser la nouvelle du nom de *Amor y Rabia* (*Love and Rage*), avec le même format, le même tirage et le même nombre de pages que *A Mayor*.

D'après Rodríguez, « la participation des compagnons/compagnes cubain(e)s fut déterminante pour l'édition bilingue du nouveau périodique ».

Dès lors, le comité de rédaction de *A Mayor* décida de suspendre la publication et rejoindre le projet de *Amor y Rabia*. En 1990, les rédacteurs de cette nouvelle revue, devenue le porte-parole des groupes anarchistes nord-américains, appellent, dans ses colonnes, à la formation d'un Bloc noir ou Black Block, en tant que représentation libertaire dans les manifestations contre la guerre du Golfe.

Enfin, au cours du congrès de *Amor y Rabia* qui a lieu du 26 au 29 novembre 1992 à Atlanta (Georgie), « la présence des compagnons/compagnes de l'ex-groupe *A Mayor*, à présent intégrés dans le réseau *Amor y Rabia*, se révéla décisif [...]. On parvint à tomber d'accord sur une édition de *Amor y Rabia* exclusivement en espagnol, en renonçant à la modalité bilingue publiée jusque-là, et en faisant paraître deux éditions simultanément (anglais et espagnol) ». Peu de temps après, *Amor y Rabia* serait éditée dans la ville de Mexico de façon autonome, étendant son rayon d'influence sur toute l'Amérique latine. L'édition mexicaine fut lancée en janvier 1993 et s'acheva en septembre 1997, après 27 numéros.

## Réalité et réflexion

L'échec socio-économique évident de la révolution cubaine n'a été vraiment perçu que vers le milieu des années 70. Pendant les années 60, Cuba jouissait de richesses suffisantes, fruit des réserves monétaires des gouvernements antérieurs : des crédits internationaux, une monnaie solvable, des devises étrangères, une production industrielle exportable (sucre, tabac, etc.). Ce pouvoir économique, héritage du système capitaliste désormais défunt, allait servir à maintenir le régime castriste sur le plan économique pendant la première décennie du nouveau système « socialiste » qui avait débuté en 1961.

Les idées mises en pratique dès ces premières années d'aventure économique, d'inefficacité révolutionnaire et d'échec des projets sociaux, s'inspiraient toutes du « marxisme scientifique » : centralisation et nationalisation de toutes les grandes industries, des entreprises, de la terre et du commerce, qui se trouvaient entre les mains de la grande et de la petite-bourgeoisie cubaines, au cours d'un processus voué dès le début au totalitarisme. Le discours révolutionnaire correspondait, ou devait correspondre, au fameux concept léniniste de « centralisme démocratique ». C'est ainsi que toute la vie socio-économique de Cuba tomba entre les mains du PC et que, comme cela était déjà habituel en Europe, tous les pouvoirs émanant de l'État se retrouvèrent sous la responsabilité du Bureau politique et du Comité exécutif, et ce aux niveaux les plus hauts.

Le premier projet auquel s'attela le nouvel État socialiste visait à remplacer le système de la monoculture (qui, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, rendait toute l'économie dépendante de la production de la canne à sucre) par un plan gigantesque d'industrialisation rapide et une diversification agricole. Une fois rompues les relations avec les États-Unis et les effets du blocus commercial imposé par le gouvernement américain commençant à se faire sentir, il n'était pas difficile d'imaginer que les nouvelles mesures n'allaient pas permettre de revenir aux

modèles économiques d'antan. Et telle était justement l'idée du gouvernement de Castro.

En même temps qu'on s'écarte de la monoculture, on développe la plantation de différents produits agricoles et on met fin au commerce avec le voisin du Nord. Le gouvernement castriste se tourne vers l'Est et établit des relations directes et amicales avec l'Union soviétique, un pays avec lequel Cuba était en relations diplomatiques – depuis 1933 – mais aussi commerciales. Dès lors, l'Union soviétique va jouer le rôle que les États-Unis s'étaient réservé pendant des décennies.

Les premières victimes de cette époque de transition entre une économie qui se pliait aux règles du capitalisme, à la libre entreprise et au consumérisme, et un système d'inspiration léniniste – ou, du moins, son interprétation tropicale –, furent les travailleurs cubains, à commencer par les ouvriers et les paysans. Cette transition allait de pair avec des conditions de travail qui évoquaient le colonialisme espagnol de la pire époque.

Les heures supplémentaires étaient dites « volontaires » : il s'agissait de « construire », disait-on, un système auquel nul ne comprenait rien et que l'on caractérisait de « socialiste ». Il y avait les « dimanches rouges » consacrés au travail agricole et auxquels prenaient « volontairement » part les élèves des écoles, sans rémunération aucune. Parmi les buts à atteindre, il y avait aussi celui d'« éradiquer le chômage » : avec de telles méthodes, il est inutile de dire que le succès fut total. Curieusement, ce véritable « triomphe » révolutionnaire des débuts n'est jamais mentionné.

En même temps que l'on menait à terme ces plans économiques délirants, il devenait de plus en plus difficile d'acquérir les articles indispensables à la vie quotidienne : c'est pourquoi le gouvernement fut obligé de créer les tickets de rationnement grâce auxquels chaque citoyen avait droit à une certaine quantité de vêtements et de nourriture, qui d'ailleurs n'était pas toujours garantie par l'État. Le mécontentement fut rapidement contrôlé grâce aux CDR et avec la collaboration des services de sécurité de l'État. Mais très vite, le gouvernement comprit que ces mesures économiques appliquées trop rapidement devenaient un casse-tête et décida donc d'une orientation différente.

On prit alors en considération les propositions d'Ernesto Guevara : compléter

« la collectivisation des moyens de production » en créant un système qui éviterait à tout prix les « attraités matériels » et obligerait les Cubains à devenir des « hommes nouveaux », sans égoïsme, honnêtes, solidaires, d'une « conscience révolutionnaire supérieure », rendant possibles tous les sacrifices pour construire une société socialiste. En 1968, afin d'illustrer une « offensive révolutionnaire », tous les petits commerces qui existaient encore furent nationalisés par le gouvernement dans le but de liquider à jamais l'odieuse « petite-bourgeoisie » qui s'obstinait, envers et contre tout, à « s'enrichir personnellement ».

Malgré ces mesures qui menaient l'économie cubaine vers un désastre total, le castrisme pouvait compter sur la confiance d'une partie des couches populaires. La situation changea de façon frappante après l'échec de ce qu'on appela *la zafra de los 10 millones* (la récolte de dix millions de tonnes de canne à sucre). En effet, on commençait à comprendre en URSS que les premières tentatives pour supprimer la monoculture et industrialiser rapidement Cuba avaient été de monumentales erreurs. L'URSS, usant pour cela de la prérogative que lui conférait son rôle d'acheteur le plus important, « suggéra » au gouvernement cubain de revenir aux anciennes méthodes relatives à l'approvisionnement et l'industrialisation de la canne à sucre. Parmi d'autres aberrations, on se mit donc à tailler des arbres, détruire des champs, réduire d'immenses superficies destinées à l'élevage. De la sorte, en bien des endroits du pays, l'équilibre écologique se trouva altéré et des modifications irréparables du milieu naturel se produisirent, entraînant en particulier l'augmentation de la salinité des rivières et des marigots. Ce mépris à l'égard de l'écosystème n'est toujours pas surmonté actuellement.

En dépit d'une mobilisation militaire sans précédents pour planter, couper et mouliner la canne, et malgré la destruction des forêts et des pâturages en vue d'une plus forte récolte, l'objectif des dix millions ne fut jamais atteint. L'échec fut cuisant pour le gouvernement. Quant aux *zafras* qui suivirent, elles restèrent aussi bien en deçà des résultats escomptés. Le pays était épuisé sur le terrain agricole et économique pour presque dix ans. Comme Fidel Castro rejeta sur le peuple cubain la responsabilité de l'échec le plus gigantesque que l'île ait jamais essuyé, celui-ci commença à s'éloigner du gouvernement.

De Moscou, la bureaucratie soviétique avait compris que le projet agricole cubain ne produisait pas les dividendes espérés et, comme il est d'usage dans ce genre d'affaires, elle doubla ses investissements. Les statistiques de l'époque donnent une idée de l'implication de l'URSS dans les affaires cubaines. Il ne s'agissait plus de fusées ou d'armes atomiques : la protection russe se matérialisait alors par des investissements économiques d'une ampleur inimaginable pour un pays comme Cuba. La moyenne annuelle entre 1961 et 1970 de l'aide en question atteignit environ 327 millions de dollars. Elle augmenta considérablement entre 1971 et 1980 pour atteindre les 1 573 millions, soit quatre fois plus que la somme investie au début.

Mais, malgré l'aide russe, le mécontentement populaire ne cessait de grandir, au grand dam des gardiens du système. Dans les années 70, le désenchantement du peuple face aux promesses trompeuses des dirigeants commença à se transformer en protestations contre la répression croissante, les peines de prison et l'exil. Pour avoir une meilleure idée de la répression de cette époque, les données statistiques à notre portée signalent la construction, partout dans l'île, de nouveaux centres de détention. Pour construire ces différents établissements pénitentiaires, les autorités recouraient à la main-d'œuvre incarcérée elle-même. On calcule que, vers 1984, il y avait à Cuba 144 prisons pour une population carcérale de plusieurs dizaines de milliers de prisonniers politiques et de droit commun. Les dernières statistiques indiquent qu'en 1998 il y avait 168 prisons. On y trouvait, en particulier, ces Cubains qui avaient tenté de fuir vers la Floride par voie maritime. À cette date, Cuba restait le seul pays où était passible de prison quiconque tentait d'en sortir ou d'y entrer. On y condamnait aussi ceux qui étaient en possession de dollars.

Mais l'aventurisme économique du régime n'est pas la seule plaie que le peuple ait eu à subir. Il faut parler aussi de l'expansion politique des idées castristes et des consignes concernant l'Amérique latine et surtout l'Afrique. En accord avec la politique de « libération nationale », on avait créé à travers tout le continent américain une armée de « guérilla », urbaine ou non, qui devait transformer le système politique dans presque tous les pays au sud du Río Grande. La guerre de guérilla, dont les inspireurs étaient le duo Guevara-Castro, rendit le continent



exsangue. Elle fut à l'origine de la prise de pouvoir par des bandes de fantoches à uniforme, en engendrant en peu d'années toute une collection de dictatures militaires qui se livrèrent à des enlèvements, à des pillage, à des crimes et à la « disparition » de leurs ennemis voire de citoyens innocents. Tout cela eut lieu dans des pays civilisés où existait une longue tradition de respect des droits civils et de la vie humaine, et cela se fit en représailles contre la violence planifiée, financée et soutenue depuis La Havane par le gouvernement « socialiste » cubain.

En Afrique, la violence eut des caractéristiques plus graves. L'intervention militaire de Cuba en Algérie, au Congo, en Éthiopie, au Soudan et en Angola, dans laquelle se sont trouvés entraînés des milliers de soldats cubains pendant plus de dix ans, a valu au pays des pertes considérables. Les troupes cubaines ont été mêlées à des soulèvements, à des coups d'État, des guerres civiles et même des guerres non déclarées. Elles ont participé à des crimes lors de conflits tribaux, réprimé des populations sans défense, commis massacres et pillages. Les mêmes soldats cubains qui s'étaient battus pour l'indépendance de la Namibie contre les troupes régulières d'Afrique du Sud, ont exterminé des villages entiers en Angola ou en Éthiopie.

Cette longue liste d'injustices commises à l'intérieur et à l'extérieur du pays par la volonté du gouvernement castriste a semé le doute dans l'esprit des Cubains qui appuyaient encore le régime, un sentiment qui les a menés à une sorte d'inertie qui a débouché, à son tour, sur une irrémédiable déception dont ils n'ont pas toujours compris l'origine. En réaction à ces souffrances, une idée a surgi, qui n'a plus abandonné les esprits : quitter le pays le plus vite possible. Cependant, l'entreprise est rendue difficile par la Constitution de 1976, qui refuse aux citoyens le droit de se rendre librement à l'étranger. En vérité, il n'était nul besoin que la nouvelle Constitution oblige les Cubains à rester dans leur petit enfer particulier : l'interdiction qui leur a été faite de quitter l'île était en vigueur depuis bien longtemps déjà.

La première explosion populaire contre le régime a lieu le matin du 4 avril 1980 lorsqu'un petit groupe de Cubains entre dans l'ambassade du Pérou pour

demander l'asile politique. Le gouvernement péruvien refuse de livrer les Cubains qui se trouvent sur son territoire. En représailles, le gouvernement cubain retire aux Péruviens la garde de leur ambassade. Une foule de plus de 10 000 personnes, défiant ainsi le système qui les opprime, demande à son tour l'asile auprès de l'ambassade du Pérou.

Conscientes du danger que supposait une protestation généralisée de ce type, dont l'île entière allait être informée très vite, les autorités décidèrent, après un discours du *líder máximo*, de permettre à tous ceux qui le désiraient de quitter le territoire. En dépit du contrôle du gouvernement et de l'attitude violente de nombreux Cubains qui injuriaient tous les candidats au départ, on assista à un exode aux proportions gigantesques : en l'espace de quelques semaines, plus d'un quart de million de personnes émigra vers la Floride à bord d'embarcations fournies par leurs compatriotes exilés à Miami. L'événement eut un écho international : les médias de la presque totalité du monde se donnèrent rendez-vous à Cuba pour témoigner de l'exode le plus massif de l'histoire du continent. Pour le régime, l'événement supposa une véritable déroute sur le terrain de la propagande dont il aurait le plus grand mal à se remettre, en dépit de tous les efforts des moyens de désinformation castristes qui étaient parvenus jusque-là à présenter une image idyllique du régime établi.

Après ces événements, celui-ci parut trouver une certaine stabilité – au moins sur le plan économique –, bien que le climat social ait continué à se détériorer. Les statistiques disponibles jusqu'en 1985 montrent que l'assistance fournie par l'URSS à cette époque contribua de façon notable à l'équilibre de la balance commerciale du pays : de 1981 à 1985, le total de l'appui économique de l'URSS à Cuba s'éleva à 22,658 milliards de dollars, soit une moyenne de 4 milliards de dollars par an. Ces chiffres gigantesques représentent l'aide la plus importante jamais reçue par Cuba tout au long de son histoire et ils donnent une bonne idée de l'engagement du Kremlin aux côtés de la petite île des Caraïbes.

Les résultats des premiers 25 ans du régime étaient donc on ne peut plus clairs : l'économie cubaine dépendait entièrement de l'URSS. Quant au pouvoir politique, il était sous la coupe d'un seul homme, lequel ne permettait aucun type de critique,

malgré l'existence de la Constitution socialiste de 1976 – dont personne ne semblait plus se soucier – qui garantissait pourtant quelques droits humains élémentaires. Une fois qu'ils eurent rompu le pacte social avec l'État, un grand nombre de travailleurs s'employaient à le saboter. Ceux qui ne pouvaient pas s'échapper de l'île essayaient de survivre en en faisant le moins possible, depuis les ouvriers du bâtiment jusqu'aux travailleurs du secteur agricole, dont la production se réduisait de manière alarmante.

Ces symptômes étaient connus du régime, comme on put le constater après le XXXIX<sup>e</sup> Conseil national de la CTCRC tenu en octobre 1979, quand les dirigeants castristes du syndicat ouvrier firent allusion à « une série de graves altérations de la vie économique cubaine ». Les bonzes de la CTCRC accusaient les ouvriers d'« indiscipline, de vols et de négligence ». L'analyse de la situation économique cubaine se concluait par une série de statistiques réellement étonnantes. On y révélait, en particulier, que « sur une population active de 1,6 million, il n'y a pas plus d'un demi-million de gens qui produisent vraiment », soit un peu moins d'un tiers du total.

Ces données, qui figurent dans le « Rapport final du Conseil » sont des plus révélatrices. Elles disent clairement que, pour une raison ou une autre, la majorité des ouvriers du pays se refusent à travailler à la *construction du socialisme* en dépit des consignes permanentes lancées par les plus hauts responsables du régime et répétées jusqu'à satiété par tous ses médias. Les Cubains, à l'évidence, avaient perdu la foi en la « révolution » et ils allaient perdre aussi leur confiance en leur patrie.

En 1982, l'État promulgua une loi d'investissements qui devait permettre à des sociétés d'autres pays d'investir à Cuba. Cette mesure économique rappelle la solution qu'apporta le théoricien russe Preobrajenski à la crise des années vingt en URSS en vue de freiner les mesures révolutionnaires, et elle connaîtrait le plus grand succès.

Il n'en alla pas de même avec les marchés libres paysans : l'État permit la vente de produits comestibles non compris dans le carnet de rationnement aux paysans qui souhaitaient vendre à la population les produits frais et variés que l'État ne

pouvait plus lui fournir, mais cette expérience, réalisée à petite échelle, fut rapidement interdite par le gouvernement, qui craignait que, en contradiction avec les principes de la révolution de 1959, ces marchés ne suscitent la création d'une petite-bourgeoisie.

La crise sociale et politique connue par l'URSS à la fin des années 80, puis l'effondrement, en 1991, du système imposé au peuple russe par Lénine et ses successeurs, eut, comme on pouvait s'y attendre, de terribles conséquences tant pour l'économie cubaine que pour la société censément socialiste. Les derniers envois d'aide économique à Cuba s'élevaient à plus de 5 milliards de dollars par an, un chiffre aberrant pour un système qui était en train de sombrer irrémédiablement. Le castrisme décida que, pour surmonter le désastre, il fallait changer de politique économique et entrer dans une ère nouvelle, dite la « période spéciale », où on doit remédier à une situation encore plus chaotique que les antérieures et améliorer un niveau de vie presque inférieur à ceux du Tiers-Monde.

Le régime prit des mesures encore plus arbitraires contre le peuple, en promulguant des lois pénales, à l'évidence de nature politique. Afin d'éviter toute similitude avec le syndrome de Bucarest, c'est-à-dire l'exécution du dictateur par les services de Sécurité de l'État, il fit fusiller le général Ochoa<sup>1</sup>, héros des guerres africaines, parce qu'on doutait de sa fidélité. Au même moment, il tenta de se rapprocher de la communauté cubaine de l'étranger, en particulier de celle des États-Unis, allant jusqu'à accorder des autorisations de visite à Cuba et des aides directes aux familles restées sur place. Il lança une campagne diplomatique à tous les niveaux afin d'établir, ou de développer, une certaine coopération économique avec les pays capitalistes qui seraient favorables à la dictature.

<sup>1</sup> Arnaldo Ochoa, général de division et chef de la mission militaire en Angola, fut condamné à mort, puis fusillé le 13 juillet 1989. Antonio de la Guardia, colonel des troupes spéciales, est fusillé ce même jour, en compagnie d'Amado Padrón et Jorge Martínez. Patricio de la Guardia, frère d'Antonio, général de division du ministère de l'Intérieur, est condamné à trente ans de prison. Enfin, au mois de septembre 1989, José Abrantes, général de division et ministre de l'Intérieur, est arrêté et emprisonné, et meurt peu de temps après de façon mystérieuse.

C'est à ce moment aussi – ce qui met en évidence l'échec économique du socialisme castriste – qu'on a ouvert de nouveau les marchés et qu'on a toléré quelques tentatives timides de commerces individuels où les transactions se faisaient en dollars, ce qui était passible de prison peu de temps auparavant. Cette mesure avait pour seul but d'avoir un moyen de contrôle sur les dollars que les Cubains de l'extérieur envoyaient à leurs familles. Le montant de ces transactions allait bientôt atteindre les 800 millions de dollars par an, soit bien plus que celui des dernières *zafras*, puisque l'industrie sucrière était en plein déclin.

Et tandis qu'on célébrait à l'envi les succès obtenus dans les domaines de l'éducation et de la santé, les différences de classe allaient s'accroissant entre la direction castriste, les Cubains qui recevaient des dollars depuis l'étranger et les ouvriers qui touchaient leurs salaires en pesos dévalués. De nouveau, le désespoir et l'épuisement éclataient parmi les défavorisés et, une fois de plus, les plus téméraires décidèrent de quitter le pays illégalement et de traverser le détroit de Floride sur de frêles embarcations, au risque de leur vie<sup>2</sup>. On pourrait presque y voir une forme de suicide. Du reste, d'après les statistiques, Cuba détient l'une des premières places au palmarès des suicides : c'est là un autre succès de la révolution.

Pendant ce temps, se trouve confirmée la fin d'un système économique qui avait fait son temps et ruiné le pays. Afin de se maintenir pendant quelque temps encore au pouvoir, Castro remplace le « socialisme » par un capitalisme d'État, une imitation du néo-fascisme chinois où les investissements étrangers, en accord avec les États-Unis, dominent les moyens de production et les services. Les ouvriers et employés du secteur du tourisme, issu de l'association de l'État cubain avec des investisseurs espagnols, touchent leurs salaires en pesos cubains (le change actuel

<sup>2</sup> L'incident le plus dramatique se déroula au cours de l'été 1994. Un remorqueur qui emmenait plus de 70 personnes vers la Floride fut arraisonné le 13 juillet de cette année. Comme personne ne souhaitait retourner à La Havane, les garde-côtes s'en prirent à l'équipage et aux passagers et finirent par faire couler l'embarcation, provoquant la mort de 41 personnes, dont des femmes et des enfants. Les survivants, au nombre d'une trentaine, furent emprisonnés. L'ordre d'attaquer avait été donné par Fidel Castro en personne.

est de vingt pesos pour un dollar), ce qui leur interdit l'entrée dans le monde de la « dollarisation ». Les gens du peuple, qui travaillent rarement dans ce secteur, n'ont pas le droit de pénétrer dans les hôtels ou de se rendre sur les plages réservées aux touristes étrangers, ce qui crée une sorte d'apartheid social.

La révolution avait déçu les espérances dont elle était porteuse, devenant, en quarante ans, une tyrannie criminelle. Il faudrait que nous nous demandions pourquoi ce projet qui promettait les libertés civiles, politiques et sociales, un gouvernement juste et honnête et une répartition équitable des richesses, a échoué si lamentablement, en dépit de l'appui populaire immense et du soutien international dont il a longtemps bénéficié. On pourrait expliquer cette énigme de plusieurs façons, mais il nous semble que deux facteurs ont été déterminants : d'une part, l'orientation du programme adopté par les nouveaux dirigeants cubains et la vitesse à laquelle il fut mis en pratique, et, de l'autre, les agressions continuelles contre les droits fondamentaux des Cubains, en particulier contre leur liberté.

En ce qui concerne la transition entre le capitalisme existant à Cuba avant la révolution et le pseudo-socialisme autoritaire par lequel il a été remplacé, on peut dire que la vitesse imprimée au processus a été une des raisons principales de l'échec. Les *barbudos* étaient tellement pressés d'imposer leurs idées qu'ils ne se posèrent jamais la question du passage d'un système à un autre. Au lieu de remettre les ateliers et les usines aux mains des ouvriers, à l'instar de ce que défendaient les anarchistes de l'époque, le gouvernement décida de nationaliser toutes les grandes entreprises, les industries, les banques, etc., et de mettre à leur tête des gens proches du gouvernement, mais souvent dépourvus des connaissances nécessaires à leur bon fonctionnement.

La seconde raison, peut-être plus décisive que la première, fut l'établissement d'une dictature militaire révolutionnaire encore pire que la précédente, qui s'accompagna de la création d'un système violent de répression, capable de contrôler, d'emprisonner et, au besoin, de fusiller une partie importante de la population. La dictature n'a pas hésité, par ailleurs, à infliger de mauvais traitements aux prisonniers politiques et à recourir à la torture plus souvent encore que ne le fit le gouvernement antérieur. Le liberticide commis par Castro

à l'encontre d'un peuple qui s'était toujours illustré par son amour de la liberté, a été la conséquence inévitable de l'instauration du régime dit « communiste » sur l'île. Un peuple enchaîné et agenouillé ne peut pas participer à une victoire sur le plan social et politique. Tout au contraire : c'est même pour cela que l'utopie autoritaire de Marx n'a jamais triomphé nulle part.

Pour leur part, les anarchistes qui, comme on a pu le voir dans les pages du présent ouvrage, ont combattu tout au long de leur histoire, tant contre le système de classes établi par la « saccharocratie » que contre l'instauration du pseudo-socialisme de Castro, furent les premiers à comprendre et à dénoncer le processus en cours à partir de 1960. Et, quand il existait encore des doutes quant à la nature du régime, ils essayèrent – hélas, sans succès – de détacher le mouvement ouvrier du gouvernement en place. Le voyage de Souchy à Cuba et l'analyse qu'il fit du nouveau régime dans sa brochure *Témoignages sur la révolution cubaine*, puis la déclaration publique de l'ASL, parue également en 1960, et enfin le livre d'Abelardo Iglesias publié en 1963 montraient clairement quelle était la position des libertaires à ce moment-là et quelles étaient leurs souhaits révolutionnaires face au gouvernement.

Alors que chaque jour qui passe nous rapproche de la fin du castrisme, et si on tient compte de ce que les idéaux anarchistes élaborés dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle se heurtent de front à une société qui, principalement sous l'impulsion des avancées techniques, a énormément changé depuis, il nous semble qu'une révision et une ré-élaboration de ces idéaux s'impose. Mais cela ne signifie pas le moins du monde qu'on doive renoncer à la plupart des idées de l'anarchisme et encore moins à ses idéaux les plus élevés. Il est temps de penser à une nouvelle ère de liberté pour Cuba qui puisse relancer une diffusion efficace des idéaux anarcho-syndicalistes et de l'éthique prolétarienne en recourant aux moyens les plus modernes et accessibles de la technique. La vieille devise de l'AIT : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » est aussi valable aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque de Bakounine. La solidarité internationale des différents secteurs anarchistes, anarcho-syndicalistes, libertaires, etc., est un facteur important pour la construction d'une future organisation ouvrière,

mais elle ne doit pas être indispensable. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui devront lutter pour leurs revendications sociales et, dans ce but, organiser eux-mêmes leurs propres syndicats.

Durant plus de 40 ans, les anarchistes se sont opposés au système en place à Cuba. Leurs premières prises de position contre la dictature, en 1960, parlaient clairement de liberté pour les syndicats ouvriers, de communes libres, de coopératives agricoles<sup>3</sup>, d'industries autonomes, de collectivités paysannes et ouvrières, etc. Le document de l'ASL reflète l'opposition des libertaires au centralisme, à la violence, au militarisme et à l'impérialisme : on trouve là les raisons principales de leur refus du gouvernement révolutionnaire et c'est là aussi que sont les causes principales de l'échec de celui-ci. Au cours de ce nouveau siècle, nous devons continuer à défendre ces principes, comme nous l'avons fait tout au long du dernier.

L'anarchisme n'est pas mort à Cuba, pas plus que les propositions qu'il inspire, malgré ce qu'en disent tous ceux qui ignorent ou déforment l'histoire du mouvement libertaire cubain et souhaiteraient voir disparaître ses idées d'émancipation sociale de l'« agenda » du pays. Ces gens-là se trompent lourdement. Avec Lénine et Staline, le marxisme a cessé d'être une utopie. En revanche, l'anarchisme, grâce à sa tradition de lutte, ses sacrifices et ses morts, l'est resté. Et il importe peu que certains déclarent que les rêves visant à changer le monde sont irrémédiablement morts. Nous pensons, bien au contraire, que les idées libertaires gardent leur vigueur et qu'elles tirent leur force du sang des générations précédentes.

Anselmo Lorenzo a dit un jour : « Ce dont on a besoin avant tout pour être

<sup>3</sup> On sait qu'il existe des coopératives paysannes en différents points de l'île. Respectées par le gouvernement, principalement parce qu'elles sont implantées dans les montagnes, elles ont été créées afin d'impulser l'entraide entre les paysans. Ce type de coopératisme, mentionné par Souchy dans sa brochure, qui a servi non seulement à alimenter ceux qui en sont partie prenante mais a permis aussi la vente de produits dans les villages des alentours, a donné de bons résultats dans le cadre d'un système qui s'est caractérisé par sa totale inefficacité dans l'agriculture. Établies au début du XX<sup>e</sup> siècle d'après les critères de l'anarchisme rural, elles peuvent être d'une grande utilité pour le futur du pays.



anarchiste, c'est d'être juste. » Nous ajouterons à cela qu'il convient aussi d'être optimiste. L'optimisme est indispensable si l'on veut récupérer le terrain perdu. Il est nécessaire, d'un point de vue psychologique, si l'on veut s'atteler à la reconstruction des idées anarchistes, qui sont partie intégrante du tempérament des Cubains. Mais il ne faut pas négliger d'autres aspects du désastre et de la confusion idéologique dont notre jeunesse a souffert. Les marxistes ont toujours insisté sur la nécessité d'une « élite » ou d'une « avant-garde » révolutionnaires qui, sitôt installée au pouvoir, conduirait le peuple vers le socialisme en lui faisant emprunter le bon chemin, scientifiquement choisi. Comme dans presque tous les pays où on les a mises en pratique, les idées de Marx, d'Engels et de Lénine ont conduit à l'échec. À Cuba, les dirigeants marxistes n'ont jamais pris en considération les spécificités des Cubains : c'est la raison pour laquelle les tentatives de créer un « homme nouveau » étaient vouées à l'échec.

Pour toutes ces raisons, nous devons tenir compte du tempérament de ces êtres maltraités, humiliés, emprisonnés, obligés de quitter leurs proches et leur peuple. Pendant deux siècles, les Cubains ont lutté pour leur liberté et ils ont montré à quel point ils l'aimaient. En cherchant à se débarrasser du joug espagnol, certains ont emprunté les voies de la violence et de l'insurrection, d'autres ont exigé des réformes et la plupart se sont battus pour obtenir une forme de gouvernement qui serait meilleure que le modèle espagnol. L'échec de deux Républiques à demi indépendantes des États-Unis, les gouvernements corrompus ou criminels comme ceux de Machado et Batista n'ont pas eu raison de la génération qui s'est formée vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et a mené sans discontinuer le combat pour la justice et la liberté de notre peuple. Les humiliations et la déroute que leur a infligées Castro ont mis un terme au processus que nous pouvons qualifier, sans exagérer, de libertaire ou, du moins, de libérateur. La dictature de Castro, avec ses caractéristiques marxistes, a été une leçon pour bien des Cubains : elle leur a appris à ne plus soutenir quelque dirigeant que ce soit. Quant aux anarchistes, ils garderont en mémoire la phrase de Kropotkine : « Toutes les révolutions engendrent des tyrans. »

L'identité du Cubain est aussi le résultat de circonstances sociales et morales qui

lui permettent d'être sensible, instinctivement, aux idées anarchistes. Indifférent à l'égard de l'État, il est en révolte permanente contre l'autorité et ses représentants, politiques ou religieux, et en opposition systématique contre tout type de loi ou de règlement qui tenterait de contrôler son existence. Mais si ces affinités avec l'anarchisme sont plus instinctives qu'objectives, il n'en reste pas moins que les Cubains ont tendance, en général, à défier l'autorité, à ne pas se plier aux lois de l'État ou de l'Église. Il n'y a eu que trois exceptions : le 20 mai 1902, le jour de la proclamation de la Première République ; le 12 août 1933, lors de la fuite du tyran Machado ; le 1<sup>er</sup> janvier 1959, enfin, quand le peuple apprit la fuite de Batista et se rangea aux côtés des nouveaux dirigeants révolutionnaires.

Le gouvernement castriste est conscient de ces caractéristiques cubaines. C'est précisément pour cela que, dès le début, Castro a imposé à ce peuple joyeux et plein d'entrain une société de terreur. La peur, qui s'est emparé de tous, a mis fin à l'amour de la liberté propre au peuple cubain. Cuba, aujourd'hui, est devenu un pays où l'on tente de survivre dans le cadre d'une atmosphère d'oppression infinie : c'est ainsi que Castro a pu garder le pouvoir pendant si longtemps.

Certains défauts du peuple cubain trouvent leur origine dans le passé colonial, d'autres sont l'expression des frustrations provoquées par l'histoire des Républiques. Les plus graves, à mon sens, sont le résultat de la dictature castriste. Par exemple, on assiste ces derniers temps à une recrudescence du racisme chez les Blancs comme chez les Noirs. Dans les zones rurales, l'indifférence et l'indolence règnent et sont le résultat d'un niveau de rémunération du travail dans les plantations de canne aussi faible aujourd'hui qu'au cours des périodes antérieures de la République. Les ouvriers et les paysans refusent de travailler plus qu'il n'est nécessaire pour survivre, surtout au sein d'une société qui valorise davantage les dollars provenant du tourisme que ceux qu'elle tire de ses produits d'exportation. De nombreuses familles vivent de l'aide qu'elles reçoivent de l'étranger, surtout des États-Unis, et de la différence entre le cours du peso et celui (légalisé) du dollar : elles n'ont donc pas besoin de trop travailler et ne produisent plus rien.

En ce qui concerne les idées, les Cubains reçoivent dès l'enfance des leçons de « socialisme scientifique » au goût tropical et attribuées à Marx et à Lénine, mais

on peut dire qu'il n'existe personne à Cuba qui prenne au sérieux cet enseignement même si le sujet n'est jamais abordé par crainte de représailles. Ce « socialisme tropical », qui fonctionne grâce aux dollars américains et au commerce avec tous les pays capitalistes du monde, tente de mettre en pratique, pour son propre compte, une fausse « égalité » dont l'existence est purement fictive. La propagande répète néanmoins, envers et contre tout, que les Cubains sont heureux de cette dictature qui a accumulé les succès sur le terrain de l'éducation, de la santé et du sport.

Au cours des dix dernières années, à la suite de la diminution de l'aide russe, on a vu augmenter le chômage, le système gratuit de santé publique a subi des restrictions et la rareté des médicaments est devenue alarmante. Quant à l'enseignement de masse pour les étudiants, il s'accompagne obligatoirement d'une complicité avec le système de « travail agricole volontaire », qui n'est jamais critiqué. Les étudiants n'ont pas la possibilité de penser ni de discuter librement, de choisir ou de critiquer le système éducatif imposé par l'État. Il est triste, enfin, de constater que les nouveaux « héros de la patrie » sont les sportifs qui gagnent des médailles alors que le peuple souffre de la misère et de l'absence de liberté.

Depuis toujours, l'homme a essayé de comprendre, de critiquer et de changer la société qui l'entoure. L'anarchisme, qui est une pensée récente, n'a fait que poursuivre cette tradition, aussi ancienne que l'existence humaine. Godwin en Angleterre et Proudhon en France illustrent les débuts des idées anarchistes en Europe. Malatesta et Kropotkine affinèrent les aspects humanistes de l'anarchisme et les interrogations sur l'État. Tous ces penseurs n'avaient qu'un objectif : créer une société plus libre et plus juste.

Pour ce qui est de Cuba, je ne peux pas ne pas croire en l'image de Enrique Roig San Martín à propos de « l'arbre de la liberté » dont les branches, coupées au cours des années soixante, renaîtront. Les générations futures reprendront à leur compte la tradition anarchiste léguée par les anciens, afin que la lutte pour la justice sociale et la liberté n'ait pas été vaine.

Quand les nouvelles générations cubaines, victimes de la terreur castriste pendant des dizaines d'années, iront à la recherche d'un système qui pourra les

libérer de l'intolérance, de la domination, de la haine, de la rapine et de la vengeance, elles verront bien vite que les propositions libertaires constituent le premier pas vers une société future plus juste et plus libre.

*La préface et les chapitres 1, 2, 3 et 4 ont été traduits par Miguel Chueca. L'annexe au chapitre 4 et le chapitre final l'ont été par Olga Balaguer et Miguel Chueca.*

## Bibliographie

- AGRUPACIÓN SINDICALISTA LIBERTARIA : *Declaración de principios*, La Havane, Luz-Hilo, 1960.
- AGUIRRE, Sergio : “Algunas luchas sociales en Cuba republicana”, *Cuba Socialista*, La Havane, 1965.
- ASOCIACIÓN LIBERTARIA DE CUBA : *Memoria del IIº Congreso nacional libertario*, Solidaridad, La Havane, 1948.
- AVRICH, Paul : *The Haymarket Tragedy*, Princeton University Press, 1984.
- CABRERA, Olga : *Alfredo López, maestro del proletario cubano*, La Havane, Ciencias Sociales, 1985.
- CAPPELLETTI, Ángel : “Prólogo” in : *El anarquismo en América Latina*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1990.
- CARRILLO, Justo : *Cuba 1933 : estudiantes, yanquis y soldados*. Miami, Instituto de Estudios Interamericanos, University of Miami, 1985.
- CASANOVA CODINA, Joan : “El movimiento obrero cubano : del reformismo al anarquismo”, *Historia y Sociedad*, Puerto Rico, 1987.
- “El movimiento obrero y la política cultural española en la Cuba de finales del siglo XIX” in : *La nación soñada. Cuba, Puerto Rico y Filipinas ante el 98*, Madrid, Doce Calles, 1996.
- *Bread or Bullets ! Urban Labor and Spanish Colonialism in Cuba, 1850-1898*, University of Pittsburg Press, Pittsburg, 1998.
- CLARK, Juan : *Cuba. Mito y Realidad*, Saeta Ediciones, Miami-Caracas, 1990.
- CRIFA (Commission de relations de l’Internationale des fédérations anarchistes) : *Recueil des résolutions adoptées par les congrès anarchistes internationaux. Londres (1958), Carrare (1968), Paris (1971)*, Paris, 1977.
- DOLGOFF, Sam : *The Cuban Revolution : A Critical Perspective*, Montreal, Black Rose Books, 1976.
- *Fragments : A Memoir*, Londres, Refract Publications, 1986.
- DUMPIERRE, Erasmo : *J. A. Mella : biografía*, La Havane, Ciencias Sociales, 1977.
- ENCICLOPEDIA DE CUBA (LA) : *Historia*, tome 4, Madrid, Playor, 1974.
- ESTEVE, Pedro : “Los anarquistas de España y Cuba” in : *Memorial de la Conferencia anarquista de Chicago en 1893*, Patterson, N. J., Imprenta El Despertar, 1900.

- FABBRI, Luigi : *Malatesta*, Editorial J. M. Cajica Jr., Puebla, 1967.
- FERNÁNDEZ, Frank : *Cuba : The Anarchists and Liberty*, Sidney, Monty Press, 1987.
- *La sangre de Santa Águeda. Angiolillo, Betances y Cánovas*, Miami Universal, 1994.
- FERRARA, Orestes : *Una mirada de tres siglos : memorias*, Madrid, Playor, 1976.
- GAMBONE, Larry : *Proudhon and Anarchism*, Montréal, Red Lion Press, 1996.
- GOLDMAN, Emma : *Living my Life*. Vol. 1, New York, Dover Publications, 1970. (En francés : *Épopée d'une anarchiste*, Club français du livre.)
- GROBAR, Fabio : “El movimiento obrero cubano de 1925 a 1933”, *Cuba Socialista*, La Havane, 1966.
- GUERRA, Ramiro : *Manual de la historia de Cuba*, Madrid, Ediciones R., 1975.
- GUILLAUME, James : *La Internacional de los trabajadores*, La Havane, Asociación Libertaria de Cuba, 1946.
- HIDALGO, Ariel : “El movimiento obrero cubano y el primer partido antiimperialista de la historia”, *El Caimán Barbudo*, Segunda etapa, La Havane, 1974.
- IGLESIAS, Abelardo : *Revolución y dictadura en Cuba*, Buenos Aires, Reconstruir, 1963.
- LE RIVEREND, Julio : “Raíces del 24 de febrero : la economía y la sociedad cubana de 1878 a 1895”, *Cuba Socialista*, La Havane, 1965.
- LITVAK, Lily : *Musa libertaria*, Barcelone, Antoni Bosch, 1981.
- MARRERO, Lévi : *Cuba : economía y sociedad*, tomes 13-15, Madrid, Playor, 1987-1992.
- MARTÍ, José : *Obras completas*, tomes 1-4, Cuba, Editora Nacional, 1964.
- MARTÍNEZ ORTIZ, Rafael : *Cuba, los primeros años de independencia*, Paris, Le Livre Libre, 1929.
- MORENO FRAGINALS, Manuel : *Cuba/España, España/Cuba*, Barcelone, Grijalbo-Mondadori, 1995.
- MOVIMIENTO LIBERTARIO CUBANO EN EL EXILIO : *Declaración de principios*, Miami, 1965.
- Movimiento obrero cubano (El)*, tome 1, “Documentos y artículos”, La Havane, 1975.
- OLAYA MORALES, Francisco : *Historia del movimiento obrero español*, Siglo XIX, Móstoles, Nossa y Jara, 1994.
- ORTIZ, Fernando : *Contrapunteo cubano del tabaco y del azúcar*, Barcelone, Ariel, 1973.
- PLASENCIA MORO, Aleida : “Historia del movimiento obrero en Cuba” en *Historia del movimiento obrero en América Latina*, México, Siglo Veintiuno, 1984.

- POYO, Gerald E. : "José Martí, Architect of Social Unity. 1887-1895", *Center of Latin American Studies*, Ginsville, 1984.
- "The Anarchist Challenge to the Cuban Independence Movement, 1885-1990", *Cuban Studies*, Pittsburg, 1985.
- "The Impact of Cuban and Spanish Workers of Labor Organizing in Florida, 1870-1900", *Journal of American Ethnic History*, 5, n° 2, 1986.
- RIVERO MUÑIZ, José : "La lectura en las tabaquerías", *Revista de la Biblioteca Nacional*, La Havane, octobre-décembre 1951.
- "Los orígenes de la prensa obrera en Cuba", *Revista de la Biblioteca Nacional*, La Havane, janvier-décembre 1960.
- *El movimiento obrero durante la primera intervención*, Universidad de Las Villas, 1961.
- *The Ibor City Story, 1885-1954*, Tampa, 1976.
- ROCKER, Rudolf : *Nacionalismo y cultura*, Puebla, Cajica, 1962.
- *En la borrasca : memorias*, Puebla, Cajica, 1967.
- ROIG SAN MARTÍN, Enrique : *El Productor* (introducción, compilación y notas, Adelaida P6 M6), La Havane, Consejo Nacional de Cultura, 1967.
- SERRANO, Carlos : *Anarchisme et indépendance à Cuba à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Université de Paris, 1986.
- SHAFFER, Kirwin R. : *Cuba para todos : Anarchist Internationalism and the Cultural Politics of Cuban Independence. 1898-1925*. Cuban Studies, 1998.
- SOUCHY, Augustin : *Testimonios sobre la Revolución cubana*, Buenos Aires, Reconstruir, 1960.
- THOMAS, Hugh : *Cuba, or the Pursuit of Freedom*, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1971.
- WESTFALL, Glenn L. : *Key West : Cigar City USA*, Key West, Historical Key West Preservation Board, 1987.
- WEXLER, Alice : *Emma Goldman in Exile*, Boston, Beacon Press, 1989.
- ZINN, Howard : *A People's History of the United States*, New York, Harpers and Row Publish, 1980. (En français : *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Éditions Agone.)

## Index

- Abrantes, José, 152 (n. 1).  
Acebal, Antonio, 62.  
Aceña, José, 109.  
Acosta, Juana María, 70.  
Adam, Paul, 47.  
Aguilar, Federico, 34.  
Aguilar, Sebastián (fils), 109.  
Aguinaldo, Emilio, 56.  
Aguirre, Francisco, 109.  
Alcón, Marcos, 126, 132, 137.  
Alea, Vicente, 84 (n. 2), 85, 86, 113.  
Alea, Fé, 84 (n. 2).  
Alfarache Arrabal, Progreso, 133, 135.  
Aller, Juan, 52.  
Alonso Collazo, Fernando, 103.  
Alonso, Domingo, 82, 85 (n. 3), 86, 87, 90.  
Álvarez, Anselmo, 35.  
Álvarez, Constante, 103.  
Álvarez, José A., 90.  
Álvarez, Juan R., 85 (n. 3), 90, 91, 116, 138.  
Álvarez Micheltorena, José, 109.  
Ambrogì, Silvio, 143.  
Angiolillo, Michele, 11, 47.  
Antes, David, 70.  
Arcos, Federico, 79 (n. 1).  
Arderius, José, 42.  
Arévalo, Juan, 66.  
Armas, Francisco de, 52.  
Arrigoni, Enrico, 124, 125.  
Ayón Morgan, Julio, 79.  
Baciu, Stephan, 140.



- Bakounine, Michel, 26, 33, 131, 155.  
Baliño, Carlos, 40, 70.  
Baragoitia, Francisco, 64.  
Barbeito, Modesto, 79, 84, 85, 86, 90, 91, 126.  
Barcia, Luis, 56, 57.  
Barreiro, Alejandro, 62, 66, 70.  
Barreras, Floreal, 79, 109.  
Barroso, Abelardo, 79, 82.  
Barzilai, S., 51.  
Batista, Fulgencio, 12, 13, 18, 19, 51 (n. 2), 77, 78, 79, 80, 83, 88, 88 (n. 4), 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 105, 106, 109, 113, 121, 157, 158.  
Betances, Ramón Emeterio, 11, 47.  
Blackwell, Russell, 116.  
Blandín, Pedro, 34.  
Bluestein, Abe, 116.  
Borges, Ambrosio, 53.  
Borghi, Armando, 125.  
Bovio, G., 51.  
Bravo, José, 66.  
Bretau, Francisco, 85, 111, 113.  
Bretau, Roberto, 87, 91.  
Brooke, John, 49, 53.  
Busto, Serafín, 52.  
Cabanellas, Roberto, 85 (n. 3).  
Cabrera, Olga, 63.  
Cafiero, Carlo, 26 (n. 2), 33.  
Calle (Mata), Francisco, 113.  
Callejas, 42.  
Camiño, Adolfo, 80.  
Campá, Juan, 132, 137.  
Campos, G., 61.  
Campos, J. C., 25, 63.  
Cánovas del Castillo, Antonio, 11, 45, 47, 61, 66.  
Carballeda, Francisco, 52.  
Caruso, Enrico, 67.  
Casanova, Carmelina, 119.

- Casanova Codina, Joan, 24, 41, 42, 45.  
 Casañas, 59.  
 Casas, Juan Bautista, 45 (n. 9).  
 Castillo, Manuel, 70, 85.  
 Castro, Agustín, 74 (n. 11), 138.  
 Castro, Fidel, 13, 18, 19, 88, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 100, 101, 104, 107, 108, 109, 110, 118, 119 (n. 2), 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 130, 131, 132 (n. 6), 134, 135, 140, 141, 142, 146, 147, 148, 153, 153 (n. 2), 154, 155, 157.  
 Castro, Raúl, 97, 100, 120.  
 Céspedes, Carlos Manuel de, 17.  
 Chacón, Severio, 60.  
 Chomsky, Noam, 131.  
 Cienfuegos, Camilo, 98, 99.  
 Cienfuegos, Ramón, 98.  
 Cipriani, Amilcar, 51.  
 Cisneros Betancourt, Salvador, 25, 50.  
 Clark, Juan, 119 (n. 2), 128 (n. 4).  
 Cobo César, Santiago, 94, 124, 138.  
 Cobo, José R., 34.  
 Cofiño, Ángel, 86.  
 Cohn-Bendit, Daniel, 133.  
 Colomb, Christophe, 49.  
 Constantino Cavarrocas, Julio, 80.  
 Contreras, Miguel, 70.  
 Correa, Miguel, 143.  
 Creci, Enrique, 27, 28, 30, 31, 32, 35, 39, 43, 44, 50, 55, 63.  
 Cressatti, E., 132.  
 Dagas, Antonio, 126.  
 Delgado, Román, 64.  
 Delliger, David, 127.  
 Deza, Manuel, 70.  
 Díaz Blanco, Luis, 65.  
 Díaz, Domingo, 79, 82.  
 Díaz Lanz, Pedro Luis, 98.  
 Díaz, Porfirio, 62.  
 Díaz, Victoriano, 34, 35.

Diéguez, Floreal, 116.  
Diéguez, Omar, 103, 116, 138.  
Diez, Paulino, 70, 80.  
Dolgoff, Sam, 116, 127, 132, 133, 137, 139.  
Dolgoff, Esther, 116.  
Domenech, Francisco, 28.  
Duarte Oropesa, José, 66.  
Dulzaides, Luis, 79, 85 (n. 3), 87, 138.  
Durruti, Buenaventura, 99, 107.  
Echevarría, Xavier, 143.  
Engels, Friedrich, 157.  
Estenoz, Evaristo, 52, 52 (n. 3).  
Esteve, Pedro, 39, 41, 43, 46.  
Estrada, Melquiades, 34.  
Estrada Palma, Tomás, 58, 59, 60, 60 (n. 6).  
Estrade, Paul, 47, 51.  
Fabbri, Luce, 128, 132.  
Fabbri, Luigi, 53 (n. 5).  
Fabelo, Teodoro, 79.  
Fajardo Boheras, Pedro, 80.  
Falco, Francisco Federico, 50, 51, 52.  
Falcón, Arístides, 143.  
Farga Pellicer, Rafael, 26 (n. 2).  
Faure, Sébastien, 47.  
Fernández, Frank, 9, 10, 11, 13, 138.  
Fernández, José, 34.  
Fernández Martí, José, 79.  
Fernández, Maximino, 35.  
Fernández, Robustiano, 65.  
Ferrara, Orestes, 50, 51, 51 (n. 2).  
Ferrera, B., 139.  
Ferrer y Guardia, Francisco, 61, 61 (n. 7), 69.  
Ferro, Manuel (Justo Muriel), 60, 124, 125, 138.  
Fidalgo, Juan, 116.  
Flores Magón, Enrique, 70.  
Flores Magón, Ricardo, 62, 70.

- Franco, Francisco, 106, 124.  
 Fratti, A., 51.  
 Fuente, Cristóbal, 34, 35, 43.  
 Fuente, Andrés, 64.  
 Fuentes Candón, José M., 85 (n. 3).  
 Fuentes, Manuel, 27.  
 Gaona Sousa, Manuel, 87, 103, 110, 111, 112, 113, 117, 118 (n. 1), 120, 123.  
 García, Alberto, 126.  
 García, Bartolo, 116.  
 García, Benito, 139, 143.  
 García, Carmelo, 70.  
 García, Marcelino, 79 (n. 1).  
 García Menocal, Mario, 16, 63, 64, 65, 67.  
 García Polavieja, Camilo, 35, 36.  
 García Purón, Gervasio, 28.  
 García, Rafael, 27.  
 García, Salvador, 126.  
 García, Vicente, 25.  
 García, Víctor, 141.  
 Garós, Santos, 64.  
 Gattorno, F., 51.  
 Germain, André, 117.  
 Germinal, Domingo, 61.  
 Godwin, William, 159.  
 Goldman, Emma, 47.  
 Gómez, Alfredo, 123, 130, 132 (n. 6), 133, 135.  
 Gómez, Fernando, 116.  
 Gómez, José Miguel, 16, 51 (n. 2), 61, 62, 63.  
 Gómez, Máximo, 50, 58, 59.  
 Gompers, Samuel, 71.  
 González Aguirre, José, 42.  
 González Boves, Eduardo, 28, 30, 31, 35.  
 González, Francisco, 29.  
 González, Frank, 79 (n. 1).  
 González Malo, J., 116.  
 González, Manuel, 74 (n. 11), 85, 85 (n. 3), 90, 109, 113, 138.

- González Morago, Tomás, 26 (n. 2).  
González Solá, Francisco, 60, 61.  
Govín, José M., 70.  
Grau, Isidro, 30.  
Grau San Martín, Ramón, 17, 18, 77, 78, 83, 86.  
Grave, Jean, 47.  
Grunfeld, 138.  
Gualberto Gómez, Juan, 50.  
Guardia, Antonio de la, 152 (n. 1).  
Guardia, Patricio de la, 152 (n. 1).  
Guerra, Pablo, 35, 65, 68, 70, 125.  
Guerrero, Práxedes, 62.  
Guevara, Ernesto, 18, 19, 97, 146, 148.  
Guillén, Abraham, 141.  
Guillén, Sara, 138.  
Guiteras, Antonio, 18, 77, 78.  
Hargis, Mike, 127.  
Hernández, Jenaro, 35.  
Hernández, José C., 34.  
Hernández, Victoriano, 109.  
Hidalgo, Ariel, 143.  
Hitler, Adolf, 107.  
Horno, Adolfo, 34, 35.  
Iglesias, Abelardo, 80, 85 (n. 3), 86, 87, 90, 105, 116, 118, 124, 126, 127, 128, 129, 129 (n. 5), 130, 133, 135, 138, 143, 155.  
Iglesias, Aquiles, 91.  
Iglesias, Fernando, 64.  
Iglesias, Jesús, 60, 129 (n. 5).  
Iglesias, Margarito, 70, 71, 72, 73, 76.  
Irazozqui, Pedro, 61.  
Izaguirre, José Joaquín, 35.  
Janeiros, Benjamín, 64.  
Jiménez, Alfredo, 138.  
Jong, Albert. de, 117.  
Jorge, Jorge, 85 (n. 3).  
Junqueira, Carmen, 143.

- Koechlin, H., 138.  
 Kropotkine, Pierre, 47, 65, 157, 159.  
 Lacour, Léopold, 47.  
 Lage, José, 64.  
 Landrián, Antonio, 85, 87.  
 Landrove, Manuel, 70.  
 Lénine, Wladimir Illitch, 67, 107, 152, 156, 157, 158.  
 Leval, Gaston, 132.  
 Lima, Gilberto, 85, 90.  
 Linsuaín, Luis, 90, 91, 109, 119, 120, 123.  
 Linsuaín, Suria, 85, 109, 119.  
 Lípiz, Vicente, 64.  
 Lodlow, William, 52.  
 López, Alfredo, 17, 65, 68, 69, 70, 71, 72, 76.  
 López, Gustavo, 79.  
 López, Manuel, 64.  
 López, Vicente, 61.  
 Lorenzo, Anselmo, 156.  
 Macco, Antonio, 55, 58.  
 Machado, Gerardo (militant anarchiste), 79, 82.  
 Machado, Gerardo (président cubain), 12, 17, 62, 71, 72, 73, 74, 74 (n. 11), 75, 76, 77, 79, 80, 102, 109, 115, 157, 158.  
 Magarolas, Sergio, 139.  
 Malagamba, Gustavo, 80.  
 Malatesta, Errico, 12, 26 (n. 2), 53, 53 (n. 5), 54, 55, 159.  
 Malato, Charles, 37, 51.  
 Mandado Marcos, José, 109.  
 Manet, Eduardo, 87.  
 Mao Ze-dong, 131.  
 Marcuse, Herbert, 131.  
 Margarita, Ilario, 133.  
 Márquez, José de Jesús, 24.  
 Martí, José, 11, 15, 16, 39, 40, 41, 43, 44, 55, 58, 69.  
 Martínez, Claudio, 82, 85 (n. 3), 91, 116, 117.  
 Martínez, Jorge, 152 (n. 1).  
 Martínez Sánchez, Augusto, 100.

- Martínez, Saturnino, 10, 24, 26.  
Marx, Karl, 26 (n. 2), 155, 157, 158.  
Mata, Manuel de la, 80.  
Matos, Hubert, 98.  
McKinley, William, 49, 53, 56.  
Mella, Julio Antonio, 17, 69, 70.  
Méndez, Plácido, 90, 91, 109, 119, 120.  
Mendieta, 79.  
Mendoza, 65 (n. 8).  
Menéndez Areces, 35.  
Meneses, Luis, 64.  
Mera, Cipriano, 133.  
Mercier, Louis, 117.  
Merino, Pedro, 28.  
Merlino, Saverio, 51.  
Messonnier, Enrique, 27, 28, 30, 31, 32, 35, 39, 44, 46, 53, 55, 57, 59, 110,  
Mestre, Ricardo, 122, 126, 132, 137, 140, 143.  
Meyers, Bill, 143.  
Michel, Louise, 47.  
Mijares, José María, 87.  
Mintz, Frank, 132.  
Miranda, Manuel M., 35, 40, 44, 46, 54, 55.  
Miró, Fidel, 126, 132.  
Mistral, Silvia, 87.  
Mojón, Eliseo, 103.  
Monteagudo, Humberto, 80.  
Montero, 59.  
Montes Huidobro, Matías, 143.  
Montseny, Federica, 124.  
Morales, Lourdes, 143.  
Morató, E. G., 139.  
Moreno, Bernardo, 103.  
Moreno Fragnals, 35.  
Moscú, Casto, 74 (n. 11), 85 (n. 3), 87, 89, 90, 94, 103, 107, 108, 109, 113, 118, 138.  
Moscú, Isidro, 90, 109, 119, 120, 129 (n. 5).  
Mujal Barniol, Eusebio, 74 (n. 11), 88, 88 (n. 4), 89, 102.

- Muñiz, Sabino, 42.  
Muriel, Justo (cf. Manuel Ferro).  
Mussolini, Benito, 107.  
Nápoles, Juan, 82.  
Nápoles, María, 82.  
Nardo, Helio, 79, 84, 85, 86, 110.  
Negrín, Raúl, 109.  
Nieves, Ángel, 143.  
Núñez, Emilio, 54.  
Núñez, Pascual, 70.  
Ochoa, Arnaldo, 152, 152 (n. 1).  
Ojeda, Antonio, 60.  
Ortega, José, 34.  
Ortiz, Fernando, 87.  
Otero, Eusebio, 103, 109.  
Otero, Laureano, 64.  
Otero, Ramón, 35.  
Padrón, Amado, 152 (n. 1).  
Palomino, 31, 40.  
Pardo, Andrés, 113.  
Pareja, Ricardo, 139.  
Pascual, Florentino, 70.  
Patiño, Ángel, 34.  
Paules, Cosme, 80, 138, 140.  
Pendás, José, 80.  
Penichet, Antonio, 50, 60, 65, 66, 67, 68, 70, 110.  
Peña, Lázaro, 101.  
Pérez, Eduardo, 34.  
Pérez, José F., 34.  
Pérez Rizo, Adolfo, 65.  
Petriccioni, Guillermo, 51.  
Pi y Margall, Francisco, 47.  
Pino, Julio, 143.  
Piñeiro, Modesto, 109.  
Piñera Pardo, Rolando, 87, 103, 116.  
Pis, Manuel, 82.



Plasencia Moro, Aleida, 38.  
Popov, Youri, 143.  
Prendes, 35.  
Preobrajenski, 151.  
Prince, Jacobo, 104, 123, 126, 132.  
Prío Socarrás, Carlos, 18, 86, 87, 88.  
Proudhon, Pierre-Joseph, 10, 23, 24, 25, 26, 159.  
Quintana, Gerardo, 35.  
Ramos, Francisco, 64.  
Rayón, Tomás, 64.  
Reagan, Ronald, 140.  
Reclus, Élie, 47  
Reclus, Élisée, 27, 33, 47.  
Rego, Bienvenido, 70.  
Rey García, Eduardo, 35.  
Ripoll, Miguel, 64.  
Rivas, José, 53.  
Rivas, Miguel, 79.  
Rivera Monteserri, 39.  
Rivero Muñiz, José, 27, 70.  
Rivero y Rivero, Ramón, 39, 40, 53, 57, 59.  
Robaina, Francisco (Machete), 108.  
Roca, Blas, 105, 106.  
Rocker, Rudolf, 87.  
Rodrigues, Edgar, 122, 132, 138.  
Rodríguez, Emilia, 63.  
Rodríguez, Emilio, 70.  
Rodríguez, Gustavo, 142, 142 (n. 1), 143, 144.  
Rodríguez González, José, 85 (n. 3), 103.  
Rodríguez, Leonor, 143.  
Rodríguez, Manuel, 116.  
Rodríguez, Venancio, 70.  
Roig San Martín, Enrique, 11, 15, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 45, 55, 57, 67, 159.  
Rojas, Domingo, 126, 131.  
Romaelle, Sandalio, 35.

- Roosevelt, Franklin D., 81.  
 Rosado, Domingo, 70.  
 Royo, Fernando, 30.  
 Rubens, Horatio, 43.  
 Rubiera, Vicente, 86.  
 Rüdiger, Helmut, 117, 133.  
 Ruiz, Isidoro, 61.  
 Ruiz, Labrador, 87.  
 Ruz, 35.  
 Saavedra, Abelardo, 52, 60, 61, 62, 63.  
 Saavedra, Enriqueta, 63.  
 Sagasta, Práxedes Mateo, 47.  
 Salamanca, Manuel, 34, 35.  
 Salinas, Marcelo, 60, 61, 65, 67, 80, 82, 84, 85 (n. 3), 87, 89, 103, 113, 118, 125, 130, 131.  
 Salmerón y Alonso, Nicolás, 47.  
 Salvador, David, 99, 101.  
 Salvoechea, Fermín, 11, 40, 47.  
 Sánchez, Augusto, 108, 109.  
 Sánchez, Cuco, 129 (n. 5).  
 Sánchez, Miguel A., 139, 141.  
 Sánchez, Pedro, 108.  
 Sánchez Roca, Mariano, 141.  
 Segura, 40.  
 Serra, Rafael, 70, 80, 85, 111, 113, 125.  
 Shaffer, Kirwin, 56, 57, 58, 63.  
 Sierra, Gervasio, 66.  
 Sorí Marín, Humberto, 98.  
 Sorondo, Guillermo, 31, 39.  
 Souchy, Augustin, 84, 87, 103, 104, 117, 122, 132, 138, 141, 155.  
 Staline, Joseph, 76, 107, 156.  
 Steens, Achille, 47.  
 Suárez Feliu, Néstor, 85, 86.  
 Suárez, Ventura, 109.  
 Taber, Ron, 143.  
 Taft, William Howard, 16.

- Tamargo, Rolando, 109.  
Tartasiewicz, Malgorazata, 143.  
Tenorio, Juan, 64.  
Thoreau Wieck, David, 127.  
Thomas, Hugh, 74 (n. 11), 86 (n. 3).  
Tiradas, Juan, 34, 35.  
Tomás, Nicanor, 70.  
Torres, Norberto, 109.  
Torres, Sandalio, 126.  
Torres, Sicinio, 109.  
Trigo, C., 84.  
Trotski, Léon, 67.  
Trujeda, Luis, 70.  
Trujillo, Nicasio, 70.  
Turón, Venancio, 70, 80.  
Urrutia, Manuel, 98.  
Valle, Adrián del (Palmiro de Lidia), 46, 52, 53 (n. 4), 54, 55, 57, 58.  
Vallina Martínez, Pedro, 11, 47.  
Varona, Enrique, 69, 70, 71, 72, 110.  
Vázquez, A., 138.  
Vega, Francisco, 35.  
Velarmino, 35.  
Velasco, Santiago, 87.  
Velasco, V., 84.  
Viadiu, Ismael, 126.  
Villamil, Ramón C., 34, 35.  
Villasus, José, 70.  
Weyler, Valeriano, 44, 45, 45 (n. 9), 46 (n. 9), 49, 57, 66.  
Wood, Leonard, 53.  
Zapata, Emiliano, 62.  
Zayas, Alfredo, 17, 67, 69.  
Zayas Bazán, Rogerio, 72.  
Zuccari, F., 51.



Augustin Souchy

**TÉMOIGNAGES SUR  
LA RÉVOLUTION CUBAINE**



## Salut de Souchy à la révolution cubaine

(Texte publié dans le mensuel édité à la Havane, *Solidaridad Gastronómica*, n° 5, 15 mai 1960)

À l'occasion de ma visite à Cuba, je veux adresser mes saluts les plus chaleureux aux Cubains en général et au mouvement libertaire en particulier.

La révolution cubaine est un des événements les plus importants de ces derniers temps, qui a une grande répercussion dans le monde entier. Je suis venu ici pour étudier les changements révolutionnaires et connaître leur contenu du point de vue politique, social et humain. Au cours des quelques semaines de mon séjour dans ce pays, j'ai pu me rendre compte des vastes et profondes transformations opérées, mais je ne suis pas encore en mesure de me faire une idée complète de leur portée. Mais voici mes premières impressions.

La révolution cubaine est quelque chose de plus qu'un simple changement de gouvernants. Elle a entraîné une transformation économique et sociale de grande envergure, qui a une certaine similitude avec ce qui eut lieu en Espagne après le 19 juillet 1936. Il existe toutefois certaines différences qui sont dues à la particularité du pays. Alors que la révolution espagnole, tant dans le domaine de la lutte pré-révolutionnaire que dans la reconstruction politique et sociale, fut l'œuvre de larges masses ouvrières et paysannes, la révolution cubaine est plutôt le fait d'une minorité de révolutionnaires dévoués. De ces caractéristiques découlent les différences entre les deux révolutions.

À Cuba, on a dissous l'ancienne armée et on organise des milices ouvrières et paysannes. La révolution attaque de front la misère économique des masses et leur retard culturel et s'en prend aux entreprises privées.

En Espagne, on instaura la collectivisation. À Cuba, on crée des coopératives sous la direction de l'État. À Cuba comme en Espagne, on a réduit le loyer des logements dans les villes, mais en ce qui concerne le changement de la propriété

rurale, il y a une différence notable : alors qu'en Espagne les expropriations des terres furent réalisées par la population rurale elle-même et que la collectivisation fut l'œuvre créatrice des propres paysans, à Cuba, il n'y a pas eu une telle initiative de la part du peuple. La transformation économique et sociale fut lancée par Fidel Castro et ses compagnons de lutte. C'est cette différence qui explique la diversité de l'évolution de la reconstruction révolutionnaire. Là-bas, tout vint du bas ; ici, tout est venu du haut. En Espagne, c'est l'action des masses qui avait donné le la. À Cuba, le premier pas a été législatif et c'est la loi de la réforme agraire qui a servi de guide. En Espagne, au contraire, le décret instaurant une nouvelle distribution des terres vint après les expropriations réalisées par le peuple.

Dans le domaine culturel, la révolution cubaine a permis de grandes avancées, avec l'inauguration de milliers de nouvelles écoles à la campagne et dans les villes.

Les acteurs de la révolution cubaine sont des gens honnêtes et ils sont animés par les meilleures intentions du monde. Ils œuvrent à l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple cubain. Il faut reconnaître aussi qu'ils recherchent la collaboration et l'aide du peuple entier. Mais il existe différentes opinions parmi les amis de la révolution sur le rythme des changements révolutionnaires et particulièrement sur la politique extérieure.

L'initiative des masses dans l'évolution révolutionnaire est très faible et il n'y a pas de contrôle exercé par le peuple. Cela peut se révéler dangereux et de là dérivent certains désaccords qui peuvent être à l'origine d'un mécontentement populaire. Au début, tous admiraient la révolution et lui prêtaient la main. Aujourd'hui, l'enthousiasme semble s'amenuiser.

Une comparaison entre la révolution russe de 1917, la révolution allemande de 1918 et l'espagnole de 1936 laisse apparaître des traits similaires mais aussi des différences. La fameuse phrase qui dit que l'Histoire se répète n'est pas tout à fait exacte. On a dit que la révolution cubaine n'a pas d'idéologie, affirmation qui me semble quelque peu superficielle. Le contenu économique et social de cette révolution appartient au patrimoine populaire mondial. Il existe et vit en Amérique latine et dans le reste du monde. Le nationalisme révolutionnaire, très



marqué à Cuba, est un phénomène universel à notre époque et il a son origine dans la révolution russe.

Il n'est pas, cependant, d'un grand profit pour les peuples. Ses protagonistes sont, en premier lieu, les communistes. Des réformes agraires et des lois de protection de l'ouvrier et du paysan, ce sont là des pratiques qu'on voit fleurir un peu partout, et dont le contenu idéologique est essentiellement nationaliste.

Dans toutes les révolutions, on voit des événements imprévus et des actions impondérables. La révolution cubaine ne fait pas exception à la règle. C'est pourquoi l'affirmation qu'il n'y a pas d'idéologie dans la révolution cubaine est inexacte.

Je n'ai pas pu encore me faire une idée définitive sur la signification intrinsèque de la révolution cubaine. Mais s'il y a une chose qui me paraît nécessaire pour que la révolution aille de l'avant, c'est la coopération du peuple cubain.

L'ancienne devise : « L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » n'a pas encore perdu son sens profond. La révolution cubaine ira de l'avant avec la participation du peuple et la pénétration de l'esprit révolutionnaire dans toutes les couches sociales. Des tendances centralisatrices existent dans toutes les révolutions et elles peuvent être dangereuses pour la liberté. Le chemin le plus sûr pour éviter un accaparement du pouvoir par quelques-uns, c'est l'initiative et l'action populaire.

Avec ces considérations préliminaires, j'exprime mon ardent désir de voir la révolution cubaine prendre un tour plus libertaire et plus humaniste.



## Témoignages et observations sur la révolution cubaine

L'Histoire ne se répète pas de manière aveugle et automatique. Cependant, certains événements qui ont lieu en des temps et des lieux différents nous incitent, par leur similitude, à une analyse de type analogique. La révolution cubaine n'est pas une simple imitation de ce qui est arrivé dans d'autres pays, mais elle présente des traits communs avec les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle sur le continent américain. Une analyse de la révolution cubaine nous amènera à procéder à des confrontations avec d'autres révolutions qui ont eu lieu, ces derniers temps, dans l'hémisphère occidental.

Les détails de la lutte révolutionnaire à Cuba sont véritablement extraordinaires. Le régime de Batista n'avait pas de racines solides dans la conscience populaire, aussi il fut rejeté par la quasi-totalité des couches sociales au cours de ses dernières années d'existence. Cette attitude populaire, ainsi que la situation créée par les excès mêmes de la dictature, ont facilité l'action insurrectionnelle et ont rendu possible la victoire finale de la révolution. Le fait surprenant que l'armée se soit effondrée sans subir de défaites décisives sur le terrain militaire n'a d'autre explication que le manque de confiance de la part des militaires professionnels et le manque total de morale combative.

Le dénouement final de la guerre révolutionnaire est dû à la dissolution totale de l'ancienne armée. Quelque chose d'assez semblable avait eu lieu environ cinquante ans avant, au cours de la révolution mexicaine. Tant dans le Mexique de l'époque qu'à Cuba aujourd'hui, une nouvelle armée révolutionnaire a été mise sur pied. La situation née des événements révolutionnaires au Venezuela et en Argentine, quelques années auparavant, fut passablement différente. Dans ces pays, la révolution triompha grâce au soulèvement d'une partie de l'armée, dont les représentants les plus notables contribuèrent efficacement au succès du mouvement, et ce sont des militaires qui se mirent à la tête des premiers gouver-

nements révolutionnaires. Le général Aramburu en Argentine et le contre-amiral Larrazábal au Venezuela, organisèrent de nouvelles élections en facilitant ainsi l'établissement d'un régime constitutionnel.

À Cuba, les combattants révolutionnaires n'étaient pas des militaires professionnels : pourchassés hier, ils gouvernent aujourd'hui le pays. Les hommes de la sierra Maestra constituèrent un fort organisme révolutionnaire et prirent le pouvoir.

Le régime s'est fondé sur l'enthousiasme révolutionnaire, la sympathie et l'affection envers les combattants héroïques. La transformation de l'économie, de la politique et de l'ordre social qui s'en est suivie, un processus encore en cours, est l'œuvre quasi exclusive du nouveau gouvernement révolutionnaire, sans que le peuple lui-même – à de très rares exceptions près – en ait pris l'initiative. Si le même climat politique révolutionnaire persistait, on ne verrait pas apparaître de graves problèmes de politique intérieure.

Mais la sympathie est capricieuse et les émotions versatiles. Une popularité acquise par des actes passés, aussi héroïques qu'ils soient, n'est pas une base sûre pour la stabilité d'un gouvernement. Et si, au cours du temps, se manifeste un certain mécontentement dans une partie des couches populaires, ce qui arrive toujours inmanquablement, le gouvernement *de facto* qui désire rester au pouvoir doit recourir à la force afin de poursuivre l'œuvre entamée. Le résultat inévitable de cette évolution est la terreur révolutionnaire, dont les représentants classiques sont Robespierre et Staline. En France, elle eut son point culminant avec le 18 Brumaire, et même en Russie, le sanglant régime de Staline dut être atténué par ses successeurs. Un régime révolutionnaire n'est pas constitutionnel, bien qu'on trouve des juristes audacieux pour assurer que les révolutions sont sources du droit. Mais est-ce que cela vaut aussi pour celles qui échouent ? Par ailleurs, la jeunesse n'est pas un attribut éternel de l'individu.

Le gouvernement révolutionnaire de Cuba fait d'énormes efforts pour légitimer son existence, en procédant à de profonds changements économiques et sociaux, lesquels ont rencontré un grand assentiment populaire. La mise en œuvre d'une épuration dans le vieil appareil corrompu de l'administration publique, le renon-

cement des nouveaux ministres à la moitié du salaire de leurs prédécesseurs, la réduction drastique des loyers et des tarifs de l'électricité et du gaz, la transformation de la Loterie nationale en un Institut de l'épargne et du logement, la construction de maisons hygiéniques pour le peuple, l'installation de toilettes sur les plages et les lieux de divertissement, et, enfin, le couronnement de toutes ces réformes par la plus importante de toutes, la réforme agraire, tout cela ce sont des mesures fort importantes, qui ont été applaudies par la grande majorité des gens, à Cuba et hors de l'île, si on excepte bien sûr les inévitables minorités opposantes.

Toutefois, quelques nuages sont venus ternir le printemps radieux de la révolution : l'alignement de la presse sur les positions officielles, l'endoctrinement idéologique mené par les médias, la nouvelle politique internationale qui va mettre le pays directement sous la férule de l'impérialisme rouge, et, surtout, l'organisation d'une économie étatisée dirigée par le gouvernement, rien de cela n'est accepté de bon gré par le peuple cubain, quand bien même on voudrait nous convaincre du contraire. Il suffit de parler avec des Cubains de différentes couches sociales, de la capitale et de la province, pour se rendre compte du mécontentement croissant à l'égard de cette politique. De très nombreux ouvriers, des milliers d'hommes qui ont toujours lutté pour la liberté, ne sont pas d'accord avec l'action du gouvernement.

On nous dira que, au cours de grands rassemblements populaires, les masses applaudissent et acclament le chef de la révolution. Mais les masses sont amorphes, velléitaires et grégaires. Entre mille exemples, j'ai toujours présent à l'esprit celui de l'enterrement du grand combattant anarcho-syndicaliste Buenaventura Durruti à Barcelone, au début de la guerre civile, en présence de plus de 200 000 personnes : deux ans après, sur le beau Paseo de Gracia, presque autant de gens ovationnaient les forces phalangistes de Franco, qui, appuyées par les troupes italo-allemandes et l'aviation de Hitler et Mussolini, venaient d'occuper la ville. Ce fut là une terrible et tragique expérience, et un douloureux enseignement qui pourrait se répéter sur cette belle île !

Le peuple cubain vit dans l'atmosphère artificielle et inquiète d'une permanente tension politique. Les jugements, les préjugés même, obscurcissent la valeur des

arguments logiques et pondérés. Un changement de cet état de choses ne pourrait qu'être bénéfique à cette grande œuvre révolutionnaire, commencée sous de si bons auspices. L'initiative révolutionnaire incombe uniquement aux leaders : les acteurs jouent la pièce à la radio et à la télévision, et le peuple cubain applaudit leurs performances. La solution est toute entre les mains puissantes de Fidel Castro et de ses fidèles compagnons. Or, il faut que l'embarcation révolutionnaire change de cap si elle souhaite aller à bon port. Est-ce que ses capitaines en seront capables ? Voici la question que recèle la boîte de Pandore.

### **Les progrès de l'économie étatisée à Cuba**

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui du libéralisme en économie et en politique. Le XX<sup>e</sup> est celui de l'économie dirigée, impulsée par les deux guerres mondiales et la révolution russe. L'économie libérale est fondée sur l'initiative privée et la seconde sur la direction étatique. La coexistence des deux n'est pas due à un excès de tolérance, mais à l'impuissance de l'une à en finir avec l'autre, et vice versa. Le système de l'entreprise privée est encore le plus puissant au monde, et sa vigueur est fondée sur de solides éléments de la nature humaine. Mais le système de l'économie étatisée fait des progrès patents.

Le premier pays de l'hémisphère occidentale qui s'efforce de mettre sur pied une économie dirigée par l'État est Cuba. Cela est dû à l'influence croissante de la nouvelle doctrine et du désir d'industrialiser très vite le pays.

Grâce à l'intervention gouvernementale, les partisans de l'économie étatisée croient possible une industrialisation plus aisée et plus rapide. Les défenseurs de l'entreprise privée affirment le contraire. Il y a des pays, en revanche, où on applique une espèce de combinaison de l'initiative privée et des entreprises étatisées. En URSS, l'industrialisation a été principalement le fait de l'État, et ce processus y a duré quasiment un demi-siècle pour parvenir au point où il est arrivé aujourd'hui, c'est-à-dire encore assez loin de la maturité des vieux pays industrialisés.

Aux États-Unis et en Suède, pour prendre deux exemples de pays de libre entre-

prise, l'industrialisation s'est faite par l'initiative privée et sans débordements nationalistes. Le Brésil nous offre actuellement un autre modèle. Dans ce pays, le processus d'industrialisation a battu tous les records d'Amérique latine, et son développement repose entièrement sur l'initiative privée, principalement grâce au capital étranger, et sans complexes nationalistes. Les lois promulguées à ce sujet par le dictateur Vargas ne se souciaient, sur ce sujet, que des seuls salariés. D'autres pays suivent le même chemin, et l'industrialisation se fait en accord avec les possibilités économiques existantes et sur la base de ce qu'on appelle la libre entreprise. Les résultats assez médiocres de la nationalisation menée en Bolivie montrent le revers de la médaille. Les expériences de nationalisation partielle conduites dans d'autres pays d'Amérique latine ont été également négatives. Du coup, les entreprises étatisées ont une mauvaise image dans l'ensemble des pays d'Amérique du Sud.

\*\*\*

Tant qu'il n'existera pas de régime économique parfait, il faudra choisir entre les deux maux connus : l'entreprise privée ou l'entreprise étatisée. Le meilleur moyen de comparer les résultats des deux systèmes nous est offert par l'Allemagne actuelle, divisée en deux parties, avec le système de libre entreprise à l'Ouest et le système d'économie dirigée par l'État dans la partie orientale. Dans l'Allemagne de l'Ouest, celle du « miracle économique », il y a un bien-être général très supérieur à celui de l'Allemagne de l'Est, dominée par le Parti communiste. De même, les libertés sont également très appréciables dans la première alors qu'elles brillent par leur absence dans la seconde. Ces différences significatives sont d'ailleurs la cause d'un courant continu de réfugiés de l'Est à l'Ouest, en se servant pour cela de la ville ouverte de Berlin comme d'une brèche dans un solide rideau de fer. Le nombre total des réfugiés qui sont partis à l'Ouest est d'environ deux millions à présent.

La révolution cubaine réalise de grandes œuvres de progrès social pour le peuple, et les avancées vont à un rythme inconnu des autres pays d'Amérique latine.

Cependant, répétons-le encore une fois, rien de tout cela n'est l'œuvre du peuple cubain lui-même, mais d'un gouvernement révolutionnaire qui est en train de se transformer très vite en une dictature. Il faut quand même reconnaître que même des dictateurs comme Mussolini, Perón et même Pérez Jiménez ont construit des logements pour les plus pauvres afin de justifier leur dictature et de glorifier leur nom. On observe quelque chose de similaire en Union soviétique, où on réalise certains progrès sociaux pour les ouvriers, bien qu'ils aient lieu lentement. Sur le plan social, Cuba va bien plus vite que l'Union soviétique. Cependant, on n'y a pas encore supprimé tout à fait le système de la libre entreprise : mais dans l'étape actuelle de développement, l'économie étatisée prend de plus en plus d'ampleur. Mais, pour le moment, la révolution cubaine se caractérise par la coexistence des entreprises privées et des entreprises d'État.

À l'extérieur, on se demande souvent si le régime de Cuba est communiste. Mais, pour commencer, il faudrait se demander ce qu'on entend par « communisme ». Dans le monde réel, le communisme n'existe dans aucun État, et encore moins en Union soviétique. En Russie et dans les pays situés derrière le rideau de fer, l'économie est entièrement aux mains de l'État : les terres et tous les moyens de production appartiennent à l'État et sont nationalisés. L'État dirige la production et la distribution par l'entremise de ses fonctionnaires. Les industries, la technique, la science et même les activités culturelles du peuple sont sous le contrôle de l'État. Il n'y a pas de liberté pour d'autres partis politiques que le Parti communiste.

À Cuba, il n'y a pas encore un tel totalitarisme économique. En revanche, la dictature politique avance à pas de géant. On remarque une sympathie très vive du gouvernement révolutionnaire à l'égard de l'Union soviétique et des pays situés dans son orbite. On note aussi, chez les révolutionnaires cubains, une certaine phobie contre les anti-communistes. C'est là une réaction psychique contre la pratique des dictateurs militaires qui appellent communistes tous leurs adversaires.

Les représentants du gouvernement révolutionnaire de Cuba sont d'ardents défenseurs des nationalisations et, au bout du compte, ils croient en la supériorité de l'entreprise étatisée sur l'entreprise libre. C'est pourquoi la politique actuelle de



Cuba consiste à favoriser, au plus haut degré, les entreprises étatisées et à supprimer, dans la mesure du possible, les entreprises privées. L'économie étatisée intégrale n'a pas encore été implantée, et il est peu probable qu'elle le soit par la violence ou dans la précipitation. Pour l'heure, le gouvernement révolutionnaire se limite à diriger, étendre et renforcer ses propres entreprises économiques, ainsi qu'à contrôler les entreprises privées.

### **L'action révolutionnaire en faveur des paysans grâce à la réforme agraire**

Cuba est essentiellement un pays agricole et le plus grand producteur de sucre. Logiquement, l'élan révolutionnaire fut donné dans les campagnes. Améliorer les conditions économiques des paysans fut le premier et le plus grand souci des révolutionnaires après la victoire. Pour accomplir cet objectif, il fallait introduire de nouvelles formes de production agricole, tant dans l'ordre juridique que dans la pratique. En premier lieu, il fallait exproprier les grands propriétaires terriens, saisir les entreprises agricoles existantes, et en fonder de nouvelles, reposant sur des bases différentes. La totalité des rénovations économiques, juridiques, industrielles et sociales dans les campagnes cubaines figure dans le texte de la loi de réforme agraire, promulguée le 17 mai 1959.

La réforme agraire a sonné le glas du régime latifundiaire. Selon les statistiques officielles, 70 % des terres appartenaient à des grands propriétaires, et le reste était partagé entre petits et moyens propriétaires, fermiers, métayers, *precaristas*, etc. 20 à 25 % des grands propriétaires étaient des étrangers, tout particulièrement des Nord-Américains. Parmi ces derniers, on a souvent mentionné la société United Fruit Company. Les statistiques sur l'agriculture cubaine, assez anciennes, et assez peu fiables d'après les experts, reposent généralement sur le livre de l'économiste Loury Nelson, *Rural Cuba*, publié en 1950 au Michigan.

La réforme agraire stipule l'expropriation des latifundia avec indemnisation, la distribution des terres aux paysans avec des titres de propriété, la création d'un Institut national de la réforme agraire (INRA), l'administration des propriétés

rurales, agricoles et industrielles fondées sur l'agriculture à la charge dudit Institut, et aussi la formation de coopératives agricoles régies par un statut modèle élaboré en accord avec les instructions officielles. Conformément à cette loi, un paysan a théoriquement droit à deux *caballerías*, soit environ 27 hectares de terre. Le maximum de terres privées que permet la loi est de 30 *caballerías* (400 hectares) pour l'agriculture et de 50 *caballerías* (675 hectares) pour l'élevage. Cette générosité à l'égard de la propriété privée démontre que la réforme agraire n'est pas, malgré les apparences, inspirée par les idées communistes.

Nous devons rappeler que la chute du régime de Batista a été la cause d'une véritable exaltation nationaliste et qu'elle a réveillé un profond sentiment de solidarité au sein du peuple cubain. Tous les hommes de bonne volonté se sont portés spontanément au secours de la paysannerie. La révolution garantissait la terre au *guajiro*, mais pour la travailler, il avait besoin de machines et d'instruments de labour. On a organisé des collectes publiques et volontaires pour doter le paysan de tracteurs et d'autres équipements. À cette époque, débordante de nouvelles espérances et d'un enthousiasme exubérant, on a réalisé des miracles de générosité. On livra plus de 700 tracteurs et six millions de dollars à l'Institut national de la réforme agraire. L'enthousiasme était alors grandiose. Le paysan devait être un homme émancipé, vivre dans le bien-être, avoir une demeure confortable et hygiénique, et les villes devaient l'aider à élever son niveau culturel. Tels étaient les nobles objectifs de l'aurore révolutionnaire, inspirés par les insurgés victorieux et acceptés dans la joie par le peuple cubain. Pour des raisons diverses, l'enthousiasme n'est plus si fort aujourd'hui, bien que l'action entamée suive son cours.

On mit en œuvre la transformation sociale avec un esprit civique fort élevé. Un an plus tard, on avait obtenu des résultats matériels notables. Les investissements de l'INRA s'élevèrent jusqu'à 100 millions de dollars. Les terres expropriées, saisies et contrôlées par l'Institut représentent environ trois millions d'hectares. On a attribué plus de 6 000 titres de propriété aux paysans et l'INRA a mis sur pied quelque 700 coopératives agricoles.

Le développement économique réalisé au cours d'un an est vertigineux. À la tête de cette activité se trouve l'INRA : aujourd'hui, cet Institut représente probable-

ment le pouvoir économique le plus important de l'île. L'organisation de l'agriculture n'est cependant pas sa seule préoccupation. Ses activités s'étendent aussi au domaine industriel. À mesure que la révolution suit son cours, des raffineries, des entreprises industrielles dérivées de l'agriculture, des mines, des usines de toutes sortes, des chantiers navals sont expropriés et incorporés à l'administration de l'INRA. La nouvelle usine d'acide sulfurique qu'on édifie dans la province de Pinar del Río, les plus grandes usines textiles du pays et d'autres industries importantes sont administrées et contrôlées par l'INRA.

Protégé par une législation privilégiée, l'INRA est un monopole étatique des plus puissants, le trust numéro un de la nation. Il n'est pas d'entreprise privée en mesure de concurrencer l'Institut. Toutes les entreprises économiques du pays mises ensemble n'ont pas l'importance de l'INRA, dont les activités augmentent constamment de volume. Avec la puissance croissante de l'INRA, on voit se réaliser les rêves caressés par les jeunes révolutionnaires cubains. Leur credo est que Cuba doit être le premier pays de l'hémisphère occidental où la nouvelle économie étatisée remplacera l'ancien régime de l'entreprise privée, en écartant ainsi ce qu'ils appellent l'odieux impérialisme yankee.

Est-ce que l'Histoire réalisera ce rêve audacieux et arrogant ?

### **Quelques heures à l'INRA**

Sur la Plaza Cívica de La Havane, un gratte-ciel présomptueux s'élève orgueilleusement dans le bleu du firmament. De larges portes mènent à de spacieux halls, et on accède par de nombreux ascenseurs à de multiples couloirs et à des centaines de bureaux et de salles. Le visiteur, qui vient des chaudes rues de la ville tropicale, respire avec soulagement l'air conditionné qui lui ôte rapidement sa fatigue. Dans d'élégants bureaux avec vue sur la baie des Caraïbes, on entend le murmure d'une musique douce provenant d'un microphone invisible. La musique d'ambiance est là, comme une sorte de reliquat de la société bourgeoise.

Le nouvel édifice est le siège principal de l'INRA. L'activité y est semblable à celle d'une ruche. Parmi la foule d'employés et de visiteurs, se détachent les typiques *barbudos*, dont les cheveux longs et les barbes contrastent avec les uniformes de miliciens, mais aussi avec les jolies et attrayantes Havanaises. Le va-et-vient continuel témoigne d'une activité fébrile, où l'esprit contemplatif propre aux Hispaniques se mêle à une efficacité typiquement américaine, en donnant naissance à l'idiosyncrasie cubaine. L'imposant édifice abrite également le *brain trust* de la révolution cubaine. C'est ici que Fidel Castro élabore, en compagnie de ses *compañeros*, les nouveaux plans révolutionnaires et prépare de durs coups oratoires contre les contre-révolutionnaires de son propre pays et les ennemis impérialistes, réels ou imaginaires, de l'extérieur.

Le commandant Fidel Castro est le président de l'INRA, et le capitaine Antonio Núñez Jiménez, un ancien professeur de géographie, auteur d'un livre remarquable, en est le directeur exécutif. Le vocable révolutionnaire *compañero* a remplacé l'appellation « bourgeoise » de *señor*, la barbe spartiate le visage rasé de près à la romaine, et le *tú* familier et rude s'est substitué au vouvoiement des salons. Les leaders suprêmes de la révolution travaillent et vivent dans l'immeuble. L'ambiance en est accueillante. Les plats qu'on vous y sert sont des plus simples. On ne constate pas encore la néfaste division entre gouvernants et gouvernés, qui ne manquera pourtant pas d'apparaître avec l'inévitable séparation entre l'État et le peuple.

Après un repas frugal mais agréable, le directeur de l'INRA m'a fourni très courtoisement toutes sortes de documents, et il a fait en sorte de faciliter ma visite aux coopératives agricoles de l'île.

\*\*\*

Une atmosphère de ce type régnait, il y aura bientôt un quart de siècle, dans l'Espagne républicaine de la guerre civile. L'activité bourdonnante du grand immeuble du Comité régional de la Confederación Nacional del Trabajo, à Barcelone, était très semblable au dynamisme révolutionnaire cubain. Il y a, du

reste, une apparente similitude entre la révolution espagnole commencée en juillet 1936 et la révolution triomphante de 1959. L'expropriation des terres et des industries, la formation de milices et le formidable esprit créateur sont des traits communs aux deux révolutions. Mais, à côté de ces similitudes externes, il existe de substantielles différences.

Les Cubains sont, en majorité, d'origine espagnole. Ils parlent la même langue, possèdent en gros la même culture que les Espagnols et ont des coutumes et des traditions ethniques similaires. Cependant, il y a une différence essentielle entre les deux nations. Leur passé politique est fort différent dans un cas et dans l'autre. L'hémisphère occidental a engendré, dans l'évolution des générations nouvelles et fort mélangées issues de races différentes, un complexe d'infériorité humaine totalement absent dans la péninsule Ibérique. Le paysan espagnol, attaché à sa terre et lié par des racines profondes à ses ancêtres, est l'héritier d'une entité culturelle homogène, formée tout au long d'une longue histoire. Il est le fils aussi de riches expériences de lutte sociale qui se répercutent et palpitent dans l'âme du pays. La propagande socialiste et révolutionnaire de la Première Internationale au cours du siècle passé a laissé des traces profondes en Espagne. Grâce à ces facteurs, l'étincelle créatrice vint du peuple lui-même. La collectivisation volontaire des terres et des usines, ainsi que la transformation de la structure économique de la société furent l'œuvre des paysans et des ouvriers eux-mêmes.

La révolution cubaine, en revanche, s'est faite et se fait encore grâce à l'initiative d'un groupe d'hommes pleins d'abnégation et de bonnes intentions, mais dogmatiques et fanatisés. En Espagne, tout procéda du bas et s'éleva vers le haut par la force propre du mouvement, étayé sur la base solide de la conscience révolutionnaire du peuple. À Cuba, tous les plans essentiels pour réaliser l'œuvre révolutionnaire furent conçus dans la sierra et élaborés par les héros de l'insurrection. Ces dirigeants travaillent sans repos et de manière désintéressée pour inculquer leur doctrine révolutionnaire à un peuple qui manque d'initiative. Le mouvement espagnol se fit dans un esprit libertaire, ou anti-autoritaire ; la révolution cubaine est, dans son inspiration, nettement autoritaire. C'est dans les origines

distinctes des deux mouvements que gît la différence intrinsèque entre les deux révolutions.

### **Visite à un domaine agricole dans la province de La Havane**

Eusebio Mujal, le privilégié secrétaire général de la CTC (Confédération des travailleurs de Cuba) durant la dictature de Batista, avait deux visages, à l'instar de Janus, le roi de la mythologie romaine : l'un d'homme pauvre chargé de la défense des déshérités, et l'autre de latifundiste riche : il possédait, dans la province de La Havane, des domaines qui totalisaient quelque 140 *caballerías*, soit 1 800 hectares de terres, exploitées par ses propres entreprises d'agriculture et d'élevage.

La révolution a entraîné la ruine financière des défenseurs du régime dictatorial : Mujal s'est enfui à l'étranger, mais il n'a pas pu y emmener ses terres. Une part d'entre elles fut donc expropriée par l'INRA ; dans l'autre, le ministère de l'Agriculture y a installé une ferme expérimentale. En conséquence, les paysans continuent leur dur labeur, les terres sont toujours exploitées, et leurs produits satisfont les besoins humains.

Mujal payait ses ouvriers au minimum syndical, soit 2,33 pesos par jour. Après la chute du régime de Batista, il y eut une augmentation de 20 %. L'ouvrier agricole Benjamín Rivera, qui travaille à la Finca Margarita – naguère la propriété de Mujal, elle appartient aujourd'hui à une coopérative –, vit avec sa femme et ses cinq enfants dans une vieille maison au toit de chaume. La demeure, cependant, est assez spacieuse et bien aérée. Elle a trois chambres, plus une cuisine et une vaste salle à manger. Poules et coqs s'ébattent dans la basse-cour, située derrière la maison.

Dans l'entreprise d'élevage, qui appartenait également à Mujal, il y a des installations modernes pour la conservation du lait. Les employés chargés de la traite des animaux, occupés à leurs tâches habituelles, nous disent que leurs salaires sont de 3,09 pesos par jour. Mais il faut tenir compte du fait qu'on en déduit 3 % pour

les impôts, 5 % pour la sécurité sociale, 1 % pour la maternité, 1 % pour le syndicat et 4 % pour l'industrialisation du pays, soit un total de 14 %. Le salaire effectif n'est plus que de 2,70 pesos.

Nous saluons une jeune femme, assise dans le petit mais coquet jardin sur lequel donne sa demeure. Paulina Chávez, dont le teint clair vient de ses origines basques, nous fait visiter sa maison avec beaucoup d'attentions. C'est une construction moderne, avec deux chambres, une cuisine, une salle à manger, une salle de bains et des toilettes, pourvue de l'eau courante et de l'électricité. Elle habite dans cet endroit depuis plusieurs années, en compagnie de son mari, employé de l'entreprise. Elle nous présente, avec une grande fierté, ses deux enfants âgés de quatre et six ans, à l'aspect sain et robuste, et elle ouvre avec satisfaction le réfrigérateur pour nous offrir de l'eau fraîche. Dans la chambre, la radio marche, et cette intelligente paysanne nous dit qu'elle aime la musique. Elle nous explique que la maison avait été construite par Mujal. Ils n'ont jamais payé de loyer ni l'électricité, ni avant ni après. Le salaire net de son mari est de 2,70 pesos. Comme je lui demande s'il suffit aux dépenses de la maison, elle répond, à la manière cubaine :

« Bon, il faut regarder à la dépense. La viande est à 43 centavos la livre, le pain à 15, le riz à 19, les haricots à 22 et les pommes de terre à 5. Heureusement, nous recevons 2 litres de lait gratuits par jour. »

Et, comme nous lui demandons si elle a des revenus supplémentaires, elle répond par la négative. Elle nous dit qu'elle a acheté le réfrigérateur à crédit. Et, enfin, interrogée sur le point de savoir si la vie pour sa famille s'est améliorée, la sympathique femme nous déclare :

« Pour parler franchement, c'est un peu mieux qu'avant. »

Comparant la situation assez aisée de cette famille paysanne de Cuba avec celle des paysans d'autres pays d'Amérique latine, que je viens de visiter en vue d'étudier leurs conditions économiques, je dois dire que le niveau de vie, ici, est un des plus élevés. En prenant comme critère la moyenne des trois kilos de viande

que le paysan cubain peut acheter avec son salaire journalier, il faut dire qu'elle n'est atteinte qu'en Argentine et en Uruguay, les premiers pays d'élevage au monde. En approuvant sincèrement les mesures qu'a prises et que continue de prendre le gouvernement révolutionnaire afin d'améliorer de plus en plus les conditions de vie du paysan, je me demande si faire toujours chorus à la propagande officielle sur la grande misère du *guajiro* sert la vérité et correspond vraiment à la réalité cubaine ou s'il s'agit là d'une exagération bien-intentionnée de la propagande.

\*\*\*

Dans la magnifique demeure d'un ex-sénateur du régime de Batista, située près de La Havane, le ministère du Bien-Être a installé un internat pour des enfants abandonnés d'origine modeste. Deux cent trente enfants de sexe féminin, âgées de quelques mois à 17 ans, ont trouvé là un nouveau foyer dans une atmosphère campagnarde, saine et joyeuse. L'orgueil que ressent le gouvernement révolutionnaire pour cette œuvre est mille fois justifié. C'est là une tâche philanthropique, digne d'être applaudie.

Nous avons terminé notre voyage à travers la province de La Havane par une visite au *fashionable* Country Club, un des lieux les plus aristocratiques, antérieurement réservé à des adhérents fortunés. La révolution, qui veut en finir avec les privilèges sociaux, a exproprié l'entreprise et l'a transformée en un établissement public. La plage, magnifiquement aménagée, les beaux jardins, les salons de jeu élégants, les fraîches et agréables salles à manger, tout est à présent à la portée du peuple. Mais, aujourd'hui encore, il faut être solvable pour pouvoir fréquenter ce lieu. Beaucoup des anciens membres ou clients se sont retirés, et les nouveaux visiteurs n'ont pas suffisamment d'argent. Sur le terrain de golf, les garçons attendent, consternés, les joueurs fortunés du temps passé. Mettant à profit notre visite, ils se sont assemblés peu à peu, et ont soulagé leurs soucis par d'amères plaintes sur leur manque de revenus :



« Ils nous disent que nous sommes révolutionnaires. Mais, nous, nous avons vécu grâce aux millionnaires : et maintenant, ils ne viennent plus. À quoi sert la révolution, si elle nous enlève le travail qui nous faisait vivre ?

– Il faut parler de votre problème à Fidel Castro, a répliqué notre guide. Fidel est le leader indiscutable de la révolution. C'est lui qui résout tous les problèmes. Fidel va trouver une solution pour remédier à votre crise actuelle. Fidel peut tout faire. »

### **La coopérative « Cuba Libre »**

La ville de Matanzas, magnifiquement située au bord d'une belle et profonde baie, se dresse sur des collines et des monticules, à l'embouchure de deux fleuves. La caserne de l'armée défendit le régime de Batista. La révolution, détruisant tous les symboles de la tyrannie, en fit donc une école, logeant la nouvelle force militaire révolutionnaire dans un autre édifice. Ce changement, digne des plus grands éloges, a été effectué en d'autres endroits de l'île. L'ancienne forteresse de Columbia, à La Havane, est aujourd'hui le Centre scolaire « Camilo Cienfuegos », en hommage au héros disparu. Le vaste édifice, situé à l'entrée de la ville de Matanzas, peint en couleurs claires et gaies, est à présent un des objets de curiosité touristique.

En partant de Matanzas, et en allant vers l'est, on trouve, à une heure d'automobile, la coopérative « Cuba Libre ».

« La révolution a été faite pour les pauvres, pas pour les riches », me disait très emphatiquement l'ami Gaona, qui m'avait gentiment invité à visiter la toute nouvelle coopérative, connue dans le pays entier comme une des meilleures créations révolutionnaires. J'avais le plus grand désir de connaître tout ce qui se fait dans les campagnes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959.

La coopérative « Cuba Libre » a été établie sur un domaine qui appartenait auparavant à un riche politicien de l'ancien régime.

La propriété a une surface de 42 *caballerías*, soit 567 hectares de terres. Elle produit principalement de la canne à sucre, des haricots et des pommes de terre. Elle dispose de 104 bêtes et six chevaux, de cinq tracteurs et de quelques autres

machines agricoles. La création de la coopérative s'est faite d'une manière toute simple, qui sert de modèle pour la formation de toutes les coopératives du pays.

La décision d'exproprier et de transformer le domaine fut prise par l'INRA. Une délégation de l'Institut vint sur place, et convoqua ouvriers et employés, soit au total 70 personnes, à une assemblée. La délégation expliqua que la révolution était arrivée à la campagne, et que l'Institut avait décrété l'expropriation de la propriété, puisque son propriétaire faisait partie des défenseurs de la tyrannie. La propriété serait dorénavant administrée par l'INRA. On donnerait aux ouvriers la possibilité de former une coopérative ; leurs salaires passeraient de 2,46 à 2,97 pesos, conformément aux dispositions prises par le gouvernement. Leur syndicat serait protégé par les lois. Les ouvriers peuvent également nommer un délégué afin de prêter main-forte à l'administrateur de l'INRA pour ce qui concerne l'organisation du travail. On établira sur ce lieu un magasin du peuple, et certains articles y seront vendus moins cher que dans d'autres établissements spécialisés. Les salaires sont considérés comme des avances : théoriquement, à la fin de l'année agricole, les ouvriers pourront se partager les bénéfices. Mais la distribution ne se fera pas sous forme de liquidités. L'INRA va construire de nouvelles maisons, plus modernes et commodes que les vieux *bobíos* (chaumières). Elles seront équipées aussi en eau courante, en salles de bain et toilettes. Les excédents seront destinés à amortir les dépenses nécessaires à la construction des maisons, puisque le gouvernement ne dispose pas de ressources suffisantes pour les offrir.

Quand on eut terminé la présentation du rapport et donné toutes les explications qui s'imposaient, on demanda à l'assemblée de voter pour ou contre la formation de la nouvelle coopérative. Tous les présents exprimèrent leur accord. Le procès-verbal rédigé, la coopérative était mise sur pied.

L'affaire ne resta pas à l'état de projet. L'Institut, désireux de montrer que la révolution tient ses promesses, accéléra les travaux, ce qui permit au gouvernement, au passage, de donner du travail aux ouvriers du bâtiment. On vit arriver des techniciens et des maçons, et les autorités envoyèrent, de Matanzas, des détachements de la nouvelle armée pour prêter la main aux tâches en cours. Quelques mois plus tard, les premières maisons étaient construites, et d'autres bien com-

mencées. On s'occupa de l'acheminement de l'eau, mais le précieux liquide n'est pas encore là.

On édifia aussi une école. Le ministère de la Santé publique envoya un médecin sur place, et ouvrit un dispensaire. Les médicaments indispensables sont distribués gratuitement aux membres de la coopérative.

Les ouvriers étaient très satisfaits de tout cela. « Il n'y a pas de comparaison possible entre la situation d'avant et celle de maintenant », nous a déclaré Pedro Cárdenas, un délégué ouvrier. « La révolution représente un grand progrès pour nous. » Ses camarades de travail approuvaient tous cette affirmation.

\*\*\*

« Il me semble, à moi, que l'œuvre de notre révolution est merveilleuse »,

me disait l'ami Gaona, avec son indestructible optimisme, sur le chemin de retour, pendant que notre voiture passait tout près des magnifiques plages proches de Matanzas.

« Oui, elle est formidable et extraordinaire. Le gouvernement révolutionnaire cubain est en train de faire ce que les ouvriers et paysans font eux-mêmes ailleurs. Toute personne de bonne volonté doit approuver le travail réalisé dans l'ordre matériel. Mais je dois vous dire que j'ai vu des choses semblables dans d'autres endroits. En Italie, il y a un industriel socialiste et philanthropique, Olivetti, qui a fait des merveilles pour ses employés. Des grandes entreprises étrangères ont d'importantes œuvres sociales pour justifier et assurer leur existence. J'ai vu des réalisations de ce genre faites par l'United Fruit Company au Guatemala, au Costa Rica et au Honduras. Les compagnies pétrolières du Venezuela essaient également de gagner la sympathie de leurs travailleurs en améliorant leurs conditions de vie et en leur accordant des privilèges que n'ont pas les travailleurs d'autres compagnies. On peut dire que les objectifs des compagnies capitalistes sont égoïstes, alors que les intentions du gouvernement cubain sont purement altruistes. Quoi qu'il en soit, les résultats matériels des uns et des autres sont plus ou moins identiques à cet égard. En économie, les motifs importent assez peu : ce qui compte, c'est le succès qui

mène au progrès matériel et social. La coopérative “Cuba Libre” est un modèle d’organisation, et je ne doute pas de son succès. Mais ce n’est pas une coopérative libre. »

### **Visite à la coopérative *tabacalera* « Rafael Morales »**

Les meilleures plantations de tabac se trouvent dans la province de Pinar del Río, probablement la région d’où cette plante est originaire. La capitale provinciale, située à trois heures de La Havane, est le centre le plus important au monde de l’industrie du tabac. Un des cigares havanais de meilleure qualité est le H. Upman, la marque utilisée par Churchill : les producteurs cubains, connaissant la passion du vieux fumeur anglais, lui expriment leur sympathie en lui offrant régulièrement des cigares de cette marque en quantité suffisante à la satisfaction de son petit vice.

Le tabac n’est d’aucune utilité au progrès social et il n’a pas plus de valeur pour la vie humaine : au contraire, il contient un alcaloïde dont le caractère dangereux est toujours l’objet de recherches scientifiques. L’élimination du tabac dans la société signifierait, toutefois, un bouleversement économique pour les intérêts créés de millions d’hommes et de femmes dont l’existence est fondée sur cette fantaisie bien enracinée chez l’*homo ludens*. C’est là une des contradictions les plus surprenantes de notre civilisation.

Si on souhaite obtenir un tabac de qualité supérieure, il faut prêter une attention toute particulière à la culture de cette plante. Il ne suffit pas d’analyser les sols, de travailler la terre et d’y appliquer les engrais nécessaires. La croissance de la feuille de tabac requiert une surveillance méthodique et continuelle. Les champs de tabac bien cultivés doivent être hermétiquement protégés par des toiles anti-moustiques pour éviter leur contamination par des parasites ; on doit faire en sorte que la pluie ne tombe pas trop fort, sans précipitations trop brusques, et que les rayons du soleil ne tapent pas trop dur non plus.

Le processus de maturation dure environ cinquante jours. La récolte doit être faite avec beaucoup de minutie. Les feuilles sont soumises à des opérations compliquées de fermentation, de lavage et de séchage à différents degrés de chaleur. Le classement se fait avec un très grand soin. Les feuilles de la plus grande qualité servent pour l'extérieur des cigares, d'autres pour l'intérieur, d'autres encore pour des cigarettes ou pour la pipe.

En contrepartie, le résultat pécuniaire de l'industrie du tabac est des plus rémunérateurs. Une *caballería* (13,5 hectares) semée de tabac et méthodiquement cultivée peut avoir un rendement de jusqu'à 60 000 dollars par an. Il ne faut pas s'étonner, en conséquence, de ce que les compagnies capitalistes s'occupent d'une activité si lucrative. La Cuba Land and Leaf Company, avec du capital étranger et cubain, était une des plus grandes entreprises productrices de tabac situées dans les environs de Pinar del Río. Avec seulement 60 *caballerías* (810 hectares) de terre, elle était parvenue à faire de gros bénéfices. La révolution a exproprié la compagnie, en ne lui laissant que 6 *caballerías* en usufruit. En novembre 1959, à l'initiative de l'INRA, se constitua donc la coopérative agricole « Rafael Morales » sur les terres et les installations saisies, le personnel cubain demeurant en fonction.

Dans un vaste édifice rustique, que les Cubains nomment *nave* (nef), quelque 400 ouvrières sont occupées à la préparation des feuilles de tabac. Assises les unes contre les autres sur des sièges bas, une planche de bois sur les genoux, elles classent et déploient les feuilles avec de rapides mouvements de leurs mains habiles. Le travail n'est pas dur, mais il exige du soin et de l'attention. Les feuilles déchirées sont éliminées. À cause de leur position inclinée vers l'avant, l'immobile chaîne humaine dégage une impression plutôt déprimante. Les actives travailleuses ne peuvent se permettre de lever les yeux de leur tâche.

Elles semblent toutes optimistes et heureuses. Elles sont toutes de ferventes révolutionnaires et admiratrices de Castro. Elles gagnent 3,50 pesos par jour de travail de huit heures, mais la majorité d'entre elles ne travaillent que de quatre à six mois par an.

Les directeurs de la coopérative m'ont demandé de dire quelques mots aux laborieuses *tabacaleras*. Malheureusement, le micro ne marchait pas, et ma faible voix ne

parvint pas à toutes les ouvrières. Une des femmes, d'âge moyen et dont le regard manifestait une vive intelligence, me demanda de venir près d'elle, puisque le travail ne lui permettait pas de se lever. Gardant ses yeux fixés sur les feuilles de tabac froissées que ses mains nerveuses déployaient rapidement, elle me fit un petit discours révolutionnaire, en se servant des mots « impérialisme », « philosophie », « idiosyncrasie » et d'autres du même genre. Finalement, elle me pria de publier à l'extérieur la vérité sur la grande révolution cubaine, lancée avec tant d'efficacité par Fidel Castro.

Cette singulière affaire me suggéra l'idée de réaliser un test sur le niveau culturel des femmes réunies dans le local, en demandant à celles qui ne savaient ni lire ni écrire de lever la main. À ma grande surprise, je pus constater que seules 20 femmes sur les 400 présentes étaient totalement analphabètes, ce qui est un pourcentage très bas pour un pays d'Amérique latine.

### **Visite à la coopérative *tabacalera* « Hermanos Saiz »**

La coopérative « Hermanos Saiz » (Frères Saiz), de Pinar del Río, est l'orgueil national du nouveau régime. C'est là que Fidel Castro a amené Mikoyan à l'occasion de sa visite à Cuba, pour montrer au vice-premier ministre russe les réalisations de la révolution.

La coopérative porte le nom de deux frères âgés de 15 et 19 ans, sauvagement assassinés par les bourreaux de la dictature. La coopérative fut établie l'an passé par l'INRA. Celui-ci a avancé l'argent pour les dépenses nécessaires à la production et pour la consommation des ouvriers. La réalisation la plus importante est la mise sur pied d'un lotissement pour les ouvriers *tabacaleros* et leurs familles. Le nouveau village se trouve sur le point le plus élevé de la plaine. Le premier édifice construit fut celui de l'école, qui a un aspect extérieur superbe et un intérieur des plus spacieux, une belle cour de récréation, de grandes salles de cours, un vaste réfectoire, et une cuisine où on prépare les repas pour les enfants, ainsi que des toilettes et des douches modernes, toutes en azulejos blancs. Face à cet édifice, il

y a deux larges avenues tracées en ligne droite, où on a construit 120 logements. Chacun d'entre eux possède trois chambres, une salle à manger, une cuisine, une salle de bains et des toilettes, et est pourvu d'eau courante. Ce lotissement est une des premières réalisations de la révolution. Le gouvernement révolutionnaire se propose d'ailleurs de construire des logements de ce type pour les classes travailleuses du pays, en particulier pour les paysans. Les maisons sont jolies et fonctionnelles, mais elles ont des plafonds très bas, ce qui fait que la ventilation est moins bien assurée que dans les vieux *bobíos*. Malgré ce détail, on ne peut que louer l'intention de gouvernement d'en finir avec les logements misérables.

Ces logements ont été livrés à leurs heureux habitants sans qu'on exige d'eux qu'ils les paient comptant. L'amortissement est le même dans toutes les coopératives. Étant membres de la coopérative, les locataires paient grâce aux excédents produits, de façon collective, et on ne décompte rien de leurs salaires. Dans le cas de la coopérative « Hermanos Saiz », l'amortissement se fera relativement vite, puisque les bénéfices de l'industrie du tabac sont élevés : on estime qu'il sera terminé dans un laps de temps de six à dix ans. Ailleurs, l'ouvrier qui souhaite jouir d'une maison neuve doit payer des mensualités durant 15 à 20 ans.

### **La coopérative de San Vicente**

Former une coopérative signifie, pour les paysans, avoir la possibilité de posséder une maison neuve grâce à l'aide du gouvernement. C'est ce qu'a bien compris un groupe de vingt métayers du petit village de San Vicente qui était venu à la coopérative « Hermanos Saiz » à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle école. Ils nourrissaient aussi l'espérance de pouvoir s'entretenir avec Fidel Castro et lui faire part de leurs problèmes. Quand ils en eurent l'occasion, Fidel les écouta et donna son accord à leur projet de formation d'une coopérative. Le domaine où ils vivaient appartenait à un riche propriétaire terrien, auquel ils devaient remettre régulièrement les deux tiers de leurs récoltes. Dans de telles conditions, les paysans ne pouvaient rêver une amélioration de leur précaire existence. Grâce à la révolu-

tion, le système des métayers et des fermiers a disparu. Les paysans ne dépendaient plus du latifundiste, mais sans capital, sans machines et sans engrais, ils étaient dans une véritable impasse. Grâce à l'INRA, ils purent bénéficier d'une aide immédiate. L'INRA a tenu la promesse faite par Fidel Castro, et les vingt *guajiros* de San Vicente obtinrent la construction d'un village nouveau.

San Vicente est situé dans la charmante vallée de Viñales, au pied de la cordillère des Organos. La construction de la nouvelle colonie se fit en un temps record, à la vitesse de l'éclair. Peu de jours après la formation de la coopérative, des maçons se présentèrent sur les lieux, ainsi que des soldats de l'armée rebelle. Les paysans eux-mêmes aidèrent à l'édification de leurs maisons. Deux mois plus tard, quelque 25 maisons se dressaient autour d'une vaste place en forme de demi-lune. La construction était du même type que dans d'autres lieux de l'île. Il ne manquait plus que l'eau dans les tuyauteries des cuisines et des salles de bains, et le courant électrique dans les fils conducteurs.

Les paysans de San Vicente n'auront pas de titres de propriété des terres, mais des carnets de coopérateurs. Dans la nouvelle coopérative cubaine, les terres et les maisons ainsi que les machines ne sont pas des possessions individuelles. L'économie est dirigée par l'INRA conformément à un plan national.

Les revenus du coopérateur sont des salaires qu'on appelle des « avances ».

Álvarez Costa, délégué provincial de l'INRA à Pinar del Río, révolutionnaire de la sierra, me donna toutes sortes d'informations et me facilita la visite et l'étude des coopératives de son district.

« Il me semble que, dans les coopératives cubaines, les associés renoncent à leur autonomie rurale contre plus de sécurité économique. Leur situation s'est améliorée si on la compare à celle d'avant, mais elle est inférieure à celle d'un coopérateur libre, particulièrement dans l'ordre moral. Est-ce qu'il n'existerait pas le risque de voir remplacée la belle conjonction "terre et liberté" par la néfaste disjonction "ou l'une ou l'autre" ? », demandai-je au sympathique *barbudo*.

« Notre révolution, m'a répondu le capitaine, se fonde sur les concepts émis par Fidel Castro dans ses derniers discours, et elle se caractérise par la concurrence



optimale entre les deux. Nous avons plusieurs centaines de coopératives établies dans notre province, et leur fonctionnement varie selon les cas. Quelques-unes vendent leurs produits à l'INRA, d'autres au marché libre. Si nous bâtissons des maisons pour les coopérateurs, ceux qui en jouissent doivent accepter des compromis équitables. En général, les coopératives sont administrées directement par l'INRA. Mais nous avons quand même dans notre district une coopérative qui a commencé à fonctionner collectivement par sa propre initiative. Elle se trouve dans le village de Moncada, dans la sierra, pas très loin d'ici. Je vous conseille d'y aller la voir. »

### **Visite à la coopérative de Moncada**

Le chemin vers la sierra est assez mauvais. Notre jeep fut sur le point de se renverser plusieurs fois, ce qui réduisit le plaisir qu'offre au regard le pittoresque panorama des riantes collines couvertes d'une flore tropicale exubérante. Après plusieurs heures d'un pénible voyage, nous arrivâmes dans une plantation de tabac bordée d'une rivière. Un groupe de paysans était occupé à la récolte des choux. Nous apprîmes bien vite qu'ils appartenaient à la collectivité dont la visite était l'objectif de notre voyage.

« La décision de travailler en collectivité a été prise par nous-mêmes, déclarèrent plusieurs d'entre eux. Le travail en commun est plus facile que le travail individuel. Avant, nous travaillions sous la menace de la faim. Maintenant, nous travaillons comme nous l'entendons. Notre coopérative n'en est qu'à ses débuts. Nous répartirons les bénéfices équitablement entre nous tous, et nous attendons de bons résultats de notre travail en commun. »

Leurs visages exprimaient la joie : leur enthousiasme était communicatif, et leur optimisme éveillait l'espoir en un futur plein de promesses.

Les maisons du village se ressemblent toutes. Nous nous arrêtons devant un des *bobíos* du centre, celui du paysan Nicolás Pacheco. Son affable épouse nous offre courtoisement le café, suivant l'hospitalité accueillante à laquelle ne manque jamais

une maîtresse de maison cubaine, et l'aimable amphitryon s'efforça de nous donner plus de détails sur l'origine et le fonctionnement de la coopérative.

Peu de temps après la promulgation de la loi de réforme agraire, nous déclara Nicolás Pacheco, les paysans du lieu se réunirent et décidèrent de ne plus payer les redevances au latifundiste.

Nicolás Pacheco avait en location trois quarts de *caballería*, et payait pour cela 142 pesos par an. L'arrêt du paiement signifiait déjà une amélioration importante des conditions de vie des paysans. Un peu plus tard, ils prirent la décision de travailler en commun. Ils avaient déjà pris contact avec l'INRA, qui leur fournit gratuitement deux tracteurs et une jeep. On installa dans le village un magasin du peuple, que l'INRA racheta à son ancien propriétaire. Les prix sont maintenant plus bas qu'ils ne l'étaient auparavant, du moins pour un certain nombre d'articles. L'INRA a consenti un prêt grâce auquel les collectivités peuvent acheter des semences et des engrais, ainsi que des produits pour la consommation familiale. Les associés sont au nombre de 60. Nicolás Pacheco possède dix-huit têtes de bétail bovin dont le rendement est plutôt réduit. Les autres associés ont également des bêtes en quantités diverses. L'INRA se dispose à les acheter, de sorte que les coopérateurs puissent faire l'acquisition de vaches plus productives, qui paîtront dans le pâturage communal. Pacheco espère toucher quelques centaines de pesos pour la vente de son bétail.

En ce qui concerne l'organisation de la coopérative, le modeste *guajiro* ne pouvait pas me donner d'explications détaillées. Les autres paysans ne connaissaient pas plus son fonctionnement. Il fallait attendre le sergent qui représentait l'INRA. Les paysans ne connaissaient que ce qui avait trait à leur travail commun.

Finalement, le sergent arriva. Ses informations ne concernaient pas l'initiative des coopérateurs du lieu, mais seulement les questions administratives à régler conformément aux ordres d'organismes supérieurs. Son exposé ne nous offrit pas de nouvelles lumières puisque le sergent ne fit que répéter ce qui se passait dans d'autres coopératives.

Bien que son information manquât d'apports positifs, elle était cependant intéressante par ses aspects négatifs. Cuba est le seul pays du continent américain où

les militaires interviennent dans le fonctionnement des coopératives agricoles. Si l'uniforme du sergent avait été russe, l'illusion de se trouver dans un sovkhose aurait été complète. L'équipe des paysans travaillant en commun, à l'entrée du village, était la seule nouveauté remarquable de la visite, la seule chose vraiment réconfortante et prometteuse. Pour le reste, on gardait l'impression d'avoir vu fonctionner une grande entreprise bien organisée, avec de multiples succursales réparties sur tout le pays, travaillant sous la devise : « Le pain est plus important que la liberté. » Mais on ne doit pas oublier qu'il existe deux libertés : la liberté nationale, qui regarde l'autonomie du pays, et la liberté personnelle de l'homme, qui compte davantage. Dans des pays qui connaissent de brutales oppressions, des révolutions violentes et peu d'expérience en matière de souveraineté nationale, la première liberté est plus appréciée que la seconde. Cuba fait partie de ce genre de pays. Certes, il y a du pain en abondance, mais, après de longues observations, nous constatons que le rationnement de la liberté a déjà commencé.

### **Visite à d'autres coopératives**

Cette visite au village de Pons, situé au pied de la cordillère des Organos, remplit mon cœur d'allégresse. Le mot de Saint-Simon, selon lequel toutes les grandes choses de l'humanité se réalisent dans l'enthousiasme, me vint en mémoire comme je visitais un atelier où travaillaient treize beautés cubaines, à la peau blanche pour les unes, plus foncée pour les autres. Six d'entre elles étaient mariées, et trois analphabètes. La révolution avait éveillé leur sens de la solidarité nationale. Elles s'étaient réunies dans un local du village pour confectionner des vêtements pour enfants et des sous-vêtements pour hommes. Elles réalisent cette tâche bénévolement. L'INRA leur a fourni les machines à coudre. On travaille huit heures par jour, sans salaires. Certaines ont droit à un repas, et d'autres amènent de quoi manger de chez elles. Les vêtements pour enfants sont offerts aux écoles et ceux qui sont destinés aux adultes sont vendus à bas prix dans les magasins du peuple. Leur demander si elles étaient toutes révolutionnaires était presque reçu comme

une injure et le nom de Fidel Castro suscitait l'enthousiasme général. Elles m'informèrent de l'existence de trois autres ateliers volontaires de ce type dans la région, me confiant, en outre, qu'elles espéraient un salaire quand la révolution serait en bon chemin.

Dans le village, on ne notait pas encore d'améliorations économiques. Le nouvel esprit révolutionnaire fondé sur des espérances et des exemples venus d'autres lieux, renferme une vigoureuse richesse morale, mais, par sa nature même, il sera de courte durée. Entre-temps, son triomphe donne de la force et de l'optimisme à Cuba.

Mon voyage dans la province de Pinar del Río a duré une semaine. J'ai eu l'occasion de visiter de nombreuses coopératives agricoles et industrielles, des coopératives consacrées à la pêche et au sucre, les mines de cuivre de Matahambre, et la nouvelle usine, encore en construction, de production d'acide sulfurique de Santa Lucía, où les *peones* (manœuvres) et les ouvriers spécialisés gagnent respectivement 5 et 9,50 pesos par jour. Elles n'apportent rien de neuf à ce qui a déjà été dit. Les lieux omis n'offrent pas de nouveaux aspects ni de données supplémentaires qui échappent au schéma connu.

Le voyage s'est conclu par la visite à l'*hacienda* Cortina, qui a une surface énorme, de 1 784 *caballerías*. La propriété fut expropriée par la révolution. L'établissement avait été construit par une famille dans le style des magnifiques jardins des anciens princes européens. Cortina était, avant la révolution, un grand seigneur féodal : il n'est plus, à présent, qu'un nostalgique de sa puissance passée.

L'avenue principale offre un panorama magnifique, avec ses arbres coupés à la manière du parc de Versailles et le palais seigneurial tout au fond. Il n'y manque ni lacs avec leurs cygnes, ni statuettes de marbre représentant des nymphes et autres figures de la mythologie européenne. Dans la romantique grotte des *Portales*, située près du fleuve San Diego, on effectue des travaux pour aménager un centre touristique avec un établissement de bains et autres installations de loisir. L'Institut national du tourisme (INIT) y travaille d'arrache-pied.

Le plus original de tous ces travaux est la construction de petites maisons dans les branches des hauts cèdres et autres arbres au feuillage tropical qui abondent

dans ce terrain montagneux. Des escaliers sans rampe, accessibles seulement aux plus jeunes, conduisent à ces demeures fantastiques bâties dans les airs. L'idée de faire de telles constructions ne pouvait naître que dans un pays tropical qui favorise, par l'exubérance de la nature, les débordements de l'imagination humaine. D'après notre guide, l'idée est née dans l'esprit de Celia Sánchez, la secrétaire de Fidel Castro. Grâce à l'approbation du chef révolutionnaire, dont les désirs sont tenus pour des lois, le projet est réalisé très rapidement. Ces nids modernes et originaux pour des « oiseaux humains » sont quelque peu éloignés de la réalité, mais ils semblent être près du ciel imaginaire de l'avenir national auquel la révolution aspire pour Cuba.

### **Le coopératisme dans la sierra de l'Escambray**

Dans toute l'île de Cuba, on déploie une activité fébrile en vue de l'exécution de nouvelles constructions patronnées principalement par l'INRA et l'Institut national du logement (l'INAV, en espagnol). Au début de son lancement, l'INRA disposait de 33 millions de pesos provenant du ministère de la Récupération des biens détournés, de 28,5 millions de la Banque nationale, ainsi que des dons volontaires d'autres instituts et du peuple cubain lui-même. L'agrégation continue de biens expropriés, qui ne lui coûtent rien, donnent à l'INRA un avantage énorme face à d'autres entreprises et lui assure un bilan favorable. C'est là une de raisons principales de la prospérité économique de l'INRA. À l'avenir, il devra fonder la réalisation de nouveaux travaux sur ses propres revenus et adapter ses dépenses à ses rentrées, comme dans toute affaire normale.

La gestion de l'INRA en tant qu'Institut national sera toujours liée à celle de la nation elle-même. Cuba a été, dans toute son histoire, un pays privilégié en matière de stabilité monétaire, ce qui constitue une quasi-exception en Amérique latine. Grâce à ses relations très étroites avec les États-Unis, le peso cubain a toujours eu une valeur égale à celle du dollar américain.

La voie principale de transport par terre est la grande route nationale asphaltée qui traverse le pays de part en part, à la manière de l'épine dorsale d'un caïman, un animal auquel on se réfère souvent pour Cuba à cause de la similitude des formes de l'un et de l'autre. À mi-distance des limites occidentales et orientales se situent les villes de Santa Clara et de Sancti Spiritu. Tout près se dresse la sierra de l'Escambray, où, durant la guerre insurrectionnelle contre la dictature, s'ouvrit ce que les rebelles appelèrent le second front. Dans les vallées de la sierra, l'INRA est en train de mettre sur pied plusieurs coopératives. Certaines d'entre elles jouissent d'une certaine réputation déjà, grâce à la propagande publicitaire de la revue *INRA*, ce qui a éveillé en moi le désir irrésistible de les connaître.

La coopérative « *Ciro Redondo* », de la zone de développement L. V. 16, peut servir de modèle de la vertu révolutionnaire du coopératisme. *Ciro Redondo* est le nom d'un jeune révolutionnaire qui mourut au cours de la lutte contre le régime de Batista. Auparavant, le lieu portait le nom caribéen de *Siguaney Abajo*. Les terres, qui appartenaient à un latifundiste, n'étaient plus cultivées depuis des décennies. Mais commencer à travailler sur des terres en friche, particulièrement dans des temps de troubles politiques, est une vieille tradition des *guajiros* cubains. C'est ainsi que naquit le concept de *precarista* pour désigner la précarité de la situation juridique de ces paysans. Dans le prolongement de cette tradition, les paysans du lieu se mirent donc à travailler les terres de leur propriétaire négligent. Leurs ambitions étaient modestes : ils voulaient juste gagner honnêtement leur vie en travaillant sans être exploités.

La révolution a mis fin au *precarismo*. L'INRA légalisa l'expropriation des terres, et ajouta quelques *caballerías* supplémentaires à la nouvelle coopérative créée par 70 paysans sur une superficie de 35 *caballerías* (soit 472 hectares). L'INRA y nomma comme administrateur un ancien maître d'école rurale, Rafael Valdés Cordoví, dont l'enthousiasme est communicatif. Les travaux furent efficacement organisés. L'INRA envoya des tracteurs et d'autres machines, ainsi que les équipements nécessaires à l'irrigation des rizières. Outre du riz, on sème des choux, du maïs et divers légumes. On y élève aussi des bovins. Les conditions sociales se sont rapidement améliorées. Avant, le salaire à la journée était de 1,50 peso tout au

plus ; aujourd'hui, il peut s'élever jusqu'à 2,48, à raison de 0,31 peso par heure pour huit heures de travail par jour. Mais, bien sûr, il faut tenir compte des retenues. Il existe cependant un arrangement qu'on ne connaît pas ailleurs. Quand on fait des heures supplémentaires, elles ne sont pas payées, mais quand, en revanche, le *guajiro* travaille moins de huit heures, on tient compte des heures faites en sus. On m'a expliqué que les heures supplémentaires non payées sont une contribution volontaire à l'œuvre commune révolutionnaire.

Rafael Valdés Cordoví introduisit le terme *dieta* (honoraires, indemnités) pour remplacer celui de salaire. D'après lui, cette interprétation correspond à la situation actuelle du paysan révolutionnaire cubain.

Visiblement influencé par le stakhanovisme, l'administrateur doctrinaire a écrit sur un tableau placé face aux bureaux de l'administration les résultats de la récolte, ainsi que les noms des personnes qui se sont distinguées par leur enthousiasme au travail. De l'autre côté du tableau, on pouvait lire quelques idées de l'administrateur lui-même : parmi les 75 coopérateurs, il n'y a en effet que 15 analphabètes. Les voici :

« Une œuvre doit être aimée et défendue pour ce qu'elle signifie. Cette coopérative, comme toutes les coopératives, est fille de la révolution. Un paysan montre son amour pour sa patrie en travaillant pour la coopérative, en veillant aux *centavos* investis, en comprenant ses compagnons, et en prenant grand soin de la production. En somme, un coopérateur est un patriote révolutionnaire. Les hommes sont reliés par l'amour. Que *Ciro Redondo* soit un exemple d'amour fécond et créateur.

L'administrateur, Rafael Valdés Cordoví »

L'endoctrinement du groupe a fait de rapides progrès. Tous ont avoué être d'ardents révolutionnaires. Le travail a été organisé par l'administrateur en personne. Il y a un responsable pour chaque tâche. Dans des réunions hebdomadaires, on aborde des questions concernant le travail et l'organisation. On donne également des cours d'endoctrinement. Les responsables de ces tâches sont nommés par les assemblées des coopérateurs eux-mêmes.

De retour du travail, un groupe d'environ 25 paysans me demanda de leur parler un peu de la façon dont les paysans vivent et travaillent ailleurs. Ils sont tous fort éveillés et sont friands d'informations révolutionnaires. C'est pourquoi je pus les informer brièvement des changements qui ont eu lieu parmi les paysans d'autres pays du continent américain.

\*\*\*

Dans le village de Río Abajo, 19 petits propriétaires et 45 journaliers *precaristas* se réunirent pour former une coopérative. Ils disposaient, en tout, de 29,5 *caballerías* de terres, et l'INRA leur en attribua 8 de plus : au total, la coopérative pouvait donc compter sur quelque 38 *caballerías* (513 hectares). L'INRA installa un magasin du peuple, qui permet d'acheter à crédit et à bas prix, ainsi que des machines pour labourer la terre. En certains lieux de la région, on avait besoin de bulldozers pour arracher le terrible *marabú*, qui est le nom utilisé sur l'île pour désigner un arbuste parasite épineux. On sème du coton et de l'arachide. Les paysans ont décidé de travailler la terre ensemble, en acceptant le contrôle de l'INRA sur l'économie rurale. Ils ont établi un salaire unique de deux pesos par jour. Ils n'ont pas encore demandé de maisons neuves, et par conséquent ils attendent le partage des bénéfices après la récolte. Les ex-propriétaires continuent de payer l'impôt sur les terres, soit la somme infime de 2,27 pesos par semestre et par *caballería*, en essayant de la sorte d'assurer la persistance de leur propriété dans l'avenir.

En vérité, la visite des coopératives de la sierra fut incontestablement instructive et pleine d'enseignements pour moi.

### **Entre Bayamo et Manzanillo**

Un des points d'approvisionnement des rebelles de la sierra Maestra pendant la dictature de Batista était l'accueillante ville de Bayamo. Située dans une vallée fertile et devenue le centre commercial d'une riche zone agricole, Bayamo est



aujourd'hui le siège de l'office régional de l'INRA. La plus grande partie des terres se trouve encore aux mains de petits et moyens propriétaires, mais la création de coopératives de l'INRA connaît de rapides progrès. Il y a huit coopératives dans le district, disposant de 878 *caballerías* (11 858 hectares) de terres et occupant 2 700 ouvriers agricoles. L'administrateur, qui porte le nom de Carbonell, est un homme jeune, débordant d'énergie pour la cause révolutionnaire.

Ici aussi on trouve une section militaire, indispensable, semble-t-il, à toutes les administrations coopératives de l'INRA afin d'assurer la bonne marche du coopératisme cubain. Les soldats, qui aident à la construction de logements, font œuvre utile, mais il existe aussi des fonctions parasites comme dans toutes les armées du monde.

La ferme « Primavera » expropriée, devenue aujourd'hui la coopérative « Camilo Cienfuegos », est une importante exploitation agricole, avec un total de 285 *caballerías* (3 847 hectares) de terres réparties en rizières, en pâturages et en collines ; 650 ouvriers s'y consacrent aux travaux agricoles et aux soins du bétail. Ce sont tous des coopérateurs. Leur salaire est fixé suivant la catégorie dont relève chaque travailleur. On déploie de grands efforts pour augmenter la production du riz. L'entreprise se développe de façon très satisfaisante.

Il existe également un vaste atelier de mécanique, annexé à la ferme, pour la réparation des machines. L'administration de la zone de Bayamo se propose d'agrandir l'atelier, en mettant à profit les installations existantes, pour fabriquer certaines pièces utiles à l'outillage agricole. C'est dans ce but que fut convoquée une réunion de quinze travailleurs employés à l'atelier, dans la salle à manger de l'administration de l'exploitation.

Je me trouvais là par hasard. Une douzaine de travailleurs étaient présents, en compagnie de l'administrateur de la ferme, de celui de l'office de l'INRA, de deux avocats et deux militaires. Le chef de Bayamo présenta le projet proposant l'organisation d'une coopérative industrielle sous la houlette de l'INRA. Ceci étant fait, il demanda aux travailleurs combien de spécialistes il faudrait, et de combien de temps ils auraient besoin pour la fabrication de certains outils. Les ouvriers, dont les préoccupations étaient visiblement tout autres, s'informèrent des salaires qui

leur seraient payés. L'administrateur répondit que les salaires n'ont qu'une importance secondaire, puisqu'il s'agit avant tout d'accélérer l'industrialisation du pays et demanda qu'on fasse des sacrifices au nom de la Révolution. Le projet ne sembla pas éveiller l'enthousiasme des ouvriers. Finalement, l'administrateur déclara que la coopérative se ferait de toute façon, avec les ouvriers présents ou sans eux. Les avocats établirent le procès-verbal de la réunion et la coopérative se trouva constituée.

La nouvelle coopérative sera organisée dans le style des entreprises des pays de l'Europe de l'Est. L'INRA, qui est un ministère de l'Économie et, en même temps, le gérant des entreprises industrielles nationalisées, organisera la production et la vente par l'intermédiaire de ses représentants. Les travailleurs coopéreront à la gestion quand la direction le jugera utile. Quant à leur situation économique, elle sera à peu de choses près identique à celle des entreprises privées. Un des ouvriers spécialisés craignait même qu'elle n'empire.

\*\*\*

Cuba consomme d'énormes quantités de riz, qui ne sont produites qu'en partie dans le pays même. On achète donc beaucoup de riz à l'extérieur. Le gouvernement révolutionnaire veut parvenir à l'autosuffisance du pays en ce domaine. C'est pourquoi il faut augmenter la surface des terrains cultivés. Les plantations de riz se trouvent principalement dans la partie orientale de l'île, et dans le district de Bayamo, il y a des possibilités pour de nouvelles plantations.

L'administrateur de l'office de l'INRA de la zone est en train d'élaborer des projets dont la réalisation permettra une extension des rizières. On procède à des travaux en vue d'aménager des baraquements pour ces centaines de travailleurs dont on a besoin pour les travaux des champs. Les gens seront logés comme dans les casernes, avec des lits superposés. Il y aura une grande salle à manger sur un terrain proche de la ferme « Primavera ». En nous montrant les travaux en cours, l'administrateur nous parlait avec enthousiasme des nouvelles possibilités d'augmenter la production et d'améliorer la qualité du riz produit par l'intermédiaire de la coopérative.

Le travail progresse rapidement et il ne fait pas de doute que cela apportera un progrès matériel. Dans d'autres parties du monde, on réalise des projets similaires avec les mêmes procédés et dans des conditions sociales plus ou moins semblables. Mais les travailleurs de la nouvelle entreprise « Primavera » qui va adopter le nom de « Camilo Cienfuegos » dormiront dans des baraquements et mangeront dans des réfectoires mis en place par l'entreprise. La chose n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, en l'occurrence, c'est qu'on appelle cette entreprise une coopérative, ce qui est inadmissible pour un coopérateur européen.

### **La première coopérative établie par Fidel Castro**

La ferme du latifundiste Guillermo Guerra Sánchez, sénateur du régime de Batista, située dans la commune de Manzanillo, est maintenant la coopérative « José Martí ». On dit qu'elle est la première organisée à l'initiative de Fidel Castro lui-même. L'entreprise est importante pour la culture du riz. Elle s'étend sur 185 *caballerías* (2 497 hectares) de terre, et possède son propre moulin de riz et autres installations modernes. Elle occupe 300 ouvriers en permanence et quelque 2 000 au moment de la récolte. Les permanents reçoivent un salaire fixe, et les autres sont payés à la tâche, une modalité qui porte le nom d'*ajuste* à Cuba.

L'administrateur, un homme pratique, ne cherche pas à cacher la vérité sous de belles paroles : pour lui, le *guajiro* est un travailleur et ses revenus sont un salaire. Le salaire, dans cette entreprise, est de 2,50 à 3 pesos par jour, selon la catégorie dont relève le travailleur, alors que les tractoristes touchent 5,50 pesos. On convoque une assemblée des coopérateurs chaque fois que cela est nécessaire. L'INRA a commencé à construire 300 logements pour les coopérateurs, qui les amortiront en les payant en plusieurs fois grâce aux bénéfices dégagés par l'entreprise. Le riz est vendu aux magasins du peuple et à des acheteurs privés au prix du marché. Le personnel est le même qu'avant, à l'exception de l'administrateur désigné par l'INRA. Faisant montre de réalisme, ce dernier se déclare heureux de voir que la production n'a pas baissé avec le changement de régime. Il nous explique que l'entreprise travaille efficacement, en se fondant sur les principes en vigueur

dans une entreprise privée saine. L'administration est efficace. Il n'y a ici ni illusions ni tromperies : voilà au moins un mérite à porter à son crédit.

### **La coopérative des pêcheurs à Manzanillo**

Dans la partie orientale de l'île, on parle avec enthousiasme de la coopérative des pêcheurs de Manzanillo. « Qui n'a pas vu la coopérative de Manzanillo n'a rien vu » est un adage répété partout. J'avais donc le plus grand désir de voir *de visu* une coopérative de pêcheurs semblable à celles qui existent en Norvège et dans d'autres pays.

Un officier de l'armée rebelle me donna les premières informations à ce sujet dans sa caserne. Il s'agit, en fait, de la construction d'une nouvelle ville consacrée à la pêche. Le promoteur de l'entreprise est l'Institut nationale de la réforme agraire. La tâche se fait sous la surveillance de l'armée : 1 500 ouvriers du bâtiment et 400 soldats y travaillent sans relâche. Dans le même lieu, au bord de la mer, il y a un chantier naval pour les bateaux de pêche, construits en bois. On en a déjà fabriqué onze de 30 et même de 50 pieds.

La nouvelle ville en gestation se dresse sur un vaste terrain situé au bord de la mer. Les travaux sont assez considérables, puisqu'il s'agira d'une petite ville de quelque 3 000 habitants, en majorité des pêcheurs. Le style des maisons est identique, et elles sont classées en trois catégories : de deux, trois et quatre chambres. Elles auront toutes, bien entendu, une salle à manger, une salle de bains et des toilettes, l'eau courante et l'électricité. Leurs dimensions seront, en moyenne, de 15,65 mètres de long pour 9,24 mètres de large et 2,30 mètres de haut. Pour autant qu'on puisse en juger aujourd'hui, la ville sera passablement monotone. Il y a un manque de variété architectonique difficile à éviter quand on prévoit d'édifier ce genre de maisons bon marché.

« Et où sont les pêcheurs ? », ai-je demandé à l'actif officier qui, aimablement, me parlait en montrant un élan extraordinaire, pendant que nous observions le lent mouvement giratoire de la haute grue qui était en train de placer un mur de

béton préfabriqué dans le lieu même, sur les fondements de ce qui sera une des nouvelles maisons.

« L'INRA les appellera quand tout sera prêt. Ils pêcheront avec des bateaux nouveaux ; ils vivront dans des maisons nouvelles et ils n'auront plus de problèmes économiques, puisque l'INRA achètera le produit de leur pêche. Nous allons avoir ici, dans notre nouveau régime, une génération heureuse.

– C'est merveilleux »,

ai-je répliqué sincèrement, en pressentant, malgré tout, que mes illusions de voir un véritable coopératisme libre s'étaient évanouies une fois de plus.

### **Entreprise publique de fabrication de chaussures**

L'active ville portuaire est également un centre de fabrication de chaussures. Dans de nombreux petits ateliers, patrons et ouvriers s'affairent sur de vieilles machines à la fabrication de chaussures pour le marché local. Les ouvriers avaient des salaires modestes, et les patrons ne pouvaient guère s'enrichir. Après la révolution, quand les ouvriers demandèrent qu'on respecte la loi concernant la sécurité sociale et d'autres revendications, il y eut des conflits. L'époque révolutionnaire ayant réveillé de nouveaux désirs dans l'esprit des travailleurs, ouvriers et patrons décidèrent de travailler en commun.

Un tel événement fait penser à ce qui eut lieu dans la péninsule Ibérique un quart de siècle avant. En Catalogne, au Levant et en Castille, on assista à la formation de nombreuses collectivités : d'abord isolées, elles s'associèrent postérieurement au sein d'industries socialisées. Cette évolution se fondait sur des traditions libertaires fort anciennes, qui donnèrent à la révolution espagnole son caractère particulier.

À Cuba, il n'y eut pas un semblable esprit créateur dans le peuple. Dans le cas qui retient ici notre attention, l'initiative populaire fut vite absorbée par le gouvernement. Dans la ville de Manzanillo, il existe une section du Parti commu-

niste très active au sein des syndicats ouvriers. Considérant les collectivités et les coopératives libres comme contraires à leurs idées, les communistes ont insisté pour que les ateliers collectivisés soient rattachés à l'INRA, espérant de la sorte calquer le système existant en URSS. En l'occurrence, ils purent compter sur l'appui total des dirigeants de l'Institut, inspirés par le même idéal. C'est ainsi que l'industrie de la chaussure devint une succursale de l'INRA.

Il y a deux grands centres pour la fabrication des chaussures, qui disposent en tout d'un ensemble de 800 travailleurs. Les deux sont contrôlés par l'INRA, et leur administrateur est un fonctionnaire dudit Institut. La fabrication des chaussures est rudimentaire. Le secteur ne possède pas de machines modernes. Les coopérateurs sont composés d'ouvriers et d'ex-patrons, et le salaire perçu est identique à celui de l'industrie privée. La production des chaussures est destinée en partie à l'armée et aux magasins du peuple, mais principalement au marché libre. L'INRA ne s'est pas encore occupée d'organiser la distribution.

Le changement révolutionnaire dans l'industrie de la chaussure de Manzanillo est instructif. Le mouvement commença avec la suppression des entreprises privées, il continua par la mise sur pied de coopératives libre, puis termina par leur incorporation à l'Institut de la réforme agraire. Un tel tournant est très symptomatique du cours nouveau de la révolution. Les voiles du bateau de la révolution cubaine sont orientées, contre vents et marées, vers le port du socialisme d'État à la manière russe.

### **Dans la charmante ville de Santiago de Cuba**

« La perle des Antilles », comme on a coutume d'appeler l'île de Cuba, est l'orgueil justifié de ses habitants. La verdure éternelle de ses vallées enchanteresses, les monts couverts de palmiers, les champs fertiles de canne à sucre et les rizières, ainsi que les vastes pâturages où paissent les troupeaux, tout cela forme un ensemble harmonieux, où on trouve des lieux idylliques. La partie panoramique la plus belle du pays est à l'est, et la ville de Santiago de Cuba, située au bord d'une

baie tranquille qu'entourent les sommets d'émeraude de la sierra Maestra, mérite d'être qualifiée de merveilleuse.

Les statistiques de l'Office régional de l'INRA de Santiago de Cuba montrent qu'il reste encore de nombreuses propriétés privées, mais que la faux de la réforme est en train d'en supprimer de plus en plus, en retranchant des latifundia tout ce qui excède les 30 *caballerías* pour les terres consacrées aux travaux agricoles et 50 *caballerías* pour les terres réservées à l'élevage. Avec les terres expropriées, on forme des coopératives ou on attribue des titres de propriété s'il s'agit de restes de terres de l'ex-domaine royal. Les propriétés privées continuent à fonctionner de leur côté, et les coopératives sont organisées par l'INRA.

Le lieutenant Jaime Greenup Rosales, fier de son passé révolutionnaire, me conduit courtoisement dans sa jeep jusqu'à sa coopérative, sise à une heure de route de la ville. C'est l'ancienne ferme de l'ex-sénateur Arturo Ilya Cuso, de 92 *caballerías* (1 242 hectares) de terre et de bons antécédents agricoles. On y sème du maïs, du riz, des haricots, de la canne à sucre et des légumes. On voit là de magnifiques plantations d'arbres jeunes et d'arbustes, et quelque 2 600 bêtes. Le lieutenant nous montre les petits arbres récemment plantés, bien soignés et protégés par des filets métalliques. On les cultive pour les vendre aux parcs des villes ou autres lieux de loisirs. Le visiteur peut se rendre compte qu'il s'agit d'une entreprise agricole modèle. Il n'est donc pas étonnant d'entendre le lieutenant chargé de cet effort florissant parler de sa coopérative, si on considère sa participation à l'œuvre commune.

Parmi les divers facteurs qui assurent les bons résultats observés, il y a aussi le « facteur humain », représenté par 370 ouvriers agricoles coopérateurs. Le lieutenant s'occupe d'eux à la façon du chef d'un bureau de *human relations* dans une entreprise privée moderne.

L'amélioration des conditions économiques post-révolutionnaires commença avec l'établissement d'un magasin du peuple. Ensuite, débuta la construction d'une ville agraire pour les paysans et leurs familles. Le chantier commença quelques semaines avant et les travaux sont déjà bien avancés. On voit se dresser déjà les murs d'une cinquantaine de maisons, chacune de 11 mètres de long et 7,70

de large. Elles auront trois chambres chacune, puisque les paysans ont, en général, beaucoup d'enfants. Pour le moment, les coopérateurs vivent toujours dans leurs *bobios*, assez éloignés du centre. La nouvelle ville agraire coopératrice se trouve près de l'ancienne demeure sénatoriale, où s'est installée l'administration. Le facteur humain sera, de toutes façons, plus facile à manier pour les multiples tâches de l'économie rurale. On construit une école avec trois salles de cours pour les enfants de la communauté. Le lieutenant espère pouvoir inaugurer les maisons à l'occasion de la commémoration révolutionnaire du 26 juillet. On travaille tous les jours, y compris le dimanche, et la nuit aussi, à la lumière électrique, pour accélérer les travaux.

À l'arrivée d'un sergent, un groupe de dix ouvriers de la briqueterie se constitue. Il est sept heures du soir. Le groupe se met en marche sous la conduite du militaire. Le lieutenant m'explique qu'il revient aux miliciens de défendre la révolution. Le bruit de leurs pas martiaux sur le terrain sablonneux et leurs cris révolutionnaires se mêlent au son de la primitive machine à fabriquer les briques, située tout à côté, et cet ensemble fait lever en moi l'idée d'un phalanstère fouriériste. Une telle symphonie rouge et noire<sup>1</sup> de travail fougueux et de militarisation révolutionnaire dépasse de beaucoup, cependant, la féconde imagination de l'utopiste français.

Dans cette coopérative, tous les hommes sont égaux, et le lieutenant un *primus inter pares*.

<sup>1</sup> Le drapeau de la révolution cubaine est rouge et noir, à l'instar de la bannière de la Fédération anarchiste ibérique. Il s'en différencie par la disposition des couleurs, diagonale chez les Espagnols et rectangulaires chez les Cubains.



## Ventas de Casanova

*Les gouvernements vont, les gouvernements viennent.*

*Le paysan reste.*

Ce lieu de la province orientale est connu dans toute l'île par la longue et courageuse lutte de ses habitants pour la défense de leurs terres. L'histoire en est fascinante. À la suite de la chute du dictateur Machado en 1933, les paysans de Ventas de Casanova se mirent à travailler les terres d'une ferme de 483 *caballerías* (6 520 hectares), qui était la propriété de l'ex-président. Ils ne causèrent aucun dommage à la propriété, n'ayant pour seul objectif que de travailler la terre de leurs ancêtres afin de gagner leur vie.

Une telle initiative était révolutionnaire, sans aucun doute, et s'opposait aux lois en vigueur. Batista, le nouveau président, dans la première période de son pouvoir, envoya des soldats pour déloger les paysans des terres occupées. Le gouvernement ne put parvenir à ses fins à cause de la résistance des *precaristas*, et la situation resta en l'état.

Sous le mandat du président Grau San Martín, on octroya des titres provisoires de propriété à ces *precaristas*. Depuis lors, les paysans ne furent plus inquiétés par les autorités et continuèrent à semer et récolter sur ces terres. Mais leur situation juridique restait indéfinie en regard de la loi. Dans l'incapacité de présenter des titres formels de propriété, il leur était difficile d'obtenir des crédits, ce qui constituait un obstacle majeur au progrès technique dans cette commune.

La révolution apporta un changement essentiel dans la situation. En se fondant sur la réforme agraire, les paysans de Ventas de Casanova sollicitèrent des titres de propriété sur ces terres qu'ils avaient cultivées pendant plusieurs décennies. L'Institut accéda à leurs demandes et concéda des titres à 967 *precaristas*. Chacun obtint le droit légal à la partie de la terre sur laquelle il avait travaillé en tant que *precarista*.

À cause de ce procédé, la distribution n'a pas été équitable, comme en témoignent les exemples suivants : Reinaldo López Elena reçut son titre pour 90 %

d'une *caballería* (11,7 hectares) et Ramón Martínez Núñez pour 10 % (1,3 hectare) seulement. La quantité attribuée aux autres oscille entre ces deux extrêmes. Cependant, de telles iniquités ne sont pas de nature spoliatrice, et elles n'ont pas suscité de rancunes entre les paysans. L'octroi des titres est regardé comme une conquête acquise par des années et des années de lutte.

« Vous n'allez pas former une coopérative de l'INRA ? ai-je demandé à un groupe de paysans réunis là-bas.

– Pour le moment, non, m'ont-ils répondu. La coopérative signifierait pour nous le renoncement à nos titres de propriété en faveur d'un carnet de coopérateur, c'est-à-dire une propriété collective à la place d'une propriété individuelle. Après avoir lutté tant d'années pour notre terre, ça nous paraîtrait assez dur d'y renoncer alors que nous venons d'avoir satisfaction.

– Alors, vous aurez peut-être intérêt à former une coopérative d'achat et de vente, indépendamment de l'INRA ?

– Non, ça ne convient pas plus à notre situation. L'INRA a installé ici un magasin du peuple, où nous effectuons nos achats à des prix plus bas qu'ailleurs pour certains articles. Quelle raison aurions-nous de former une coopérative d'achats ? Et encore moins pour la vente. Nous produisons principalement du maïs. Et l'achat du maïs est monopolisé par l'INRA, qui paie un prix satisfaisant. À quoi nous servirait, dans ce cas, une coopérative libre ? »

L'intelligent paysan disait vrai. Son cas n'est certes pas un cas isolé. Il n'existe pas d'atmosphère favorable au coopératisme libre dans le régime actuel. Il faudra attendre que les conditions changent, et, en attendant, appliquer la devise de Danton : « Après le pain, l'éducation est la première nécessité du peuple »

### **La cité scolaire « Camilo Cienfuegos »**

La plus grande fierté du régime *fidelista* dans le domaine éducatif est la cité scolaire appelée Camilo Cienfuegos, qui se dresse au pied de la sierra Maestra, sur les

terres de l'ancienne ferme « El Caney ». L'idée de cette ville fut conçue au moment où les maîtres actuels de Cuba étaient encore pourchassés dans la sierra. Les ardents révolutionnaires voulaient réaliser une œuvre grandiose, quelque chose qui n'existait pas encore afin de démontrer qu'un petit peuple est capable de se hisser au-dessus des autres peuples, au moins dans le domaine culturel.

La construction de la nouvelle cité a commencé il y a quelques mois, et une bonne partie des édifices se dressent déjà sur un vaste plateau de la sierra. Les architectes dirigent les travaux depuis La Havane, située à environ mille kilomètres plus à l'ouest. Le projet est véritablement unique. Plus de 22 000 enfants des deux sexes, de 6 à 18 ans, principalement des enfants des paysans de la sierra Maestra, seront regroupés dans la nouvelle cité scolaire.

Celle-ci comprendra 42 unités. Outre les dortoirs, réfectoires et salles de cours, chaque unité, prévue pour 500 élèves, disposera d'une piscine, de terrains de sports et d'un ciné-théâtre. Tous les édifices scolaires seront construits sur le même modèle. Chacun des grands bâtiments comprendra, au rez-de-chaussée, quatre salles de cours pour 50 élèves divisés en deux classes. On installera des dortoirs pour 200 enfants au premier étage. Dans la cuisine centrale, on préparera les repas pour plus de 22 000 personnes.

Le projet est financé par le gouvernement et mis en œuvre par l'INRA. La cité scolaire dispose de 9 000 hectares de terres cultivables, où on sèmera du riz, des haricots, des choux et d'autres légumes. Il y aura aussi des bovins et des fermes avicoles. La vente des produits agricoles couvrira les dépenses courantes de la cité. Les activités agricoles serviront, en même temps, à faire le lien entre l'enseignement agricole et les travaux pratiques accomplis par les élèves de 14 à 18 ans. De la sorte, les quelque 23 000 habitants de la cité, dans leur immense majorité des jeunes gens et des enfants, vivront de leur propre travail et sans subvention publique.

Le fonctionnaire qui m'avait fourni tous ces chiffres et me montrait de bon gré les constructions en préparation s'exclama, dans un élan d'enthousiasme :

« Une cité d'une telle envergure n'existe qu'à Cuba. Cuba est le premier pays qui va réaliser une œuvre d'une telle importance. »

Cependant, parmi les expérimentés pédagogues cubains, on sent une certaine réticence quant au succès éducatif de la nouvelle cité scolaire.

« Du point de vue pédagogique, m'a dit un académicien connu, une machinerie éducative d'une telle envergure est une folie. Ce qui aurait été raisonnable, en l'occurrence, c'est de construire une école dans chaque village de la sierra Maestra, qui aurait été en même temps un centre culturel local. En outre, on pouvait construire une école technique d'agriculture dans la capitale de la province. »

L'opinion du vieux pédagogue est pleine de bon sens. Séparer 22 000 enfants de leurs parents va entraîner sans aucun doute des troubles psychologiques dans de nombreux foyers. Beaucoup de mères souffriront de l'absence de leurs enfants, qui ont besoin journallement de l'amour et la tendresse de leurs mères. Une fois les enfants séparés de leurs familles, les liens intimes entre les nouvelles et les anciennes générations se relâcheront. L'idée d'une cité scolaire si gigantesque part d'une fausse conception pédagogique. Le but de l'éducation n'est pas seulement d'enseigner les matières au programme, mais aussi d'introduire les jeunes à la vie adulte. Et, dans la vie sociale, il n'y a pas de séparation entre jeunes et vieux, mais une compénétration permanente qui permet la co-éducation entre générations. L'expérience acquise par la tradition et confirmée par la science moderne nous dit que la vie familiale, l'enseignement dispensé aux enfants et l'instruction scolaire doivent former un ensemble harmonieux. Une telle préparation sera difficile dans la nouvelle cité scolaire de la sierra Maestra, qui sert tant à la propagande du régime révolutionnaire cubain.

Les principes spirituels qu'on y appliquera seront les mêmes que ceux de l'actuel régime révolutionnaire. On mettra le nationalisme au-dessus de l'humanisme, et la patrie passera avant l'homme lui-même. La cité scolaire « Camilo Cienfuegos » ressemblera plus au camp d'entraînement d'une Sparte moderne qu'à une école de l'Athènes antique.

### **Amazones de la révolution**

La révolution cubaine a eu également ses héroïnes : la fameuse Pastorita, actuellement à la tête de l'Institut national de l'épargne et du logement, est la plus connue de toutes.

La majorité des Cubains ignorent, toutefois, qu'il existe encore une compagnie de femmes révolutionnaires dans la sierra Maestra, dont la caserne se trouve dans le district de Las Mercedes, et qu'elles sont incorporées à l'armée rebelle.

Une caserne de femmes soldats, armées de fusils et de pistolets, est une surprise même pour qui est habitué à parcourir le monde.

La rencontre imprévue eut lieu dans la sierra, près de la cité scolaire encore en construction. Ce groupe de femmes a appartenu à l'armée des insurgés en lutte contre le gouvernement de Batista. Habituees à la vie dans la sierra, ces femmes préféraient rester groupées, et former une compagnie féminine. Vêtues d'uniformes masculins, avec des pantalons et tout le reste, elles finirent par adopter la vie militaire.

Nous arrivâmes à l'improviste. Quelques-unes étaient en train de nettoyer leurs armes. D'autres, qui gardaient quelque chose de leur féminité, cousaient des vêtements d'enfants qui devaient être distribués aux mères à l'occasion des fêtes patriotiques du 26 juillet.

Les droits et devoirs de ces « walkyries » modernes sont identiques à ceux des hommes. Nourries et logées, elles reçoivent la même solde (75 pesos par mois) qu'eux. L'administration leur confie certaines tâches de caractère civique. Par exemple, elles doivent aider à l'élaboration du recensement de la population de la sierra Maestra. C'est ainsi qu'elles prétendent justifier leur utilité publique, sans pour autant renoncer à leurs tâches guerrières.

« Puisque vous vous occupez de tâches administratives, pourquoi avez-vous besoin d'armes ? », ai-je demandé à la Penthésilée assise à un bureau dans son uniforme flambant neuf.

« Nous sommes en pleine révolution, m'a répondu la femme capitaine, et nous ne savons pas ce qui peut arriver. On ne gagne pas une révolution pacifiquement. »

La belliqueuse amazone avait raison. Un pays révolutionnaire n'est pas un pays pacifiste.

### Une révolution autoritaire

La transformation sociale opérée dans les campagnes cubaines se prête à quelques observations sur l'idéologie nationale révolutionnaire et nationale socialiste aujourd'hui en vogue dans beaucoup de pays jeunes. Dans la révolution cubaine, qui a un caractère nettement national et socialiste, on note une forte influence des postulats de la révolution russe. La philosophie étatiste de la Russie actuelle est originaire d'Allemagne et elle a Marx pour père spirituel. C'est sur cette philosophie que s'est fondé Lénine, et les bases théoriques du parti bolchevique sont essentiellement marxistes.

Dans l'ordre philosophique, l'inspirateur de Marx a été G. W. F. Hegel. La fameuse doctrine de Hegel pose l'évolution objective qui se manifeste dans « l'objectivation phénoménologique de l'esprit ». Marx accepta la dialectique de Hegel en principe, mais en remplaçant l'esprit par la matière. C'est ainsi qu'on en est arrivé à la conception du matérialisme dialectique, si cher à Lénine et à ses disciples, qui reste aujourd'hui encore la base philosophique de tous les pays situés de l'autre côté du rideau de fer. D'après cette doctrine, l'évolution objective finira par déboucher inévitablement sur l'instauration du communisme d'État. Voici le premier point.

Mais il y a plus. Dans la théorie de l'évolution objective, l'homme, étant soumis irrésistiblement à une « loi objective » aveugle, n'a pas comme tel un rôle prépondérant. Cette doctrine n'a jamais été un obstacle pour les dictateurs et les *caudillos* qui déplacent les foules comme le joueur d'échecs déplace ses pièces, puisqu'ils se considèrent eux-mêmes comme les instruments de l'évolution objective de Marx ou de l'Esprit universel de Hegel.

La philosophie de Hegel servit, au XIX<sup>e</sup> siècle, au roi de Prusse pour donner un fondement doctrinal à son absolutisme. La philosophie de Marx a été utilisée par Staline, au XX<sup>e</sup>, pour justifier sa dictature.

Tout cela est aujourd'hui dépassé, du moins en théorie. Mais l'idée d'une économie dirigée par l'État, au nom d'un idéal national-révolutionnaire, n'en dérive pas moins de la théorie de l'« évolution objective ». Rares sont les personnes qui savent quelles sont les sources spirituelles d'où émanent leurs diatribes oratoires.

Dans le laps d'un an et demi qui s'est écoulé depuis la victoire de la révolution, le langage commun a changé à Cuba, parallèlement à la mise en œuvre de la nouvelle politique, en donnant un sens nouveau à des mots anciens. En certains lieux du pays, on dit *dieta* pour désigner le salaire ; le mot *comandante* a remplacé « général » ; le monologue des chefs révolutionnaires à la télévision est appelé *démocratie directe* ; la devise « La Patrie ou la mort » fait des ravages dans l'esprit du peuple cubain, alors qu'il serait plus logique de dire « La Patrie ou la vie » ; la devise mille fois répétée « Consommer ce que le pays produit, c'est œuvrer au bien de la Patrie » procède d'une bonne intention, qui devrait plutôt s'exprimer à l'inverse : « Produire dans le pays ce qu'on y consomme. » Une bonne partie des Cubains associent le mot « coopérative » à la construction de groupes de maisons par l'INRA, et on pourrait citer d'autres curiosités sémantiques du même genre.

\*\*\*

La révolution cubaine a provoqué une division spirituelle dans le Nouveau Continent, au sein des mouvements sociaux et, tout particulièrement, chez les jeunes les plus conscients. On continue d'argumenter passionnément pour ou contre la révolution cubaine. Ses partisans acceptent le processus révolutionnaire dans toute son ampleur, y compris dans ses déviations. Parmi celles-ci, il faut parler de la suppression des libertés. En même temps, ils condamnent tous les sceptiques comme contre-révolutionnaires et les tiennent pour des laquais des yankees. Pour leur part, les critiques disent que Castro est un agent ou un allié de Moscou, et rejettent son régime pour son aspect dictatorial. Ils l'accusent d'être un serviteur de Khrouchtchev et de l'assister dans la guerre froide afin de conquérir l'Amérique latine. Il y a aussi un troisième groupe qui, ne penchant ni pour le

Kremlin ni pour la Maison-Blanche, n'est pas contre la révolution cubaine, mais approuve ce qu'elle a de positif et refuse ce qu'elle a de négatif.

Les différentes appréciations sur la révolution cubaine ont, en grande partie, leur origine dans le rapide et profond changement de la situation à Cuba même. La révolution cubaine a énormément changé au cours de ses vingt mois d'existence, tant dans sa forme que dans son contenu. Au moment de sa lutte contre Batista, le Mouvement du 26 juillet était différent de ce qu'est devenu l'appareil gouvernemental d'aujourd'hui. Le premier était libérateur, le second est dictatorial. Il y a aussi, bien entendu, une différence dans le rôle des révolutionnaires eux-mêmes, si on compare leur comportement en janvier 1959 avec celui de la seconde moitié de l'année 1960. Quand, au mois d'avril 1959, Fidel Castro fit son fameux voyage aux États-Unis, il accepta de bon gré et même avec fierté les ovations et les louanges des yankees. À présent, il ne parle plus des Nord-Américains qu'avec mépris et il les accuse d'être l'ennemi numéro un de la révolution.

Il convient de rectifier une erreur qu'on commet fréquemment quand on se réfère au Mouvement du 26 juillet. Ce mouvement était inspiré dès son origine par un esprit et des méthodes autoritaires, puisqu'il se fondait sur une organisation militaire dotée d'un chef suprême, dont le rôle fut déterminant pour tout ce qui concerne les actions menées et leurs objectifs. Aujourd'hui, Fidel gouverne de la même manière qu'il conduisait auparavant son armée rebelle. Est-ce que ce ne serait pas là, peut-être, la raison pour laquelle le régime révolutionnaire a dégénéré si vite en dictature ?

Dans ses conférences, Fidel Castro critique durement la démocratie bourgeoise. Le mot « bourgeois » date de la Révolution française et avait un sens quand il était utilisé par Marat. Aujourd'hui, il est moins précis et on en fait un usage abondant dans la propagande communiste. La démocratie parlementaire n'est certes pas une garantie absolue pour les libertés. De même, la démocratie présidentielle s'exerce fréquemment contre la volonté populaire. Mais la base gouvernementale d'un groupe d'hommes dont les décisions émanent de lui-même et se déterminent en son propre sein est encore plus étroite et moins démocratique. Il convient de rap-



peler le souvenir de la révolution espagnole. Durant la guerre civile espagnole, il y eut, sur le territoire républicain, un gouvernement révolutionnaire composé par différents secteurs populaires sans élections parlementaires. Mais tous les partis et organisations syndicales y étaient représentés. À Cuba, il n'y a qu'un groupe qui gouverne, celui de Fidel Castro et de ses amis politiques. Au fond, le régime de Castro est, en ce qui concerne sa structure interne, similaire à la dictature de Franco ou à la dictature stalinienne.

Le gouvernement révolutionnaire de Cuba est une dictature. Le peuple de Cuba le sait et il le regrette. Les masses amorphes et fanatisées applaudissent les leaders révolutionnaires au cours des grandes concentrations publiques. Mais au sein des secteurs populaires eux-mêmes, les personnes dotées d'un jugement personnel sont déçues. Castro a perdu la sympathie d'un bon tiers du peuple.

On assiste à Cuba au développement d'une révolution économique et sociale, mais les changements s'effectuent par décrets gouvernementaux, et non par initiative populaire. Après la chute du régime de Batista, le rétablissement des libertés fut instantané et spontané grâce à l'action du peuple lui-même. L'épuration de l'administration publique, la réduction des loyers et des tarifs de l'électricité et du téléphone, la transformation de la Loterie nationale en un Institut de l'épargne et du logement afin de construire des maisons pour la population, toutes ces mesures du gouvernement révolutionnaire furent saluées par le peuple entier, depuis les catholiques jusqu'aux libertaires. Mais l'exécution de gens sans jugement préalable, et, plus tard, la suppression de la presse libre, le contrôle des syndicats par le ministère du Travail, l'établissement d'une économie dirigée par l'État, et, tout particulièrement, le nouveau et désavantageux pacte commercial et politique avec l'URSS et les autres régimes de l'Est, rien de cela n'est du goût des Cubains. Si on lui donnait, par un plébiscite, la possibilité d'exprimer sa volonté librement, la majorité du peuple refuserait ces mesures gouvernementales.

Une des mesures dont s'enorgueillit le plus le gouvernement de Castro est l'expropriation des latifundia et la nationalisation des entreprises étrangères. La confiscation des grandes propriétés terriennes a été applaudie par tout le peuple

cubain. Les nationalisations, en revanche, ne jouissaient pas du même soutien unanime. Dans de nombreuses entreprises nationalisées, on a réduit les salaires ainsi que certains acquis sociaux gagnés de haute lutte. De là que les travailleurs se soient rendu compte que la nationalisation n'est pas l'équivalent d'une socialisation, mais simplement un changement de propriétaire, et que le nouveau propriétaire – l'État – n'est pas meilleur mais plutôt pire que l'antérieur. Les nationalisations ne sont pas plus profitables à l'économie du pays : elles servent surtout à satisfaire le sentiment nationaliste, un sentiment qui a une valeur plus fictive que réelle. La création des coopératives agricoles et autres par l'Institut de réforme agraire est considérée comme une mesure transitoire destinée, si on en croit la version officielle, à disparaître et à être remplacée par de véritables coopératives libres. Ce changement se fera « quand le *guajiro* sera parvenu à une étape supérieure de son développement économique et social ». Telle est l'opinion des nouveaux gouvernants sur le sujet.

Le grand mérite de la révolution cubaine est d'en avoir fini avec la dictature de Batista et d'avoir procédé à une distribution des terres conformément aux exigences de la justice sociale. Voilà ce qui est véritablement durable. Le reste est, selon les cas, éphémère, relatif ou malfaisant.

*Traduction de Miguel Chueca*

# Table des matières

## L'anarchisme à Cuba

Note des éditeurs .....	5
Préface .....	9
Cuba : Repères chronologiques (1868-1968) .....	15
Chapitre I. Colonialisme et séparatisme (1865-1898) .....	21
Chapitre II. Intervention et République (1899-1933) .....	49
Chapitre III. Constitution et révolution (1934-1958) .....	77
Chapitre IV. Castrisme et confrontation (1959-1961) .....	93
Chapitre V. Les ombres de l'exil (1962-1980) .....	115
Chapitre VI. Réalité et réflexion .....	137
Bibliographie .....	161
Index des noms propres .....	164

# Table des matières

## Témoignages sur la révolution cubaine

Salut de Souchy à la révolution cubaine .....	179
Témoignages et observations sur la révolution cubaine .....	183

La mise en page du présent volume a été faite par Daniel Pinós et Miguel Chueca s'est chargé de sa révision finale.

Nous remercions notre ami Marcos Carrasquer pour avoir bien voulu illustrer la couverture de ce livre.

Tous nos remerciements aussi au CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Lausanne, qui nous a communiqué le texte de la brochure d'Augustin Souchy, *Testimonios sobre la Revolución cubana*.

## Ouvrages disponibles aux éditions CNT-RP

- *Argentine : Généalogie de la révolte. La société en mouvement*, Raúl Zibeki, 384 p., 16 € (frais de port : 2,90 €)
- *La Canaille. Histoire sociale de la chanson française*, Larry Portis, 224 p., 14 € (frais de port : 2,65 €)
- *Le Garrot pour deux innocents. L'affaire Granado-Delgado*, Carlo Fonseca, 226 p., 15 € (frais de port : 2,65 €)
- *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, René Berthier, 288 p., 14 € (frais de port : 2,65 €)
- *Les Collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Félix Carrasquer, 296 p., 12 € (frais de port : 2,65 €)
- *Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus*, Sébastien Faure ; présentation de Philippe Oriol, 88 p., 10 € (frais de port : 1,75 €)
- *Les Anarchistes du Portugal*, João Freire, 336 p., 13 € (frais de port : 2,44 €)
- *Gaston Couté, un gâs de la Belle Époque qu'à mal tourné*, Maria José Palma Borrego, 112 p. [épuisé]
- *De l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire Actes du colloque international « Pour un autre futur »*, collectif, 304 p., 15,25 € (frais de port : 2,44 €)
- *La CGT-SR et la Révolution espagnole De l'espoir à la désillusion – juillet 1936-décembre 1937*, Jérémie Berthuin, 200 p., 3,80 € (frais de port : 2,13 €)
- *Autogestion et anarchosyndicalisme Analyse et critiques sur l'Espagne (1931-1990)*, Frank Mintz, 136 p., 10,65 € (frais de port : 1,98 €)
- *La Collectivité de Calanda 1936-11938, la révolution sociale dans un village aragonais. Le témoignage de Miguel Celma*, Collectif Equipo juvenil confederal, 144 p., 7,60 € (frais de port : 1,98 €)
- *La Confédération général du travail suivi par le Parti du travail*, Émile Pouget, 240 p., 9,15 € (frais de port : 2,90 €)
- *Communisme libertaire, « Concepto confederal del comunismo libertario »*. Motion adoptée à Saragosse lors du IV<sup>e</sup> congrès de la Condéfération nationale du travail d'Espagne au mois de mai 1936, 48 p. [épuisé]

– *L'Éthique du syndicalisme*, Pierre Besnard, 144 p., 10,65 € (frais de port : 1,98 €)

## Les brochures syndicalistes

– *La Bourse ou la Vie ! Contre les fonds de pension*, Alain Bihr, brochure syndicaliste, n° 11, 32 p., 3 €

– *Francisco Ferrer y Guardia*, suivi de la présentation de la fédération des travailleurs de l'Éducation, Ramon Safón, brochure syndicaliste, n° 10, 62 p., 5 €

– *Une mystification idéologique : le Choc des civilisations*, Miguel Chueca, brochure syndicaliste, n° 9, 42 p., 3,80 €

– *La Naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin*, Arthur Lehning, brochure syndicaliste, n° 8, 44 p., 3,80 €

– *CNT aujourd'hui, CNT nègres et rouges*, Collectif, brochure syndicaliste, n° 7, 32 p. [épuisé]

– *Un Travailleur sur deux est une femme La lutte des femmes*, commission Femmes de la CNT, brochure syndicaliste, n° 6, 56 p. [épuisé]

– *Bakounine, fondateur du syndicalisme révolutionnaire*, Gaston Leval, brochure syndicaliste, n° 5, 48 p. [épuisé]

– *L'Organisation révolutionnaire internationale du prolétariat*, Eduardo Colombo, brochure syndicaliste, n° 4, 36 p., 3,05 €

## Également en diffusion

– *Les Fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit*, Pierre Bance, la Pensée sauvage, 251 p., 13,70 €

– *Anarchisme-syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907)*, introduction d'Ariane Miéville et Maurizio Antonioli, éditions Nautilus-le Monde libertaire, 231 p., 9,15 €

**Pour passer commande, écrire à :**  
**CNT, service librairie**  
**33, rue des Vignoles, 75020 Paris**  
**Tél. 01 43 72 09 54 – Fax 01 43 72 71 55**

**Chèques à l'ordre de : CNT, service librairie**  
**Particuliers : compter les frais de port en sus**  
**Librairies : remise 30 % (pas de frais de port)**  
**Syndicats CNT : à partir de 3 exemplaires**  
**d'un même livre : remise 40 %**  
**(pas de frais de port)**